

LES SEPT ÉLECTIONS

ALLIER : M. Péronnet préserve son capital

M. Péronnet, qui tente de retrouver son siège de député de la quatrième circonscription de l'Allier — siège qu'il avait laissé lors de son entrée au gouvernement, en juin 1974, à son suppléant, M. Jean Chabrol, — améliore en pourcentage son score de mars 1973. Membre de l'opposition en 1973, M. Péronnet n'avait obtenu que 44,75 % des suffrages exprimés, soit une baisse de plus de deux points par rapport au scrutin de juin 1968, pour lequel il avait reçu l'investiture de la fédération de la Gauche démocrate et socialiste.

Passé dans le camp de la majorité depuis l'élection présidentielle de mai 1974, l'actuel président du parti radical conserve certes son capital de voix, mais la majorité dont il est l'unique représentant n'y retrouve pas son compte. En effet, l'ancien secrétaire d'Etat aurait dû récupérer, outre les voix qui, traditionnellement, se portent sur son nom, celles que

recueillait, lors des précédentes consultations, les représentants de l'U.D.R., MM. Lambert, en 1968, et Guillaumin, en 1973.

Ce dernier, exclu du mouvement gaulliste à la suite de l'annonce de sa candidature pour cette élection partielle, perd, par rapport à 1973, plus de dix points en pourcentage. Adjoint au maire de Vichy, il passe, dans l'ensemble de ce canton, de 22,83 % à 6,87 %. Désormais gaulliste d'opposition — M. Guillaumin a décidé d'adhérer au Front progressiste, — il retrouve un peu plus de la moitié des suffrages recueillis par M. Chaban-Delmas, le 5 mai 1974.

La comparaison des résultats de ce premier tour avec ceux du premier tour de l'élection présidentielle de mai 1974 montre, d'autre part, un progrès du Front national dont le représentant, M. Watelot, obtient 782 voix alors que M. Le Pen n'en avait recueilli que 440. De son côté, la candidate de Lutte ouvrière,

CANDIDATS ET PARTIS	14 NOVEMBRE 1976		11 MARS 1973		4 MARS 1973		30 JUIN 1968		23 JUIN 1968	
	Inscr.	%	Inscr.	%	Inscr.	%	Inscr.	%	Inscr.	%
MM. PERONNET (Rad.)	70 885	46,13	68 366	51,65	68 366	44,75	68 366	59,63	68 366	46,27
MARCELLY (P.C.)	45 137	22,78	54 637	22,49	54 637	22,77	54 637	—	54 637	13,45
BELOGREY (P.S.)	43 896	21,73	—	—	53 427	11,33	—	—	—	—
GUILLAUMIN (gaull. d'opp.)	36 333	5,38	8 463 (4)	15,85	—	20,91	18 737 (5)	48,36	17 843 (5)	35,16
Mlle BOUREY (L.O.)	—	2,18	—	—	—	—	—	—	—	—
M. WATERLOT (F.N.)	—	1,73	—	—	—	—	—	—	—	—
P.S.U.	—	—	—	—	—	—	—	—	1 880 (6)	3,11

(1) M. Gabriel Péronnet, investi par la F.G.D.S.; (2) M. René Riboutet; (3) M. André Francœur; (4) M. Axel Guillaumin, investi par la majorité; (5) M. Gérard Lambert, U.D.R.; (6) M. Jacques Lapalus.

Mlle Bourry, ne retrouve pas tous les suffrages qui s'étaient portés sur elle (957 contre 1 556). Si le total des voix recueillies par les deux candidats du programme

commun n'atteint pas celui réalisé par M. Mitterrand le 5 mai 1974, en revanche, la gauche unit progressivement quelque peu en pourcentage, 44,51 % en 1976 contre 43,96 % en 1974. Le

parti communiste maintient ses positions en pourcentage (il perd toutefois plus de 2 000 voix). Cependant, le candidat du parti socialiste, inconnu ou presque dans une cir-

conscription où il n'a aucune attache, gagne plus de dix points en pourcentage et recueille 3 363 voix de plus que le représentant du P.S. en 1973.

CANDIDATS ET PARTIS	14 NOVEMBRE 1976		4 MARS 1973		23 JUIN 1968	
	Inscr.	%	Inscr.	%	Inscr.	%
MM. CHIRAC (U.D.R.)	47 224	53,66	44 983	51,73	44 983	54,35
AUDOUIN (P.C.)	39 893	22,28	38 896	27,83	38 896	30,78
COUATUD (P.S.)	39 408	21,47	6 577 (3)	17,30	4 608 (3)	12,78
MM. RICARD (F.N.)	—	1,03	—	—	—	—
Mlle MORATILLE (L.O.)	—	0,79	—	—	—	—
Mme GUILLEN (P.S.U.)	—	0,52	798 (4)	2,09	—	—
DASTE (sans étiquette)	—	0,23	—	—	—	—
DIVERS	—	—	388 (5)	1,94	745 (6)	2,06

(1) M. Fernand Clavaud; (2) M. Georges Emou; (3) M. Georges Dumont; (4) M. Michel Kellermann; (5) M. Pierre Orofino, parti extrême centre; (6) M. Bernard Massaud.

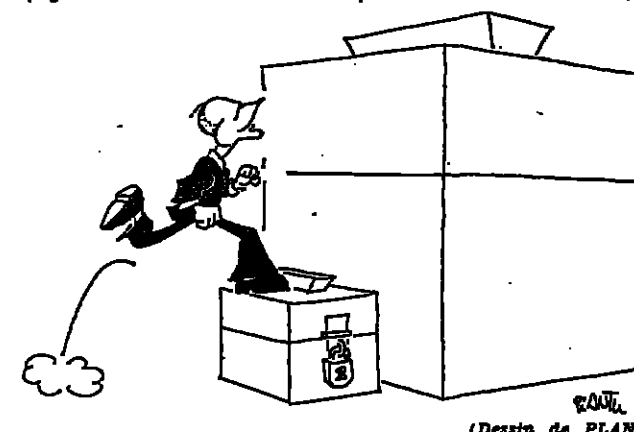
CORRÈZE : M. Chirac est mieux réélu qu'en 1973

La présence de l'ex-premier ministre dans cette élection avait provoqué une réelle politisation de la campagne électorale. Comme

M. Chirac, ses adversaires, les principaux candidats, ont été devant les électeurs dans les plus petites communes rurales et, contre

lui, ils avaient appelé en renfort dans la circonscription les leaders nationaux de leurs partis, MM. Mitterrand, Marchais, Mousu, Le Pen, Mlle Laguerre, notamment. Ce climat de mobilisation explique la participation exceptionnellement forte, s'agissant d'une consultation partielle, qui a été enregistrée dès le premier tour.

M. Chirac a observé, en prenant connaissance des résultats, que le parti socialiste tendait à retrouver l'étage électoral qu'il avait autrefois dans cette région — le candidat socialiste a presque doublé le nombre de ses voix par rapport à 1973 dans le canton de Sornac dont il est le conseiller général. M. Chirac progresse notamment dans les cantons de Meymac, qu'il représente à l'Assemblée départementale, et dans celui d'Ussel, où son suppléant, M. Belcour, est maire et conseiller général.



(Dessin de PLANTU.)

GIRONDE : à 153 voix près

Il n'a manqué que 153 voix à M. Aymar Achille-Fould pour retrouver, dès le premier tour de scrutin, son siège de la cinquième circonscription de la Gironde. Alors qu'en 1973 le total des suffrages obtenus par l'actuelle majorité présidentielle atteignait 57,23 % des voix, l'ancien secrétaire d'Etat n'en obtient que 49,5 %. Bien qu'il soit en position favorable pour le second tour de scrutin, M. Achille-Fould doit tenir compte du fait que les cantons urbains de la périphérie de Bordeaux, qui ne lui sont pas acquis, se sont plus abstenus que les cantons ruraux (51,3 % de participation contre 67,3 %). Si cet électoral urbain se mobilise dimanche, l'an-

cien secrétaire d'Etat peut être mis en difficulté.

A gauche, le P.C.F. perd un peu plus de quatre points de pourcentage, ce qui est notamment dû à la présence de candidats d'extrême gauche, qui ont totalisé 2,3 % des suffrages. Le représentant de la gauche non communiste, M. Julien, membre du bureau national des radicaux de gauche, en dépit de sa progression, ne semble pas avoir réalisé le plein de son électoral potentiel, ce qui peut s'expliquer, d'une part, par la relative discrétion de sa campagne électorale, d'autre part par le fait qu'une partie des membres du parti socialiste ont fait preuve à son égard d'une certaine

CANDIDATS ET PARTIS	14 NOVEMBRE 1976		11 MARS 1973		4 MARS 1973		30 JUIN 1968		23 JUIN 1968	
	Inscr.	%	Inscr.	%	Inscr.	%	Inscr.	%	Inscr.	%
MM. ACHILLE-FOULD (1)	71 951	49,53	63 687	51,93	63 687	34,79	63 687	55,74	63 687	36,39
JULIEN (Rad. de gauche)	45 714	35,55	45 714	48,04	45 714	23,83	—	—	6 536 (2)	15,01
CHANCOCHE (P.C.)	44 880	12,80	—	—	4 496	16,83	—	—	4 589 (3)	10,56
BARTHELEMY (L.O.)	—	1,12	—	—	—	—	—	—	—	—
FONTAGNÈRE (P.S.U., L.C.R.)	—	1,16	—	—	—	—	—	—	—	—
R.L.	—	—	—	—	6 515 (4)	13,76	—	—	9 688 (5)	22,32
U.D.R.	—	—	—	—	—	—	18 150 (6)	44,25	9 417 (6)	21,68
R.S.	—	—	—	—	5 478 (7)	10,84	—	—	—	—

(1) Aymar Achille-Fould, membre de la Gauche réformatrice, avait été élu député en 1973; (2) M. Gérard Geyssier, F.G.D.S.; (3) M. Pierre Raymond Dussédat, U.D.R.; (4) M. Bernard Ginestet, Mouvement réformateur; (5) M. Jean-François Pintat; (6) M. Christian Dussédat, U.D.R.; (7) M. Bernard Ginestet, Mouvement réformateur.

CANDIDATS ET PARTIS	14 NOVEMBRE 1976		11 MARS 1973		4 MARS 1973		30 JUIN 1968		23 JUIN 1968	
	Inscr.	%	Inscr.	%	Inscr.	%	Inscr.	%	Inscr.	%
MM. DUCRAY (R.I.)	55 446	44,86	50 508	58,07	50 510	43,76	47 025	51,62	47 025	38,42
POUTISSOU (P.S.)	33 119	34,38	30 403	41,92	38 539	26,13	36 063	—	36 063	—
VILANOVA (P.C.)	33 119	18,31	—	—	5 625 (2)	13,03	—	4 372	12,06	—
CIMETIERE (rad. de gauche)	1 327	4,12	—	—	—	—	17 445 (3)	48,37	11 741 (3)	32,46
M. BAECKEROOT (F.N.)	716	2,22	—	—	—	—	—	—	977 (5)	2,70
DUBREUIL (P.S.U.)	643	1,99	—	—	987 (4)	2,56	—	—	—	—
Mlle COZOU (L.O.)	607	1,88	—	—	867 (6)	2,25	—	—	—	—
Centre	—	—	—	—	7 636 (7)	18,26	—	5 185 (8)	14,33	—

(1) M. André Soulier; (2) M. Georges Aurois; (3) Joseph Roselli, député sortant, radical-socialiste, investi par la F.G.D.S.; (4) M. Michel Roccati; (5) M. Gabriel Raquin; (6) M. Claude Nephthal; (7) Joseph Roselli, Mouvement réformateur; (8) M. Louis Bréhard, anc. dép., centriste.

RHONE : M. Ducray en ballottage difficile

M. Gérard Ducray, qui avait obtenu 43,76 % des suffrages au premier tour de 1973, améliore de 1 point son pourcentage, mais il y a trois ans un candidat réformateur, ancien député radical, Joseph Roselli, avait recueilli 18,26 % des voix. Ses électeurs semblent s'être reportés dans leur grande majorité sur le représentant du P.S., M. André Poutissou, qui augmente 14,45 points le score de son parti. Le candidat des radicaux de gauche, M. Claude Cimetièrre, qui se réclamait de Joseph Roselli, ne dépasse pas 4,12 %. Même dans le canton de Belleville, lieu de l'ancien député radical, M. Cimetièrre, conseiller général, est devancé par M. Poutissou (13,33 % contre 25,78 %) dans ce canton. M. Ducray arrive en tête avec 45,16 % des voix contre 35,50 % il y a trois ans. L'action de son suppléant, M. Serge Mathieu, a sans doute été déterminante.

En revanche, l'ancien secrétaire d'Etat recule dans le canton de Villefranche, où il passe de 43,42 % à 39,09 %, et n'arrive qu'en seconde position derrière son adversaire socialiste, qui en est depuis mars dernier le conseiller général. M. Ducray est même battu par M. Poutissou, de 788 voix (sur 9 304 suffrages exprimés), dans la commune de Villefranche, comme il l'est dans quatre autres communes : Glizé, Chiroubles, dont le maire est le suppléant du candidat socialiste, Saint-Julien et Saint-Cyr-le-Chatou.

Le candidat du P.C., M. Jean Vilanova, perd 2,72 points par rapport au score obtenu par son parti il y a trois ans. Dans le canton de Villefranche, en particulier, il recule de 4,72 points. Cependant, la gauche dans son ensemble rassemble 52,91 % des suffrages.

M. Ducray a déclaré : « Ce sera difficile, mais j'ai confiance (...) C'est vers les abstentionnistes de Villefranche et aussi vers ceux du Beaujolais que mes efforts vont porter. » M. Poutissou a souligné, pour sa part : « Ce premier tour a manifesté

une remarquable progression de la gauche face au candidat du pouvoir. Les électeurs ont ainsi manifesté leur refus de la politique gouvernementale et plus particulièrement du plan Barre. Il apparaît que c'est la progression du parti socialiste qui permet la progression globale de la gauche. »

LES « CANTONALES »

AIN : canton de Gex (1^{er} tour).

Inscr. : 6 682; vot. : 3 868; suffr. expr. : 3 837.

MM. Jean Prost, maj. prés., maire de Divonne-les-Bains, 1 747 voix; Marius Cadoz, maj. prés., maire de Gex, 940; Jacques Duthion, P.S., 519; Jean-Roger Rémusat, maj. prés., maire d'Echevex, 381; René Mazur, P.C., 250. Il y a ballottage.

Il s'agit de pourvoir au remplacement de Marcel Anthoine, député républicain indépendant, décédé le 31 août dernier. En pour la première fois en 1945, conseiller général du canton de Gex, l'ancien secrétaire d'Etat au tourisme avait été réélu au premier tour des élections cantonales de mars 1976 avec 2 718 voix contre 858 à M. Louis Rouzet (P.S.) et 527 à M. René Mazur (P.C.). Il y avait eu 4 095 suffrages exprimés et 4 232 votants sur 6 688 électeurs inscrits.

LOT-ET-GARONNE : canton de Fumel (1^{er} tour).

Inscr. : 7 877; vot. : 6 269; suffr. expr. : 6 027.

MM. Paul Mauvezin, sans étiquette, 3 275 voix; Etz : Philippe André, P.S., 1 595; Jean-Louis Fougères, P.C., 1 157.

Il s'agit de pourvoir au remplacement de Jean Nenon, anc. dép. socialiste, div. g., récemment décédé. Jean Nenon avait été réélu au second tour des élections cantonales de septembre 1973 avec 3 012 voix contre 2 609 à M. Thouilliez, P.S. Au premier tour, Jean Nenon était arrivé en tête avec 2 810 voix contre 1 447 à M. Thouilliez, P.S.; 1 019 à M. Reddon, P.C., et 445 à M. Fanthin, maj.

La caution des professionnels.

Elipron

« Accointes acoustiques de très haute qualité »



(Dessin de RONE.)

صكرا من الأهل

LÉGISLATIVES PARTIELLES

CANDIDATES et PARTIS	14 NOVEMBRE 1978 Inscr. : 44 872 Vol. : 23 179 Suffr. expr. : 23 980 Abst. : 49,11 %		11 MARS 1973 Inscr. : 44 487 Vol. : 34 638 Suffr. expr. : 33 488 Abst. : 22,10 %		4 MARS 1973 Inscr. : 44 461 Vol. : 34 730 Suffr. expr. : 34 317 Abst. : 21,88 %		30 JUIN 1968 Inscr. : 53 630 Vol. : 34 542 Suffr. expr. : 33 189 Abst. : 33,59 %		23 JUIN 1968 Inscr. : 53 630 Vol. : 37 499 Suffr. expr. : 37 123 Abst. : 30,07 %	
	Voix	%	Voix	%	Voix	%	Voix	%	Voix	%
MM. TIEBBI (U.D.R.)	12 491	54,36	19 631	56,88	13 638	39,89	20 322 (1)	63,11	16 388 (1)	44,11
GUTPONI (P.S.)	4 534	19,73	14 437 (2)	43,11	9 289 (2)	15,35	—	—	2 994 (3)	7,81
ELLSSTEIN (P.C.)	2 538	11,04	—	—	6 048 (4)	14,71	11 877 (5)	36,88	5 798 (5)	15,26
LALONDE (écologiste)	1 510	6,57	—	—	—	—	—	—	—	—
LEDUC (P.S.U.)	373	1,62	—	—	2 240 (8)	6,53	—	—	3 866 (8)	10,40
BRIMO (cent.)	368	1,61	—	—	3 957 (6)	11,53	—	—	5 310 (7)	14,29
RENAULT (P.N.)	343	1,49	—	—	626 (11)	1,82	—	—	1 947 (12)	5,24
DUPONT	238	1,03	—	—	380	1,10	—	—	162	0,38
AZAIS (U.J.P.)	190	0,83	—	—	—	—	—	—	—	—
WEBER (L.C.R.)	131	0,57	—	—	670 (19)	1,95	—	—	—	—
AZOULAT (U.L.F.)	85	0,37	—	—	139 (12)	0,40	—	—	90	0,24
Mlle DE SPIET (L.O.)	75	0,33	—	—	—	—	—	—	—	—
MM. FOUONVOLLAS (O.C.I.)	68	0,30	—	—	—	—	—	—	—	—
MARNEL	47	0,20	—	—	—	—	—	—	—	—
VAN ALDER WEI (G.A.J.)	29	0,13	—	—	—	—	—	—	—	—
Centre	—	—	—	—	1 283 (14) 638 (15)	3,50 1,86	—	—	121 (16)	0,32
Divers	—	—	—	—	458 (17)	1,33	—	—	678 (18)	1,82

(1) M. René Capitant, ministre de la Justice; (2) M. Louis Lecomte; (3) M. Robert Verdier; (4) M. Henri Malberg; (5) M. Bernard Guéhen; (6) Éd.-C. Dancourt; (7) M. Jacques Raffin, Centre Progrès et Démocratie Moderne; (8) M. Christian Harvi; (9) M. Jean Henrion; (10) M. Simon Baruch; (11) M. Roland de Boys de Lesgards-Saint-Michel; (12) M. Jean-Marie Le Pen; (13) M. Jean-Claude Mabry; (14) M. Georges Sidault, Centre national; (15) M. Jean Coville, Union centriste; (16) M. André Bouvier, III^e Force; (17) M^{me}. Bruno Bombardier, U. D. M. (283 voix, 0,52 %) et Pierre Boyer de Boisselet, Front progressiste (175 voix, 0,51 %); (18) M. Robert Bonnet, Technique et Démocratie (421 voix, 1,13 %); M^{me} Ginette Gérard, Rassemblement européen de la liberté (188 voix, 0,53 %); M^{me}. André Castella, Mouv. ind. pour l'autodétermination du citoyen et la liberté d'association (58 voix, 0,15 %), et Paul Griffon, Club des aigles (1 voix).

PARIS : M. Tiberi est réélu en dépit de nombreuses abstentions

Le très important pourcentage d'abstentions (48,71) contribue à fausser la signification de ce scrutin. Néanmoins, le succès de M. Thérès dans ce scrutin, alors qu'il avait jusqu'à présent toujours subi un ballottage, témoigne de la solidité de l'implantation de l'ancien secrétaire d'Etat. Il récolte les fruits d'un quadrillage systématique de la circonscription depuis près de dix ans. C'est là qu'il faut chercher l'origine de son succès plus que dans une fidélité — très réelle — à M. Thirac, mais qui n'a guère été exploitée dans la campagne, ou dans l'échec de l'homme dans le 6^e arrondissement, favorisant l'implantation d'une population socialiste, son résultat offre des éléments de consolation aux amis de M. Giscard d'Estaing, déçus de voir un membre de l'U.D.R. gagner brillamment à Paris quarante-huit heures après la désignation de M. d'Ornano comme chef de file de la majorité dans la capitale pour les prochaines élections municipales. Le candidat écologiste a, en effet, condamné durant sa campagne et l'évolution de l'urbanisme parisien et la place faite à l'automobile, c'est-à-dire la politique menée par l'U.D.R. selon les souhaits de M. Georges Pompidou, politique contre laquelle M. Giscard d'Estaing s'est prononcé dès son entrée à l'Elysée.

**Quarante-huit heures
après la désignation
de M. d'Ornano**

Au niveau des mutations de l'habitat le score réalisé par M. Brice Lafonde, porte-parole des écologistes (6,57 %), est beaucoup plus significatif. Bien que sur les thèmes qu'a développés M. Lafonde se voit nûtre accordés aux courants

YVELINES : M. Destremau est devancé par le candidat communiste

En recul de près de dix points (9,38) sur son pourcentage du premier tour de 1973, M. Bernard Desreumaux resta même en deçà du chiffre de 12,5 % des inscrits qui lui revinrent, depuis juillet dernier, le seul que doit atteindre un candidat pour être présent au deuxième tour. Cependant, la loi prévoyant que les deux candidats arrivés en tête peuvent se maintenir quels que soient leurs résultats, l'ancien secrétaire d'Etat, placé en seconde position derrière le représentant du P.C., avec 10,44 % des inscrits, n'est pas éliminé, à la différence de son concurrent centriste, M. André Damien.

Le duel dans la majorité

Lo due entre les deux représentants de la majorité, tourné à l'avantage de M. Desraméu. M. Damien, avec 18,86 % des suffrages exprimés, obtient en effet moins que les deux candidats centristes de 1973, qui totalisaient 22,06 %. Cependant, il devance l'ancien secrétaire d'Etat, à Versailles même, de plus de 3 points, ce qui le met en bonne position pour l'élection au mariage dans quatre mois. Les deux candidats dissidents de la majorité, MM. Guay et Dromard, qui se réclamaient l'un et l'autre de l'action de M. Jacques Chirac, recueillent à eux deux 7,54 % des suffrages : ils ont apparemment bénéficié d'une part importante de l'abstention. On peut cependant aussi le constater chez les candidats écologistes. M. Hautot, avec 3,21 %.

Mais, c'est la gauche qui tire le

● M. ROBERT FAURE, président des radicaux de gauche : « Les bons résultats globaux de la gauche sont d'autant plus importants que les dirigeants de la gauche ont été dépourvus par d'anciens ministres ou par des secrétaires d'Etat, ce qui rend le recul de la majorité d'autant plus inquiétant. Le Centre des démocrates sociaux : »

● M. PIERRE ARSELIN, ancien secrétaire général du Centre des démocrates sociaux : « Je concède que nous n'avons pas lieu de paniquer. Mais le parti radical n'est pas une secte et ne se considère pas comme tel. En l'effet, actuellement, le parti socialiste prend sur les communistes, le parti radical sur le parti socialiste, le parti radical sur les socialistes, c'est un rassurément, mais je voudrais voir que cela donnera nos élections législatives. Le parti communiste peut se rassurer et le parti radical aussi, à ce moment-là, et nous pourrions »

● M. JACQUES DOMINATI, secrétaire général des républicains indépendants : « Le parti socialiste avance ses candidats un peu masqués, comme un parti « attrape-lout », quand il y aura des élections générales, ce sera bien différent : nous serons amenés à dire exactement ce que nous défend le parti socialiste et, en conséquence, il sera obligé de nous le prouver. »

● M. JEAN-MARIE LE PEN, président du Front national : « Ces élections partielles ont été des élections partiales. Les organes d'information et spécialement les chaînes de télévision et Radio-France ont systématiquement eu de citer les formations politiques non représentées au Parlement, ceci au mépris des dispositions constitutionnelles et légales. »

principal profit du rattrail insouciant de l'ancien secrétaire d'Etat. Elle rassemble, en effet, 47,23 % des voix contre 40,12 % il y a trois ans. Le représentant du P.C., M. Jean Cuguen, qui s'accroît de près de quatre points à 31,81 % bon score de 1973, progresse dans les communes les plus riches (Saint-Cyr-Clément, ville dont il est le maire, l'écoule de 45,58 à 55,52, à Versailles où il recule de près de quatre points et où les candidats socialistes, Mme Nicole Questiaux, le devance légèrement (16,12 % contre 15 %). Au total, celle-ci fait progresser de 5,86 points dans l'ensemble de la circonscription, les voix du P.S., le représentant des radicaux de gauche, M. Dominique Vastel, n'obtenant que 1,72 % de suffrages.

Arithmétiquement, les voix du candidat écologiste — qui se défend d'être à gauche — suffiraient au second tour pour assurer le succès de M. Cuguen. Mais il y avait plus de 50 % d'abstentions au premier tour.

CANDIDATS ET PARTIS	14 NOVEMBRE 1978		11 MARS 1973		4 MARS 1973		30 JUIN 1968		23 JUIN 1968	
	Inscr. : 61 086		Inscr. : 83 540		Inscr. : 83 540		Inscr. : 43 814		Inscr. : 46 289	
	Vot. : 30 577		Vot. : 48 078		Vot. : 43 412		Vot. : 33 982		Vot. : 36 702	
	Suffr. expr. : 29 723		Suffr. expr. : 43 330		Suffr. expr. : 44 819		Suffr. expr. : 31 904		Suffr. expr. : 36 537	
	Abst. : 50,72 %		Abst. : 17,76 %		Abst. : 18,09 %		Abst. : 25,04 %		Abst. : 18,76 %	
	Voix	%	Voix	%	Voix	%	Voix	%	Voix	%
MM. CUGUEN (P.C.).....	7 744	26,05	17 811	41,07	9 967	22,34	12 117	37,97	8 269	22,63
DESTREMAU (R.I.)	6 375	21,44	25 548	58,92	13 912	31,82	19 787	62,82	14 798	40,50
DAMIEN (semt. C.D.S.)	5 547	18,86	—	—	5 632 (1)	12,80	—	—	8 406 (1)	23
Mme QUESTIAUX (P.S.)	5 058	17,01	—	—	5 089 (2)	11,23	—	—	1 966 (3)	5,38
MM. GUAY (gauch.)	1 265	4,25	—	—	1 536 (6)	3,54	—	—	—	—
HAUTOT (écologiste)	856	3,21	—	—	—	—	—	—	—	—
DEBOMARD	951	3,19	—	—	—	—	—	—	—	—
DE VENTAVON (F.N.)	556	1,87	—	—	1 413 (7)	3,15	—	—	—	—
VASTEL (rad. de g.)	512	1,72	—	—	—	—	—	—	—	—
Mme PETIOT (P.S.U.)	476	1,60	—	—	2 022 (4)	4,51	—	—	1 826 (5)	5,27
Mlle HEROUT (L.O.)	255	0,85	—	—	906	2,02	—	—	—	—
Centre	—	—	—	—	4 241 (8)	9,46	—	—	—	—
Divers	—	—	—	—	—	—	—	—	1 378 (40)	3,66

(1) En 1973, Mme André Mirochneff, Réf.-Cant. dém. st. en 1968. M. André Mignot, Progrès et Démocratie moderne; (2) M. Christian Boulant; (3) M. André Merland; (4) M. Elie Grandjean; (5) M. Jean-Nicolas Gauchet; (6) Un. des Rép. pour la V^e Rép.; (7) M. Maurice Doms; (8) M. Pierre Bajeux, centriste d'union; (9) Mlle Françoise Sichel, Techn. nat. et Démocratie.

HAUTE-LOIRE : M. Eyraud (P.S.) est élu grâce au bassin minier

CANDIDATS ET PARTIS	14 NOVEMBRE 1976		7 NOVEMBRE 1976		11 MARS 1973		4 MARS 1973		30 JUIN 1968		23 JUIN 1968	
	Inscrits : Votants : Suffr. expr. : Abst. :	69 904 54 745 54 163 21,69 %	Inscrits : Votants : Suffr. expr. : Abst. :	69 878 57 925 47 237 31,61 %	Inscrits : Votants : Suffr. expr. : Abst. :	57 206 56 157 55 306 18,44 %	Inscrits : Votants : Suffr. expr. : Abst. :	67 213 52 297 51 546 22,29 %	Inscrits : Votants : Suffr. expr. : Abst. :	66 839 52 715 51 869 21,14 %	Inscrits : Votants : Suffr. expr. : Abst. :	66 839 51 395 50 714 23,13 %
	Votx	%	Votx	%	Votx	%	Votx	%	Votx	%	Votx	%
COM. FRAUD (P.S.) ..	27 208	50,23	20 831	62,40	27 467 (3)	49,44	20 860 (3)	60,50	25 946 (3)	58,03	18 689 (3)	26,87
FEOROL (R.L.) ..	25 957	48,76	22 637	47,90	28 059 (1)	50,55	15 790 (1)	30,85	—	—	13 139 (2)	25,96
VENOIX (P.C.) ..	—	—	3 076	6,51	—	—	4 188 (4)	8,13	—	—	3 683 (4)	7,22
LE GILLET (F.N.) ..	—	—	783	1,67	—	—	—	—	—	—	—	—
ETIOT (L.O.) ...	—	—	710	1,50	—	—	—	—	—	—	—	—
U.D.R.	—	—	—	—	—	—	8 523 (5)	16,54	25 914 (5)	49,96	15 213 (3)	29,90
.....	—	—	—	—	—	—	2 163 (7)	4,16	—	—	—	—

(1) Jean-Claude Simon; (2) Jean de Lechomette, anc. sén.; (3) M. René Chazelle, sén.; (4) M. Paul Roux; (5) M. Adrien Gouteyron
M. Marcel Raffier, anc. dép.; (7) M. Claude Vidal, réc-rad.

Le Puy. — Comme au premier tour, les résultats sont serrés : M. Louis Eyraud l'emporte sur le candidat de la majorité de 251 voix seulement. En pourcentage, il est légèrement en dessous du taux qu'il aurait pu attendre après le premier tour : il recueille 50,22 % des suf-

M. LOUIS EYRAUD

M. Louis Eyraud, nouveau député de la deuxième circonscription de la Haute-Loire, est né à P. E., le 22 mai 1892, à Saint-Jean de La Roche, où il a fait ses études dans cette ville avant de venir s'installer dans le département, dont ses parents sont originaires. Républicain, M. Eyraud est affilié à la S.F.O., militait dans cette organisation, a participé aux combats de la résistance armée dans le mont Mouchet, notamment.

Exercant à Brioude depuis 1949, M. Eyraud est aussi enseignant au lycée agricole. Il est maire de cette ville depuis 1971 et a été élu conseiller général en 1973 à la occasion d'une élection partielle (il a été réélu le 10 septembre suivant lors du renouvellement normal du conseil général). Il est aussi directeur P. E. depuis octobre dernier.

M. Eyraud est marié et père de deux enfants.

Son suppléant est M. Jean Frauchard, ingénieur du génie rural, élu conseiller général au canton de Vals-Sud-Ouest, adjoint au maire Vals-Près, P. E., socialiste.

De notre

frages exprimés, alors que, le 7 novembre, l'ensemble des voix de gauche atteignait 50,42 %. Sans doute les abstentionnistes repentis du premier tour ont-ils été un peu plus favorables à M. Proriot. Dans la même circonscription, lors du second tour de l'élection présidentielle de 1974, M. Giscard d'Estaing avait obtenu 56,79 % des suffrages.

M. Profol, qui l'aurait emporté dans quatorze cantons au premier tour, c'est-à-dire la majorité dans la région, tandis que M. Eyraud gagnait les cantons de Langueux et de Solignac-sur-Loire, qui s'ajoutent aux quatre où il était déjà en tête (Auzon, Biele, La Chaise-Dieu et Pauthaugue), les deux seuls cantons d'Auzon (celui du bassin minier de Sainte-Florine) et de Brioude (dont est le conseiller général le député communiste) ont obtenu la plus grande avance avec respectivement 908 et 1 357 voix.

A Brioude, le candidat socialiste, qui est maire de la ville, obtient

respondant

2 228 voix contre 1 534 à M. Proriot ; à Sainte-Florine, 1 254 contre 520 ; à Langeac (où le candidat communiste avait obtenu 449 voix), 1 457 contre 1 030 ; là sont ses points forts. M. Proriot n'améliore pas sensiblement ses résultats dans la partie de la ville du Puy concernée par le scrutin (les cantons nord et ouest), il passe de 1 178 voix à 1 407 et

M. Eyraud de 710 à 1 157 : le pourcentage des abstentionnistes y reste élevé (64 % de votants au Puy-Nord et 80 % au Puy-Ouest). C'est pourtant dans ce secteur que le candidat de la majorité pouvait espérer le plus.

En revanche, dans la commune de Saugues dont Jean-Claude Simon, député de la circonscription, décédé accidentellement, était le maire, le sénateur républicain indépendant

● M. Jacques Barrot, secrétaire d'Etat, secrétaire général du Centre des démocrates sociaux et élu en 1973 dans la première circonscription de la Haute-Loire, a déclaré, dimanche 14 novembre : « Ce scrutin très serré est dans la tradition de cette deuxième circonscription. (...) La majorité obtient un résultat très appréciable et très proche de celui que Jean-Claude Simon avait obtenu ».

« Dans le cadre d'une élection générale, où l'enjeu national était mieux perçu. »

compte 1 008 suffrages contre 383 à M. Eyraud (le rapport au premier tour était de 862-272). Dans le canton correspondant, il totalise 59,59 % des voix et 59,83 % dans celui de Craponne. Dans la majorité des communes rurales, M. Porfiri menait la course, puisque, pour un résultat partiel de cent soixante-trois communes, sur cent quatre-vingts, il obtenait 20 572 voix contre 16 684 à son concurrent. Ce sont les communes du bassin minier qui ont alors pesé lourd.

FRANÇOIS MORISON.

Le Monde
dossiers
et documents

NUMERO DE NOVEMBRE

- **LA SÉCHÉRESSE EN FRANCE**
- **LA TÉLÉVISION EN QUESTION**

Le numéro : 2,50 F
Abonnement 1 an
(12 numéros) : 25 F

POLITIQUES

**des raisons
POLITIQUES
pour des textes
POLITIQUES**
Une nouvelle collection
dirigée par Nicos Poulantzas

la
crise
DE L'ETAT
Sous la direction de
NICOS
POULANTZAS

la
crise
ECONOMIQUE
et la société
AMERICAINE
MANUEL
CASTELLS

pu

LES SEPT ÉLECTIONS

Les commentaires des milieux politiques

M. PONIATOWSKI, la majorité maintient ses positions.

M. Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur : « En première analyse, la majorité maintient ses positions. Elle enregistre deux succès dès le premier tour de scrutin : M. Chirac et M. Tiberi ».

« En Gironde, dans le Rhône et dans l'Ailier, M. Achille Fould, Ducruy et Péronnet améliorent, en pourcentage, leur position par rapport aux élections législatives de 1973 (...) ».

« Au sein de l'opposition, on observe des situations diverses selon les circonscriptions. C'est ainsi que la candidature communiste devient nettement le candidat socialiste dans l'Ailier et dans les Yvelines, alors qu'il est devancé par un candidat radical d'opposition en Gironde et par un candidat socialiste dans le Rhône ».

« Dans la Haute-Loire, le candidat socialiste, M. Eyraud, retrouve le siège que détenait son parti en 1967-1968, avec 50,10 % des suffrages ».

M. GUENA, il y aura demain un très fort courant derrière Chirac.

M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R. : « La victoire de Jacques Chirac est d'abord une victoire personnelle. Comme député de la Corrèze, il a fait la preuve de son implantation. Mais cette victoire est également l'expression de sa position nationale très forte : je ne doute pas, en effet, que s'il n'avait pas obtenu ce résultat on

en aurait tiré des conclusions contraires ».

« En tous cas, j'en suis sûr et j'en suis sûr, il y aura demain un très fort courant derrière Chirac ».

M. LECANUET, bientôt des problèmes dans le camp socialo-communiste.

M. Jean Lecanuet, ministre d'État, président du C.D.R. : « Je me réjouis de l'élection de Jacques Chirac, qui marque l'impact de sa personnalité, en particulier dans son département, la Corrèze, où il améliore son score par rapport à l'élection précédente ».

Second résultat qui aide aux yeux : le recul du parti communiste au profit du parti socialiste. Ce placement, assumé par rapport aux dernières élections, peut poser, à plus ou moins long terme, des problèmes à l'intérieur du camp socialo-communiste. J'en déduis que la politique générale du gouvernement doit être encore plus réformatrice : le seul moyen de gagner les élections, c'est d'affirmer, dans l'action, des réformes concrètes en faveur des Français ».

M. SOUSTELLE, aucun triomphalisme.

M. Jacques Soustelle, député réformateur du Rhône, président de l'U.D.R. : « J'observe que Jacques Chirac, cible de la plus violente propagande communiste et socialiste depuis des mois, améliore très sensiblement sa position. Sa brillante réélection démontre qu'on ne peut gagner une bataille qu'à condition de la livrer ».

« J'observe qu'à Paris Jean Tiberi passe cette fois au premier tour ».

« Dans les élections partielles les facteurs locaux et personnels jouent plus fortement que dans les élections générales. Les résultats de ce dimanche ne justifient aucun triomphalisme ni du côté de la majorité ni à gauche ».

M. CAILLAVET, le P.C. continuera-t-il à favoriser l'ascension des socialistes ?

M. Henri Caillavet, sénateur du Lot-et-Garonne (Gauche démocratique) : « La majorité s'interrogera sur la fidélité et la mobilisation de sa clientèle, après le vote du plan Barre. L'opposition sera surtout concernée par la conduite future du parti communiste, qui ne cesse de perdre des voix face à un parti socialiste profitant largement de l'union de la gauche. La question est en effet de savoir si les amis de M. Marchais continueront à favoriser l'ascension légitime du parti socialiste ».

M. ESTIER, l'électorat réformateur vient à nous.

M. Claude Estier, secrétaire national du parti socialiste : « Ces élections partielles marquent, d'une façon générale, un recul de la majorité et une progression assez sensible de la gauche, qui est due à la forte poussée du parti socialiste ».

Cette poussée, selon M. Estier, a permis un premier succès dans la circonscription de la Haute-Loire, « où on a vu vérifier une nouvelle fois que les abstentionnistes du premier tour n'appartiennent pas tous au même camp ». Commentant l'élection, au premier tour, de M. Jacques Chirac, M. Estier a souligné qu'« un phénomène de personnalisation a joué autour de l'ancien premier ministre », mais que « comme ailleurs, le candidat socialiste a fait sensiblement progresser les voix du P.S. ».

Quant aux ballottages de l'Ailier (Vichy), du Rhône (Villefranche) et de la Gironde (Lesparre), M. Estier a estimé que la majorité « connaît un sérieux échec, dû essentiellement, semble-t-il, au fait qu'une partie importante de l'électorat réformateur de 1973 a abandonné ses candidats de l'époque, alors étaient alors l'opposition, pour se reporter sur la gauche, et plus précisément sur les candidats socialistes ».

M. FIERMAN, le P.C. revendique sa juste place.

M. Charles Fierman, secrétaire du comité central du P.C.F. : « Je ne sous-estime pas le recul enregistré par le parti communiste dans un certain nombre de circonscriptions : il constitue un problème mais il y aura une solution, car une chose est certaine : il n'est pas question de remettre en cause la politique définie par notre vingt-deuxième congrès, la politique d'union de la gauche, l'union du peuple de France pour des changements démocratiques, adaptés à notre pays. La seule chose qui nous préoccupe, et à laquelle nous allons nous attacher, c'est d'expliquer à un certain nombre de Français que, dans cette union, il faut un parti communiste à sa juste place. Autrement, l'union risquerait de ne pas tirer tous les bénéfices qu'elle peut tirer de son existence et des succès qu'elle sera amenée à remporter ».

FRONT PROGRESSISTE, la réalité électorale des gaullistes d'opposition a été démontrée.

Le général François Binoche, compagnon de la Libération, M. Jacques Debû-Bridel et M. Dominique Gallet, coprésidents du Front progressiste, déclarent : « Le départ de gaullistes quittant la majorité pour rejoindre l'opposition est la cause principale du recul gaulliste au cours de ces élections partielles ».

« La présence dans la 4^e circonscription de l'Ailier d'un candidat gaulliste d'opposition, le docteur Axel Guillaumin, membre du Front progressiste, qui a réuni avec très peu de moyens matériels et dans un contexte local traditionnellement antipolitique le score de 5,38 % et qui a réussi à mettre en ballottage M. Gabriel Péronnet, tient à démontrer la réalité électorale d'un courant gaulliste d'opposition ».

« Cette démonstration nous confirme dans notre volonté de regrouper les gaullistes authentiques dans un dialogue sans reniement avec la gauche ».

M. MOUSEL (P.S.U.), une partie de l'électorat populaire n'a pas été mobilisée par la gauche.

M. Michel Moussel, secrétaire national du P.S.U. : « Le résultat de ces élections confirme la tendance à la bipolarisation et le fait qu'elle profite essentiellement à l'U.D.R. et au parti socialiste. Celui-ci continue à bénéficier de la progression de la gauche, tout en récupérant des voix centristes. Mais sa prépondérance s'exerce au détriment de toutes les autres formations de la gauche, P.S.U. compris. Ces élections montrent aussi qu'une partie de l'électorat populaire n'a pas été mobilisée par la gauche. Il ne s'agit donc pas de miser sur le seul effort de la majorité présidentielle grâce à la faiblesse évidente du président au pouvoir et de son parti ».

« C'est sur des perspectives concrètes de changement que la gauche fera le plein des suffrages populaires. C'est dans ce but que le P.S.U. appelle à voter le 21 novembre pour le candidat qui représentera la gauche au deuxième tour ».

LE FIGARO, une « poussée » confirmée.

« Dans les Yvelines, M. Bernard Destrem (R.I.) se trouve, de façon surprenante, devancé par le candidat communiste et « accablé » par un candidat centriste ».

« Globalement, ces sept élections partielles se traduisent par une très nette poussée du parti socialiste. Cela s'est déjà manifesté la semaine dernière en Haute-Loire. Cela se trouve maintenant confirmé. (...) A noter aussi dans cette circonscription (des Yvelines) le score pas tout à fait négligeable d'un gaulliste de gauche qui obtient 4,3 % des suffrages et celui d'un candidat « d'union » par le président de la République » qui en recueille 3,19 % ».

(PIERRE THIBON.)

LE QUOTIDIEN DE PARIS, l'attente du « chef ».

« Les crises qui affectent actuellement la majorité est-elle une crise de confiance ou une crise idéologique et politique. Il suffit en effet qu'un homme comme M. Chirac donne l'impression d'être un véritable « chef » capable de ramener la fraction conservatrice du pays tout en séduisant une partie de l'électorat gaullien pour qu'il obtienne un résultat légèrement meilleur qu'aux dernières élections législatives de 1973 (...) ».

« L'élection facile de M. Chirac ne doit pas lui faire oublier (à la majorité) qu'elle vient de perdre en Haute-Loire un siège que M. Chirac lui-même avait gagné précédemment et qu'à l'échelle du pays la poussée socialiste paraît au moins aussi forte, sinon plus forte, que celle sur laquelle table M. Chirac ».

(JEAN-FRANÇOIS KAHN.)

Dans la presse parisienne

L'AURORE, le P.C. se résignera-t-il ?

« Pour la majorité dans son ensemble, une opération hasardeuse et des pertes probables. Pour l'opposition, l'occasion de solliciter la confirmation, par le suffrage universel des pourcentages flatteurs que lui attribuent les sondages ».

« C'est fait : la confirmation est acquise et, du moins, en projetant sur la moyenne nationale de 1973 (46,5 % pour la gauche unie et ses alliés), les 6 points supplémentaires qui apparaissent au bilan d'hier, on admet que les partis du programme commun disposent de 52,5 % des suffrages ».

« Emporteront-ils la majorité absolue et l'on renouvellera demain l'Assemblée nationale ? Les experts en discutent (...) ».

« Mais, de cette journée électorale, deux faits émergent dont on n'a pas fini de parler : la très forte poussée du P.S. socialiste, qui confirme au-delà des 30 % de suffrages — parfois bien au-delà — sa position de première formation politique dans la France d'aujourd'hui ».

« En parallèle, le déclin du parti communiste (...) On imagine mal que le P.C. résigne durablement à ne plus être ce qu'il fut. Qu'advient-il de Marchais le jour de la révision déclinante ? ».

(J. VAN DEN ESCH.)

L'HUMANITE, plus que jamais la stratégie du XXII^e congrès !

« L'exemple des Yvelines montre avec éclat que si les circonscriptions n'avaient pas été choisies par le gouvernement, le résultat aurait revêtu une autre signification. C'est la seule circonscription,

en effet, non pas ouvrière, mais où la classe ouvrière avait une implantation assez forte. Le parti communiste y enregistre une nette progression : 4 % dans l'ensemble, jusqu'à 10 % dans les municipalités communistes. Notre candidat est en tête du ballottage. On observe également une progression des suffrages communistes à Cusset et à Saint-Yorre, les deux villes les plus ouvrières de l'Ailier ».

« Le résultat des élections d'hier confirme que le pouvoir peut être battu. Il montre aussi qu'une longue lutte sera nécessaire pour cela et que la victoire dans cette lutte exige l'existence d'un puissant parti communiste. Plus que jamais, la stratégie définie au XXII^e congrès reste la nôtre ! ».

(RENÉ ANDRIEU.)

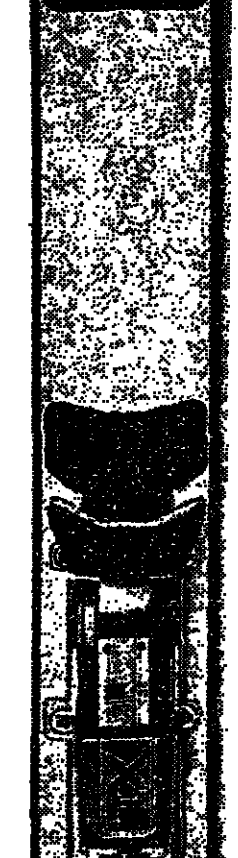
LIBERATION, crise dans les deux camps.

« L'U.D.R. aura donc demain le vent en poupe aux dépens des autres composantes de la majorité ».

« Crise dans la majorité, mais aussi nouvelle crise pour l'union de la gauche. Le recul des communistes, qui se confirme aux dépens de la poussée socialiste, ne semble pas donner raison à Georges Marchais, dont l'éclatant succès, Jean Bédaride, ne résiste pas au bon sens du socialiste. A défaut d'une politique publique entre les deux partis, les cadres du parti communiste risquent de voir s'affaiblir les partisans et les détracteurs de Georges Marchais. Le libéralisme affecté du secrétaire général ne fait pas recette. A moins que ce ne soit le parti communiste lui-même ».

1976.
LOOK.

LANCEMENT
DE LA TX-TEFLON
ET DE LA GETERON.



LA TX-TEFLON
LOOK
LA SECURITE A SKI

“Peut-on vous aider?”



Q Ce contrat va vous amener à des va-et-vient réguliers avec le Canada et les Etats Unis. Comment éviter la fatigue et l'ennui de changer d'avion en arrivant en Amérique du Nord ?

R Prenez British Airways. Pour aller directement de Londres à :

Anchorage New York
Montréal Philadelphie
Toronto Los Angeles
Boston Miami
Détroit Washington
Chicago (Concorde ou Jumbo)

Allez à Roissy. Et une fois à Londres, encore frais et dispos, vous prenez un Jumbo direct pour l'une de ces destinations. Et vous, peut-on vous aider ?



Renseignements au 91 Champs Elysées et 38 avenue de l'Opéra 751 : 260 38 40, ou consultez votre agent de voyages.

LÉGISLATIVES PARTIELLES

La résistance de l'U.D.R. et la progression persistante du P.S.

(Suite de la première page.)

Les premiers tours ne sont guère plus favorables aux gauchistes. Dans la dixième circonscription du Rhône, M. Duormay, ancien secrétaire d'Etat au tourisme, fait, certes, un peu mieux qu'en mars 1973 (44,08 % au lieu de 43,76 %), mais l'opposition de gauche, qui sera menée dimanche prochain par M. Poulissou (P.S.), a recueilli toutes forces confondues près de 53 % des suffrages exprimés. Il y a, certes, plus de 40 % d'abstentions, mais on vient de voir en Haute-Loire que les abstentionnistes ne sont pas toujours de leur indifférence pour favoriser la majorité. Dans la cinquième circonscription des Yvelines, le sort de M. Destremeu, ancien secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, est moins incertain, mais il n'en recule pas moins de près de 10 points (21,44 % des suffrages au lieu de 31,02).

La troisième famille de la « majorité présidentielle » était représentée dans la 4^e circonscription de l'Allier par M. Péronnet, ancien secrétaire d'Etat à la fonction publique, président du parti radical, qui améliore quelque peu son pourcentage (46,19 % au lieu de 44,75 % des suffrages exprimés, et dans la 5^e circonscription de la Gironde par M. Achille-Fould, ancien secrétaire d'Etat aux P.T.T., qui, sous l'étiquette « gauche réformatrice », recueille 48,65 % des suffrages exprimés au lieu de 34,79 % en 1973, mais est

loin du total théorique qu'aurait dû recueillir la majorité. Dans l'un et l'autre cas, ce sont les abstentionnistes du 14 novembre qui feront la décision.

Compte tenu des efforts considérables qui avaient été déployés pour le lancement de Démocratie française, les scrutins de dimanche constituent un échec non seulement pour l'adversaire de cet essai, mais aussi pour M. Raymond Barre qui avait déclaré le 4 novembre : « Nous comptons déployer nos efforts pour que la doctrine exprimée par le président de la République dans Démocratie française puisse inspirer non seulement l'action du gouvernement mais aussi de tous ceux qui dans le pays sont attachés aux institutions de la République et à une société de liberté et de progrès. » Les électeurs de l'Allier, de la Gironde, du Rhône et des Yvelines n'ont de toute évidence pas répondu à l'appel.

L'opposition a été beaucoup mieux entendue. Pour l'ensemble des six premiers tours, l'extrême gauche, le P.C., le P.S. et le Mouvement des radicaux de gauche ont recueilli 46,75 % des suffrages exprimés au lieu de 39,54 %, ce qui suffit à prouver qu'une fraction non négligeable de l'électorat centriste n'approuve pas le ralliement à la majorité des leaders de cette famille. La poussée du parti socialiste constitue une fois de plus l'une des dominantes de la consultation. Il gagne, par rapport à 1973, 10,18 points dans l'Allier, 4,17 en Corrèze, 4,39 à Paris, 14,45 dans le Rhône et 5,66 dans les Yvelines. Le parti communiste progresse de façon infinitésimale dans l'Allier (+ 0,01)

et de façon plus substantielle dans les Yvelines (+ 3,81), mais régresse en Corrèze (- 5,57), en Gironde (- 4,53), à Paris (- 3,67) et dans le Rhône (- 2,72).

Le recul dans la cinquième circonscription de la capitale est particulièrement édifiant dans la mesure où le candidat du P.C.F., M. Elleinstein, partisan avéré de « l'ouverture » dans tous les domaines, s'était récemment signalé par un livre (le P.C.) dans lequel il proclamait notamment que « l'œuvre de Lénine ne doit pas être le Talmud ». De telles prises de position qui lui avaient valu de n'être soutenu que du bout des lèvres par la haute direction de son parti semblent ne pas avoir été du goût de l'électorat. Si l'on fait le bilan général des dix-neuf élections législatives partielles qui se sont déroulées depuis le début de la législature, on constate que le P.C.F., toujours présent au premier tour, n'a progressé que dans cinq départements (Dordogne, Savoie, Seine-Maritime, Allier, Yvelines) tandis que le P.S., présent quinze fois, a chaque fois amélioré ses positions, son score du Rhône (+ 14,45 points) étant de tous le meilleur.

S'agit-il de la percée ambiguë d'un « parti-étrappe-tout » dont l'électorat est attiré par l'audace de M. Mitterrand et de sa formation, sans être pour autant convaincu des mérites du programme commun de gouvernement de la gauche ni acquiescé à l'alliance avec les communistes ? Une indication intéressante sera fournie par les électeurs des Yvelines, où M. Cuguen, P.C.F., sera dimanche

proche le candidat commun de la gauche.

Si l'on considère l'ensemble, on constate en tout cas que les attaques portées par la majorité contre le programme commun et les « collectivistes » n'ont pas convaincu l'électorat, et que la vie politique française demeure dominée, et l'est même de plus en plus, par l'affrontement entre un P.S. qui ne cesse de progresser et une U.D.R. qui résiste beaucoup mieux que certains ne le pensaient ou ne l'espéraient.

RAYMOND BARRILLON.

● La Fédération nationale des élus républicains municipaux, cantonaux et régionaux a publié récemment une déclaration à propos des conclusions du rapport de M. Guichard sur la réforme des collectivités locales : « Il s'agit en fait de remplacer les treize-mille quatre cents communes existantes (...) par trois mille six cents communautés rurales et sept cent cinquante communautés urbaines. Les conseils de ces communautés seraient désignés au second degré par les conseils municipaux. C'est la généralisation à tout le pays du système des communautés urbaines, dont le caractère antidémocratique n'est plus à démontrer, et qui ont abouti à une accélération massive des transferts de charges du budget de l'Etat sur celui des collectivités locales, c'est-à-dire à l'augmentation insupportable des impôts locaux. »

ASSOCIATION GÉNÉRALE DES ATTACHÉS D'ADMINISTRATION CENTRALE

Siège Social : 93, RUE DE RIVOLI - 75001 PARIS

1974 : « Je conduirai le changement. »

VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

QUI

sont les Attachés d'Administration Centrale ? 2 800 fonctionnaires qui constituent : « L'armature supérieure normale des Administrations Centrales. »

QUE

font les Attachés d'Administration Centrale ? « Ils participent, sous l'autorité des Administrateurs civils, à la mise en œuvre dans la conduite des affaires administratives des directives générales du gouvernement. »

COMMENT

sont-ils traités ?

« Depuis de nombreuses années, malgré d'énergiques protestations, leur situation ne cesse de se dégrader :

- Un statut inique.
- Une carrière impossible.
- Des débouchés inexistantes. »

En 1976 : la coupe est pleine. Les attachés attendent toujours le changement.

(A suivre.)

CORRESPONDANCE

Les frictions au sein de la fédération socialiste du Haut-Rhin

M. Bernard Wemaere, premier secrétaire de la fédération socialiste du Haut-Rhin, nous écrit :

Dans son édition datée 17-18 octobre, le Monde a publié une information concernant le départ de M. Edouard Boeglin du parti socialiste et la création d'une fédération des radicaux de gauche dans le Haut-Rhin.

Pour que l'information soit complète, je vous prie de faire connaître à vos lecteurs les précisions suivantes :

— Les responsabilités du secrétariat et du bureau de la fédération du Haut-Rhin sont partagées entièrement entre les exarces élus sur les trois motions présentées au dernier congrès de Pau.

— Depuis le mois de janvier, M. Boeglin a cessé à son initiative d'exercer des responsabilités au secrétariat fédéral en indiquant « qu'il se mettait en réserve du parti socialiste » et que son départ n'était pas motivé par des problèmes touchant au fonctionnement de la fédération.

— Face aux attaques violentes lancées par M. Boeglin dans la presse locale en août dernier, et mettant en cause tant le premier secrétaire national que les secrétaires fédéraux, la commission exécutive fédérale (30 % motion n° 1, 40 % motion n° 2, 30 % motion n° 3) (1), a, à l'unanimité, condamné l'attitude de M. Boeglin et l'a invité à porter la discussion à l'intérieur du parti.

— La section de Mulhouse dont M. Boeglin était encore le premier secrétaire a, à une large majorité, demandé à M. Boeglin de démissionner de ses responsabilités de secrétaire de section (32 voix contre 7).

— Jusqu'à présent, la fédération du Haut-Rhin n'a enregistré que la démission de M. Boeglin.

(1) N.D.L.R. — La motion 1 était présentée par M. Mitterrand, la motion 2 par le CERES, la motion 3 par « la Gauche socialiste » dont l'animateur dans le Haut-Rhin était M. Boeglin et qui, au niveau national, regroupait les amis de Guy Mollet.

Une nouvelle équipe composée d'écrivains, de dessinateurs, de cinéastes et de journalistes vient de créer un nouveau mensuel satirique

la gazette

libérale... et avancée

32 p. 5 F

En vente partout

JEAN SAINT-GEOURS

pour une économie du vouloir

réponses au libéralisme avancé

calmann-levy

avant travaux

TAILLEUR-CHEMISIER

32, Av. de l'Opéra - Paris 2^e

ROBIN

met en

LIQUIDATION

tout son stock de vêtements pour Hommes

LUNDI 15, MARDI 16, MERCREDI 17 NOV. et les jours suivants

REMISE ENORME SUR :

COSTUMES, VESTES, PANTALONS, BLAZERS, IMPERS PARDESSUS, PULLS, CHEMISERIE, etc.

Ouvre tous les jours de 9 h 30 à 19 h

AUTORISATION PRÉFECTORALE

Centre ISTE Centre

AUTEUIL - TOLBIAC

Institut privé des Sciences et Techniques humaines

PRÉPARATIONS ANNUELLES JANVIER 1977 à JUIN 1977

Examen d'entrée à :

SC PO

Entrée en 1^{re} année

Soutien en cours d'AP

Procédure admission en 2^e année

Préparation par correspondance

TAUX CONFIRMÉS DE RÉUSSITE DEPUIS 23 ANS

AUTEUIL : 6, Av. Jean-Henry

75016 Paris - Tel. 224.10.72

TOLBIAC : 43, Av. d'Italie

75013 Paris - Tel. 388.03.91

À TOUS CEUX QUI DEVIENNENT BLANCS QUAND LES COPIES SORTENT GRISES

FAXIL

de Gestetner

Documentez-vous dès maintenant : prenez contact avec Gestetner, service 206, 71 rue Camille Groult 94400 VITRY - Tél. 680.47.85

1976. LOOK.

LANCEMENT DE LA K 5 LA PLAQUE MULTIDIRECTIONNELLE.

LOOK

LA SECURITE A SKI.

1976. LOOK.

LANCEMENT DE LA N 77 LA 3^eME GENERATION DE PIVOT.

LOOK

LA SECURITE A SKI.

POLITIQUE

LA MUTATION DE L'U.D.R.

M. Chaban-Delmas : je suis opposé au lancement d'un rassemblement

M. Chaban-Delmas, qui était, dimanche 14 novembre, l'invité du Club de la presse, à Europe 1, s'est à nouveau déclaré opposé au projet de M. Jacques Chirac de créer, à partir de l'U.D.R., un « rassemblement ».

Il a expliqué : « J'ai déjà fait une mise en garde au sujet du lancement d'un nouveau rassemblement, parce que je pense que, si les gaullistes lancent un rassemblement à l'heure actuelle, ils aggraveront le contraste et finiront à contresens. »

En 1976, sans le général de Gaulle et alors que la France est divisée en deux camps irréductibles qui ne se modifieront pas d'ici aux élections législatives, peut-on penser que l'on réussira à constituer un rassemblement d'une partie d'un de ces deux camps ? Ce rassemblement appaîtrait d'ailleurs — et ses adversaires ne manqueraient pas de le proclamer — comme un rassemblement de la droite ou d'une partie de la droite contre la gauche, et, à partir de ce moment-là, quelles que soient les intentions, quelles que soient les propositions, même si cette plate-forme est très progressiste — car en politique, c'est ce que l'on paraît être qui est — on aura quitté les chemins du gaullisme.

« Voilà pourquoi je suis opposé au lancement d'un rassemblement aujourd'hui car, je le répète, les temps n'en sont pas encore venus. Ce rassemblement pourra peut-être être lancé plus tard, mais pour l'instant, il ne paraît ni de saison ni de mise, du moins en ce qui concerne le respect des orientations gaullistes essentielles et la préservation de ce terme de rassemblement qui est un terme gaulliste très clair. »

A la question : « Ceux que, depuis 1972, vous dénoncez comme les responsables de votre chute, de votre départ du gouvernement (...) existent-ils encore, et, si oui, dans l'entourage de qui sont-ils ? », le maire de Bordeaux a répondu : « Tout le monde sait qu'ils n'ont pas disparu et qu'ils sont toujours ensemble. (...) C'est avec beaucoup d'intérêt que j'ai entendu récemment parler d'ouverture, de politique sociale ouverte. Tout cela m'a beaucoup intéressé, et un peu surpris. (...) Ils n'ont pas cessé, sinon de se rassembler, du moins

de faire équipe, et, ayant été dans l'entourage du président Pompidou, ils ont pu se débiter de M. Chirac. (...) Les hommes sans responsabilités, les hommes ou les femmes sans responsabilités, il est très difficile de débiter exactement leur action. La seule personne responsable, en l'espèce, c'est M. Chirac. Par conséquent, il faut voir comment il agit. »

(N.D.R. — M. Chaban-Delmas fait allusion à M. Pierre Juillet, nommé en mars dernier « conseiller auprès du premier ministre » (à l'époque M. Chirac), et qui fut membre de tous les cabinets de Georges Pompidou, et à Mme Marie-Françoise Gérard, qui occupait des fonctions officielles auprès de M. Chirac lorsque celui-ci dirigeait le gouvernement. Mme Gérard avait été conseiller technique de Georges Pompidou de 1971 à 1974.

Résolument hostile à M. Chaban-Delmas, elle avait mené campagne contre lui, notamment après des parlementaires U.D.R., aussi bien en 1971-1972 que lors de la candidature du maire de Bordeaux à la présidence de la République. Quant à M. Juillet, qui lui aussi s'inquiétait du « progressisme » de M. Chaban-Delmas, il était, en outre, à l'Elysée même, contre son action de premier ministre.)

« M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré samedi 13 novembre à Bordeaux que la formation avait décidé de constituer un vaste rassemblement « parce que la majorité, dans son organisation actuelle, n'est pas en mesure de se battre à armes égales avec l'opposition ». « Elle est perdue », a-t-il précisé, « comme une coalition de droite (alors) qu'en France, traditionnellement, la gauche a un avantage dans l'opinion. »

« Quand nous aurons créé notre grand rassemblement, demain il suffira le même jour à R.T.L., il y en aura plus d'anciens communistes à nous qu'il n'y a de gaullistes vers M. Marchais. »

Le chef et le patron

(Suite de la première page.)

D'autre part, à tel membre du gouvernement qui lui adresse une note précise et pressante sur une affaire en cours, il n'hésite pas à retourner tranquillement le document après avoir écrit en marge, sans autre commentaire ni autre précaution, sa décision suivie de ses initiales : « Non, R.B. »

« Au moins c'est clair. On sait où on en est », confiait non sans stupéfaction un ministre destinataire d'une de ces réponses, avant d'ajouter mezzo voce : « Vous savez, j'ai été ministre de Pompidou, de Chaban-Delmas, de Chirac. Je n'ai jamais vu cela. Et si je cherche comment le décrire d'un mot, je dirais que, pour moi, Raymond Barre est effrayant. Oui, effrayant de fermeté, de détermination. C'est un homme qui a l'œil fixé une fois posé toutes sur les objectifs qu'il s'est assignés et que rien ne fera dévier de sa route. Rien ni personne. Un « maître du Palais », avait-on dit de lui ? Laissez-moi rire ! »

Les arbitrages électoraux ? Quand les trois ministres d'Etat et M. Durand auront débrouillé le terrain, les conflits et les rivalités seront examinés à l'Hôtel Matignon « et je trancherai », a-t-il promis. Il entend bien exercer ses responsabilités de premier ministre, chef de la majorité, dans leur « plénitude », selon le mot qu'il a prononcé le jour de sa nomination, dans sa première déclaration faite sur le parvis de l'Elysée, mot qui fut repris le soir même dans son allocution télévisée par M. Giscard d'Estaing. Pourtant n'avait-il pas, assure-t-on, répliqué au président de la République, qui approuvait la formule et proposait de la reprendre ainsi, qu'il lui était reconnaissant de cette proposition, « encore que la Constitution suffise ».

Bref, à en croire certains, face au chef qui s'offre à sauver le souverain et son royaume, le président de la République se trouverait désormais, pour la première fois sous la V^e République, flanqué d'un premier ministre qui entend être véritablement le patron du gouvernement, qui veut être celui qui « détermine et conduit la politique de la nation » selon les termes de la Constitution. Au président la détermination des grands objectifs,

au premier ministre l'action à mener pour les atteindre. Avec l'apparition du chef en mal de sauvetage, voilà déjà deux grands changements.

L'effet est clair, si clair qu'on finit par ne plus le voir. Quelques succès aux élections partielles, des succès qui doivent presque tout à la personnalité et au travail des candidats, et bien peu à leur étiologie ne peuvent faire illusion. Deux hirondelles, en Corfée et à Paris, ne font pas le printemps. En fait, il s'agit tout simplement de savoir si le gaullisme transformé, débaptisé, relancé, demeure ou non une grande force politique ou si les cartes vont devoir être largement redistribuées, et dans ce cas à qui. « Après moi, cela ne durera pas un instant », avait confié, un jour d'émotion, le général de Gaulle au plus fidèle des fidèles, M. Michel Debré. Possibilité, il s'était trompé : valait que valait — cela — a duré sept ans. Cinq ans sous Georges Pompidou d'abord, avec des périodes fortes et des moments de fléchissement. Deux ans après, après que le gaullisme ait perdu la direction de l'exécutif, cette présidence de la République conquise de haute lutte par l'indépendantisme. Le remplacement de M. Chirac par M. Barre, était-ce vraiment le glas et les députés U.D.R., qui forment encore le groupe le plus nombreux de l'Assemblée, la fameuse majorité — relative — de la majorité, ne sont-ils politiquement que des morts en sursis ?

PIERRE VIANSSON-PONTE.

Vers un regroupement des formations non gaullistes de la majorité ?

M. Raymond Barre s'est refusé à commenter, dimanche au Café où il se trouvait en voyage officiel, l'information selon laquelle il aurait été désigné par le président de la République pour diriger un rassemblement de certains éléments de la majorité autour des objectifs définis dans le livre de M. Giscard d'Estaing, *Démocratisme français*.

Lundi matin 15 novembre au micro d'Europe 1, M. Michel Polakowski, en revanche, confirmé qu'un tel projet de regroupement existait, intéressant les partis de la majorité autres que l'U.D.R. Le ministre d'Etat a aussi confirmé que M. Raymond Barre, entre autres, animait cette entreprise.

Il s'agit en fait pour le président de la République de ne pas laisser le terrain libre devant M. Jacques Chirac et le grand rassemblement que celui-ci prévoit de lancer lors des assises extraordinaires de l'U.D.R. le 5 décembre prochain. L'entretien que le chef de l'Etat a eu avec son ancien premier ministre, le 4 novembre, pourrait bien avoir conforté M. Giscard d'Estaing dans son intention de mener une action syndiquée à celle de M. Chirac tout en le précédant.

Dans l'esprit de ses promoteurs, le regroupement envisagé aurait pour noyau l'actuelle fédération des Républicains indépendants et les formations centristes et radicales, mais il devrait aussi largement dépasser les parti existants en faisant appel aux per-

sonnalités politiques et à la fraction de l'opinion se réclamant seulement de la majorité présidentielle. C'est la raison pour laquelle il serait fait appel, notamment, à M. Barre.

Les succès de M. Chirac et de M. Barre (U.D.R.) aux élections législatives partielles peuvent constituer un peu plus les auteurs du projet de regroupement qu'il y a à freiner la progression du député de la Corrèze. En revanche, l'échec de M. Frérot (R.I.) et les résultats peu encourageants de M. Duray et Destremont (R.I.) également ne renforceront pas la position de la P.N.R.I. lors de nouvelles élections avec de nouveaux partenaires.

Fortes réserves des formations centristes

D'ores et déjà d'ailleurs, il semble bien que, dans les formations centristes concernées, on ne considère qu'avec de fortes réserves un projet dont toutes les instances dirigeantes n'ont pas été saisies officiellement. Pour les démocrates sociaux comme pour les radicaux il ne paraît guère possible actuellement d'envisager autre chose qu'un rassemblement assez lâche ne mettant pas en cause l'existence même des formations et auquel il ne soit pas compensé d'adhérer à cette adhésion se limitant à une proclamation. — N.-J. B.

A l'extrême droite

Le Parti des forces nouvelles répond favorablement à l'appel de M. Jacques Chirac

Le Parti des forces nouvelles a tenu son second congrès national à Paris, du vendredi 13 au dimanche 14 novembre. Les membres du parti, représentant chacun dix militants, y ont pris part. Ils ont consacré l'essentiel de leurs réflexions à l'appel au « rassemblement » récemment lancé par M. Jacques Chirac, et qu'il a qualifié de « partage de la victoire ». La formation d'extrême droite ne semblait pas être restée insensible (le Monde du 13 novembre).

En choisissant de répondre favorablement à cet appel, fût-ce avec un certain nombre de précautions oratoires, le P.F.N. a confirmé le choix stratégique qui avait présidé à sa fondation voici deux ans : sortir l'extrême droite française du « marginalisme » auquel, dans différentes circonstances récentes ou moins récentes, l'activisme ou l'absolutisme de certains de ses éléments les plus représentatifs l'avaient conduite, puis maintenue. Sans doute, le Parti des forces nouvelles avait-il vocation, dès son origine, à rejeter la vision, tirant ainsi les conséquences d'une bipolarisation dont il avait assuré « vouloir prendre l'exacte mesure avec le réalisme ». Les orientations de Giscard d'Estaing, et plus encore son style, avaient pourtant retardé une évolution que la liberté retrouvée par M. Chirac rend maintenant possible. Des contacts avaient été noués depuis plusieurs mois entre certains dirigeants du P.F.N. et des personnalités de la droite et de la majorité, comme M. Jean Royer ou M. Ruffier et Drouot, respectivement députés réformateurs de la Moselle et de la Sarthe (ceux-ci ont d'ailleurs adressé un message de sympathie au congrès, de même que des mouvements nationalistes italiens et espagnols). Ces contacts avaient été favorisés par les éléments venus du gaullisme (13 % des militants, selon une récente enquête intérieure — et dont l'influence n'est pas négligeable au sein de la formation d'extrême droite).

Le congrès a, d'autre part, adopté un certain nombre de réformes de structures. La principale porte sur la direction du mouvement, qui sera désormais collégiale : le secrétaire général, jusqu'alors exercé par M. Pascal Gauchon, disparaît au profit d'un bureau politique de quatre membres. Le conseil national (quarante et un membres) est lui aussi supprimé, mais les responsables fédéraux se réuniront deux fois par an pour confronter leurs points de vue et leurs expériences. Cette collégialité nouvelle « au sommet » devrait favoriser les relations éventuelles du P.F.N. avec

M. Chirac, si l'adhésion de la formation nationaliste à l'entreprise de l'ancien premier ministre se concrétise par la tenue d'assises extraordinaires de l'U.D.R. le 5 décembre.

Enfin, le congrès du P.F.N. s'est prononcé en faveur de « l'éternité des nations » et rappelle son « refus de considérer le partage de la victoire comme définitif ». Il a manifesté son soutien à la Rhodésie, à l'Afrique du Sud, aux chrétiens du Liban et a pris pour devise « sur le front des problèmes religieux, à Mgr Lefebvre, qui condamne le communisme et le libéralisme ».

LA NOUVELLE DIRECTION

BUREAU POLITIQUE : MM. François Brigneau, Roland Gauchon, Pascal Gauchon et Alain Robert.

COMITE CENTRAL : outre les quatre membres du bureau politique, il comprend MM. Allaux, Bontellier, Brunau de La Salle, Chappas, Calgache, Jacquard, Fournel, Telesier, Tumbach et Vaulin.

Si ces derniers thèmes sont communs à l'ensemble de l'extrême droite, il reste à savoir comment elle accueillera le ralliement même conditionnel du Parti des forces nouvelles à M. Chirac. Pour être pris en considération par la majorité, M. Le Pen a déjà choisi une voie inverse.

La victoire du candidat socialiste, par 251 voix, dans l'élection.

M. BERGERON : la victoire de la gauche paraît « possible aujourd'hui »

« Dans l'hypothèse d'une victoire, possible aujourd'hui, de la gauche, le comportement syndical (de F.O.) sera certainement, comme malheureusement, responsable », déclare M. André Bergeron, secrétaire général de F.O., à « Combat socialiste », mensuel du parti socialiste.

« Quel que soit le gouvernement en place, nous conserverons notre totale liberté d'action et d'appréciation. Cela ne veut évidemment pas dire que nous créons à un gouvernement de gauche des difficultés particulières. Au contraire. Nous ne serons pas dans les défilés de ceux qui crieront à pleins poumons : « Mitterrand à l'action. »

A propos du plan Barre et de la limitation de l'inflation à 6,5 % en 1977, M. Bergeron indique, d'autre part, que le premier ministre « confesse en privé qu'un taux de l'inflation ramené à 8 % serait déjà un grand succès ».

Edité par la S.A.E.L. le Monde. Gérants : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimerie du Monde, 3, rue de Valenciennes, PARIS-10^e.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : 12 567.

Voyage d'affaires au Moyen-Orient? Ne partez pas sans notre livre jaune.



Notre horaire vous présente une bonne nouvelle : à partir du 1^{er} novembre, vous gagnez deux heures sur tous nos vols

pour le Moyen-Orient. Départ 13 h 15 d'Orly-Quest pour Munich avec 10 correspondances directes par semaine vers Téhéran ou Bagdad. Consultez notre livre jaune.

Lufthansa

Lufthansa. Pour mieux voyager.

EST FACILE
JOUEZ AU LOTO
Notices à votre disposition chez les dépositaires

PRESSE

Sur vidéocassette

LA REVUE MENSUELLE « MÉDISCOPE » VA REPARAITRE

Le journal médical mensuel sur vidéocassette-couleur Médiscop, qui, à la suite de difficultés financières, avait dû cesser sa publication après son n° 11, en mars 1975, va réparaître dans le courant de ce mois. Edité par la société Vidéoscope S.A., localisée-gérante de la S.A.R.L. Médiscop et filiale commune du groupe de la banque Worms et de la société Techniquem d'avant-garde (TAG) - France, Médiscop constitue la seule expérience sérieuse d'édition d'un journal audiovisuel en France.

Cette revue professionnelle s'adresse aux médecins omnipraticiens. Ses promoteurs, se référant au rapport de la commission mise en place en 1974 par le ministère de la santé et présidé par M. Louis Fougère, estiment que la formation post-universitaire des généralistes est insuffisante et se proposent de mettre entre leurs mains un outil de formation permanente.

Chaque mois, cinq sujets seront traités (dans le n° 12 : intubation trachéale en urgence ; réflexogramme achilléen ; spondylite ; épistaxis ; immunologie). Médiscop, d'une durée d'une heure, comprend un maximum de douze « spots » d'une minute chacun de publicité pharmaceutique. Le directeur de la publication est M. Claude Chevallier-Appert, le rédacteur en chef, M. Guy Job. Le professeur Dominique Laplane est l'animateur du comité de direction médicale.

Vidéoscope, 35, rue de Courcelles, 75008 Paris, tél. 786-21-63 et 786-21-69.

مکان التمثيل

1976. LOOK.

6.000 F* D'INDEMNITE A TOUT SKIEUR QUI SE CASSERAIT LA JAMBE AVEC NOS FIXATIONS.

Maintenant, quand vous achetez des fixations Look, demandez l'assurance Club Sécurité Look.

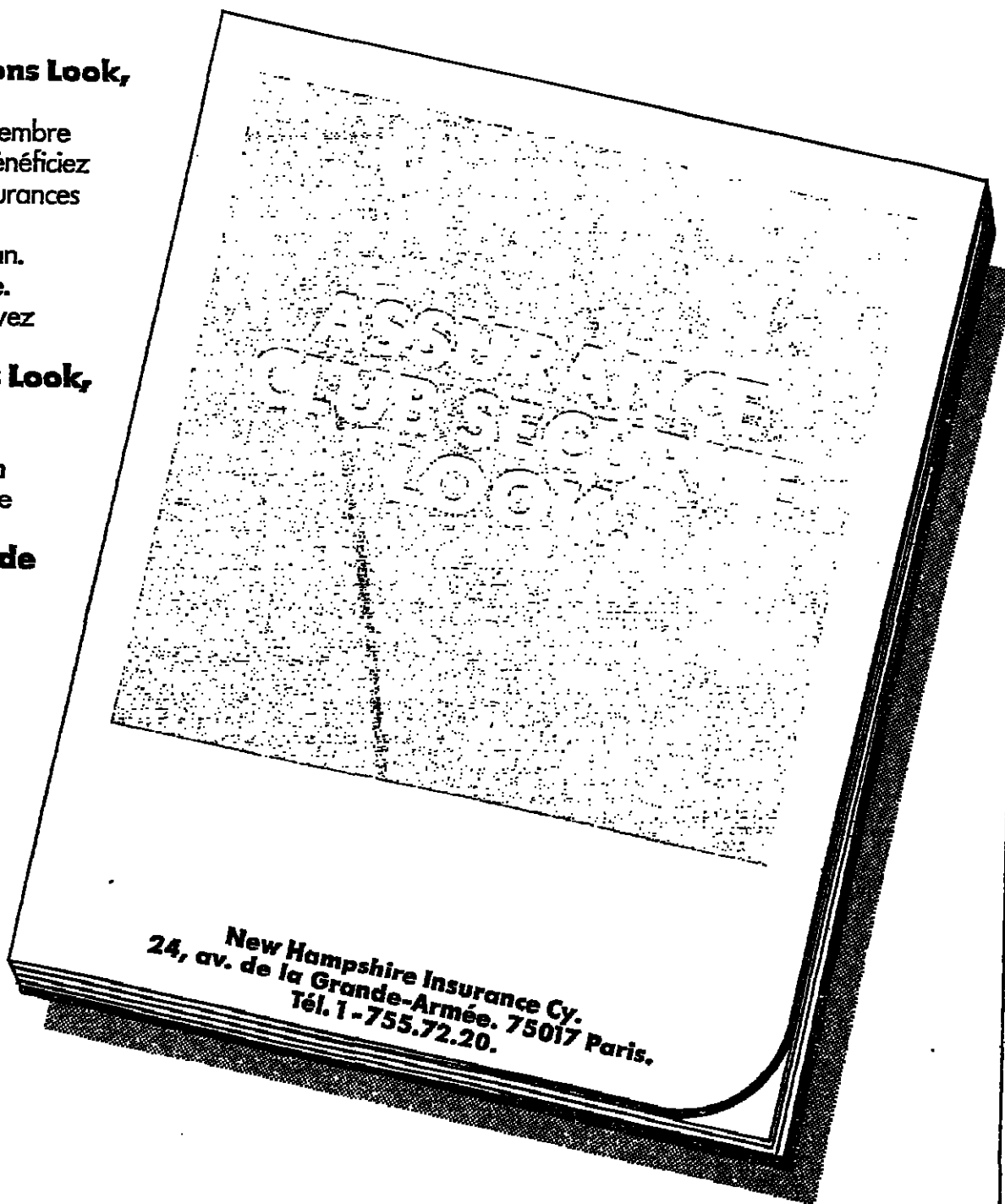
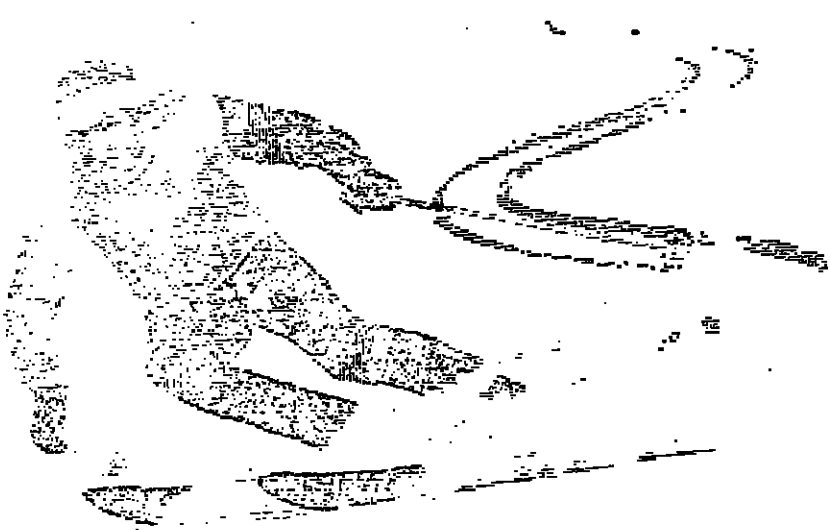
Quand vous achetez des fixations Look, vous devenez membre du Club Sécurité Look. Aucune cotisation à payer et vous bénéficiez de tous les services du Club. Par exemple d'un contrat d'assurances exceptionnel.

Contre une prime de 10 F., vous êtes assuré pendant un an. Assuré d'une indemnité de 6.000 F.* en cas de jambe cassée. Cette indemnité vient en plus de toutes celles dont vous pouvez bénéficier par ailleurs.

Maintenant, quand vous louez des fixations Look, demandez l'assurance Club Sécurité Look.

Avec le Club Sécurité Look, c'est très facile de s'assurer. Encore plus quand vous louez. Contre 2 F. par jour (minimum 2 jours de location), vous bénéficiez de la même indemnité de 6.000 F.*

L'assurance Club Sécurité Look: une preuve de plus de la sécurité des fixations Look.



LOOK. LA SECURITE A SKI.

*Aux termes d'un contrat souscrit auprès de New Hampshire Insurance Cy. par le Club Sécurité Look. Prime individuelle annuelle 10F.

AFRIQUE

Togo

**SELON LE GÉNÉRAL EYADÉMA
« LA MISSION DE L'ARMÉE
EST TERMINÉE »**

Lomé (A.F.P., Reuter). — « Nous croyons sincèrement que la mission de l'armée est terminée », a déclaré, dimanche 14 novembre, à Pya, sa ville natale, le général Eyadéma, président de la République togolaise.

Le chef de l'Etat, qui dressait le bilan d'une réunion préparatoire au congrès du parti unique, qui se réunira du 20 au 30 novembre, a ajouté : « Aujourd'hui, l'unité de l'armée est faite, de même que l'unité et la réconciliation de toutes les populations. L'armée togolaise est homogène. Nous pouvons appuyer le nouveau régime qui prendra notre relève pour qu'il ait des assises politiques solides ».

Le président, au pouvoir depuis le 13 janvier 1967, a déjà annoncé à plusieurs reprises que les forces armées n'entendaient pas conserver indéfiniment le pouvoir. En 1971, deux ans après la création du parti unique, il déclarait que le pouvoir serait restitué aux civils dès que l'armée aurait atteint l'objectif qu'elle s'était assigné de réconciliation et d'unité des Togolais. Le congrès du 20 novembre devrait permettre de savoir si le général se retirera effectivement, ou bien si, comme ce fut le cas en d'autres occasions, la volonté des congressistes en s'exprimant massivement en faveur de son maintien à la tête de l'Etat, l'amènera à conserver ses fonctions.

Burundi

**LE NOUVEAU GOUVERNEMENT
COMPREND ONZE CIVILS
ET QUATRE MILITAIRES**

Bujumbura (A.F.P., Reuter). — La composition du nouveau gouvernement du Burundi, issu du coup d'Etat du 11 novembre, a été rendue publique samedi 13 novembre à Bujumbura.

Le cabinet compte quinze ministres, dont onze civils et quatre militaires. Le lieutenant-colonel Edouard Nsimbimana (premier ministre et ministre du plan), major Philibert Kayibigi (agriculture, élevage, développement rural), major Jean Baudouin (santé publique), capitaine Thérèse Ruhwira (information). M. Albert Muganga est ministre des affaires étrangères et de la coopération. Le cabinet compte également trois secrétaires d'Etat, tous civils.

Le lieutenant-colonel Nsimbimana appartient au Conseil révolutionnaire suprême de trente officiers, constitué après l'élection du général Micombero, le 1^{er} novembre. Né en décembre 1945, dans la province de Bururi, il a fait ses études secondaires au collège de Saint-Esprit à Bujumbura. Ancien élève de l'école royale militaire de Bruxelles, il est entré au Burundi en novembre 1970, avec le grade de capitaine. Directeur du génie, il a été promu major en 1972 et lieutenant-colonel en 1975. Il a été ministre des travaux publics, des transports et de l'équipement du 15 mars 1974 au 1^{er} novembre 1976.

Tunisie

**MORT
DE LA PREMIÈRE FEMME
DE M. BOURGUIBA**

Tunis. — La première femme de M. Bourguiba, Mme Moudia Bourguiba, qui était d'origine française, est morte le samedi 13 novembre à Tunis à l'âge de quatre-vingt-trois ans. La nouvelle a provoqué une vive émotion dans la capitale. La radio a rendu longuement hommage à l'action militante de la défunte. Les obsèques ont lieu lundi après-midi à Monastir, ville natale du chef de l'Etat, et la dépouille devait être placée dans le mausolée Bourguiba. — (Corresp.)

INte Mathilde Lorrain, à Saint-Maur-des-Fossés, dans la banlieue de Paris, Mme Moudia Bourguiba avait connu à Paris celui qui devait devenir le chef de l'Etat tunisien alors qu'il y faisait ses études de droit. Elle l'épousa en 1927 et eut un fils, Habib Bourguiba junior, actuellement président de la Société nationale d'investissement, après avoir été ministre des affaires étrangères. Mme Moudia Bourguiba, qui était catholique, s'était convertie à l'islam en 1961.

Le président avait divorcé en 1961, « par consentement mutuel », pour épouser Mme Waadia Ben Ammar. Mme Moudia Bourguiba avait été décorée par le chef de l'Etat du grand cordon de l'ordre de l'indépendance, en reconnaissance des services rendus « à la cause de la patrie tunisienne ».

Les villes de Sousse (en Tunisie) et de Boulogne-Billancourt ont été jumelées au cours d'une cérémonie qui s'est déroulée vendredi 12 novembre à l'hôtel de ville de Sousse.

L'accord de jumelage a été signé par M. Ahmed Khelil, maire de Sousse, et Georges Gorse, maire de Boulogne-Billancourt, ancien ministre. — (A.F.P.)

Les candidats « indépendants » ont remporté près des deux tiers des sièges aux élections municipales

De notre correspondant

Rabat. — Selon les statistiques établies par le ministère de l'Intérieur, le vendredi 12 novembre 431 588 électeurs se sont rendus aux urnes pour élire les conseillers municipaux et communaux. Le pourcentage de participation — 63,45 % des inscrits — est jugé ici satisfaisant.

Les résultats officiels permettent de faire une série de constatations :

1) PRES DES DEUX TIERS DES SIÈGES ONT ÉTÉ ENLEVÉS PAR DES CANDIDATS « INDÉPENDANTS ».

Dans la terminologie politique marocaine, le mot « indépendant » fait une entrée en force. Huit mille six cent sept des 24 816 candidats qui avaient adopté cette appellation ont été élus. Ils ont donc remporté près des deux tiers des sièges à pourvoir : 13 364. L'utilisation de cette étiquette a fourni un aliment à une controverse classique entre le ministère de l'Intérieur et les partis politiques. M. Mahjoubi Alhendawi, secrétaire général du Mouvement populaire, estime ainsi que les 1 045 sièges officiellement reconnus à son parti ne correspondent pas à la représentation réelle de celui-ci. « Il y a, nous a-t-il déclaré, énormément d'élus indépendants qui appartiennent au Mouvement populaire. Certains se sont déjà manifestés. D'autres vont le faire. Nous y verrons clair dans huit ou quinze jours ». L'istiglal a fait une réponse analogue : « Nous avons certainement plus que les 2 134 élus des indépendants, des candidats nombreux ont signé un engagement envers notre parti. Les uns ont été élus, les autres pas. D'autres, qui n'ont pas signé d'engagement, ont été élus, mais nous savons pertinemment qu'ils nous sont acquis ». Tous les partis vont donc s'efforcer de reconnaître les leurs parmi les indépendants. Il est peu probable qu'ils parviennent à en « récupérer » ainsi la totalité.

2) LE « COURANT » DES INDÉPENDANTS VA VRAISEMENT SE PRAYER UN CHEMIN.

Un « courant » : le mot est de M. Ahmed Alaoui, ancien ministre (le Monde du 13 novembre), conseiller communal élu à Fes. Cette tendance a pris consistance, selon lui, des réalisations, notamment dans le domaine économique et social, depuis que des représentants des partis politiques ne sont plus aux leviers de commande. C'est-à-dire depuis treize ans, voire seize ans si l'on prend en considération la fin de l'activité du gouvernement Abdelhadi Ibrahim (Union nationale des forces populaires) en 1960. Les indépendants, estime M. Alaoui, entendent poursuivre et parfaire ces réalisations dans la fidélité à la doctrine du « Hassanisme » élaborée durant cette période par le roi en fonction des réalités du pays. Ainsi, les indépendants se démarquent-ils nettement des partis de l'opposition. Il serait logique que ce courant se dote sans trop tarder d'une plateforme politique et de structures et qu'il trouve les hommes capables de l'animer.

3) LES AGENTS DE L'AUTORITÉ ONT OBSERVÉ LA NEUTRALITÉ ET LA VIE POLITIQUE S'EST RÉANIMÉE.

Le fait nouveau est l'insistance avec laquelle, conformément aux ordres du roi, des directives ont été données aux agents de l'autorité pour qu'ils observent une neutralité absolue dans la compétition électorale. Les responsables des partis politiques qui se sont plaints de la persistance, selon eux, de pressions de nature à fausser la sincérité du scrutin, ne prétendent pas qu'elles ont été générales. La réserve observée par l'administration a permis une large reprise de contact des partis politiques, principalement de l'opposition, avec l'ensemble du pays.

● Le prince Fahd, prince héritier du royaume d'Arabie Saoudite et vice-président du conseil, accompli, depuis le samedi 13 novembre, une mission de bons offices concernant le conflit du Sahara occidental. Il est arrivé dimanche à Nouakchott, venant de Rabat, et devait se rendre ce lundi à Alger. — (Reuter.)

**il faut lire !
L'INTERNATIONALE
DES CITOYENS
D'ISRAËL**

par SAMUEL FLATIN SHARON

pour que « Vive Israël »

Éditions du Livre 1976

Maroc

De notre correspondant

« Même si nous n'avons pas la victoire, nous aurons jeté une semence », nous déclarait un militant progressiste.

4) L'ISTIGLAL DEMEURE LE PARTI LE PLUS IMPORTANT.

Selon le ministère de l'Intérieur, le nombre des élus indépendants mis à part, se décompose ainsi : Istiglal, 2 134 ; Mouvement populaire, 1 045 ; Union socialiste des forces populaires, 574 ; Mouvement démocratique constitutionnel, 482 ; Union nationale des forces populaires-U.M.T., 113 ; Parti du progrès et du socialisme (communistes), 38 ; Parti démocrate constitutionnel, 19 ; Parti libéral progressiste, 5 ; Parti de l'action, 58.

Cette répartition fait ressortir, a indiqué le ministère de l'Intérieur, « un pourcentage relativement faible de sièges pour les organisations politiques dont le retrait, plus ou moins consenti durant le processus électoral, de la scène nationale a provoqué le désenchantement des militants et des sympathisants. D'où l'intensité de la campagne électorale menée par ces organisations ».

A quelques centaines près, l'istiglal a autant de sièges que tous les partis réunis. Il demeure donc le parti le plus important. Le Mouvement populaire vient en seconde position. Il recueille apparemment le fruit de l'action de son leader, M. Mahjoubi Alhendawi, qui a participé à la base à la « marche verte » et n'a pas son égal pour se faufiler jusque dans les cantons montagnards les plus inaccessibles.

L'Union socialiste des forces populaires conteste totalement les résultats qui lui sont officiellement attribués. Avec 39 sièges sur 39 à la municipalité de Rabat, elle est majoritaire dans la capitale comme l'était lors des premières élections municipales de 1960. L'Union nationale des forces populaires, dont elle est issue.

5) L'EXPERIENCE DEMOCRATIQUE EST APPELÉE À CONTINUER.

Au soir de la proclamation offi-

cielle des résultats, nous avons demandé à des responsables des partis classés dans l'opposition : « Estimez-vous qu'après le déroulement de ce scrutin votre parti doit poursuivre l'expérience démocratique jusqu'à l'élection du Parlement complet ? »

« Malgré les irrégularités que nous avons constatées et que nous comptons dénoncer, notamment en publiant un livre blanc, nous a dit M. Ali Yata, secrétaire général du Parti du progrès et du socialisme, nous estimons que l'expérience est positive et qu'elle doit être poursuivie ».

M. Abderrahim Bouabid, premier secrétaire de l'Union socialiste des forces populaires, nous a déclaré : « Cette expérience ne peut être poursuivie sans que nous ayons en apparence une explication avec le gouvernement. Les candidats de notre parti ont été victimes de manipulations, à Saffi, par exemple, où le résultat qui était en notre faveur a été faussé. Nous demandons une commission d'enquête. Je regrette vivement que le Conseil national (1) n'ait pas été réuni après le scrutin et avant la proclamation officielle des résultats ».

M. Mohamed Boucetta, secrétaire général de l'Union socialiste des forces populaires, s'est dit prêt à poursuivre l'expérience, mais « avec des rectifications importantes ». « Celles-ci, nous a-t-il dit, doivent porter sur la liste des candidats, afin que l'identification des votants puisse être certaine. Elles doivent aussi concerner l'étiquette politique du candidat, afin qu'il n'y ait plus d'ambiguïté ».

LOUIS GRAVIER.

(1) Organisme présidé par le premier ministre et réunissant les représentants des partis politiques pour veiller à la régularité du scrutin.

● PRECISION. — Dans l'article sur les élections municipales au Maroc (le Monde du 13 novembre), au lieu de : « L'administration supérieure (...) a révoqué dix-sept chefs de tribu de tribu ou de quartier » (qui n'avaient pas respecté l'obligation de neutralité), il faut lire : « révoqué ou suspendu ».

PROCHE-ORIENT

La situation au Liban

LES « CASQUES VERTS » SYRIENS CONTROLENT BEYROUTH

(Suite de la première page.)

C'est seulement après avoir franchi la rue de Damas, qui coupe la place du Musée et débouche en secteur palestinien, que les soldats syriens ont eu le sentiment d'être reçus en pacificateurs, presque en libérateurs. Les miliciens moudjahidoun, l'une des principales forces du mouvement national progressiste, se sont avancés vers eux et leur ont donné l'accueil. Ils se sont ensuite rués sur les chars, grimpaient sur les tourelles, embrassant les tankistes, dans une atmosphère de kermesse. Les miliciens se sont mis à chanter et à danser, au son d'un orchestre de tambourins faits de poignées d'épées. « Vive le président Assad ! Vive le roi Khaled ! criaient-ils aux gens d'en face. Vous ne pouvez pas d'arrêter tout ? Eh bien, vous avez matriculé sept pays arabes sur le dos... »

En traversant les quartiers musulmans et en se rapprochant, par la corniche Mazar, du camp palestinien de Sabra-Chatila et du quartier moderne de Verdun-Hamra, les soldats syriens passaient entre deux files d'une foule qui les applaudissait et leur lançait des roses et des poignées de riz. Strangement, revêtement lorsqu'on pense qu'il y a quinze jours encore, même après le « sommet » de Riyad, les Syriens étaient, pour les palestiniens progressistes, des « envahisseurs » et des « occupants ».

Tout en avançant, la colonne syrienne laissait derrière elle, à chaque carrefour et point stratégique, un ou plusieurs chars. Elle était précédée d'un bulldozer qui frayait un passage dans les débris de terre et de sacs de sable érigés de chaque côté de la place du Musée. Les véhicules portaient des banderoles évoquant la « mission pacificatrice » syrienne : « Les présidents Sadek et Assad sont les deux meneurs de la marche de la paix au Liban ».

A 10 heures, les troupes syriennes avaient atteint le cœur de Beyrouth — la place des Carons, la rue des Banques, Bab-Adris, le port — aujourd'hui un immense champ de ruines, désert depuis des mois. A 11 heures, elles finis-

saient de boucher le front de mer. Huit mille hommes et deux cent cinquante blindés ont ainsi pris position, aussi bien sur les lignes de démarcation que dans les deux secteurs de la capitale. A Achrafieh, du côté conservateur chrétien, les forces syriennes doivent stationner sur les deux principales places, Sassine et Tabaris. Dans le camp palestinien progressiste, elles ont déjà pris position au rond-point Barbir, devant la télévision, le ministère de l'Information et la Banque du Liban, à Hamra.

La fin de la guerre ?

Une phase de la guerre du Liban est assurément terminée, même si de nombreuses incertitudes subsistent pour l'avenir.

La guerre a-t-elle pour autant pris fin ? On peut considérer que les combats peuvent difficilement reprendre, à moins d'un nouveau changement fondamental de la situation. Admettons cette forme sournoise du conflit que l'on appelle ici les « bombardements aveugles » devient impossible compte tenu du déploiement des forces arabes. Les services publics vont progressivement redémarrer, et l'aéroport devrait être rouvert vers la fin du mois. La prochaine étape de cette stabilisation de la situation sera la formation d'un gouvernement.

Mais on ignore ce qu'il y aura au bout de cette trêve : la paix, mais sur quelles bases, ou de nouvelles convulsions ? Le mot-clé de tous les commentateurs à Beyrouth est aujourd'hui : « Genève ». Ils estiment que le destin du Liban est désormais lié à la conférence sur la paix au Proche-Orient. « Il faut en tout cas attendre Genève. Mais il devrait aussi impérativement de nous battre jusqu'à cette échéance, dont nous ne connaissons même pas la date. L'entrée des troupes arabes nous en a fourni l'occasion », nous a déclaré l'un des dirigeants phalangistes, au moment où les chars syriens traversaient de part en part Beyrouth-Est, hier encore bastion fermé et replié sur lui-même.

LUCIEN GEORGE.

Sénégal

**L'OPPOSITION
PRÉSENTERA DES CANDIDATS
AUX ÉLECTIONS MUNICIPALES
PARTIELLES DU 21 NOVEMBRE**

(De notre correspondant.)

Dakar. — Le 21 novembre, les électeurs des régions de Diourbel et de Louga, appelés à élire les membres des conseils de quatre-vingt-neuf communes rurales et de six municipalités urbaines, pourront choisir dans chaque cas entre deux candidats.

Le Parti démocratique sénégalais (P.D.S.), qui est l'un des partis d'opposition autorisés au Sénégal, l'autre étant le Parti africain de l'indépendance (P.A.I.), parti de tendance marxiste, sorti l'été dernier de la clandestinité — a décidé, en effet, de profiter de ces élections municipales partielles pour se soumettre à l'épreuve du vote pour la première fois depuis sa création, en juillet 1974. Ses candidats s'opposent à ceux de la formation du président Senghor, l'Union progressiste sénégalaise (U.P.S.), dans presque toutes les circonscriptions. Cette consultation, qui en d'autres circonstances aurait peu retenu l'attention, prend, de ce fait, valeur de test de la sincérité des promesses de libéralisation en matière de libéralisation. — P. B.

(Publicité)

**LES GRANDS PROJETS
DU CAMEROUN**

A l'occasion des « Journées camerounaises » organisées par le C.N.P.F. avec l'Industrie française du 22 au 24 novembre à Paris, les structures de l'INFRAStructures publie un supplément de 60 pages consacré aux perspectives de développement économique du Cameroun.

Au sommaire :
— L'interview du Président Ahmadou AHIDJO.
— L'interview de M. Traoussouf DOUADA, ministre de l'Economie et du Plan.
— L'analyse détaillée du IV^e Plan quinquennal de développement 1976-1981.
— La présentation des projets en cours ou en voie de réalisation : industrie, équipement, barrages, ports, routes.
— La recapitulation des investissements : 725 milliards C.F.A. sur cinq ans.

Ce numéro (14 F) est disponible à AFRIQUE - INDUSTRIE - INFRASTRUCTURES, 11, rue de Téhéran, 75006 PARIS. Tél. 227-14-76 (C.C.P. : PARIS 24-51-51.)

Des bruits courent sur SMO:



C'est faux. S.M.O., cela veut dire : « Société de Moyens d'Organisation ».

Et c'est vrai. Parce que S.M.O. est le distributeur exclusif en France des machines ORMIG.

ORMIG n'est pas seulement le duplicateur simple, robuste, peu encombrant et fonctionnant à la seconde, que vous connaissez. ORMIG est aussi et surtout une gamme de machines électroniques qui offre la solution aux problèmes de lancement de fabrication, du traitement des commandes, de la création des dossiers (crédit, huissiers, etc.). S.M.O. distribue

SMO
Cela veut dire
Société
des Machines
ORMIG.

ORMIG. Mais aussi les factures électroniques ADLER, les photocopieurs APECO, les ordinateurs de bureau SMO 400, les optimateurs pour l'ordonnancement-lancement, les contrôleurs électroniques de gestion ORMON, les machines à traitement de textes WORDPLEX et WP 100. Et assure une maintenance rigoureuse (il y a 15 SMO en France) de ces matériels. Alors, si vous pensez que S.M.O. signifiait « Société de Maintenance ORMIG », nous n'en sommes pas vexés. Mais c'est très limitatif. Et c'est dommage.

SMO
Siège Social : 2-4, avenue de l'Europe
78140 Velizy - Tél. : 946.96.33.

Pour mieux connaître S.M.O. renvoyez le bon à :
Nom : _____
Adresse : _____
Société : _____
S.M.O. 87-03
78140 Velizy

صوتنا من الأهل

PROCHE-ORIENT

Egypte

LA VISITE DU PREMIER MINISTRE AU CAIRE

La France est prête à offrir des garanties pour le règlement de paix

DÉCLARE M. RAYMOND BARRE

Le gouvernement français est disposé à apporter sa contribution à des garanties préliminaires à un règlement de paix au Proche-Orient, a déclaré, samedi 13 novembre, M. Barre, cité par l'Agence de presse du Moyen-Orient, lors d'un banquet offert en son honneur par M. Mamdouh Salem, chef du gouvernement égyptien. Il a ajouté que l'Égypte et la France étaient convaincues de la nécessité d'un règlement juste, durable et général de la crise.

Une traduction en arabe du discours de M. Barre, diffusée par l'agence, précise que, selon le premier ministre, un tel règlement devrait reconnaître les droits de toutes les parties au conflit, le droit des pays arabes à récupérer leurs territoires par un retrait d'Israël de ceux qu'il occupe depuis 1967 et le droit des Palestiniens d'avoir un foyer comme tous les peuples.

Le règlement, a ajouté M. Barre, devrait reconnaître le droit de tous les pays de la région, dont Israël, de jouir de la paix à l'intérieur de frontières sûres, reconnues et garanties. La France est prête à participer, si on le souhaite, à des garanties préliminaires stipulées par le règlement, a-t-il dit.

M. Barre a assuré que la France est en passe de devenir le deuxième exportateur en Égypte et que les relations économiques entre les deux pays sont en expansion.

De notre envoyé spécial

Le Caire. — Avant de regagner Paris ce lundi soir, M. Raymond Barre devait s'entretenir en tête à tête avec M. Sadate, déjeunant avec lui. Le premier ministre avait eu, lundi matin, une ultime séance de travail avec le chef du gouvernement égyptien, M. Mamdouh Salem.

Dans ses conversations M. Barre a essentiellement abordé la situation au Proche-Orient et la question du pétrole. Le sentiment général est que si les Français et les Égyptiens sont d'accord sur d'assez nombreux points, ils ont aussi « des incertitudes et des doutes en commun ».

A propos du Proche-Orient, il semble impossible que des progrès suffisants soient effectués pour que la conférence de Genève puisse se tenir au début de l'année prochaine, mais on ne cache pas du côté français que, si cette conférence avait lieu en 1977, « rien ne serait perdu ». On constate, en effet, que pour l'ensemble des problèmes du Proche-Orient, tous les pays arabes — hormis peut-être la Libye — manifestent une tendance très nette à la modération. Au premier rang de ceux-ci se trouve l'Égypte, dont les dirigeants ont dit à M. Barre qu'ils faisaient confiance à M. Sadate, président de la République libanaise, pour qu'il préserve l'indépendance et l'intégrité de son pays.

Mais les Égyptiens, autant que les Français, ont exprimé, sinon leur inquiétude, du moins leurs incertitudes quant aux intentions de M. Carter au Proche-Orient. Ils ont estimé qu'il fallait sans doute s'attendre à une période d'immobilisme de quelques mois. M. Barre n'en a pas retiré l'impression que les Égyptiens allaient pour autant se rapprocher des Soviétiques.

Incertain aussi, en ce qui concerne le pétrole, l'Égypte, qui n'est qu'un petit producteur, s'inquiète d'une éventuelle augmentation du prix du pétrole, car elle doit payer au cours international le brut qu'elle importe. Les Français ont fait savoir qu'ils voulaient éviter tout ce qui apparaissait comme une menace de constitution d'un front uni des consommateurs contre les producteurs. M. Barre redoute que l'on n'entre dans une « stratégie de surenchère », les uns majorant les prix de leurs produits d'équipement, les autres le prix de leur

pétrole. Il a insisté sur le risque d'inflation qu'un tel processus pourrait entraîner pour les économies des pays consommateurs. Là aussi, Français et Égyptiens attendent une clarification des positions américaines.

Dans le domaine de la coopération économique, M. Rossi, ministre du commerce extérieur, et son collègue égyptien ont dressé des inventaires. Un nouveau protocole financier a été préparé, qui sera signé dans les prochaines semaines. Il devrait porter sur un peu plus de 250 millions de francs de prêts et comporterait notamment :

- Un supplément pour l'équipement du métro (qui s'ajouterait aux 180 millions de francs de prêts décidés lors du voyage de M. Giscard d'Estaing, il y a un an) ;
- Le développement du procédé SECAM de télévision en couleur déjà adopté par l'Égypte, ainsi que l'installation d'un réseau de radio ondes courtes ;
- La construction d'une succursale ;
- L'achat d'un navire de commerce.

Les conversations portent également sur l'utilisation des prêts du protocole financier de 1976. Sur les 350 millions de francs alors accordés, 168 sont encore disponibles, car certains projets n'ont pas encore été définitivement mis au point par les Égyptiens. C'est notamment le cas pour un réseau de télécommunications, les travaux de drainage et la construction de logements. D'autres projets de remplacement sont à l'étude pour utiliser ce reliquat. Enfin, le gouvernement français — en dehors des protocoles financiers — soutient des projets préparés par des firmes privées : une usine de pneumatiques (Michelin), une usine d'automobiles (Citroën-Fengent), une usine de camions (Saviem), le percement d'un ou de deux tunnels sous le canal de Suez.

Pour s'évader de ces problèmes arides, M. Barre a visité dimanche les temples et les tombeaux de l'époque pharaonique en se rendant à Louxor et à Karnac, dans la vallée des rois, et à Abou-Simbel, en Haute-Égypte. M. Mamdouh Salem avait tenu à accompagner le premier ministre.

ANDRÉ PASSERON.

PEUT-ON ENCORE VIVRE EN FAMILLE?



— Qu'attendiez-vous du mariage? — Des enfants.
— L'indépendance? — Pas du tout.
— Une harmonie physique? — Très peu!

Ainsi va le dialogue et rarement paroles furent plus riches, plus ambiguës, plus suspectes.

A ce jeu de la vérité, la femme est plus sincère que l'homme, plus tolérante, plus réceptive au changement.

Mais la plus grande peur que l'on éprouve, devant l'enquête Sofres - Nouvel Observateur, sur l'image que les familles se font de la famille, c'est en voyant la part faite à l'enfant.

Sur ces boudes brunes ou blondes, toutes les haines, les frustrations, les faillites s'évanouissent. Elles laissent place à la radieuse aurore. L'enfant est tout. Il est trop. Il n'en demande pas tant.

Dans ce tissu de petits mensonges et de grandes vérités, de mots à lire entre les lettres, de demi-aveux qui valent toutes les confessions, la famille, pour la première fois, se dit comme elle se voit.

Alors Krivine et le Cardinal Primat des Gaules, Cooper et Christiane Rochefort, Bettelheim, Kate Millet et Margaret Mead peuvent, eux, tranquillement, prévoir ce que sera la famille dans mille ans.

Finie la famille? Mais c'est à croire que tout recommence.

LE NOUVEL observateur

En vente dès aujourd'hui.

La Suisse — pas plus loin, pas plus cher

- La Suisse: pour vos vacances d'hiver
- La Suisse: où vous êtes chez vous, où tout le monde vous comprend
- La Suisse: avec de la neige, de la glace, du soleil à gogo
- La Suisse: 130 stations d'hiver offrant l'équipement le plus moderne
- La Suisse: plus de 200 arrangements forfaitaires à prix avantageux
- La Suisse: hôtels aux prix stabilisés depuis 1974
- La Suisse: 9000 km de libre parcours en chemins de fer, bateaux et cars postaux avec la Carte suisse de vacances
- La Suisse: à votre porte, à votre portée



Cap sur la Suisse

cap sur la détente

Renseignements auprès de votre agent de voyages ou Office National Suisse du Tourisme, 11bis, rue Scribe, 75008 Paris, Tél. 073 59 92

Je désire passer mes prochaines vacances d'hiver en Suisse et souhaite des informations sur la région de:

Adresse: _____

EUROPE

Portugal

RÉÉLU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU P. C.

M. Cunhal affirme que le gouvernement socialiste « ouvre le chemin à la réaction »

ATTENTAT CONTRE M. LOPES CARDOSO

(De notre correspondant.)
Lisbonne. — Une bombe de forte puissance a explosé au domicile de M. Lopes Cardoso, ancien ministre socialiste de l'agriculture, lundi 15 novembre à 8 heures du matin. Il n'y a pas eu de victimes, mais les dégâts sont importants. L'engin, qui avait été placé sur le palier de l'escalier de service, s'est fait voler en éclats les vitres de l'appartement et détruit complètement la cuisine, ainsi que d'autres dépendances situées dans la partie arrière du bâtiment.
La semaine dernière, M. Lopes Cardoso était intervenu, à l'Assemblée législative, contre le projet de loi du groupe parlementaire C.D.S. — formation qui rassemble de larges courants de la droite — demandant l'arrêt des expropriations. D'après la loi, 500 000 hectares de terres restent encore à exproprier. Lorsqu'il avait pris la décision, en octobre, de résister à leurs propriétaires les exploitations agricoles illégalement occupées, M. Cardoso avait souligné sa décision de mener jusqu'au bout la réforme agraire. Cet attentat est le premier à être commis au Portugal depuis le 25 avril 1974 contre une personnalité politique. — J. R.

Lisbonne. — Au cours du huitième congrès du parti communiste portugais, qui a pris fin dimanche 14 novembre, des dizaines d'orateurs ont exalté le rôle joué par le parti dans le processus révolutionnaire, ainsi que la « justesse » de l'orientation politique imprimée par M. Cunhal. Les passages du rapport du secrétaire général qui pouvaient être interprétés comme des tentatives d'autocritique ont été vite oubliés par l'auditoire.

Les deux documents principaux préparés par le comité central : la « déclaration politique » et les « mesures pour la défense et la consolidation de la démocratie et de l'indépendance nationale », ont été adoptés à l'unanimité. Et la liste unique présentée au suffrage des congressistes n'a suscité aucune opposition. Selon M. Cunhal, quarante mille militants ont préparé le congrès au cours de 2 297 assemblées spéciales. Sur les 3 033 propositions d'amendement issues de ces dé-

bats internes, le comité central en aurait retenu 1 283.

M. Cunhal a été réélu au poste de secrétaire général. Au secrétariat et à la commission politique figurent les noms de vieux routiers du parti : MM. Otavio Pato, Carlos Brito, Dias Lourenço. Le comité central a été élargi : de trente-deux membres il est passé à quatre-vingt-dix. On s'attendait à ce que certaines personnalités n'aient pas figuré sur la liste des candidats au comité central. C'est le cas, notamment, de M. Vital Moreira, chef du groupe parlementaire, un des éléments les plus ouverts du parti. D'autres, comme M. Ingles Abouadi, considéré souvent comme le chef de la « tendance italienne », n'ont trouvé place ni à la commission politique ni au secrétariat. Les quelques projets de modification des statuts ont également été adoptés à l'unanimité. « Il ne s'agit pas d'une révision, mais d'une simple adaptation », a précisé M. Jaime Serra avant le vote. La plus

grande importance sera accordée aux organismes de base du parti, surtout dans les régions rurales, où des « cellules d'unité active de production » seront constituées.

A moins d'un mois des élections municipales, le P.C.P. devait justifier les maigres résultats obtenus aux présidentielles : moins de 7 % des voix. La déclaration politique donne une explication. Face aux candidatures de deux hommes appartenant au Conseil de la révolution, le général Eanes et l'amiral Azevedo, le P.C.P. aurait d'abord soutenu « contribuer à la consolidation du Conseil de la révolution ». D'où les critiques de la candidature du commandant Otelo. « L'absence du nom et la présence d'un des capitaines du 25 avril, lit-on dans la déclaration, et présentant en même temps le général Eanes comme une menace majeure de retour au fascisme, les gauchistes ne

cherchaient pas à battre la réaction, mais à diviser les militaires, à troubler la classe ouvrière, à saper les bases du soutien du parti communiste et à provoquer de nouvelles élections pour relancer l'activité autoritaire et putschiste de groupuscules absolument discrédités ».

« Sauver la démocratie »

Dans ce contexte, la candidature de M. Pato serait devenue inévitable afin d'empêcher la désorientation générale qu'un désistement du P.C.P. aurait pu produire chez les militants. La résolution finale n'est guère plus tendre pour le gouvernement socialiste. L'équipe dirigée par M. Soares est accusée de suivre une politique menant à « l'aggravation des conditions de vie des travailleurs, à la détérioration de la situation économique, financière et sociale, au retour à des méthodes obscurantistes, ainsi qu'à la soumission face à

l'impérialisme étranger ». Le gouvernement socialiste serait donc « en train d'ouvrir le chemin à la réaction ».

Pourtant, ces condamnations ne changent pas la politique d'alliance du parti communiste. La nécessité de se rapprocher du P.S. a été une fois de plus soulignée par le discours que M. Cunhal a adressé aux trente mille militants du parti qui, le dimanche 14 novembre, se sont réunis dans les arènes de Lisbonne pour célébrer l'« énorme succès » du congrès.

« Le problème de l'unité est d'une importance capitale », a déclaré M. Cunhal. Nous sommes un grand parti. Mais, seuls, nous ne pourrions pas à consolider la démocratie. Il nous faut conclure les alliances les plus larges. On ne voit pas comment on pourrait bâtir un système politique de progrès sans une alliance avec les socialistes. Il ne s'agit pas d'un problème du P.C.P., il s'agit de sauver la démocratie portugaise. Il faut que cela soit bien compris dans les usines et à la campagne. » Faut-il faire des concessions ? Cette hypothèse n'est pas visiblement pas M. Cunhal : « On ne peut avancer constamment, il faut aussi savoir reculer. »

« Nous ne sommes pas impatients »

Donnant l'exemple des travailleurs agricoles de l'Alentejo, qui ont réagi calmement à l'ordre du gouvernement de restituer à leurs propriétaires les exploitations illégalement occupées, le secrétaire général du P.C. a conclu : « Nous ne sommes pas impatients. Même les 500 000 hectares qui restent à exproprier ne seront pas l'objet d'occupation comme ceux de l'année dernière. Tout se fera dans le respect scrupuleux de la loi. » Mais le P.C. s'efforce de rendre bien claires les raisons « tactiques » de ce recul. En même temps qu'il prône la modération, il réaffirme avec plus de vigueur ses principes « internationalistes et marxistes-léninistes ». Tout au long du congrès, l'accent aura été mis sur un souci : celui de présenter le P.C. comme le vrai parti « antifasciste, anticolonialiste et anti-impérialiste ». Il est symbolique de cette attitude que les délégations du Chili, de Cuba, du Vietnam et des mouvements nationalistes des anciennes colonies portugaises aient eu droit à des honneurs spéciaux du congrès.

JOSÉ REBELO.

Italie

LA LIBÉRATION DE L'EX-COLONEL SS KAPPLER PROVOQUE DE TRÈS VIVES RÉACTIONS

(De notre correspondant.)

Rome. — Annoncée samedi 13 novembre par le tribunal militaire de Rome, la mise en liberté surveillée de l'ancien colonel SS Herbert Kappler provoque de vives réactions en Italie. Plusieurs manifestants ont même tenté, dimanche, de forcer les portes de l'hôpital militaire du Celio, où réside depuis quelque temps le responsable du massacre des fosses Ardeatine. Agé de soixante-neuf ans, il est atteint d'un cancer à l'estomac. L'état de santé du prisonnier explique, semble-t-il, la décision du tribunal, qui s'est appuyé sur une loi récente prévoyant la libération des détenus pour raisons particulières, après vingt-huit années de détention. Herbert Kappler occupait à Rome, le poste de chef de la sécurité, quand, le 23 mars 1944, l'attentat de la via Rasella coûta la vie à trente-trois Allemands. Trente-six heures plus tard, trois cent trente-cinq personnes étaient froidement exécutées par représailles, dans une grotte des faubourgs de la capitale. Kappler affirma, lors de son procès, qu'il n'avait fait qu'obéir aux ordres de Hitler. Il dut aussi s'expliquer sur la déportation de nombreux Israélites, qui avaient été préalablement dépossédés de leurs biens. Condamné en 1948 à la prison à vie, l'ex-colonel SS présente, ces dernières années, plusieurs recours en grâce. Il semble que le gouvernement de Bonn ait plaidé en sa faveur. Le président de la communauté Israélite de Rome a vu, dans la décision du tribunal militaire, « une offense intolérable à la mémoire des victimes des fosses Ardeatine ». Seuls leurs parents, a-t-il affirmé, étaient en droit de se prononcer sur le sort d'un criminel qui a « déposé toutes les limites humaines » dans la terreur. Les journaux italiens publient, ces jours-ci, de nombreuses « libres opinions » qui sont en grande majorité défavorables à la mise en liberté de Kappler. — R. S.



Facis

Le costume personnalisé. Une nouvelle création du Galfa Club.
Choisir parmi 600 tissus différents. Choisir le style, la coupe, les détails de votre costume. C'est ainsi que le Galfa Club, dans une nouvelle boutique, conçoit la mesure industrielle. Premier prix d'un costume à vos mesures : 550 f.

Galerias Lafayette

DIPLOMATIE

L'OBJECTIF DU VOYAGE DE M. BREJNEV EN YUGOSLAVIE

Moscou entend consolider ses relations avec les autres États socialistes avant l'installation de M. Carter à Washington

M. Brejnev commence lundi 15 novembre une visite en Yougoslavie. La délégation soviétique comprend notamment MM. Gromyko, ministre des affaires étrangères, et Katouchév, secrétaire du comité central. M. Brejnev se rendra en Roumanie la semaine prochaine.

Moscou. — La Chine et les États-Unis constituent pour les dirigeants soviétiques les deux principales incertitudes. Il s'agit de relire les derniers commentaires, les derniers discours en provenance du Kremlin : demi-ouvertures et mises en garde montrant l'expectative dans laquelle se retrouve Moscou face à des hommes aussi différents que MM. Hua Kuo-feng et Carter.

La volonté de l'Union soviétique de normaliser ses rapports avec Pékin est indéniable, mais reste très formelle dans la mesure où Moscou continue à plaider « non coupable » dans l'affaire du schisme sino-soviétique. La normalisation proposée aux dirigeants chinois ressemble à une proposition de reddition. Mais Moscou n'a peut-être pas dit son dernier mot. Dans l'esprit des Soviétiques, il s'agit en tout cas de favoriser le retour progressif de la Chine dans la « grande famille des pays socialistes ». Ce retour ne pourra être ni rapide ni total. Mais la subtile distinction entre « rapports entre États » et « rapports entre partis » peut se révéler très utile.

Le voyage de M. Brejnev en Yougoslavie vient à point pour illustrer le processus auquel certains pensent à Moscou : il y a vingt-cinq ans, les relations soviéto-yougoslaves n'étaient guère plus brillantes que les relations sino-soviétiques d'aujourd'hui. A force de patience, de concessions, de la reconnaissance de certaines erreurs (par Khrouchtchev), beaucoup de chemin a été parcouru. Le « tilsme » veut aux géomètres avant le minuscule ne figure plus sur la liste des « pêchés capitaux » du marxisme-léninisme. Il a en fait disparu des manuels d'histoire régulièrement remaniés en vertu de la règle non

De notre correspondant

écrite selon laquelle le passé n'a existé qu'en fonction des impératifs d'aujourd'hui. Pour normaliser ses rapports avec Belgrade, le Kremlin a du accepter quelques phrases que l'on retrouve régulièrement dans les communiqués communs reconnaissant le droit de la Yougoslavie à son indépendance, la spécificité de son expérience socialiste et l'aspect positif du non-alignement. Moscou n'a pas pour autant fait sien ce langage qui reste à consommation strictement bilatérale, dicté par les impératifs de l'heure.

Profiter de la crise des économies occidentales

Le communiqué qui sera publié à Belgrade dans quelques jours reprendra sans doute ces formules devenues traditionnelles. Les mêmes concessions, après tout, ont déjà été faites en juin, à la conférence des P.C. européens de Berlin-Est. Ce qui n'empêche nullement le Kremlin, depuis, de violer quotidiennement l'esprit, sinon la lettre, de la déclaration adoptée à Berlin-Est. Des commentaires font l'éloge de l'internationalisme prolétarien, assimilant anticommunisme et antisoviétisme, dénonçant une manière à peine voilée l'apparition d'un « eurocommunisme », dont M. Brejnev va sans doute demander au maréchal Tito de se tenir à l'écart.

Il sera plus intéressant de voir ce que le communiqué soviéto-yougoslave dira du développement des relations économiques entre Moscou et Belgrade. Le maréchal Tito compte demander à M. Brejnev une aide assez importante pour l'industrialisation et une augmentation des livraisons de certaines matières premières soviétiques. L'intérêt de l'U.R.S.S. n'est pas de repousser de telles demandes, mais, au contraire, de profiter de la conjoncture économique internationale pour tisser le plus de liens possible avec un pays qui n'est toujours qu'obses-

seur au sein du COMECON. De ce point de vue, la crise économique qui affecte l'Occident et l'endettement en devises des pays d'Europe orientale constituent sans doute le meilleur atout de M. Brejnev dans l'offensive déclenchée depuis quelques mois pour resserrer les rangs du camp socialiste.

Le souci de consolider le bloc socialiste n'est certes pas une nouveauté. C'est une constante de la politique soviétique. Mais l'offensive actuelle, qui était prévisible dès le lendemain de la conférence d'Helsinki, sort quelque peu de l'ordinaire. Il s'agit d'écrire un « dérapage » politique ou idéologique de certains pays du camp (la Pologne en particulier) et de consolider les relations avec d'autres nations connues pour leur esprit d'indépendance (la Roumanie et la Yougoslavie) avant l'arrivée d'une nouvelle administration.

On s'interroge toujours à Moscou sur les intentions exactes de M. Carter. Mais sans trop d'illusions. Le temps de Nixon et du réalisme sans scrupules est révolu, pense-t-on ici. Il faut faire comprendre le plus tôt possible à la nouvelle administration que les tentatives visant à affaiblir le camp socialiste sont, comme on dit ici, « routes à l'échec ». Le message doit être d'autant plus clair que l'entourage de M. Carter est suspect et que le sort des pays d'Europe orientale a été pratiquement le seul problème de politique étrangère à émerger d'une campagne électorale particulièrement plate.

La polémique sur l'« hégémonie soviétique en Pologne » et une éventuelle intervention armée américaine en Yougoslavie n'est pas près d'être oubliée. Les déclarations de M. Carter affirmant qu'il n'enverrait pas de troupes en Yougoslavie n'ont pas suffi à rassurer : il y a des chances pour que le problème de la succession du maréchal Tito ne se pose pas en des termes aussi simplistes, et, de toute façon, un président en exercice agit rarement comme l'a annoncé le candidat.

Les projets de M. Carter à l'égard de la Chine intriguent aussi les dirigeants soviétiques, qui voient sans aucun plaisir un homme comme M. Schlesinger se rapprocher de la nouvelle administration. D'où une certaine résistance qu'ils mettent à obtenir rapidement un signal des Chinois. Mais cette instance ne paraît pas jusqu'à présent avoir donné de résultat. Comme si, à Pékin également, l'on attendait, mais sans impatience, d'en savoir plus sur les intentions du président élu des États-Unis.

JACQUES AMALRIC.

APRÈS SON DÉJEUNER À L'ÉLYSÉE

M. Caramanlis se félicite de la « compréhension » de Paris pour la cause grecque

M. Caramanlis, premier ministre grec, a eu, dimanche 14 novembre, un long entretien en tête-à-tête avec M. Giscard d'Estaing, à l'occasion d'un déjeuner privé à l'Élysée.

L'entretien, a-t-il dit, a été consacré à l'actualité internationale, et notamment porté sur les relations Est-Ouest, l'avenir de l'Europe, la situation dans les Balkans et en Méditerranée. A ce propos, le premier ministre grec a dit : « Bien entendu, nous avons également parlé des problèmes de la mer Égée et de Chypre. Je dois dire à cet égard que le président Giscard d'Estaing manifeste, non seulement beaucoup de compréhension, mais encore qu'il a le courage de proclamer la vérité et de soutenir ce qui est juste. »

Il a aussi allusion non seulement à la position constante de soutien à la Grèce du président de la République dans l'affaire de Chypre, mais aussi au vote, vendredi 12 novembre, à l'Assemblée des

Nations unies, d'une résolution critiquant la politique turque et demandant notamment la cessation de toute intervention étrangère dans les affaires intérieures de l'île.

La France, seule de l'Europe des Neuf, a voté pour cette résolution (qui a été adoptée), les autres membres de la Communauté européenne s'abstenant (le Monde, daté 14-15 novembre). Quant à la situation en mer Égée, elle fait l'objet de conversations gréco-turques, à Paris, sur le plateau continental, et à Bernes, sur l'espace aérien. M. Giscard d'Estaing et Caramanlis ont certainement évoqué aussi les négociations sur l'adhésion de la Grèce à la Communauté européenne ; la France appuie fortement la Grèce.

M. Caramanlis, arrivé samedi à Paris, venant de Bruxelles, est attendu ce lundi à Vienne.

A travers le monde

Albanie

● UNE SEMAINE APRÈS LE CONGRÈS DU PARLAMENT, le gouvernement albanais a été remanié. M. Koleka, vice-président du conseil, a été libéré de ses fonctions pour être chargé d'une autre tâche importante. Il est remplacé par M. Pali Miska, ancien ministre de l'Industrie et des mines. Un autre vice-président du conseil, M. Xhafer Spahin, a été nommé ministre de l'Industrie et des mines. M. Lefter Goga, jusqu'à présent ministre des finances, a été remplacé par M. Hakki Toska. — (A.F.P.)

Chili

● LE CHILI A DE NOUVEAU PROPOSÉ DE LIBÉRER LE DIRIGEANT COMMUNISTE LUIS CORVALAN en échange de la liberté de Vladimir Bonkovsky, dissident soviétique qui purge une peine de douze ans de prison. rapporte le lundi 15 novembre le comité des droits de l'homme Sakharov, dont le siège se trouve à Copenhague. Un porte-parole de cette organisation portant le nom du physicien soviétique Prix Nobel de la paix a précisé avoir reçu une lettre du gouvernement chilien acceptant cette proposition d'échange présentée aux deux pays le mois dernier. L'Union soviétique n'a pas répondu. — (Reuters.)

Espagne

● LE GOUVERNEUR CIVIL DE MADRID a autorisé la manifestation d'hommage au général Franco qui aura lieu le 20 novembre, premier anniversaire de sa mort. — (A.F.P.)

Japon

● LE MIG-23 avec lequel un pilote soviétique déserteur s'était posé au Japon, il y a deux mois, a été embarqué, lundi 15 novembre, en pièces détachées à bord d'un navire soviétique à destination de Vladivostok. — (A.F.P.)

RENÉ MOIRAND.

La Grèce disposera en 1978 de canonnières lance-missiles françaises d'un nouveau modèle

De notre correspondant

Cherbourg. — Deuxième patrouilleur d'un nouveau modèle étudié par les constructions mécaniques de Normandie, la vedette *Pistachier Blassat* a été mise à l'eau, la semaine dernière, à Cherbourg, en présence de l'amiral Konofaos, chef d'état-major de la marine de guerre hellénique. Les chantiers Félix-Arnod ont mis au point pour la Grèce le prototype d'un bâtiment compact et puissant, à mise à feu immédiate : l'appareillage d'un patrouilleur du type *Combattante-III* peut avoir lieu en quelques minutes et sans aucune aide extérieure, quel que soit le mouillage. Aucune marine ne possède à ce jour de canonnière aussi fortement armée pour ce tonnage et cette vitesse : le prototype file à plus de 37 nœuds (plus de 66 kilomètres à l'heure), alors que l'état-major grec s'était contenté d'exiger 34,5 nœuds à la signature du contrat.

Lorsqu'elle disposera de ses quatre *Combattante-III*, en 1978, la Grèce pourra baser en mer Égée une flottille lance-missiles largement supérieure à la flottille turque, qui est composée de vedettes lance-missiles d'un type déjà ancien. La marine de guerre hellénique a déjà reçu, en effet, quatre *Combattante-II* en 1972, et elle négocie un nouveau contrat portant sur la construction à Cherbourg et sous licence de quelques unités supplémentaires.

La *Combattante-III* rivalisera, sur le plan des armes, avec la plupart des bâtiments de surface tout en offrant sur le plan tactique une vitesse, une souplesse et une manœuvrabilité très supérieures. Les « signatures » électromagnétiques et infrarouges — il s'agit des indiscrétions détectables que laisse un bâtiment derrière lui — ont été considérablement réduites. Cette canonnière reste opérationnelle par mer forte (jusqu'à la force 5) et elle offre à son équipage un confort appréciable, rare pour une unité de cette taille.

Sa puissance de feu et ses moyens de transmission et de détection seront considérables. Pour équiper les quatre canonnières du nouveau programme, la marine grecque a choisi le missile Exocet de la Société nationale industrielle aéronautique (quatre missiles mer-mer d'une portée supérieure à 35 kilomètres, des torpilles de surface filoguidées du type le plus récent, deux canons de 76 mm automatiques (Oto-Melara) et deux canons bittubes de 30 mm automatiques (Emerson). La conduite des tirs a été mise au point par la Thomson-C.S.F. et l'appareil propulsif (quatre diesel de 4500 ch.) est d'origine ouest-allemande (Motoren und Turbinen Union).

GUY CROUSSY le loup-cervier

Ce qu'en pensent "les Goncourt"

HERVE BAZIN

“Avec le *Loup-Cervier* Guy Croussy reprend un thème assez voisin de l'Imprécatrice, de Pilhes, mais d'une façon beaucoup moins mythique, plus convaincante parce que ses personnages sont fortement incarnés”.

ARMAND LANOUX

“Le *Loup-Cervier*, de Guy Croussy. Un très bon écrivain qui a réussi ce qu'a raté, à mon sens, René-Victor Pilhes dans l'Imprécatrice, parce que celui-ci a attaqué le même sujet trop bas sur le plan littéraire”.

MICHEL TOURNIER

“Le *Loup-Cervier*, de Guy Croussy. Parce que cette aventure simple et moderne d'un jeune cadre débordé de prolongements politiques et philosophiques. Le *Loup-Cervier* est par excellence le roman de notre temps”.

FRANCOISE MALLET-JORIS

“Le *Loup-Cervier*, de Guy Croussy, m'intéresse par la peinture minutieuse d'un milieu spécifique du monde d'aujourd'hui”.

JEAN CAYROL

“Le *Loup-Cervier*, de Guy Croussy. Ce romancier, qui prend ses sujets dans l'actualité, va son bonhomme de chemin, d'un pas tranquille, d'une allure assurée. Depuis les *Bleuets*, il ne cesse de montrer une progression”.

Julillard

Océanie

Australie

UN AN APRÈS L'ÉCHEC DES TRAVAILLISTES Le gouvernement conservateur tente de relancer l'économie

De notre correspondant

Canberra. — Meetings et manifestations ont marqué, jeudi 11 novembre, le premier anniversaire de la démission du gouvernement travailliste de M. Whitlam. Le 11 novembre 1975, le gouverneur général sir John Kerr, avait renvoyé ce cabinet à l'issue d'une crise de trois mois. La coalition du parti libéral et du parti agrarien dirigés par M. Fraser, maintenant premier ministre, avait refusé de voter le projet de budget au Sénat, où elle était majoritaire. Finalement, M. Fraser devint premier ministre d'un cabinet chargé d'expédier les affaires courantes, et sa coalition remporta une grande victoire aux élections du 13 décembre.

M. Whitlam, désormais chef de l'opposition, a déclaré, jeudi, à la Chambre des représentants, que l'anniversaire fournissait l'occasion de souligner les torts causés à la démocratie par les libéraux quand ils étaient hors du gouvernement et à l'Australie depuis qu'ils la dirigent. Selon lui, le parti libéral a perdu pour toujours sa crédibilité, par sa malhonnêteté, son avidité, sans scrupule, de pouvoir et son mépris des règles de la bienséance.

Les événements de 1975 ont aussi provoqué de longs débats au sujet de la Constitution. Plusieurs propositions ont été faites afin de l'amender, et l'auteur d'un livre publié ces derniers

jours estime que le futur gouverneur-général devrait à l'avenir être élu. Mais, pour modifier la Constitution, il faut qu'une majorité d'électeurs se prononce en ce sens dans la majorité des six États, après approbation du projet par les deux Chambres.

Des élections générales pourraient avoir lieu dans dix-huit mois. L'an dernier, M. Fraser l'emporta avec une majorité de cinquante-cinq sièges à la Chambre des représentants, mais il n'y avait eu qu'un déplacement assez faible de voix en faveur de la coalition conservatrice. Selon les récents sondages d'opinion, environ 50 % des Australiens soutiennent le gouvernement, contre 33 % lors des élections de 1975.

L'avenir dépendra de la santé de l'économie. Or le taux de chômage n'a jamais été aussi élevé et continue de croître. Le seul succès de M. Fraser jusqu'à présent a consisté à contenir l'inflation grâce à de sévères mesures monétaires et fiscales. Les dépenses publiques ont été sensiblement réduites, et l'on s'accorde à penser que les restrictions de crédit seront aggravées au début de l'an prochain. Les spéculations concernant une possible dévaluation du dollar australien n'ont pas cessé depuis trois mois, contribuant à freiner l'arrivée de capitaux étrangers. Et la balance des paiements est très déficitaire.

KENNETH RANDALL.

Asie

Chine

ACCUSANT LES « QUATRE » D'AVOIR « SABOTÉ LA PRODUCTION »

« Le Quotidien du peuple » annonce l'application de « règles rationnelles » dans l'économie

De notre correspondant

Pékin. — Dans un long commentaire de première page consacré aux « crimes de la bande des quatre », le Quotidien du peuple a tenté, dimanche 14 novembre, de préciser quelques-uns des principes de la direction en matière économique. Accusant Mme Chiang Ching et ses amis du « groupe de Changhaï » d'avoir délibérément « saboté la production » sous prétexte de donner priorité à la révolution, l'organe du P.C. affirme que si « la politique doit rester au poste de commandement », l'importance des tâches d'édification économique ne saurait être sous-estimée pour autant. Tout en prenant ses distances sur le plan idéologique, par rapport aux idées de M. Teng Hsiao-ping, il annonce l'établissement de « règles et règlements rationnels » (sans doute dans l'industrie), demande l'amélioration des procédures comptables, l'évaluation de la productivité du travail, l'accroissement de l'accumulation des fonds d'investissement.

Cet effort de clarification — qui confirme les tendances « éconômistes » du pouvoir — est d'autant plus méritoire que la campagne contre la « bande des quatre » paraît éprouver quelques difficultés à prendre de l'altitude. Chaque jour, la presse apporte des révélations sur les activités néfastes — ou scandaleuses — des membres du « groupe de Changhaï » au temps de sa puissance. Le commentaire publié par le Quotidien du peuple ne fait d'ailleurs pas exception à cet égard car il est nourri d'attaques péccables.

Les « révolutions » sur les activités de la « bande » sont d'importance et de signification très inégales. Les « jardiens de la capitale » ont expliqué récemment dans le Quotidien du peuple comment les « quatre » avaient un jour fait bombance au Palais d'été et étaient parvenus à se payer un si peu. On apprend que si la venue du président Mao ne tolérât en matière d'art que la diffusion des « esquisses de sa fabrication », elle-même et ses amis « montraient une faible pour les films étrangers : pornographiques, policiers, comiques, d'aventures ou de gangsters » et les faisaient importer pour leur plaisir personnel « en dépit des dépenses supportées par l'État ».

Également à propos d'œuvres artistiques, un film fait l'objet d'une bruyante réhabilitation. Il s'agit du Chant du jardiens, tourné d'après un opéra créé en 1972 dans le Hounan et violemment dénoncé en 1974 pour la manière dont il décrivait la révolution chinoise d'avant-propos, le 1er octobre 1949, la fondation de la République populaire.

du film avait été encouragé par M. Hua Kuo-feng, alors premier secrétaire du parti dans la province du Hounan, et que l'affaire l'avait directement opposé à Mme Chiang Ching, ce qui l'avait amené à se plaindre d'elle auprès du président Mao. Si la lumière ainsi jetée sur les relations entre hauts dirigeants du P.C. ne manque pas d'intérêt, on en reste toutefois à des querelles de personnes beaucoup plus qu'à des conflits de tendances. La dénonciation des « crimes des quatre » dans le domaine économique éclaire également d'un jour nouveau, sinon complet, divers incidents plus ou moins récents dont

Le tournant a été si brusque que divers organes de presse se voient obligés de se livrer à une sorte d'autocritique à propos d'écrits récents. Le cas le plus remarquable est celui du journal Chang qui, le 11 novembre, a consacré toute sa première page à dénoncer un article qu'il avait publié à la même place le 6 octobre, sous la signature de Liang Hsiao (pseudonyme d'un groupe inspiré par M. Chiang Chun-chiao et Yao Wen-yuan) et qui qualifiait aujourd'hui d'« herbe venimeuse ».

Les exemples de ce genre sont nombreux. La question est de savoir jusqu'où va aller le « retour du balancier », à quel point on s'arrêtera dans la révolution fondamentale qui se dessine, si les orientations définies à l'époque de la révolution culturelle vont être mises en cause. Tout indique que tel va bien être le cas en matière d'art et de littérature, car le Quotidien du peuple a déjà fait écho aux « nombreuses lettres » écrites par « les larges masses d'ouvriers paysans et soldats demandant que les films bons, ou relativement bons, tournés avant la grande révolution culturelle soient projetés de nouveau ».

De même que la mausolée de Lénine a été érigée à Moscou sur la place Rouge, celui de Mao Tse-tung le sera au centre d'un des « lieux sacrés » de la révolution chinoise d'avant-propos, le 1er octobre 1949, la fondation de la République populaire.

On avait entendu parler de façon assez vague. Ainsi le Quotidien du peuple a-t-il donné une version inédite des troubles de Hankow, signalés de manière voilée en août 1975 par la presse de Pékin, en attribuant la responsabilité à un « mauvais élément » soutenu par les « quatre », qui faisaient régner sur les masses une « dictature fasciste ». On apprend au passage que le président Mao est personnellement intervenu dans cette affaire à Pootung, d'un de ses discours prononcés dans le cadre de la critique contre Teng Hsiao-ping (donc, apparemment, dans la première moitié de 1976). Là encore, toutefois, les questions de personnes semblent avoir joué un rôle de premier plan.

Dans un article du Quotidien du peuple en date du 9 novembre, M. Yao Wen-yuan est accusé d'avoir fait dire à Mao Tse-tung que « l'empirisme était le danger principal » (le Drapeau rouge, mars 1975). Châtié tronqué, il est aujourd'hui des adversaires qui ignorent le danger parallèle du « dogmatisme » et aboutit à « substituer l'idéalisme au maté-

rialisme dialectique ». Mais le débat théorique s'arrête pratiquement là. Car, nous expliquent-on, en condamnant l'« empirisme », les « quatre » ne cherchaient qu'à « intimider » et à « attaquer des cadres révolutionnaires expérimentés ». Ce qui est en cause ici, c'est surtout le sort d'une génération d'hommes plus riches d'expérience que de théorie, révolutionnaires chevronnés, le plus souvent respectés de la population, qu'il était à tout le moins malade d'attaquer au nom de slogans que le Quotidien du peuple, évoquant Bakounine, juge aujourd'hui « vides de contenu ».

Le tournant a été si brusque que divers organes de presse se voient obligés de se livrer à une sorte d'autocritique à propos d'écrits récents. Le cas le plus remarquable est celui du journal Chang qui, le 11 novembre, a consacré toute sa première page à dénoncer un article qu'il avait publié à la même place le 6 octobre, sous la signature de Liang Hsiao (pseudonyme d'un groupe inspiré par M. Chiang Chun-chiao et Yao Wen-yuan) et qui qualifiait aujourd'hui d'« herbe venimeuse ».

Les exemples de ce genre sont nombreux. La question est de savoir jusqu'où va aller le « retour du balancier », à quel point on s'arrêtera dans la révolution fondamentale qui se dessine, si les orientations définies à l'époque de la révolution culturelle vont être mises en cause. Tout indique que tel va bien être le cas en matière d'art et de littérature, car le Quotidien du peuple a déjà fait écho aux « nombreuses lettres » écrites par « les larges masses d'ouvriers paysans et soldats demandant que les films bons, ou relativement bons, tournés avant la grande révolution culturelle soient projetés de nouveau ».

Ce retour en arrière n'est pas toutefois sans poser quelques problèmes sur les grandes orientations du régime. On en est conscient, dans certains secteurs au moins de l'opinion chinoise, où tout en se félicitant de l'élimination d'une tendance à la fois « dogmatiste » et « sectaire », on attend de la nouvelle direction qu'elle définisse sa propre ligne avec un peu plus de rigueur. Faut-il dire, dit-on ici, « les gens auront l'impression qu'on peut maintenant faire n'importe quoi ». Ceux qui tiennent ce langage attendent que la critique des « quatre » soit portée aussi sur le plan idéologique, mais ils constatent que jusqu'à présent cela n'a guère été fait. Les références révérencielles à l'héritage du président Mao et à celui de la révolution culturelle sont désormais insupportables. Un vice se creuse qu'il devient urgent de combler.

ALAIN JACOB.

Interview d'un nouveau venu à l'ordinateur

“J'étais exigeant et pressé. C'est pour cela que j'ai choisi l'IBM 32 et ses programmes d'applications”

Depuis le début de l'année, des entreprises petites et moyennes ont mis en place des ordinateurs IBM 32 avec leurs programmes d'applications (PNA : Programmes Nationaux d'Applications). Ces programmes, d'une mise en œuvre particulièrement rapide, permettent aux entreprises n'ayant pas l'expérience de l'ordinateur, de traiter elles-mêmes, sans informaticien, leur facturation, leur gestion de stock et leur comptabilité clients.

Robert Gerson, Directeur Général de la société MATTEL FRANCE à Orly, répond à quelques questions.

Monsieur Gerson, voulez-vous nous préciser vos activités ?

RG : Mattel France, filiale française du premier fabricant mondial de jouets, distribue les jouets Mattel. Environ 1 000 articles. Le plus connu de ces produits, notre « drapier », c'est la poupée-maman « Barbie ». Nous avons un peu plus de 2 000 clients : les détaillants, les grands magasins traditionnels et les grossistes spécialistes du jouet.

48 personnes travaillent ici dans 600 m² de bureaux et 3 000 m² d'entrepôts. Nous avons débuté à 5, en 1970, dans un deux pièces-cuisine à Montrouge. Depuis 1973, l'augmentation de notre chiffre d'affaires a été de 400 %.

Madame Vauvillat était facturée chez Mattel. Il ne lui a fallu que 3 jours de stage chez IBM pour être promue opératrice de l'ordinateur 32.



Cela représente une croissance extraordinaire. Comment l'expliquez-vous ?

RG : Notre gamme de jouets est très attrayante et nous avons une gestion efficace.

Voilà le grand mot lâché. Cela nous mène tout droit à l'ordinateur.

RG : Absolument. Début 1976, je suis arrivé à la conclusion que je devais mettre ma gestion sur ordinateur pour pouvoir contrôler la croissance de la société et en assurer la poursuite.

De plus, mon activité était essentiellement saisonnière, j'ai des variations brutales de volumes de commandes à maîtriser.

Pourquoi l'IBM 32 ?

RG : Tout d'abord, il correspond à nos moyens. De plus, c'est exactement l'ordinateur qui convient à nos besoins actuels.

Grâce aux PNA ?

RG : Sûrement. Grâce à leur adaptation rapide, les PNA vont me permettre d'être prêt avant le grand « rush » de fin d'année.

Vous avez un PNA de facturation. Sa mise en place a-t-elle posé des problèmes ?

RG : Aucun. Nous avons même pu conserver notre bon de commande sans modification. J'avais pourtant un besoin

particulier qui n'entrait pas dans le schéma du PNA. Celui d'une situation hebdomadaire établie sur des bases qui nous sont propres. Tout ce que nous nous étions fixé fonctionnait dans les délais prévus.

Etes-vous content des résultats ?

RG : Sans aucun doute. Nous avons une plus grande facilité de travail au niveau de l'exploitation des documents. La sortie magasin par exemple. De plus, j'ai une gestion automatique des commandes. Le travail du service expédition s'en trouve grandement facilité. Et puis, j'ai des statistiques sans travail supplémentaire.

Qui fait fonctionner votre 32 ?

RG : Deux personnes qui étaient déjà dans la société et qui ont été promues. L'une était facturière, l'autre standardiste. Elles ont passé trois jours chez IBM pour apprendre les manipulations. Elles sont contentes de leur nouveau travail.

En somme, rien n'accroche ?

RG : J'ai l'ordinateur qu'il me fallait. Avec mes prochains PNA de stock et de comptabilité, je vais avoir plus rapidement et plus facilement la position quotidienne des stocks, la situation précise des comptes clients et d'autres éléments indispensables à une bonne gestion. Je suis armé pour ma croissance.

IBM

Compagnie IBM France.
Division des Systèmes de Grande Diffusion.

* Prix de location mensuelle : à partir de 5.236 F TTC.
* Prix de vente : à partir de 219.242 F TTC plus le prix des licences PNA.

Pour tout renseignement, contactez
M. DELAHAYE, téléphone 776 93 93, Tour Générale,
5 place de la Pyramide - Quartier Villon.
Cedex 22 - 92088 Paris-La Défense.



**Pour les
“Nouveaux Conducteurs”
l'important
c'est qu'elle démarre.**

Enquête Shell-Hop Mars 1976 : 55 % des Français sont devenus des “Nouveaux Conducteurs”. Pour eux, la voiture est un simple moyen de transport qui doit avant tout être économique et en parfait état de marche.

La BATTERIE SHELL, surpuissante, légère et durable : — assure un démarrage sans difficultés par les plus grands froids, — supprime le gaspillage d'essence en éliminant les démarrages laborieux.

La batterie Shell répond parfaitement aux préoccupations des “Nouveaux Conducteurs”.

**Pour les “Nouveaux Conducteurs”
priorité à l'entretien.**



صلى الله عليه وسلم

ASIE

Japon

La campagne pour les élections du 5 décembre promet d'être animée

De notre correspondant

Tokyo. — Une monnaie forte, une économie qui ne se porte pas si mal, des conflits sociaux limités. Le Japon, qui va voter le 5 décembre, n'est pas placé devant des choix cruciaux. La campagne électorale, qui s'ouvre ce 15 novembre, n'en promet pas moins d'être animée. Placée sous le signe du scandale des pots-de-vin de la Lockheed, qui a occupé depuis près d'un an le devant de la scène politique, ces élections sont l'occasion pour les Japonais de se prononcer sur l'un des problèmes majeurs de leur système politique : ce que la presse s'appelle nomme la « corruption structurelle » pour désigner la collusion du pouvoir et des milieux d'affaires.

Les Japonais vont-ils manifester leur volonté d'un assainissement de la vie politique et peut-on penser que les élections vont marquer la fin du gouvernement des conservateurs ? Il est permis d'en douter. En dépit des critiques dont il est l'objet, le parti libéral démocrate (P.L.D.) ne devrait pas perdre la majorité.

Le P.L.D., au pouvoir depuis 1955, a, ces dernières années, régulièrement perdu des voix en raison de l'exode rural et du gonflement des grandes villes, qui votent généralement à gauche. Il est vraisemblable que l'inféodation des milieux politiques aux puissances d'argent aura un peu plus terni son image. Jusqu'à quel point ? Selon un sondage réalisé récemment par l'Asahi, 55 % des personnes interrogées affirment qu'elles auront à l'esprit l'affaire Lockheed lorsqu'elles voteront. Mais un autre sondage, réalisé par le Yomiuri, confirme l'opinion de la majorité des observateurs : les élections n'apporteront pas un grand changement dans l'équilibre des forces.

Bien que l'affaire Lockheed les ait émus, les Japonais ne semblent pas sur le point de sanctionner les conservateurs en votant pour l'opposition. Le cas de M. Tanaka, qui se représente comme indépendant avec toutes

les chances d'être élu, est déjà troublant. Il n'est pas isolé. Lorsque M. Hashimoto, ancien ministre des transports, arrêté puis libéré sous caution, achève ses discours électoraux par cette phrase : « Regardez-moi dans les yeux, ai-je l'air d'un voleur ? », il est saisi par une ovation. Autre symptôme : dernièrement, au temple d'Asakusa, quartier populaire de Tokyo, lors d'une fête au cours de laquelle étaient vendus les traditionnels « onigiri » (petits pains-bonheur des maisons, ceux qui avaient le plus de succès représentaient « dame la chance » chevauchant un avion Lockheed... Rumour ou abstention ? L'interprétation est difficile.

La gauche divisée

Le parti socialiste (P.S.J.), premier parti de gauche par le nombre de députés, a pour objectif d'obtenir cent quarante sièges (sa représentation au début des années 1960). Sa plate-forme est simple : il appelle essentiellement les électeurs à voter socialiste pour manifester leur désaccord avec la gestion des conservateurs. La position du P.S.J. est cependant délicate : l'implication d'un député socialiste dans une affaire d'extorsion de fonds au lendemain de l'arrestation de M. Tanaka a nui aux efforts de ses collègues pour dénoncer la corruption du pouvoir. Plus profondément, le P.S.J., hanté par la crainte d'être écrasé, en cas d'union de la gauche, par les communistes, ne s'est jamais donné les moyens d'une politique efficace.

Hormis celle existant entre les candidats du Komito et ceux du petit parti social-démocrate (19 sièges), on ne peut s'attendre à des alliances tactiques de grande envergure entre formations de gauche. Le P.L.D. présente moins de candidats qu'en 1972, bien que le

nombre de sièges à pourvoir ait augmenté. Son objectif est d'obtenir deux cent quatre-vingt sièges, mais, en fait, M. Miki, premier ministre, a annoncé qu'il serait satisfait si son parti en remportait deux cent soixante et onze. Ce nombre est en effet nécessaire aux libéraux démocrates (bien que la majorité soit de 269) pour contrôler toutes les commissions de la Chambre basse. Le P.L.D. est surtout gêné par l'existence du Nouveau Club libéral (Shin Jiyu Club), formé de jeunes dissidents libéraux-démocrates, qui présente vingt-cinq candidats et compte empiéter sur l'électorat conservateur.

Si la situation ne permet guère d'envoyer une lame de fond balayant les conservateurs, on peut, en revanche, s'attendre à un léger recul du P.L.D. Le Nouveau Club libéral et les sociaux-

démocrates pourraient alors être sollicités pour former une force d'appoint.

Dans l'éventualité d'un recul des conservateurs, deux hypothèses se présentent : 1) une aggravation des rivalités internes du P.L.D., qui provoquerait une scission, et la création d'un nouveau parti, de centre gauche, auquel pourraient se joindre des transfuges du P.S.D., le Japon évoluant alors vers une situation analogue à celle de la France sous la IV^e République ; 2) le maintien d'un P.L.D. suffisamment fort, mais perdant graduellement la majorité nécessaire pour gouverner, face à un P.C. prenant de plus en plus d'importance et à des socialistes hésitants. Le vie politique du Japon tendrait alors à se rapprocher de celle de l'Italie. Mais on a l'impression que c'est presque à regret que les Japonais abandonnent leur immobilisme politique.

PHILIPPE PONS.

AMÉRIQUES

Argentine

Quarante-six guérilleros tués en une semaine dans la province de Buenos-Aires

Buenos-Aires (A.F.P.). — La province de Buenos-Aires a été, la semaine dernière, le théâtre d'une vaste opération au cours de laquelle quarante-six guérilleros ont été tués. Une importante fau-riche souterraine d'armement a été découverte, annonçant les responsables militaires, lundi 15 novembre.

Les opérations, qui ont commencé à La Plata, troisième ville

d'Argentine et capitale de la province de Buenos-Aires, ont permis, indique-t-on de source informée, « de porter un coup très dur à la guérilla dont les cellules dans cette région auraient été démantelées ».

On précise de même source que les affrontements se sont multipliés alors que deux bombes ont explosé dans une salle de la préfecture de police de La Plata. Le chef de la police, le colonel Troilo, et dix autres hauts fonctionnaires ont été grièvement blessés tandis qu'un pompier était tué par la déflagration.

A La Plata, le réseau démantelé par les opérations conjointes de la police et de l'armée avait été implanté par le mouvement Montonero, mis hors la loi en 1975, et issu de la jeunesse péroniste de gauche.

En cours de la même semaine, les guérilleros ont tué deux directeurs d'entreprise : M. Carlos Aguirre, abattu par un commando montonero ; le vice-commandant à la retraite Adolfo Vall, directeur d'une fabrique de tracteurs. L'un et l'autre ont été tués dans la banlieue de Buenos-Aires. Ces assassinats portent à quatre-vingt-six au moins le nombre des victimes de la guerre subversive depuis le début de novembre. Parmi les morts on compte soixante-neuf guérilleros, trois directeurs d'entreprise tués par des terroristes, un pompier de la police et onze personnes dont les identités demeurent inconnues. Depuis le début de l'année on compte onze cent soixante-dix-sept morts dans les deux camps.

ENTRETIENS VIDELA-PINOCHET A SANTIAGO-DU-CHILI

Santiago-du-Chili (A.F.P.). — Le général Videla et le président chilien, M. Pinochet, ont signé, samedi 13 novembre, à Santiago, une déclaration et seize accords bilatéraux à l'issue de la visite officielle de trois jours du chef de l'Etat argentin.

Le général Pinochet a exigé, dans une allocution, le « respect international » pour les régimes militaires d'Amérique du Sud. Ces régimes « n'ont pas été fondés par des caudillos avides de pouvoir ni par des gouvernements éphémères issus de révolutions anti-démocratiques », mais ils représentent « une réponse nationale de chaque pays en accord avec ses propres problèmes de sécurité et de développement », a affirmé le général.

Etats-Unis

Selon le « Washington Post »

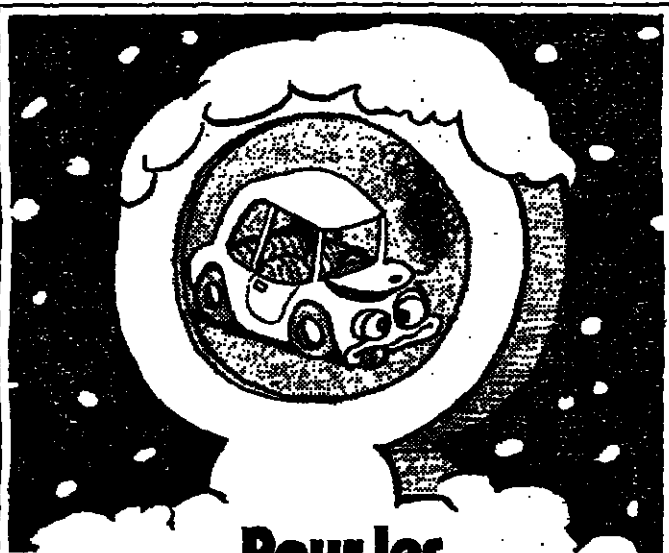
M. FIDEL CASTRO AURAIT ETE AU COURANT DES PROJETS D'ASSASSINAT DE KENNEDY

Lee Harvey Oswald avait confié à des diplomates cubains son intention d'assassiner le président Kennedy, a révélé samedi 13 novembre le « Washington Post ». Oswald s'était rendu avant le 22 novembre 1963, date de l'assassinat du président, à l'ambassade de Cuba à Mexico, et M. Fidel Castro aurait été mis au courant de ses projets. Le « Washington Post » cite une note d'Edgar Hoover, l'ancien directeur du F.B.I. (désédu depuis), attribuant ces informations à un indicateur « très sûr » qui faisait partie de l'entourage immédiat de M. Castro et les aurait reçues de la bouche même du chef du gouvernement cubain. Il pourrait s'agir de M. Rolando Cubela, qui fut recruté par la C.I.A. en 1961 et participa par la suite aux projets d'assassinat de M. Castro préparés par la centrale de renseignement.

Deux faits restent « bours » : pourquoi la note de M. Hoover n'est-elle jamais parvenue à la commission Warren, chargée par le président Johnson de mener l'enquête sur l'assassinat de Kennedy ? M. Castro a-t-il été informé de intentions d'Oswald avant ou après le 22 novembre 1963 ?

Venezuela

LE PRÉSIDENT CARLOS ANDRÉS PEREZ entame lundi 15 novembre une tournée de deux semaines à l'étranger, la plus longue jamais faite par un chef d'Etat vénézuélien, qui le conduira aux Nations unies, en Italie, en Grande-Bretagne, en Espagne et au Portugal. — (Reuters).



Pour les "Nouveaux Conducteurs" l'important c'est qu'elle dure.

Enquête Shell-Hop Mars 1976 : 55 % des Français sont devenus des "Nouveaux Conducteurs". Pour eux, la voiture est un simple moyen de transport qui doit avant tout être économique et en parfait état de marche.

L'HUILE SHELL SUPER 200, par sa haute fluidité à basse température, permet des démarrages immédiats. De plus, sa résistance au cisaillement et sa grande stabilité contribuent à la longévité de votre moteur. SHELL SUPER 200 répond parfaitement aux préoccupations des "Nouveaux Conducteurs".

Pour les "Nouveaux Conducteurs" priorité à l'entretien.



Pour les "Nouveaux Conducteurs" l'important c'est qu'elle soit sobre.

Enquête Shell-Hop Mars 1976 : 55 % des Français sont devenus des "Nouveaux Conducteurs". Pour eux, la voiture est un simple moyen de transport qui doit avant tout être économique et en parfait état de marche.

Pour faciliter les démarrages à froid, augmenter le rendement de votre moteur et lutter contre le gaspillage d'essence, les stations Shell vérifient les BOUGIES, le FILTRE à AIR et les VIS PLATINEES. Ce service répond parfaitement aux préoccupations des "Nouveaux Conducteurs".

Pour les "Nouveaux Conducteurs" priorité à l'entretien.



Vers 15 pays d'Afrique...

Depuis Paris, Lyon, Marseille, Nice, Bordeaux.

Chaque jour, les DC 8 et DC 10 d'Air Afrique s'envolent vers l'Afrique Noire. A travers l'Afrique, les avions d'Air Afrique permettent aux hommes d'affaires de prévoir leur voyage d'une capitale vers l'autre, selon leurs besoins. Demandez à votre agent de voyages habituel. Il connaît bien l'Afrique Noire. Il vous indiquera les horaires qui vous conviennent le mieux.



AIR AFRIQUE

La plus grande fréquence de vols vers et à travers l'Afrique.

SOCIÉTÉ

La Fédération Léo-Lagrange propose aux associations d'éducation populaire de mettre un terme à l'«éparpillement» de leur activité

Mérignac (Gironde). — La douzième congrès de la Fédération nationale Léo-Lagrange a eu lieu les 12 et 13 novembre à Mérignac. Créée il y a vingt-cinq ans par des militants socialistes désireux de poursuivre l'œuvre de Léo Lagrange, sous-secrétaire d'Etat aux sports et aux loisirs du Front populaire, la fédération — très liée au parti socialiste — groupe des clubs et des foyers de jeunes. Elle s'efforce aussi de développer le tourisme social et l'éducation permanente.

Les congressistes ont brossé un sombre tableau de l'animation socio-culturelle. Sur les deux cent vingt animateurs permanents de la Fédération, trente et un seulement bénéficient d'une subvention de l'Etat. Encore cette aide ne représente-t-elle en moyenne que 30 % de leur salaire. Ce sont les municipalités qui financent en totalité les autres postes. Cette situation a conduit certaines d'entre elles à vouloir se débarrasser de ces animateurs, en écartant les associations d'éducation populaire.

La Fédération Léo-Lagrange refuse cette solution, qui fait des animateurs de simples fonctionnaires communaux. L'animation socio-culturelle doit rester un domaine rigoureusement indépendant du pouvoir, quel qu'il soit, ont souligné les congressistes. Ce qui ne veut pas dire que nous ne devons pas coopérer avec les élus, mais que la charte AFA vient à point nommé.

La Fédération voudrait obtenir des pouvoirs publics un statut national des animateurs garantissant leur indépendance et leur permettant de se procurer, après quelques années dans de bonnes conditions. Surtout, la Fédération a constaté un «éparpillement» des actions menées dans une même ville dans le domaine des affaires sociales et culturelles, des loisirs et du sport, de la formation et de l'équipement. Elle a élaboré une charte dite «AFA» (Animation, formation, aménagement) qui sera soumise aux élus et aux autres associations à partir du mois de janvier. Cette charte leur propose de «coordonner» ces initiatives éparses et de mettre sur pied de concert une politique communale «garantisant à la population, sans distinction d'âge, de sexe ou d'origine, une meilleure maîtrise de sa vie quotidienne et de son avenir».

Les dirigeants de la Fédération insistent sur un renforcement du F.S. aux élections municipales pour faire aboutir ce projet. En même temps, certains d'entre eux ne cachent pas que la charte AFA vient à point nommé.

TRENTE-SEPT MILLE ADHÉRENTS

Préfacée par M. Pierre Mauroy, membre du secrétariat national du parti socialiste, la Fédération nationale Léo-Lagrange (1) groupe trois associations :

- L'Union des clubs et foyers Léo-Lagrange (U.C.F.L.), dont dépendent quatre cents foyers de jeunes, centres sociaux, maisons pour tous et clubs de loisirs.
- L'Institut d'éducation permanente (INSTEP), qui groupe six établissements de formation. Quinze cents stagiaires y sont accueillis chaque année pour une durée de cinq à douze jours. L'INSTEP assure la formation d'animateurs permanents et bénévoles et celle de salariés bénéficiant du congé-formation prévu par la loi de 1971.
- Les Maisons européennes de la jeunesse. — Rencontres et activités internationales Léo-Lagrange (M.E.J.-RAILL). Cette association est responsable du secteur «vacances» de la Fédération. Celle-ci est propriétaire de plusieurs centres de vacances en France (cinq mille lits en tout) et peut accueillir trois mille personnes à l'étranger. La Fédération organise chaque année des vacances pour deux mille personnes en été et pour un millier en hiver.

La Fédération nationale Léo-Lagrange assure grouper trente-sept mille adhérents. Titulaire de la carte. Elle estime à soixante-quinze mille le nombre de personnes qui ont participé l'année dernière à une ou plusieurs de ses activités.

(1) 21, rue de Provence, 75009 Paris, tél. 824-63-01.

PRÉPAREZ LE DIPLOME D'ÉTAT D'EXPERT COMPTABLE

Aucun diplôme exigé
Aucune limite d'âge
Demandez le nouveau guide gratuit numéro 685
ÉCOLE PRÉPARATOIRE D'ADMINISTRATION
École privée fondée en 1873
soumise au contrôle pédagogique de l'Etat
4, rue des Petits-Champs, 75009 PARIS - CEDEX 02

ÉDUCATION

LES LICENCIEMENTS DES MAÎTRES AUXILIAIRES

Le SNES conteste les chiffres du ministère

Le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES), affilié à la Fédération de l'éducation nationale, conteste les chiffres fournis par le ministère de l'Éducation sur les maîtres auxiliaires non réembauchés à cette rentrée (1 750 au total, soit 3,4 % sur rapport à 1975-1976). Le SNES «estime à plus de 3 000 le nombre de maîtres auxiliaires mis au chômage total à la dernière rentrée. Cette statistique ne fait pas état de milliers de maîtres auxiliaires qui ont été affectés dans des services publics ou des suppléances : beaucoup se voient ainsi réintégrés soit en dessous du SNIC et se trouvent donc non réembauchés, soit trop grand nombre sont réduits au chômage partiel».

On peut noter par ailleurs que, selon les chiffres mêmes du ministère, la plupart des auxiliaires non réembauchés se trouvent dans les académies de Versailles, de Créteil, de Lille, de Nancy-Metz, de Lyon et d'Alsace-Moselle, où l'on trouve encore les plus grands nombres de non-titulaires. Mais les proportions de licenciements varient beaucoup aussi : de 5 à 6 % dans les académies de 0,6 % à 1,5 % dans les autres. Le pourcentage de maîtres auxiliaires non réembauchés est donc de 30 %.

La Fédération nationale des étudiants de France réclame «une coordination régionale des universités»

De notre correspondant

Grenoble. — La Fédération nationale des étudiants de France (FNEF, de tendance modérée) a réuni, à Grenoble, du 11 au 14 novembre, sa convention nationale de rentrée. Le président de la FNEF, M. Thierry Granger, après avoir souligné que son syndicat entendait rester «en dehors de toute idéologie et détaché de toute entente politique ou confessionnelle», a déploré l'absence d'une politique universitaire en France. «Il n'est plus possible, estime les membres de la FNEF, de voir un secrétaire d'Etat aux universités transformé en centre de gestion des universités. Le secrétariat d'Etat ne doit pas être une annexe du ministère des Finances. Vouloir supprimer le gâchis est peut-être une attitude louable mais ce n'est pas une politique universitaire».

La FNEF qui réclame le regroupement des universités en régions, considère qu'une réforme réelle de l'université passe par l'amélioration de l'autonomie, le renforcement des pouvoirs pédagogiques des conseils d'administration et des conseils d'université, par la suppression des tâches de la 3^e orientation dans leur esprit d'initiative. Elle demande d'autre part un renfor-

ciement de la gestion dans les universités et «la suppression du quorum dans toutes les élections universitaires et le suffrage direct pour les élections aux conseils d'université». La FNEF envisage, d'ailleurs, d'augmenter ses efforts pour présenter le plus grand nombre possible de candidats lors de ces élections. Enfin le syndicat étudiant estime nécessaire l'instauration d'une «coordination régionale des universités» et demande dans un premier temps la mise en place effective des conseils régionaux de l'enseignement supérieur et de la recherche, dont l'idée a été abandonnée.

La Fédération nationale des étudiants de France a également dénoncé la «qualité» des œuvres universitaires et «l'action totalement inefficace des organisations étudiantes actuellement représentées au Centre national des œuvres universitaires et scolaires». Les deux UNEF et le Comité de liaison des étudiants de France, Seine, déclare la FNEF, la Réunion des aides directes (housers) et indirectes (restauration universitaire et clubs universitaires) dans le cadre d'un grand service social de l'étudiant peut permettre une gestion globale de l'aide de l'Etat. — C. F.

Dans les 8 BHV.

L'hiver commence bien dans les 8 BHV!
Jusqu'au 31 décembre, 9 mois de crédit gratuit
sur tout le magasin à partir de 500F d'achats!

CREDIT GRATUIT

SUR TOUT LE MAGASIN

MEME SUR LA HI-FI, LA T.V. ET L'ELECTRO-MENAGER

Voilà de quoi faire sortir de chez eux les friileux pour visiter au plus vite le BHV le plus proche ! 9 mois de crédit entièrement gratuit à partir de 500 F d'achats seulement. De quoi se sentir à l'aise pour meubler et décorer sa maison, équiper sa cuisine en électroménager et en rangements. Choisir des literies plus confortables, offrir quelques jolis cadeaux, ou s'offrir à soi-même ce que l'on se refusait depuis longtemps.

Après consultation du dossier. A réception des services et des articles signalés par points-verts. Dans la limite des stocks disponibles. Non cumulable avec l'ancien programme et les opérations promotionnelles.

Exemple : une nouvelle Védette 12 couverts 1850 F.
avec le crédit gratuit 1^{er} versement 374 F.
9 mensualités de 164 F = 1476 F
soit une économie de 374 F toujours 1850 F

Pour être sûr de bien choisir.

• LES 8 BHV : RIVOLI • PARLY 2 • MONTLHERY • GARGES • FLANDRE • BELLE EPINE • ROSNY 2 • CRETEIL •

BAZAR DE L'HÔTEL DE VILLE

مكتبة الأمل

هكذا من الضم

ARTS ET SPECTACLES

Musique

Les premières journées Casals au Mexique

A quelques mois de son départ du pouvoir, le président Schœrrer a offert à ses concitoyens quatre semaines de musique classique. C'est, en effet, sous son impulsion personnelle que le festival Casals, qui commençait à Prades, s'est déplacé de Porto-Rico au Mexique, après un détour dans le Vermont et en Suisse. Mais il est acquis que les « premières journées Casals » de Mexico seront suivies de « secondes » en 1977. D'ici là, la dépouille du maître aura sans doute été transportée de Porto-Rico à Barcelone, pour reposer à jamais en terre catalane.

Les dirigeants mexicains ont pris conscience de la valeur éducative d'un grand festival dans un pays où la musique, sans être vraiment négligée, est délaissée par les arts graphiques. Le centenaire de la naissance de Pablo Casals, célébré volontairement et avec rigueur dans son opposition au régime franquiste que tous les gouvernements mexicains, officiels ou présidents Schœrrer ont une excellente occasion de tenter l'expérience d'un rassemblement musical à l'échelle internationale. Une fois les crédits nécessaires accordés, Mme Maria Casals et Eugène Istomin, le plus grand violoniste au monde, ont travaillé pendant plus de trente ans, se tenant à l'œuvre. La tâche n'était pas si facile. Il fallait accomplir en quelques mois un travail qui, normalement, prend des années. C'est à dire réunir des artistes de réputation mondiale, longtemps retenus à l'étranger par d'autres contrats. Mais « l'esprit de famille » qui anime tous ceux qui participent depuis longtemps aux festivals Casals aide à surmonter les difficultés.

Répondant à l'appel d'Eugène Istomin, plusieurs orchestres artistiques, les violonistes Isaac Stern, Pinchas Zukerman, Alexandre Schneider, « Sacha » pour ceux qui le connaissent comme interprète de Prades, les pianistes Horowitz, Claude Franck, le violoncelliste Léonard Rose — pour ne citer que ceux-là — se rendront à la réunion de famille.

Parmi les chefs d'orchestre, Zubin Mehta, Sergiu Comissiona, Georg Solti, ont été épaulés par les jeunes et brillants maîtres mexicains Eduardo Mata, auquel fut confié le soin de former l'orchestre Pablo Casals de Mexico. Tâche difficile, exigeant beaucoup de compétences mais aussi de doigté, puisque l'orchestre fonde dans un ensemble harmonieux les musiques mexicaines et un quart d'étrangers — la plupart nord-américains — n'ayant jamais travaillé ensemble, mais entraînés au rythme international de la musique. L'expérience fut un succès, puisqu'il est maintenant question de donner un statut permanent à l'orchestre.

Au demeurant, les « journées » Casals se sont achevées le jeudi 11 novembre, ont répondu aux espoirs de leurs promoteurs. Pendant trois semaines, les vingt et un concerts donnés à bureaux fermés, non seulement dans la capitale mais en province, ont été un succès. Les programmes, très riches, ont été très appréciés. Les concerts ont été diffusés dans le pays, et bien qu'on estime à trois millions de personnes environ l'audience du festival.

A défaut du prix Nobel et probablement du secrétariat général des Nations unies, le président Schœrrer achève son mandat sur le succès d'une entreprise culturelle d'exception. Il s'agit d'un cadeau de départ précieux.

HENRI PIERRE

« L'ORESTIE » de Darius Milhaud

Intéressante dans son principe, l'adaptation intégrale, pour la première fois en France, de l'Orestie, écrite entre 1913 et 1922 par Darius Milhaud, s'est révélée aussi problématique que concert que dans sa présentation scénique à l'Opéra de Berlin (le Monde du 21 septembre 1964). D'abord parce qu'elle réunit des éléments fort déséquilibrés : à côté d'un véritable opéra en trois actes sur les Éuménides, une scène seulement d'Agamemnon et sept des Choeurs ; il manque donc les deux tiers du texte d'Aeschyle, dans l'admirable traduction de Claude, qui leur servait de support.

D'autre part, la musique semble très intégrale : superbes, prophétiques, dénonçant Verbe, dans les déclarations et les chœurs parlés soutenus par d'extraordinaires percussions, riches d'idées neuves, telle la triple incantation vocale d'Athènes, atteignant par moment au grand lyrisme eschyléen comme dans la processionnelle des Éuménides, elle finit aussi dans des chœurs montés où la déclamation, si elle rappelle parfois le Socrate de Sade, est souvent aussi expressive que celle des Machabées agiles de 1919.

Tandis que l'orchestre apparaît comme un torrent triste et neutre d'où n'émergent que certains épisodes d'une force saisissante. Alexandre Argy, remplaçant Maurice Abravanel, qui s'était refusé au dernier moment, a eu le mérite de monter ces trois heures de musique avec une grande précision technique ; mais il ne pouvait guère aller au-delà et donner à l'œuvre son véritable équilibre dramatique, modeler et diriger les plans sonores de cet ensemble énorme où chacun cherchait désespérément à se faire entendre. A côté des solistes (Collette Herzy, Michel Philipp, Dany Barreau, Lynn Dorian, etc.), on remarquait surtout l'excellente préparation et la qualité des chœurs de Radio-France dirigés par Jean-Paul Kreder.

JACQUES LONCHAMPT

Cinéma

AU FESTIVAL DE PARIS

L'histoire au pluriel et au singulier

Pour le week-end d'ouverture du Festival international de Paris, on dédicacera trois grands films. Et on aura effectivement Werner Herzog, Volker Schlöndorff, Akira Kurosawa. Mais on rencontrera également Ferno Grunwalsky (Hongrie) et Sidney Sokolov (Mauritane).

Cœur de verre, de Herzog, s'il a pu décrire une partie du public par sa dédicace non linéaire, son refus de l'aveugle, ses débuts lyriques, presque messianiques, repoussés avec la tradition onirique du cinéma muet allemand, fascine par sa mise en scène parentale de monde réel au service d'une allégorie transparente. « Film sur un personnage légendaire du folklore bavarois », selon le maître en scène. Cœur de verre voudrait aussi annoncer la fin du monde proche, l'apocalypse imminente, la possibilité d'une autre humanité, régentée. Pour dire ces « vérités », avec une discrétion limitée, Werner Herzog tire de sa caméra de comptables messages plastiques. Il réussit à imposer sa bande son « en style incantatoire. Que les acteurs, tous amateurs, sauf le héros principal, jouent dans un état d'hypnose » ajoute à notre confusion.

Le « Cœur de verre » de Volker Schlöndorff (avec la collaboration capitale de Margarethe von Trotta, co-scénariste et interprète principale), d'après le roman de Marguerite Yourcenar, se situe avec brio le climat d'une époque, comme un intrigué de l'histoire, où les conflits individuels se déchaînent avec davantage de relief : dans la Lettonie de 1919, Sophie, fille de Junkers, retrouve un an d'enfance, Eric ; elle découvre la passion, mais voit celle-ci contrariée. En revanche, dans Dersu Uzala, de Kurosawa, super-production nippon-soviétique, l'histoire s'efface complètement devant le message : message simple, fruste, comme Dersu Uzala, chasseur de la tige, sage oriental, qui nous une amitié indestructible avec le cartographe russe Arseniev en 1902.

Ferno Grunwalsky, venu des studios Bela Balazs de Budapest, s'est

taché, comme Schlöndorff, à montrer le rôle de l'histoire dans la vie d'un individu — et recourt au noir et blanc : Raoul pour un révolutionnaire corse, le destin d'un révolutionnaire professionnel, Imre Sali, né à la vie politique sous la République des conseils, en 1919, condamné à mort, le 29 juillet 1932, et aussitôt exécuté. Point de départ d'un film de « l'indépendance qui chante ». Le volonte d'assumer lucidement hier pour mieux comprendre le difficile aujourd'hui.

Sidney Sokolov, reprenant le décalage de son premier film, Nationalité immigrée, qui lui valut le prix Sadoul 1975, mais s'effaçant, en lui donnant, la couleur et des moyens matériels un peu moins adéquats, la double valeur d'une leçon de choses et d'un acte politique. Quatre travailleurs immigrés d'Afrique noire quittent Paris pour aller aux champs, en Côte d'Ivoire, apprendre de



paysans français la réalité des techniques agricoles modernes. Plus tard, de retour au pays, ils appliqueront ce savoir. Sans didactisme, avec un humour réjouissant, une allégresse lucide qui rappelle le meilleur Renoir, Sokolov nous révèle une France familière et amicale que nous avions oubliée.

La France cinématographique était présente à ce week-end inaugural avec l'Ombre des châteaux, du comédien Daniel Duval, dont on a vu, l'an dernier, le Voyage d'André, et le film que Marguerite Duras vient de tirer de sa pièce Des journées dans les arbres. Deux films d'auteur, jalousement répétés sur soi et sur les prestiges de l'écriture.

LOUIS MARCORELLES

« UN CADAVRE AU DESSERT »

Ce film de Robert Moore est, sur un scénario de Noël Simon, une parodie des romans policiers façon Agatha Christie. Cinq détectives internationaux sont convoqués dans un manoir inquiétant où les accueille un maître d'hôtel aveugle. Plagés sur la route, brumes, orage, cris de femme invisible, sours, toiles d'araignée, yeux vivants dans des tableaux ou des têtes d'animaux naturalisés, on a droit à toute une panoplie d'effets « horribles » à faire rire. A l'issue d'un dîner riche, parce que la cuisine sourde et muette n'a rien compris aux instructions du maître d'hôtel

aveugle. — Il y aura un mort parmi les invités. Les survivants devront résoudre l'énigme criminelle posée par un indice qui apparaît et disparaît à volonté et a voulu mettre au défi tous ces brillants convives.

Dans cette « murder-party » volontairement théâtrale, les portes s'ouvrent et se ferment, les répliques fusent et se croisent, et l'on joue une version farfelue des Dix Petites Nègres. Neil Simon et Robert Moore ont tourné en dérision la logique et le comportement des détectives célèbres : Sam Spade, Hercule Poirot, Miss Marple, Nick et Nora Charles et la Chinoise Charlie Chan, que l'on reconnaît facilement sous des noms à peine modifiés. Menée sur un rythme allégre et avec un humour ravageur, l'intrigue accumule les embrouilles, les meurtres en cascade, et s'achève sur un défilant morcelé d'explication, après lequel on ne pourra plus guère prendre au sérieux les romans à énigmes du bon vieux temps.

Un cadavre au dessert est aussi un « dîner de têtes » avec des auteurs qui s'en donnent à cœur joie pour démythifier leurs modèles. Peter Falk fait une imitation d'un cabot qui imiterait Bogart en Sam Spade, Elsa Lanchester (Miss Marple) pousse une déclamation sur infirmière gâtée dans une petite voiture et Peter Sellers est un détective détaché chinois. Quant à Alec Guinness, maître d'hôtel à transformations il offre aux cinéphiles, un numéro qui rappelle Noblesse oblige.

J. S.
Studio Alpha, Paramount-Orion, Publicis-Camp-Spence (v.o.) ; Cpt. Paramount-Orion, Paramount-Galaxy, Paramount-Montparnasse, Paramount-Majesty (v.o.).

CHAILLOT INFORMATION

« Elisabeth Un » à SIGMA 12

La pièce de l'Américain Paul Foster, mise en scène par le Nouvel Observateur, sera l'un des points forts de Sigma 12 qui se déroule actuellement à Bordeaux. La spectacle sera présenté à l'Athénée du 17 au 20 novembre. A propos de « Elisabeth Un », la presse écrit : « Une chose admirable, à mi-chemin de Shakespeare et de Brecht » (la Croix). « Shakespeare revu par le Magic Circus » (Journal du dimanche). « La spectacle est excellent » (Valeurs actuelles). « D'excellentes comédies » (le Nouvel Observateur).

Jusqu'à 4h du matin...
souplez tous les jours à
via brasil 7
déjeuners, dîners à partir de 12h
et Club avec orchestre
10, rue de la République 63000

CATHERINE COLLARD

BEETHOVEN (Ses. op. 108) ; BRAHMS (Klavierstücke op. 110) ; SCHUMANN (Rou-Son.)

MAISON DES ARTS
ET DE LA CULTURE ANDRÉ-MALRAUX
Place de l'Étoile-de-Ville,
94000 CRETEIL (métro Créteil-Préfecture).
Vendredi 19 et samedi 20 novembre à 20 h. 30
dimanche 21 novembre à 16 h.
Uniques représentations dans la région parisienne
de la seule version intégrale donnée en Europe.

« LE LAC DES CYGNES »

par l'Opéra du Rhin - Musique de Tchaïkovsky
Chorégraphie de Peter Van Dyck
Prix des places : abonnés : 20 F.
Étudiants et Jeunes Travailleurs : 15 F.
Scolaires et Tertiaires : 10 F. - Non abonnés : 20 F. et 30 F.
Reservations - Location : 89-94-95,
de 12 h. à 19 h.

MERCREDI

LISA GASTONI • FRANCO NERO • ANDREA FERREOL
RAYMOND PELLEGRIN • CLAUDIA MARSANI

UN FILM DE
SALVATORE SAMPERI
Ottavia Jemima
Vittorio Storaro

Ici et là...

INAUGURATION DE LA ROSE DES VENTS A VILLENEUVE-D'ASCO

À l'Espace Rose des vents installé dans la ville nouvelle de Villeneuve-d'Asco, dans la banlieue lilloise (le Monde du 8 octobre), après quelques activités de préfiguration, l'ouverture officielle aura lieu mardi 16 novembre avec la Double Inauguration, de Maxvau, dans une mise en scène de Jacques Rosner. Pierre - Etienne Heymann, qui assure la direction de Rose, les verra présenter ensuite « Histoires de l'Oncle Jacob », de Kramer, un spectacle de l'Institut. Un « spectacle » sera raconté le soir de l'inauguration. — d'après un texte de Louis Philp. Juliette et le Dragon, une pièce pour enfants de Jean-Claude Germain. « Lac », la « symphonie » de l'Orchestre Philharmonique de Lille, créée par le Maître de la Planchette, ont, par exemple, spécialement en fonction de l'architecture de ces grandes possibilités techniques de cette nouvelle salle.

Mais l'Espace Rose des vents accueillera aussi les talents régionaux, les centres dramatiques : la Salamandre, le Théâtre populaire des Flandres, l'Orchestre philharmonique de Lille. En fait, on souhaite créer un centre d'animation en engageant un dialogue actif avec la population dans les quartiers, et surtout en associant à de nombreuses actions culturelles les étudiants des deux universités qui se trouvent installées à Villeneuve-d'Asco. — (Corresp.)

UNE LETTRE DE M. JEAN MERCURE

M. Jean Mercure, animateur du Théâtre de la Ville, nous écrit à propos d'un spectacle de Michel Couquet paru dans le Monde du 25 octobre. Ce spectacle évoque l'histoire d'un homme qui veut précéder ses contemporains du monde que ce spectacle évoque. — d'après un texte de Louis Philp. Juliette et le Dragon, une pièce pour enfants de Jean-Claude Germain. « Lac », la « symphonie » de l'Orchestre Philharmonique de Lille, créée par le Maître de la Planchette, ont, par exemple, spécialement en fonction de l'architecture de ces grandes possibilités techniques de cette nouvelle salle.

animateur d'un grand théâtre à vocation populaire, je m'adresse à un large public, jeune et hétéroclite. Mon devoir est de lui offrir les chefs-d'œuvre du théâtre contemporain quand ils n'ont pas été joués depuis vingt ans, et les pièces d'auteurs vivants quand il en trouve qui aient le souffle approprié à notre immense cadre.

CA PEUT
RAPPORTER
GROS

JOUEZ AU
LOTO

Notices à votre disposition
chez les dépositaires

VOTRE TABLE
CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre P.M.R. • Prix moyen du repas • J... h. : ouvert jusqu'à ... h.

DINERS

LA COTTIERIE 4, rue de la Lune, 2. F. 40-41-42	en le nom de la bouillabaisse bretonne, 18 F. Spéc. pois. et grill. Mousquetaire et Gros-Tour servis dans un cadre de bistrot de pêcheurs.
LE CARREAU 60, rue Rambuteau, 3. F. 40-41	Jusqu'à minuit. Spécialité du Chef servies dans un cadre 1930 — le rendez-vous des Parisiens face au CENTRE CULTUREL O.-Pompidou.
LE MALOUF 272-33-45 8, rue de la Bastille, 4. T. 1-75	Spéc. tunisienne, meublé 21, cuisine 18, pain 18, brochures 18, vins pays, dans un cadre élégant, confortable. Salons 6 à 40 couverts.
LE WESTERN STEAK 60, rue Pierre-Charon, 8. F. 40-41	Aux Champs-Élysées. COTE DE BOEUF géante 21,30 F. légumes, bière ou café, service complet. Dans un cadre agréable.
LE CLOS DU MOULIN 34 bis, r. des Plantes, 14. 539-31-31	M. DELBART reprend la tête du « Clos du Moulin ». Huitres, Crustacés, spécialité samedi et dimanche. Poissons, Gibiers, Volailles. Menu spécial samedi et dimanche.
LE SULLY DAUPHINE 85, avenue Foch, 10. 533-25-47	Jusqu'à 22 h. Cadre 1930, dominant la Seine. Cuisine française, bœuf, menu 33 F. Bois + Soc comp. Spéc. Dîners de Bonheur, Eau de Veuze.
JEAN-PIERRE ETC. 01-41 T. 1-75	Soupe du Pêcheur 12 F. Filet de Barbeau à l'Oseille 20 F. Ris de veau aux Morilles 48 F. Salade aux Lardons 13 F. SA FORMULE à 21 F.

مكتبة الأمل

ARTS ET SPECTACLES

Cinéma

LA MORT DE JEAN GABIN

Le mythe du mauvais garçon

(Suite de la première page.)

C'est ce romantisme qu'allaient perfectionner Prévert et Carné en reprenant dans *Quai des brumes* (1939) et *Le jour se lève* (1939), cette mythologie de l'homme qui ne peut socialement se livrer, qui rêve d'amour impossible et se fait faucher par une fatalité métaphysique.

Le personnage de Gabin s'inscrit alors dans cette esnèthique prestigieuse et un peu morbide du « réalisme poétique », dont Carné fut le maître incontesté. Poésie brumeuse des ports et des rues du malheur, de la pluie et des pavés mouillés, des Enfants qui s'aiment, et dont les méchants brisent le bonheur. La mort est toujours là. Même Jean Grémillon (avec *Gueule d'amour*) et Jean Renoir (avec la *Bête humaine*) n'échappèrent pas à cette mythologie du malheur et de la mort violente. Mais Renoir fit apparaître les pures qualités d'acteur de Gabin dans la *Grande Illusion*, film en marge de tout ce courant.

La guerre interrompit cette carrière à l'apogée du mythe. Appelé dans la marine en 1939, il obtint une permission pour achever le tournage de *Remarque*. Emigré, avec l'assentiment du gouvernement de Vichy, semble-t-il, aux Etats-Unis, Gabin devait y tourner deux films, dont *l'Imposant*, avec Julien Duvivier, et qui, tout en servant la cause des Forces françaises libres, reprenait les thèmes de la *Bandera*.

Son retour au cinéma français se fit avec *Martin Roumagnac*, de Georges Lacombe (1946), où il joua Marlene Dietrich, vamp de sous-prolétariat, après qu'elle l'eût fait souffrir. On n'attendait alors que la reprise du mythe. Pourtant, Gabin avait vieilli, les temps avaient changé. Le romantisme de Gabin allait peu à peu céder le pas (après un réexamen du mythe par René Clément dans *Au-delà des grilles*), à l'embourgeoisement de la quarantaine. Le réalisme psychologique s'est substitué alors au réalisme poétique. L'âge de la révolte et de la fatalité était passé. Gabin n'avait plus les

mêmes rapports avec les femmes. Elles le trompaient (*la Minute de vérité*), en voulaient à sa situation sociale et à sa fortune (*la Marie du port*) ou même à sa vie (*la Vérité sur Babé Dange*).

Dans les années 50, les souvenirs du mythe d'avant-guerre ne forment plus qu'un passé mélancolique à un excellent acteur de composition, que Becker, dans *Touchez pas au grisbi*, ramenait au réalisme intimiste. Policier, gangster, armateur, camionneur, roulier ou Jean Valjean des *Misérables*, Gabin interprète alors dans le cinéma commercial toute une galerie de personnages auxquels il impose sa touche. Julien Duvivier, avec *Voici le temps des assassins* (1955), et Claude Autant-Lara, avec *En cas de malheur* (1958), signent l'acte de décès du mythe d'auréole, en faisant de Gabin, cinquagénaire bien installé dans la vie sociale, un homme ravagé par le démon de midi et les garces naturalistes.

Dans les années 60, puis 70, Gabin devient alors un autre mythe. Commissaire Maigret, officier en retraite, notable et patriarcal, il entre, massif, bougon, sûr de lui, grand professionnel dont on ne voit plus que le métier, dans l'univers teinté de démagogie des scénaristes-dialoguistes : Michel Audiard surtout et aussi Pascal Jardin, Alphonse Boudard, José Giovanni. Il ne lui reste de son passé qu'un anarchisme de langage assez fabriqué. Dans ses derniers films, qui furent presque tous de grands succès commerciaux — car Gabin fut jusqu'au bout un acteur très populaire, en rendant le *Chat de Pierre Granier-Deferre*, d'après Simenon, où reprenait la mythologie de l'avant-garde dans une atmosphère de décadence physique et morale et *l'Affaire Dominici* de Claude Bernard-Aubert, où il avait merveilleusement endossé la personnalité du vieillard placé au centre de l'affaire de Lurs.

JACQUES SICLIER.

* Les Editions PAC viennent de publier, dans leur collection "Tête d'affiche", un "Gabin" de Claude Gautier et André Bernard.

Les deux carrières d'un comédien

Jean Gabin, de son vrai nom Jean Gabin Alexis Moncorge, est né le 17 mai 1904 à Paris dans une famille d'artistes lyriques. Au sortir de l'école communale, il est tour à tour cimetier, us-gasinier, manœuvre. Il débute en 1925 comme figurant aux Folies-Bergère. Il donne ensuite des tours de chant, interprète des opérettes, des pièces de théâtre (*Princes russes*, *Ta bouche, Dédé*, *Arsène Lupin banquier*). Il tourne son premier film en 1930, *Chacun sa Chance* : il joue aussi bien *Maria Chapdelaine*, d'après le roman de Louis Hémon, et *Zou-Zou*, avec Joséphine Baker (1934), que *Colpothé*, de Julien Duvivier, en 1935 (il incarne Ponce Pilate), début d'une fructueuse collaboration avec Duvivier qui devait s'épanouir à la veille de la guerre dans la *Bandera* (1938), la *Belle Equipe* et *Pépé le Moko* (1939).

Il devient l'acteur le plus typique du cinéma français à l'époque du Front populaire : les *Bas-fonds* (1938), la *Grande Illusion* (1938) et la *Bête humaine* (1938), sous la direction de Jean Renoir ; *Quai des Brumes* (1939) et *Le tour se lève* (1939), sous la direction de Marcel Carné.

Mobilisé dans la marine en 1939, il émigre aux Etats-Unis. A Hollywood, il entame sans succès une carrière américaine, puis s'enferme dans les Forces françaises libres, où il reçoit la croix de guerre et la médaille militaire. Plus tard, il sera fait chevalier de la Légion d'honneur.

De retour à Paris aussitôt la guerre terminée, il essaye de tourner avec Marlene Dietrich les *Portes de la nuit* que prépare Carné et qui sera finalement tourné en 1946 avec Yves Montand et Nathalie Nattier. Gabin et Marlene seront réunis la même

année dans un autre film, *Martin Roumagnac*, de Georges Lacombe. En 1949, après *Au-delà des grilles* de René Clément, il retrouve Marcel Carné dans la *Marie du port*. Mais sa carrière périclète.

Avec *Touchez pas au grisbi*, de Jacques Becker, Gabin, enfin libéré des mythes d'avant-guerre, entame sa seconde carrière, qui sera marquée par la *Travertine de Paris* et *En cas de malheur*, de Claude Autant-Lara. Avec les *Grandes Familles*, de Denys de la Patellière (1958) et *Rues sans Nom* (1958), dialogué par Michel Audiard, il joue dans une série de films à gros succès qui mettra souvent en scène Henri Verneuil, toujours sur des dialogues de Michel Audiard (*Un singe en hiver*, *Mélie en sous-sol*). Il crée sa propre maison de production, le *Quinté*, qui progresse dans le cinéma pour se consacrer à l'élevage des chevaux et devient fermier dans l'Orne. On le revoit cependant dans *l'Affaire Dominici*, de Claude Bernard-Aubert, le *Chat*, de Pierre Granier-Deferre, et *l'Année saine*, de Jacques Vilfrid et Jean Girault, sorti cette année. — L. M.

LE CINÉASTE J.-P. LAJOURNADE EST MORT

Le cinéaste français Jean-Pierre Lajournade vient de mourir des suites d'un cancer. Il était âgé de trente-sept ans.

Ancien élève de l'Institut des hautes études cinématographiques, Jean-Pierre Lajournade est entré comme réalisateur à la télévision en 1965. Il y collabora à des émissions comme « Lire » et « Série millions de jeunes ». A propos d'un reportage sur les conserves de Boulogne-sur-Mer, réalisé pour le dernier magazine, *Morvan-Lebette*, il avait écrit qu'il produirait la nécessité de faire la révolution en France. Mais c'est au cinéma que Jean-Pierre Lajournade a affirmé sa singularité d'auteur : on pourrait ainsi l'apparenter à un « underground » qui n'existe pas dans le monde des courts métrages. Cinéma, cinéma, et le joueur de quilles, il réalise le *Fin des Prémisses*, désigné à l'époque (1971) comme un film d'auteur et de contestation. Grand Prix du Festival de Mannheim, présenté à Cannes à la *Quinzaine des réalisateurs*, régit d'une lutte devant la société figurée par des personnages métaphoriques, et tourné en travelling latéraux.

« Je n'aurais évidemment pas pu faire ce film si je n'étais pas moi aussi [comme les personnages] un anarchiste petit bourgeois », déclarait-il à l'époque. Depuis, Jean-Pierre Lajournade devait se heurter à l'impossibilité économique de mener ses projets à bien, une situation qui convenait bien au désespoir profond d'un artiste qui affirmait : « Je ne pense pas qu'on devienne révolutionnaire en faisant des films, mais je pense que les films révolutionnaires ont l'effet catastrophique de rendre les gens contents d'eux-mêmes » (« le Monde » du 25 mars 1971).

A la demande générale, une projection supplémentaire du film « LES TZIGANES MONTENT AU CIEL » (Moldavi) U.R.S.S., de E. Lotianu aura lieu LUNDI 15 NOVEMBRE à 22 heures, grande salle

FESTIVAL CINÉMATOGRAPHIQUE INTERNATIONAL DE PARIS



MARDI 16

SÉLECTION OFFICIELLE : ROULETTE CHINOISE

de R.W. Fassbinder / RFA / 9 h - 13 h - 20 h

TOUJOURS AVEC MOI

de Salomon Chouster / URSS / 11 h - 15 h 30 - 22 h

PREMIÈRE VISION EN FRANCE : CŒUR DE CHIEN

de Alberto Lattuada / Italie / 11 h - 17 h 30 - 20 h

PANORAMA 76 : FORTINI CANI

de J.M. Straub et D. Huillet / Italie / 9 h - 15 h - 17 h 30

INCUNABLES : SHE

de I. Pichel et L.C. Holden / U.S.A. / 9 h - 15 h 30 - 20 h

PRÉSENCE DU CINÉMA ALLEMAND : de Hark Bohm

NORDSEE IST MORDSEE / 11 h - 17 h 30 - 20 h

REGARD SUR LE CINÉMA FRANÇAIS :

UN RÊVE PLUS LONG QUE LA NUIT

de N. de St Phalle / 13 h - 15 h 30 - 22 h

REGARD SUR LE CINÉMA SOVIÉTIQUE :

LA POMME ROUGE

de Tolomouch Okeiev / 13 h - 17 h 30 - 22 h

REGARD SUR LE CINÉMA JAPONAIS :

GOKETSUJI RAIYA de Shozo Makino

SHIBUKAWA BANGORO auteur inconnu

CINÉMA ITALIEN DES ANNÉES 30 :

SCIPION L'AFRICAIN de Gallone / 11 h - 21 h 45

HOMMAGE A JEAN GABIN / OLYMPIC ENTREPOT

Mardi : La Grande Illusion

THEATRE 71 Mardi : 20 h 30 Vie perdue 22 h 00 L'insupportable Vera Roncuca

MERCREDI

SÉLECTION OFFICIELLE : L'AGNESE VA A MORE

de Giulino Montaldo / Italie / 9 h - 13 h - 20 h

XICA DA SILVA

de Carlos Dieges / Brésil / 11 h - 15 h 30 - 22 h

PREMIERE VISION EN FRANCE : PRIVATE ROAD

de Barney Platts-Miles / G.B. / 11 h - 17 h 30 - 20 h

PANORAMA 76 : LE DENIER D'ARGENT

de Jaroslav Balík / Tchécoslovaquie / 9 h - 15 h - 17 h 30

INCUNABLES : FEMMES FRIVOLES

avec Rudolph Valentino / U.S.A. / 9 h - 15 h 30 - 20 h

PRÉSENCE DU CINÉMA ALLEMAND :

VERA ROMEKE IST NICHT TRAGBAR

de Max Wilutski / 11 h - 17 h 30 - 20 h

REGARD SUR LE CINÉMA FRANÇAIS :

QU'EST CE QUE TU VEUX JULIE

de Charlotte Dubreuil / 13 h - 15 h 30 - 22 h

REGARD SUR LE CINÉMA SOVIÉTIQUE :

L'EAU VIVANTE

de G. Kokhan / 13 h - 17 h 30 - 22 h

REGARD SUR LE CINÉMA JAPONAIS :

UNE PAGE FOLLE - LE CARREFOUR

de Teinosuke Kinugasa / 9 h - 13 h

CINÉMA ITALIEN DES ANNÉES 30 :

UOMINI SUL FONDO

de F. de Robertis / 11 h - 22 h

HOMMAGE A JEAN GABIN / OLYMPIC ENTREPOT

Mardi : La Grande Illusion Merc : Qui des brumes

THEATRE 71

Mardi : 20 h 30 Vie perdue 22 h L'insupportable Vera Roncuca

Merc : The sopheed / 20 h 30 - Le mécano de la générale / 22 h

HOMMAGE A MARCEL PAGNOL / Studio LOGOS

Merc : Angele

Renseignements et réservations :

L'EMPIRE. Tél. : 766-59-19.

Petites nouvelles

■ Le Grand Prix récompensant la meilleure émission, décerné à l'issue de la première Rencontre internationale de l'audiovisuel scientifique, organisée par le C.N.R.S., à Paris, du 5 au 11 novembre, a été attribué à Monique Tosello et Jean Lallier, pour une série inédite réalisée pour E.T.2, « Jusqu'au bout du monde », consacrée à l'astronomie. Rappelons que Monique Tosello et Jean Lallier sont aussi les producteurs de la série « Portraits de l'univers ».

■ Le premier prix du 21^e Tournoi national des voix d'or a été décerné à Mlle Lisa Levy, une étudiante âgée de vingt-cinq ans. Celle-ci a reçu la « Voix d'or » de la caté-

gorie grandes voix d'opéra femmes, ainsi qu'un second prix dans les catégories opérette et méthode.

■ Le deuxième Salon de la musique de Bruxelles s'ouvre le 27 novembre dans le Palais n° 2 du centenaire. Parc des expositions. Ouverture de 12 à 18 h, et de 18 à 21 h, les samedi et dimanche (jusqu'au 3 décembre).

■ La Confédération nationale des associations familiales catholiques se réunit, dans un communiqué, de la correctionnelle d'ordonner la destruction du film « l'Essayeuse » (« le Monde » du 18 novembre). La Confédération souhaite, d'autre part, que cette décision incite les pouvoirs publics à « plus de vigilance » dans l'exercice du visa d'exploitation des films.

■ Quelques animateurs de la Maison des arts et de la culture de Créteil, licenciés en juin dernier, se sont regroupés autour d'un centre culturel du quartier du Vieux-Créteil et poursuivent leurs activités (musique et club-club) dans un cinéma qu'ils ont loué. Ils accueillent, le 23 novembre, à 21 heures, Michel Portal et son groupe, « Cinéma Le Gémeau », 14, rue Montoy, Vieux-Créteil.

■ Un Séminaire de rencontres sur la chanson, le cinéma, le livre, le théâtre et l'art plastique aura lieu à la M.A.C. du Verbeau, à Chalon-sur-Marne, du 23 au 27 novembre. Renseignements (26) 68-36-37.

MERCREDI PROCHAIN



MONTE-CARLO - QUINTETTE - IMPERIAL PATHE
MONT-PARNASSE 83 - GAUMONT SUD - 14 JUILLET BASTILLE
CYRANO Versailles - GAUMONT Evry

L'AFFICHE ROUGE

un film de FRANK CASSENTI

La Révélation du Festival de Cannes

U.C.C. BARRITZ - PUBLICIS MATIGNON - U.C.C. OPERA (angle rue Bonaparte)
CAPRI GRANDS BOULEVARDS - PARAMOUNT MONT-PARNASSE
U.C.C. ODEON - BONAPARTE - STUDIO JEAN COCTEAU - PARAMOUNT GALAXIE
LES 3 MURAT - PARAMOUNT MAILLOT - C.Z.I. Versailles - ARTEL Regent
ARSENTEUIL - ARCEL Corbail - STUDIO Rueli - PARAMOUNT La Varanne
BUXY Boussy - ARTEL Bussy

DELON / LOSEY

UN ÉVÉNEMENT!
Un coup de maître... le meilleur rôle d'Alain Delon.
Un film envoûtant.
Magistralement mis en scène.
Une dénonciation de l'infirmité... superbe.
Un film admirable... un des plus grands rôles d'Alain Delon.

LEGERO
LEMONDE
L'EXPRESS
LAURE

Mr. Klein

LE VOYAGE AU BOUT DU MONDE

Après LE MONDE DU SILENCE
Enfin, le nouveau grand film du
COMMANDANT COUSTEAU

ROBERT AYON présente

Plongez-vous dans les aventures du Commandant Cousteau.
Neuf volumes magnifiquement illustrés en couleurs 50 F
Collection Odyssée
FLAMMARION

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Comédie-Française, 20 h. 30 : Lorenzaccio.

Les autres salles

Cartoucherie de Vincennes, Théâtre de l'Épave-de-Boua, 21 h. : Yvan.

Comédie Caennaise, 21 h. 10 : Bouling-Bouling.

Daunou, 21 h. : Le Portrait de Dorian Gray.

Espace Cardin, 21 h. : Le Genre Méditerranéen.

Madame, 20 h. 30 : Peau de vache.

Michel, 21 h. 10 : Happy Birthday.

Nouveautés, 21 h. : Nina.

Palais-Royal, 20 h. 30 : Rencontres (Raymond Ham).

Plaisance, 20 h. 30 : Ils sont là.

Poché-Montparnasse, 20 h. 45 : Jasse et la Sage-Femme.

Saint-Georges, 20 h. 30 : L'Indienne et le Boucheur.

Théâtre des Arts, 20 h. 45 : Le Jardin de ma.

Théâtre d'Édgar, 20 h. 30 : D'homme à homme.

Théâtre du Marais, 21 h. : La Crête opiniâtre.

Théâtre de la Pépiche, 20 h. 30 : Au d'au du rio.

Théâtre de la Pépiche, 20 h. 30 : Au d'au du rio.

Théâtre de la Pépiche, 20 h. 30 : Au d'au du rio.

Théâtre de la Pépiche, 20 h. 30 : Au d'au du rio.

Théâtre de la Pépiche, 20 h. 30 : Au d'au du rio.

Théâtre de la Pépiche, 20 h. 30 : Au d'au du rio.

Théâtre de la Pépiche, 20 h. 30 : Au d'au du rio.

Théâtre de la Pépiche, 20 h. 30 : Au d'au du rio.

Théâtre de la Pépiche, 20 h. 30 : Au d'au du rio.

Théâtre de la Pépiche, 20 h. 30 : Au d'au du rio.

Théâtre de la Pépiche, 20 h. 30 : Au d'au du rio.

Théâtre de la Pépiche, 20 h. 30 : Au d'au du rio.

Théâtre de la Pépiche, 20 h. 30 : Au d'au du rio.

Théâtre de la Pépiche, 20 h. 30 : Au d'au du rio.

Théâtre de la Pépiche, 20 h. 30 : Au d'au du rio.

Théâtre de la Pépiche, 20 h. 30 : Au d'au du rio.

Théâtre de la Pépiche, 20 h. 30 : Au d'au du rio.

Théâtre de la Pépiche, 20 h. 30 : Au d'au du rio.

Théâtre de la Pépiche, 20 h. 30 : Au d'au du rio.

Théâtre de la Pépiche, 20 h. 30 : Au d'au du rio.

Théâtre de la Pépiche, 20 h. 30 : Au d'au du rio.

Théâtre de la Pépiche, 20 h. 30 : Au d'au du rio.

Théâtre de la Pépiche, 20 h. 30 : Au d'au du rio.

Théâtre de la Pépiche, 20 h. 30 : Au d'au du rio.

Théâtre de la Pépiche, 20 h. 30 : Au d'au du rio.

Théâtre de la Pépiche, 20 h. 30 : Au d'au du rio.

Théâtre de la Pépiche, 20 h. 30 : Au d'au du rio.

Théâtre de la Pépiche, 20 h. 30 : Au d'au du rio.

Théâtre de la Pépiche, 20 h. 30 : Au d'au du rio.

Théâtre de la Pépiche, 20 h. 30 : Au d'au du rio.

Théâtre de la Pépiche, 20 h. 30 : Au d'au du rio.

Théâtre de la Pépiche, 20 h. 30 : Au d'au du rio.

Théâtre de la Pépiche, 20 h. 30 : Au d'au du rio.

Théâtre de la Pépiche, 20 h. 30 : Au d'au du rio.

Théâtre de la Pépiche, 20 h. 30 : Au d'au du rio.

Théâtre de la Pépiche, 20 h. 30 : Au d'au du rio.

Théâtre de la Pépiche, 20 h. 30 : Au d'au du rio.

Théâtre de la Pépiche, 20 h. 30 : Au d'au du rio.

Théâtre de la Pépiche, 20 h. 30 : Au d'au du rio.

Théâtre de la Pépiche, 20 h. 30 : Au d'au du rio.

Théâtre de la Pépiche, 20 h. 30 : Au d'au du rio.

Théâtre de la Pépiche, 20 h. 30 : Au d'au du rio.

Théâtre de la Pépiche, 20 h. 30 : Au d'au du rio.

Théâtre de la Pépiche, 20 h. 30 : Au d'au du rio.

Théâtre de la Pépiche, 20 h. 30 : Au d'au du rio.

Théâtre de la Pépiche, 20 h. 30 : Au d'au du rio.

Théâtre de la Pépiche, 20 h. 30 : Au d'au du rio.

Théâtre de la Pépiche, 20 h. 30 : Au d'au du rio.

Théâtre de la Pépiche, 20 h. 30 : Au d'au du rio.

Théâtre de la Pépiche, 20 h. 30 : Au d'au du rio.

Théâtre de la Pépiche, 20 h. 30 : Au d'au du rio.

Théâtre de la Pépiche, 20 h. 30 : Au d'au du rio.

Théâtre de la Pépiche, 20 h. 30 : Au d'au du rio.

Théâtre de la Pépiche, 20 h. 30 : Au d'au du rio.

Théâtre de la Pépiche, 20 h. 30 : Au d'au du rio.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 15 novembre

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : Sans sans provisions.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

Deux-Anes, 21 h. : Marianna de la rue.

LE DROIT DU PLUS FORT (AIL. v.o.) : André Basin (137) (337-74-30).

PANTASIA (A. v.o.) : Gaumont-Théâtre (2) (333-33-10), Pantheon (2) (333-33-10), Elysées Point-Show (1) (333-33-10), Madeleine (2) (333-33-10), Faubourg (137) (333-33-10), Diderot (137) (333-33-10), Calypso (137) (333-33-10), Clichy-Peche (137) (333-33-10).

HALUCINATIONS (Fr.) : Le Seins (2) (333-33-10) en soirée.

LE LAURAT (A. v.o.) : Marmon (2) (333-33-10) ; v.o. : UGC Opéra (2) (333-33-10).

MA VACHE ET MOI (A.J.) : Le Marais (2) (333-33-10).

NASREVILLE (A. v.o.) : Luxembourg (2) (333-33-10).

ORFÈRE NIGRO (Fr.) : v. br.) : Studio Galand (2) (333-33-10), Studio Marigny (2) (333-33-10).

LA PÈCHE AU TROIS (A. v.o.) : Action Christine (2) (333-33-10).

LE SÉRIER EST EN PÉRIODE (A. v.o.) : Luxembourg (2) (333-33-10).

SOUS VERT (A. v.o.) : New-York (2) (333-33-10).

TAKES ME OUT THE BALL GAME (2) (333-33-10) (surt mardi).

TOURNE LES VILLES ET TAIL-TOI (A. v.o.) : Studio de l'Étoile (2) (333-33-10).

29 888 LITRES SOUS LES MERS (A. v.o.) : v.o. : Studio (2) (333-33-10).

LE PÈCHE AU TROIS (A. v.o.) : Action Christine (2) (333-33-10).

LA TOUR ENFERNALE (A. v.o.) : Kinopanorama (137) (333-33-10).

LES festivals

INTERNATIONAL DE PARIS (333-33-10) : v.o. : Studio (2) (333-33-10).

LE PÈCHE AU TROIS (A. v.o.) : Action Christine (2) (333-33-10).

LE SÉRIER EST EN PÉRIODE (A. v.o.) : Luxembourg (2) (333-33-10).

SOUS VERT (A. v.o.) : New-York (2) (333-33-10).

TAKES ME OUT THE BALL GAME (2) (333-33-10) (surt mardi).

TOURNE LES VILLES ET TAIL-TOI (A. v.o.) : Studio de l'Étoile (2) (333-33-10).

29 888 LITRES SOUS LES MERS (A. v.o.) : v.o. : Studio (2) (333-33-10).

LE PÈCHE AU TROIS (A. v.o.) : Action Christine (2) (333-33-10).

LA TOUR ENFERNALE (A. v.o.) : Kinopanorama (137) (333-33-10).

LES festivals

INTERNATIONAL DE PARIS (333-33-10) : v.o. : Studio (2) (333-33-10).

LE PÈCHE AU TROIS (A. v.o.) : Action Christine (2) (333-33-10).

LE SÉRIER EST EN PÉRIODE (A. v.o.) : Luxembourg (2) (333-33-10).

SOUS VERT (A. v.o.) : New-York (2) (333-33-10).

TAKES ME OUT THE BALL GAME (2) (333-33-10) (surt mardi).

TOURNE LES VILLES ET TAIL-TOI (A. v.o.) : Studio de l'Étoile (2) (333-33-10).

29 888 LITRES SOUS LES MERS (A. v.o.) : v.o. : Studio (2) (333-33-10).

LE PÈCHE AU TROIS (A. v.o.) : Action Christine (2) (333-33-10).

LA TOUR ENFERNALE (A. v.o.) : Kinopanorama (137) (333-33-10).

LES festivals

INTERNATIONAL DE PARIS (333-33-10) : v.o. : Studio (2) (333-33-10).

LE PÈCHE AU TROIS (A. v.o.) : Action Christine (2) (333-33-10).

LE SÉRIER EST EN PÉRIODE (A. v.o.) : Luxembourg (2) (333-33-10).

SOUS VERT (A. v.o.) : New-York (2) (333-33-10).

TAKES ME OUT THE BALL GAME (2) (333-33-10) (surt mardi).

TOURNE LES VILLES ET TAIL-TOI (A. v.o.) : Studio de l'Étoile (2) (333-33-10).

29 888 LITRES SOUS LES MERS (A. v.o.) : v.o. : Studio (2) (333-33-10).

LE PÈCHE AU TROIS (A. v.o.) : Action Christine (2) (333-33-10).

LA TOUR ENFERNALE (A. v.o.) : Kinopanorama (137) (333-33-10).

LES festivals

INTERNATIONAL DE PARIS (333-33-10) : v.o. : Studio (2) (333-33-10).

LE PÈCHE AU TROIS (A. v.o.) : Action Christine (2) (333-33-10).

LE SÉRIER EST EN PÉRIODE (A. v.o.) : Luxembourg (2) (333-33-10).

SOUS VERT (A. v.o.) : New-York (2) (333-33-10).

TAKES ME OUT THE BALL GAME (2) (333-33-10) (surt mardi).

TOURNE LES VILLES ET

Le Monde

une semaine avec l'AQUITAINE

Un « duc » aux créneaux

- Jusqu'à présent, celui qu'on surnomme « le duc d'Aquitaine » paraissait invincible. Depuis trente ans, tout sourit à Jacques Chaban-Delmas.
- Aujourd'hui, s'il conserve charme et sang-froid, son ciel paraît moins serein.
- Il est obligé de forcer l'allure. Bordeaux attend la performance.

CURIÉUSE région que la région aquitaine. Chacun conteste l'hégémonie de Bordeaux, mais personne n'est vraiment prêt à envisager que la présidence régionale puisse être assurée par un non-Girondin. Les divers « patriotismes départementaux », particulièrement vivaces, s'annihilent ainsi mutuellement. L'hétérogénéité est telle en effet que, seuls, le poids de Bordeaux et l'habileté de M. Chaban-Delmas paraissent capables d'éviter les conflits. Et encore M. Chaban-Delmas, pour calmer les esprits, est-il parfois amené à dévaloriser la ville dont il est maître au profit des départements voisins, ce qui risque de lui causer des soucis lors des prochaines élections municipales.

Limousin. Quant à Bordeaux et à la Gironde, ils ont de nombreuses préoccupations communes avec les Charentes. Cette dispersion qui découle de l'économie et de la géographie est partiellement compensée par une profonde homogénéité politique. En Aquitaine, les étiquettes partisanes ne suffisent pas, en effet, à diviser un personnel politique dont l'unité découle d'une commune modération. L'affrontement se déroule théoriquement, d'élection en élection, entre gaullistes et socialistes. Les uns comme les autres restent pourtant fort proches du radicalisme traditionnel qui privilégie la gestion et évite les débats idéologiques. Cette modération se manifeste notamment par le fait que les communistes ne sont présents, au niveau parlementaire, qu'à Sarlat (Dordogne) et Marmande (Lot-et-Garonne). Et encore cette implantation reste-t-elle fragile en Dordogne où elle est

menacée par la progression enregistrée par le P.S. depuis deux ans. Dans le Lot-et-Garonne, en revanche, l'implantation communiste est très ancienne puisqu'elle remonte à la fondation du P.C.F. en 1930. Renaud Jean, représentant de la petite propriété agricole, avait su s'attirer par son rayonnement personnel toute une fraction de la paysannerie locale. Ignorant le sectarisme, il développait, il est vrai, un communisme tout en nuances. Cette démarche est poursuivie aujourd'hui par M. Hubert Ruffe, ancien « toucheur de bœufs », qui est apparu comme l'héritier spirituel de Renaud Jean et qui, comme lui, développe, souvent relayé par le MODEF, un communisme modéré propre à l'Aquitaine. M. Ruffe, qui est âgé de soixante-dix-sept ans, ayant manifesté son intention de ne plus briguer de mandat, devrait être remplacé par son suppléant, M. Auguste Brunet, ou-

vrier du bâtiment, originaire de Vendée, et qui est installé depuis quatre ans dans le département. Si M. Brunet est un cadre confirmé du P.C.F., il ne semble pas, en revanche, qu'il ait su, pour l'instant, s'adapter au style tout en nuances des Aquitains, à un pays où l'industrialisation reste encore superficielle, et où la population est essentiellement composée de commerçants et de petits propriétaires. D'ailleurs, la circonscription de Marmande n'est pas, sociologiquement, favorable aux communistes, et elle a élu en 1968 un U.D.R., M. Guy Bégué, qui n'a été battu en 1973 que de 774 voix par le P.C.

Une certaine agitation régnait en conséquence au sein de la fédération communiste du Lot-et-Garonne autour du problème de la succession de M. Ruffe. Agitation qui prolonge celle qu'étaient fait naître les démêlés entre socialistes et radicaux de gauche lors des dernières élections cantonales.

Bravant la direction nationale de leur parti, les socialistes se sont, en effet, opposés avec succès au président sortant du conseil général, M. Bordenave, sénateur et président de la fédération départementale du Mouvement des radicaux de gauche. Le candidat communiste dans ce canton s'était d'ailleurs, au second tour, désisté en faveur du socialiste dissident, alors que les directions nationales du P.S. et du P.C.F. soutenaient le responsable des radicaux de gauche. Les sanctions annoncées à la suite de cette indiscipline, rare chez les communistes, n'ont jamais été prises.

Les socialistes reprochaient, à juste titre, à M. Bordenave, d'avoir partie liée avec M. Jacques Chaban-Delmas. Le maire de Bordeaux a, en effet, établi son pouvoir en Aquitaine en développant un phénomène de clientèle qui se moque des étiquettes politiques, et en nouant avec les élus, y compris socialistes, des liens de suzerain à vassal.

Dans la mesure où ils reconnaissent la prééminence de M. Chaban-Delmas, ils sont, en revanche, assurés de sa protection, ce qui, pour certains élus de l'opposition, pouvait signifier que la majorité ne leur opposerait pas de candidats très dangereux lors des consultations électorales.

THIERRY PFISTER.

(Lire la suite page 23.)

Les six jours

SIX jours pour parcourir une région, cinq départements, ou plutôt cinq régions. L'Etendard conduit en quatre heures de Paris à Bordeaux. Mais après ? Raste à retrouver Bordeaux, et une vie entière ne suffirait pas à satisfaire l'immense appétit que fait naître le loisonnement de paysages, d'hommes, de traditions qu'un technocrate innocent a rassemblés dans les limites de l'Aquitaine administrative. Nous avons tenté le voyage.

La richesse naquit un jour de la diversité : six jours, un au moins pour Bordeaux et pour chaque département : Gironde, Pyrénées-Atlantiques, Dordogne, Landes, Lot-et-Garonne. Une petite semaine pour essayer de sentir comment se joue la politique dans la « capitale » et ses « provinces », pour tenter d'apprécier l'incroyable difficulté que peut avoir cette région à concilier les transformations dont elle comprend la nécessité avec des traditions qu'elle ne veut pas renier. Le vieux pays se défend bien.

Et tout commence, dans ce vieux pays, par la politique. Ses vedettes sont là, célèbres, installées jusque sur la scène parisienne. Mais rien ne vaut de les voir se déplacer dans leur environnement quotidien, de s'apercevoir qu'elles peuvent devenir vulnérables.

La politique hors de ses spectacles et de ses rites, c'est aussi, plus cruellement, la manière dont on peut dessiner l'avenir des hommes pris dans les pièges de la géographie et de l'histoire. Le peuple basque, par exemple, qui, de ce côté-ci de la frontière, se dit prêt à oublier les Pyrénées.

Une région, c'est aussi et d'abord la façon dont elle se voit, se juge à travers ses journaux. Ici à travers un journal. *Sud-Ouest*, qui n'était au lendemain de la libération qu'une proposition, est devenu une institution. Assez assurée de sa puissance pour accepter sa propre diversité : suffisamment menacée aujourd'hui pour se trouver obligée de montrer les dents.

Problèmes, problèmes... Il reste à vivre, et si on sait vivre, l'Aquitaine en donne mille occasions. Six jours si courts.

JACQUES-FRANÇOIS SIMON.

« Sud-Ouest » montre les dents

- Six journaux quotidiens ont disparu à Bordeaux depuis la Libération. « Sud-Ouest » reste seul. Il s'oppose avec fermeté — bonne gestion et régionalisme obligent — aux ingérences étrangères. En particulier aux appétits de M. Robert Hersant.

ROBERT HERSANT, on ne peut plus s'intéresser à la presse dite d'information sans le rencontrer à chaque pas. Deux exemples, ici, de son appétit : la *République des Pyrénées* (Pau) et le *Petit Bleu de Lot-et-Garonne* (Agen).

Lorsqu'en mai 1975 l'un des porteurs de parts de la société éditrice de la *République des Pyrénées* voulut vendre ses actions, M. Hersant en proposa aussitôt près du double du prix estimé. En moins de quinze jours, un grand nombre d'actionnaires avaient décidé de vendre leurs parts et M. Hersant détenait virtuellement 80 % du capital. Opération d'autant plus valable pour le propriétaire de l'*Auto-Journal* qu'il possédait déjà la *Nouvelle République des Pyrénées*, quotidien du soir édité à Tarbes, la ville voisine. Les gérants de la société jaloise, soutenus par la rédaction du journal, coururent en catastrophe chercher d'autres acquéreurs. Le parti socialiste, la *Dépêche du Midi*, *Sud-Ouest*, étaient sur les rangs. C'est ce dernier qui l'emporta.

A Agen, M. Hersant avait lancé, dès 1971, une « OPA » sur le *Petit Bleu de Lot-et-Garonne*, vieux quotidien local qui s'était

modernisé — il était, le premier, passé en offset en 1967, — et tirait bénéfice, sur l'agenais, de la guerre fratricide que se livraient les deux géants *Sud-Ouest* et la *Dépêche du Midi*. Cette fois, la question put être réglée sur place, les actions mises en vente rachetées par des personnes proches de l'entreprise : la majorité du capital du journal est aujourd'hui détenue par deux personnes, dont le directeur de la publication, M. Gérard Grenouilleau. « Le Petit Bleu garde son indépendance vis-à-vis de tout le monde », s'enorgueillit ce dernier. En 1976, le journal diffuse à 13 800 exemplaires, fait des bénéfices (60 % de ses recettes viennent de la publicité, 40 % de la diffusion), emploie sept journalistes, et brûle d'envie d'étendre sa diffusion avec une édition supplémentaire à Marmande.

Mais il n'ignore pas que, ce faisant, il allumerait une guerre avec *Sud-Ouest* — majoritaire dans ce secteur du Lot-et-Garonne — qui ne tournerait pas forcément à son avantage.

YVES AGNÈS.

(Lire la suite page 24.)

Sangs basques

- Il n'y a pas de Pays basque français et de Pays basque espagnol ; qui passe la frontière va simplement « de l'autre côté ».
- Deux héritages, un même peuple.

TRADITIONNELLEMENT, les autonomistes combattent d'abord un Etat. Au Pays basque, ils en combattent deux : qu'ils appartiennent à la *Euskadi-Nord* ou à la *Euskadi-Sud*, les autonomistes situent indistinctement l'adversaire à Paris et à Madrid, même si, sur le terrain, c'est d'abord à l'une ou l'autre des autorités qu'ils se trouvent confrontés.

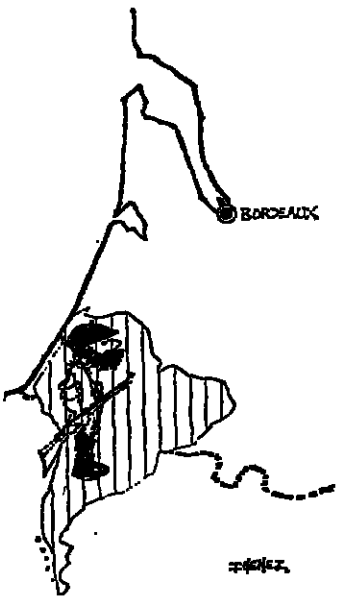
« Nord », « Sud » : dans leur esprit et dans leur langage, il n'y a pas de « Pays basque français » ou « espagnol » ; et qui passe la frontière va simplement « de l'autre côté », « *Besaldea* ».

L'histoire contemporaine, en tout cas, a laissé un héritage fort différent à l'une et à l'autre partie du Pays basque. Du côté français, la revendication de l'autonomie reste le fait d'une petite minorité, même si, la comme ailleurs, cette minorité a reçu, depuis quelques années, le renfort de nombreux jeunes militants. Du côté espagnol, l'expérience a déjà été vécue grâce au gouvernement républicain, et, si éphémère qu'elle ait été, son empreinte est restée très forte. Quelle ait été balayée par les

armées franquistes (appuyées, au moins à Guernica, par les bombardiers allemands de la légion Condor) a achevé de muer la lutte pour l'autonomie en combat contre le régime du Caudillo. Soumis à un régime autoritaire, contrairement à son homologue français, le Pays basque espagnol a connu à plusieurs reprises « l'état d'exception », la tension, la violence dans la rue et dans le secret des cachots.

BERNARD BRIGOLEUX.

(Lire la suite page 31.)



(Dessin de CHENEZ.)

M. Poniatowski : les départements d'abord

- Tuteur des collectivités locales et responsable du maintien de l'ordre, M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, répond à nos questions :

● La région Aquitaine rassemble cinq départements qui sont tous très attachés à leur personnalité. Comment le ministre de l'Intérieur, tuteur des collectivités locales, voit-il le partage entre les responsabilités de la région et celles du département ?

— Le problème que vous évoquez n'est pas propre à la région Aquitaine. Le cadre départemental a souvent été critiqué : on l'a parfois jugé comme une enveloppe un peu vide, comme une création artificielle de l'unité révolutionnaire. Cependant nombre de départements ont su acquiescer peu à peu une personnalité et une identité. L'enracinement au sein du département excède, en général, le simple attachement à un numéro de plaque minéralogique... Il est donc légitime que les habitants tiennent à cette identité et formulent certains de leurs problèmes dans le cadre départemental. Cet attachement, relativement récent, n'est pas incompatible

avec l'épanouissement d'un esprit régional. Celui-ci est souvent très ancien, il est fondé sur des affinités d'ordre géographique, culturel, humain et historique ; mais il est renforcé par la conscience de plus en plus vive qu'il existe dans la région des intérêts communs, et que ces intérêts doivent se traduire par une politique d'ensemble en matière d'aménagement et d'équipement.

Le législateur, en créant les régions, a fait en sorte que la nouvelle institution ne porte pas atteinte à la personnalité et aux prérogatives des collectivités locales. En effet, la loi du 5 juillet 1972 précise que le rôle de la région s'exerce dans le respect des tâches confiées aux départements et aux communes.

Les compétences de la région sont strictement définies par la loi. Elle offre une structure de concertation afin d'animer et de coordonner le développement économique et social. Elle a un rôle d'incitation qui s'exerce notamment par des aides finan-

- Il prend position sur les rapports entre les départements et la région ; il explique sa politique vis-à-vis des réfugiés espagnols dans l'arrondissement de Bayonne.

cières pour la création d'équipements collectifs, ainsi que par les avis qu'elle peut émettre en matière de planification et de répartition des crédits de l'Etat. Mais la région n'est absolument pas conçue comme une

structure de gestion. Celle-ci reste l'apanage des communes, des départements, de l'Etat et de leurs établissements publics qui conservent une entière responsabilité dans le domaine des équipements collectifs.

Le rôle des établissements publics régionaux est donc d'assurer un meilleur équilibre dans l'aménagement et le développement du pays sans se substituer au pouvoir de décision des collectivités locales.

Il est d'ailleurs fort vraisemblable que tout équilibre de la région sur le domaine de compétence de la commune et du département sera contrecarré par le conseil régional lui-même : en effet, la moitié de ses membres sont élus par les conseils généraux et les conseils municipaux des villes les plus importantes.

(Lire la suite page 22.)

Ligne	
	directe
François Grosrichard à Arcachon :	
L'automne sur le Bassin	
Jacques de Barrin en Dordogne :	
Pepone à Montignac	
● Lire page 26	

Région Aquitaine

LE PAYS DE QUALITE

ETABLISSEMENT PUBLIC REGIONAL - COMITE D'EXPANSION AQUITAINE

Points chauds

Les Basques

Les enfants d'Euskara

● Chaque semaine une heure de basque dans le cadre des « disciplines d'éveil »...

Le basque, appelé *euskara* ou *soukara* par ses usagers, est une langue non indo-européenne. En France, elle est parlée de nos jours par quatre-vingt à cent mille personnes, dans une zone délimitée par une ligne qui part du sud de Biarritz, passe au nord de Saint-Palais et à l'est de Mauléon.

Cette langue, d'une grande diversité (on distingue huit dialectes et chacun d'eux comprend des sous-dialectes), est d'usage parlé en milieu rural et dans les petites localités que dans les villes d'une certaine importance. La question de l'origine et des parentés linguistiques du basque n'a pas encore trouvé de solution. Certains chercheurs estiment que le basque est une forme récente

de l'ibère. Une autre thèse, développée notamment par le philologue Georges Dumézil, apparente le basque au groupe des langues caucasiennes.

L'enseignement de la langue et de la culture basque est soumis, comme celui des autres langues régionales, aux dispositions de la loi Deixonne du 11 janvier 1951, qui décrivait les moyens de « favoriser l'étude de langues et dialectes locaux dans les régions où ils sont en usage ». Les dispositions de cette loi, qui mettaient fin à une longue période d'effacement des langues régionales pendant la III^e République, ont été, depuis le début des années 60, renforcées et actualisées.

Au cours du conseil des ministres du 3 décembre 1975,

M. René Haby, ministre de l'éducation, avait fait une communication sur « la place des patrimoines culturels et linguistiques dans le système éducatif ». Il était alors prévu de développer l'enseignement des langues locales, qui reste facultatif comme l'a prévu la loi du 11 janvier 1951, par la formation de maîtres volontaires, l'extension des horaires consacrés à cet enseignement et la généralisation de l'épreuve facultative de langue locale à l'ensemble des baccalauréats.

C'est dans cet esprit que le recteur de l'académie de Bordeaux a pris récemment un certain nombre de dispositions destinées à renforcer l'enseignement de la langue et de la culture basques. En 1975-1976, deux maîtres itinérants ont fait bénéficier trois cent soixante-deux élèves d'une douzaine d'écoles maternelles d'un enseignement d'une heure et demie à trois heures hebdomadaires. Dans n'y avait pas de maîtres itinérants, et l'administration comptait sur les instituteurs basco-phones pour assurer, en moyenne, une heure hebdomadaire de basque dans le cadre des disciplines d'éveil. Vingt-cinq classes ont bénéficié d'un tel enseignement en 1975-1976. Trois nouveaux professeurs de basque sont en cours de recrutement pour l'enseignement pré-élémentaire, et un conseiller pédagogique sera nommé auprès du recteur pour veiller au développement et à la coordination de cet enseignement.

Dans l'enseignement secondaire, le contingent d'heures d'activités dirigées dans les collèges vient d'être porté de dix-huit à quatre-vingt-dix heures, et un poste de professeur vient d'être accordé pour le second cycle.

Trois associations jouent un rôle important dans la diffusion de la culture basque. Il s'agit d'abord, en liaison avec l'enseignement d'Etat, de l'apprentissage de la langue basque et des matériels pédagogiques nécessaires pour l'assurer. *Haztegarria* joue le même rôle, mais surtout à l'égard de l'enseignement libre. La plus originale est sans doute la fédération des *Ikastolas*. Cette association regroupe vingt écoles maternelles et deux sections primaires, dans lesquelles le basque joue le rôle de langue fondamentale, et où l'enseignement du français ne vient qu'en second. Dans ces écoles, qui reçoivent cette année environ quatre cents élèves au total, l'enseignement est assuré par les maîtres volontaires (*azterriak*), qui reçoivent un salaire comparable au SMIC. Ces salaires et les frais de scolarité sont couverts par des subventions (du conseil général et de certaines municipalités), les contributions des familles (au prorata de leurs ressources) et le produit de fêtes (*kantakolas*).

MICHEL KAJMAN.

En toute liberté

Le mensonge des fanatiques

par DIDIER BOROTRA (*)

V OULON protester la situation politique actuelle du Pays basque espagnol sur le Pays basque français relève d'une méconnaissance totale des réalités. C'est oublier en effet la guerre civile de 1936, l'existence, à cette époque, d'un gouvernement basque autonome favorable à la République, la revanche et la répression franquistes, la politique d'immigration des trente dernières années, le refus de tout régionalisme, le potentiel économique de Bilbao, de Vitoria, la montée du syndicalisme ouvrier, la prise de conscience progressive par les travailleurs de leur pouvoir. C'est oublier enfin la tradition anarchiste et révolutionnaire d'une partie du peuple espagnol, son goût naturel pour certaines formes de violence, le caractère dictatorial du régime de Franco, la poussée irrésistible des aspirations démocratiques, parallèlement à l'amélioration des revenus, à l'ouverture vers l'extérieur, au développement économique. Le Pays basque français n'a pas connu de drame ou de bouleversement comparable. Est-ce à dire qu'il soit sans problèmes ? Certes pas. Il recherche avec vigueur à retrouver sa personnalité. Il souffre de l'uniformisation culturelle qui lui fait perdre sa langue, son histoire, sa liberté. Il refuse le sous-développement, qui force nombre de ses jeunes les plus dynamiques à quitter le pays. S'y ajoute incontestablement l'éloignement géographique de la préfecture.

Problèmes classiques, en somme, de toutes les régions exclues et dont les remèdes sont connus : quitter le pays, s'y ajoute incontestablement l'éloignement géographique de la préfecture. Et la revendication autonomiste, dans tout cela ? Elle ne passe pas inaperçue sur le plan électoral, mais elle ne nourrit d'un constat du sous-développement local, partagé par beaucoup de responsables, d'une solidarité active des milieux les plus basquistes avec leurs frères d'outre-Pyrénées. En fait, le Pays basque français, dans sa quasi-totalité, sait faire la part des choses. Il est fidèle à sa réputation, à sa tradition d'hospitalité. Mais il condamne sans appel la violence, d'où qu'elle vienne, et supporte de plus en plus mal l'agitation que certains fanatiques tentent d'entretenir sur son territoire.

Les réfugiés basques espagnols sont accueillis chez nous comme des cousins proches, sans rancune, avec générosité. Mais on attend qu'ils abandonnent ici toute action politique, ne cherchent pas à nous mêler aux affaires de l'Espagne et ne considèrent pas notre territoire comme la base de départ ou de repli de commandos terroristes. Tout comme on exige des partisans fascistes de l'autre bord qu'ils ne viennent pas régler leurs comptes chez nous et qu'ils n'assassinent pas, par des provocations, de susciter une escalade de la violence et une répression arbitraire contre les réfugiés. Le gouvernement français et le ministre de l'intérieur doivent continuer, comme par le passé, à réprimer sans complaisance et à prévenir, si possible, les interventions d'où qu'elles viennent, d'un côté et de l'autre, pour préserver notre indépendance, l'ordre public et notre droit à rester maîtres chez nous.

Il n'empêche que l'avenir du Pays basque espagnol est très préoccupant. Là se trouve, pour la réussite de l'actuelle démocratisation en Espagne et pour la paix en Pays basque français, une incertitude grave. La recherche d'une autonomie dans le cadre d'une Europe fédérale est un rêve totalement irréaliste. A chaque pays d'y apporter sa réponse. Il revient en tout cas à la France d'aider à une solution raisonnable. Par amitié pour notre grand voisin, par souci de notre tranquillité, par attachement aux droits de l'homme.

(*) Maire d'Arbonne (O.D.S.).

La colère des réprouvés

par JEAN « KOKO » ABEERRY (*)

I l y a quelques années, un généreux compatriote revenu des Amériques voulut faire don au Pays basque de sa propriété de Garro. Malgré les démarches et la ténacité du donateur, il fallut se rendre à l'évidence : la donation était impossible. Le bénéficiaire n'existait pas.

Le peuple aîné de l'Europe, dont chacun s'accorde à dire qu'il est unique au monde, qu'il fait partie du patrimoine de l'humanité et qu'il faut le protéger, ce peuple est installé depuis des millénaires dans un pays qui n'existe pas !

Or les Basques sont là — deux millions huit cent mille — dont deux millions cinq cent mille réclament le droit de gérer eux-mêmes leurs propres affaires. Au nom d'une frontière artificielle, au nom d'une paix à la française de deux siècles à peine, on tente de dissocier le cas des Basques du Nord de celui de leurs frères du Sud, quitte à cette occasion à réinventer Mayotte au cœur de l'Europe. Qui, pourtant, peut nier qu'il existe un peuple basque ? Qui peut lui refuser le droit de s'autodéterminer ?

Les droits des Basques sont indépendants des formulations actuelles, de l'acharnement mis à les défendre ou de l'inertie qui fait croire au renoncement. C'est à la France, c'est à l'Espagne, ces deux Etats absolutistes si jaloux de leur unité et de leur centralisme, de prouver — puisqu'ils y tiennent tant — qu'on peut être de nationalité basque dans un cadre administratif qui ne l'est pas. Mais pour cela il faut définir le Pays basque.

Il est vrai que la revendication politique n'a pas derrière elle, comme au Sud, une longue tradition. La répression, savamment distillée, a éliminé, au moyen d'une interdiction gouvernementale avalisée par le Conseil d'Etat, le seul mouvement politique se voulant l'expression non violente de la revendication nationale. Mais des associations politiques et culturelles se sont soudainement multipliées ; la jeunesse se rassemble pour les manifestations de danses populaires ou de chants patriotiques ; le réseau des *ikastolas*, écoles basques soutenues par les parents, s'étend progressivement.

Il est trop facile de répondre aux aspirations nationales en rejetant en bloc toutes les propositions. L'enseignement de l'*euskara* ? Non. La création d'un département ? Non. Un statut culturel ? Non. Une politique de protection de l'ethnie ? Non. Toujours non.

Le bilan a depuis longtemps atteint la cote d'alerte. La culture originale est partout en régression. La culture française, par ses médias, sa classe dominante, ses fonctionnaires de tous niveaux (et en vertu de notions détournées de leur but comme « monopole » ou « intérêt général »), pratique une politique impérialiste. Les autochtones, voués à l'émigration ou subissant l'afflux de « résidents », deviennent inexorablement minoritaires dans leur propre pays. Les choix économiques, ceux d'aménagement ou d'équipement, sont imposés.

Il est donc raisonnable — pour parler le langage des réalistes et des responsables — de définir le Pays basque et de donner aux Basques eux-mêmes cette maîtrise des choix.

Les Basques mettent les Etats devant leurs responsabilités. Mais ils savent aussi qu'on n'obtient rien sans lutte. On ne résiste pas à la télévision en se bouchant les oreilles. A cette dynamique destructrice, on ne peut s'opposer que par une dynamique de conservation. Et c'est pourquoi le Basque d'aujourd'hui ne peut plus se contenter de courber l'échine et d'attendre.

Mais, Basque ou pas, refusé de lutter pour des droits fondamentaux et se réfugier dans l'expectative n'est plus une attitude tolérable. Rester neutre face au cas basque, c'est participer à l'œuvre de destruction. Rester neutre, c'est collaborer à la disparition d'un peuple.

(*) Directeur de l'hebdomadaire *Enbata*.

DIX MOTS-CLEF

ABERTZALE : littéralement « patriote » ; qualifie le mouvement nationaliste basque dans son ensemble.

BESTALDEA (ou *Bertaldeak*) : désigne « l'autre côté » du Pays basque, au-delà de la frontière.

ENBATA : mouvement nationaliste fondé en 1963 et dissous en 1974 par le gouvernement français ; aujourd'hui, nom d'un hebdomadaire nationaliste basque. L'un et l'autre ont emprunté leur appellation au plus vif des vents du Pays.

ETA : sigle de l'organisation clandestine la plus active, principalement du côté espagnol (*Euzkadi Ta Askatasuna*, « le Pays basque et sa liberté »), qui comprend deux branches — militaire et politico-militaire — et dont les orientations se définissent par rapport à ses « assemblées » annuelles : on parle ainsi de l'ETA-V, l'ETA-VI, etc., pour situer tel ou tel courant.

EUSKADI : Pays basque. *Euskadi-Nord* désigne la partie française et *Euskadi-Sud* la partie espagnole.

EUSKARA : langue basque (lire ci-dessus).

FUEROS : droits particuliers accordés aux Basques par la dynastie castillane, et consacrés par un serment solennel prêté à Guernica, la capitale historique du Pays basque, devant l'arbre des libertés.

IKASTOLA : école populaire basque.

IKURRIINA : drapeau basque, à croix superposées, vert, blanc et rouge. Son usage demeure interdit du côté espagnol.

SUCURSALISTES : se dit des partis politiques représentés au Pays basque mais dont le siège est à Paris ou à Madrid (y compris les formations qui, comme celles de la gauche espagnole, ont affiché au moins occasionnellement des sympathies pour la cause des nationalistes basques).

BAYONNE

CARTE D'IDENTITE REGIONALE

CENTRE HISTORIQUE VILLE MODERNE

Nom : BAYONNE

Née : au V^e Siècle

Domicile : AQUITAINE

Taille : Depuis 16 ans :

- Construction de 4000 HLM

- 400 logements en société

coopérative, accession et location.

- Nombreuses résidences de grand standing, 4000 appartements construits.

Signes particuliers :

- Importants travaux pour la rénovation du centre-ville.

- Secteur historique protégé.

- Créations de rues piétonnes (en cours).

- Cathédrale et cloître du 12^e siècle.

- Remparts et citadelle de Vauban.

Personnes à contacter :

Renseignements :

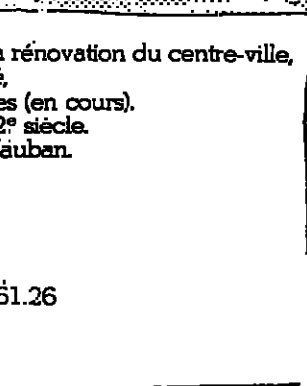
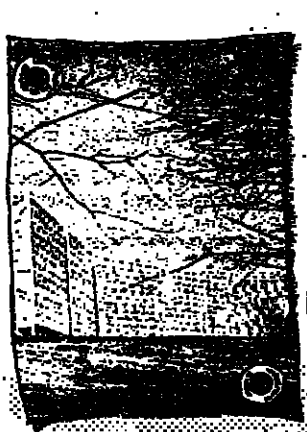
Mairie de Bayonne. Tél. 25.61.26

(Secrétariat Général)

O.P.H.L.M. Tél. 25.32.90

D^r Grenet

Aquitaine pays de qualité



Fait en Novembre 1976 par la VILLE DE BAYONNE

A Bordeaux, vos congrès sont au large.

A Bordeaux, vos congrès ne manqueront ni de place, ni d'oxygène. Pour devenir ville de congrès, il ne suffit pas de disposer de quelques hôtels et de tapis verts.

En créant Bordeaux-congrès, la municipalité bordelaise a su admirablement mobiliser toutes ses ressources hôtelières, ses structures d'accueil et ses organismes de voyage pour offrir à ses hôtes, si nombreux soient-ils, des prestations du plus haut niveau.

Six grands hôtels, récemment cons-

truits, offrent, chacun, de 200 à 400 chambres.

L'auditorium du Parc des Expositions, propose, à lui seul, trois vastes salles de conférences, dont l'une, équipée d'un matériel de traduction simultanée peut accueillir plus de mille auditeurs.

D'autre part, des voies d'accès rapides, et en particulier l'aérodrome international de Bordeaux-Mérignac, permettent de réunir, dans les meilleurs délais, des congressistes venus d'horizons très éloi-

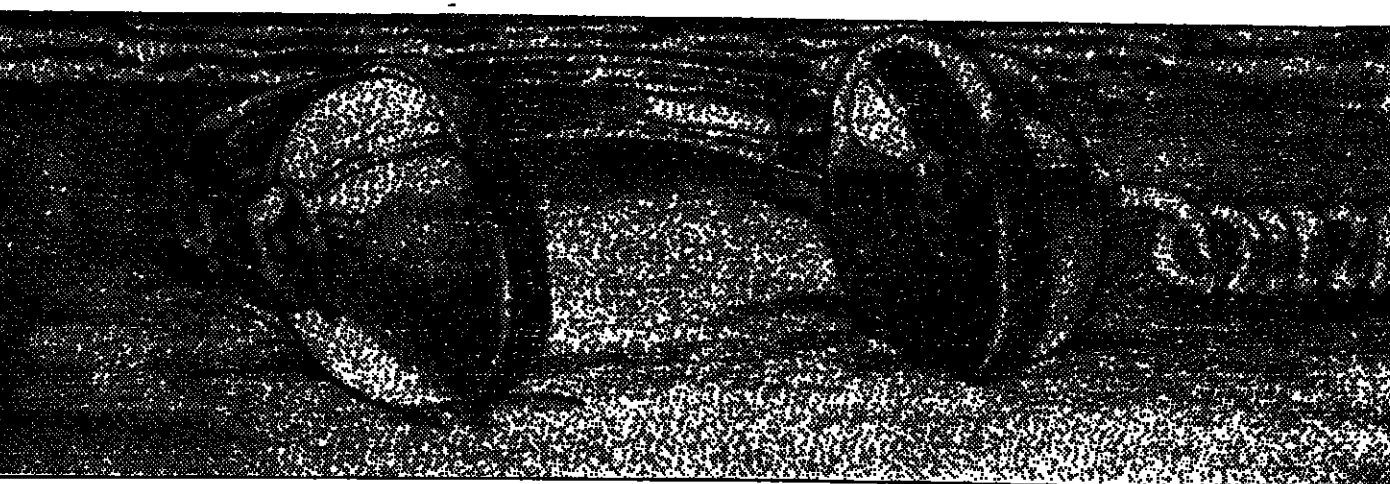
gnés.

C'est ainsi que Bordeaux a pu accueillir, en 1975, des congrès de plus de 2.000 participants comme ceux du Crédit Agricole et de la Régie Renault.

Enfin, Bordeaux, sa région et ses habitants, savent agréablement mêler le travail et le plaisir ; l'océan est à 50 km, la plus grande forêt de France en est à 15.

Quant à la gastronomie et à la douceur de vivre, elles sont partout.

Syndicat d'Initiative. Maison du Tourisme. 12, Cours du 30 Juillet. 33080 Bordeaux Cédex



صكرا من الامل

Points

chauds

Sangs basques

(Suite de la page 19.)

En même temps, il est devenu une grande région industrielle — c'est une seconde différence avec l'Euskadi-Nord — qui n'a pas peu contribué à l'essor économique de l'Espagne franquiste et post-franquiste. L'existence de grandes villes ouvrières, comme Bilbao ou Vitoria, a marqué durablement l'évolution du nationalisme basque. Elle a inspiré à ses partisans certaines solutions originales (comme la coopérative autogestionnaire de Mondragon, qui, fondée il y a vingt ans par cinq personnes, en emploie aujourd'hui douze mille et dispose de sa propre caisse d'épargne). Plus encore, la présence de ces grands centres ouvriers a infléchi vers la gauche — parfois jusqu'au trotskisme, relativement bien implanté dans l'ETA — un courant autonomiste qui, à l'origine, était beaucoup plus modéré sur le plan social, comme en témoigne la ligne maintenue au sein du P.N.V. (parti nationaliste basque) et du gouvernement en exil, et qui est resté à l'ouest français beaucoup plus « économisme » et beaucoup moins précis.

Ces nuances n'empêchent nullement l'unité sur l'essentiel. Elles n'interdisent pas aux autonomistes basques français de fonder de grands espoirs sur la situation actuelle de leurs homologues espagnols. Certes, à plusieurs reprises, ces dernières années, l'état d'exception et la présence en Euskadi-Nord de nombreux policiers politiques spécialisés dans la répression anti-Basques espagnols n'ont pu que compliquer leur tâche et les trouver sur la défensive, pour ne pas parler des innombrables attentats perpétrés contre ces restaurants, des cafés, des librairies connus pour être des foyers autonomistes ou même simplement régionalistes.

Cependant, la plupart des dirigeants d'es mouvements ou groupes de réflexion autonomistes français sont aujourd'hui convaincus que l'évolution politique ne peut, au Pays basque espagnol, que servir à terme la cause de la réunification — et de ce qu'ils regardent comme la « libération » — des sept provinces basques.

« Provinces maudites »

L'analyse du mouvement français conduit ce dernier à penser — ou du moins à espérer — que les évolutions observées du côté espagnol (moins, d'ailleurs, au Pays basque même qu'à Madrid) peuvent déboucher sur une certaine forme de pouvoir politique basque : soit du fait d'une révolte armée particulière à cette partie de la péninsule ibérique, révolte que la présence massive de la Guardia civil et de commandos d'extrême droite peut rendre plus difficile à réaliser mais, paradoxalement, moins invraisemblable ; soit, plus simplement, du fait de l'arrivée au pouvoir en Espagne d'hommes qui, issus de la gauche ou même des milieux libéraux, pourrissent difficilement ne pas être plus compréhensifs que leurs prédécesseurs à l'égard des « provinces maudites » du Pays basque. Or les autonomistes français sont convaincus qu'à échéance plus ou moins longue, après la constitution d'un pouvoir basque en Espagne (même de simple type régionaliste modéré), ils pourraient en retirer pour eux-mêmes le plus grand bénéfice politique. « Quand l'Espagne sera entrée dans la C.E.E. et aura été dotée d'un régime plus démocratique, explique, par exemple, un des ex-dirigeants d'Enbata, la frontière sera devenue aussi perméable au dynamisme économique que le Rhin, et c'est l'ensemble du Pays basque qui en profitera. »

C'est d'ailleurs en s'inspirant de cet esprit d'« ouverture » qu'Enbata a réussi, après la dissolution du mouvement — fondé en 1963 — au conseil des ministres du 30 janvier 1974, à demeurer un centre de réflexion et à préserver son originalité, puis, un an plus tard, à publier à nouveau un hebdomadaire qui connaît un certain succès en Euskadi-Nord, où la publication avait eu le jour en 1960. Les animateurs de ce courant se veulent particulièrement unitaires. Ils sont parvenus à constituer un lien spirituel, sinon organisé, entre les éléments les plus modérés du courant basque, ceux du « gouvernement » que préside M. de Leizaola et du P.N.V., avec les

deux branches de l'ETA. Enbata se veut l'expression d'une sorte de « front national » face au patriotisme de parti, même si la publication ne méconnaît pas que celui-ci recouvre en général un très réel patriotisme tout court.

Les autonomistes basques mènent en outre, du côté français plus encore sans doute que du côté espagnol, une lutte acharnée pour la renaissance de leur culture populaire. Ils estiment le plus souvent que la politique de l'Etat français à cet égard a été beaucoup plus efficace, car plus insidieuse, que celle de l'Etat espagnol, ouvertement autoritaire, et que la pente à remonter est considérable.

Le « canard » spontané

Ce combat culturel commence naturellement par l'enseignement de la langue basque, l'Euskara, principalement dans des écoles maternelles, et même primaires aujourd'hui pour deux d'entre elles, les *Ikastolas* (lire, d'autre part, l'article de Michel Kajmann). En dehors de cette expérience, unique dans l'Hexagone, on assiste actuellement au Pays basque à un renouveau complet de la chanson et du théâtre populaire. Cette mode est favorisée par l'absence locale de concurrence culturelle francophone. Les fêtes musicales et poétiques (*Kantakis* et *Berchudis*) rassemblent un public de plus en plus nombreux et où les jeunes citadins côtoient les vieux paysans de la montagne. La musique « pop » basque commence à connaître un réel succès. Les groupes comme ceux d'Herrobi, d'Etxamendi et Laral, plus traditionnels, ou de Niko Etxarte, le « hippy basque », souvent accompagné par le groupe Ximinoak. La musique plus spécifiquement locale est notamment illustrée par des chanteurs comme Mikel Laboa ou Lerchundi, ou encore le groupe Guk, qui adapte une inspiration traditionnelle aux problèmes du jour.

Quant au théâtre basque militant, il manque de metteurs en scène, mais a récemment renoué ses thèmes, sous l'influence de jeunes auteurs comme Daniel Landart, ou celle de Labele Arribas et de Telesforo de Monzon — l'ancien ministre de l'Intérieur étant décidément présent sur tous les fronts du combat nationaliste basque !

Le *Toberak*, « sorte de Canard enchaîné spontané et collectif », joué par les villageois eux-mêmes sur les places publiques, mais qui s'était peu à peu dénaturé dans le vaudeville à conclusion hautement morale, fleurit de nouveau grâce à quelques jeunes troupes. C'est particulièrement le cas à Hasparren, à Beldor, à Saint-Jean-Pied-de-Port, avec la troupe Irak 3at. On y met en scène l'émigration, la spéculation foncière, le « notabilisme », qui exaspère particulièrement les autonomistes.

La littérature basque, en revanche, n'a pas encore subi la même rénovation nationaliste, malgré Daniel Landart, Etxamendi Etxart, Etxamendi et quelques autres. Du côté espagnol pourtant, des revues comme *Anaitasuna* ou *Zeruko Argia* (qui paraît aussi au Nord) ont largement amorcé ce renouveau. De part et d'autre de la frontière, on lutte contre une certaine vision « folklorique » que le tourisme a donnée, ou a cherché à donner, de la réalité populaire et culturelle basque.

Quel que soit leur intérêt pour ces tentatives, c'est sur le terrain strictement politique que les autonomistes basques fondent actuellement leurs plus grandes espérances. Jamais, sans doute, ils ne se sont sentis, de part et d'autre de la frontière franco-espagnole, mais en raison de la situation qu'ils observent au sud de celle-ci, à la fois aussi proches d'un premier succès et aussi brutalement replongés dans un temps qu'ils croyaient révolu depuis la mort de Francisco Franco — il y a un an, un siècle... Les tout derniers événements qui ont ensanglanté le Pays basque espagnol ont ramené celui-ci au temps du franquisme le plus triomphant. Le récent assassinat de Juan-Maria Araluze, conseiller du royaume, et de quatre membres de son escorte, a déchaîné dans deux des provinces basques du royaume la violence de l'extrême droite, dans des proportions qu'on n'y avait pas connues depuis bien longtemps. Les « *guerrilleros del Christo-Rey* »

ne cachent pas qu'il existe à leurs yeux, de la part des habitants de ces provinces, et tout particulièrement ceux des grandes villes, une sorte de responsabilité collective qui justifie par avance des représailles également collectives, c'est-à-dire aveugles.

Celles-ci ont revêtu ces dernières semaines, un caractère spectaculaire et délibérément provocant. Ici, la projection, dans un cinéma de Saint-Sébastien, d'un film d'ailleurs rigoureusement apolitique, est intervenue au milieu des cris, les spectateurs sont alignés et frappés par les membres du commando et leur identité est systématiquement relevée, pour de bien obscures raisons... Là, à Pontarabie, les consommateurs d'un café populaire sont matraqués par trois hommes en civil, qui, avec une sorte de rage méthodique, brisent ensuite tout ce qui peut être dans l'établissement avec leurs mitraillettes tenues par le canon. Dans un village de l'intérieur, les enfants sortant d'une école sont molestés, leurs cahiers éparpillés — comme le sont, à Algorta, les paniers de passibles ménagères, giflées, injuriées et pourchassées par un groupe d'hommes ostensiblement armés mais toujours en civil. Sans parler des innombrables vitrines détruites et des voitures incendiées. Même dans une région où arrestations, tortures, plasticages, règlements de comptes en tout genre, font partie du paysage politique quotidien, ce regain de violence a fait sensation parce qu'il concernait non plus seulement des « suspects » arrêtés, mais bien toute la nation.

Il a aussi provoqué des réactions, et ce sont précisément celles-ci qui alimentent aujourd'hui les pronostics optimistes des autonomistes, au sud et au nord des Pyrénées.

La première de ces réactions est d'avoir ressoudé autour de la branche militaire de l'ETA la cohésion d'un mouvement — et l'assentiment d'une partie de la population, au sud, qui avait sévèrement ébranlée l'assassinat d'Araluze. L'objectif de l'extrême droite n'a donc pas été atteint malgré l'indignation aussitôt affichée par les partis de gauche « succursalistes », comme disent sans indulgence les dirigeants du mouvement Abertzale.

Police passive

Le second élément que les autonomistes enregistrent avec une grande satisfaction est la mobilisation que l'on observe, en particulier dans les usines, pour faire face à de nouvelles opérations de commandos, voire de la Guardia civil : l'autodéfense s'organise activement. De véritables petits arsenaux sont constitués, encore modestes, s'agissant des armes automatiques, mais bien pourvus en cocktails Molotov malgré les difficultés de stockage. Ainsi pourrait se trouver peu à peu engagé, si aucune détente n'intervenait plus, le processus que la presse espagnole appelle la « *subversión* ». Cette presse « *internacional* » d'ailleurs de plus en plus ouvertement sur les agissements et les buts de ces « *derechistas incontrolados* », de ces éléments incontrôlés d'extrême droite auxquels sont attribuées bien anodines, toutes les violences, au moins tolérées par une police soudain étrangement passive, contre toute tradition.

Reste à savoir quel serait l'avenir d'une telle « guerre de libération » à l'irlandaise, du côté espagnol, et quel effet entraînerait elle pourrait avoir du côté français. Les nationalistes modérés, ceux de l'Euskal sozialista biltzarrea (parti socialiste basque), les syndicats basques de l'ELA ne désespèrent pas qu'une solution moins dramatique et plus rapide puisse prévaloir à Madrid, permettant au Pays basque — comme d'ailleurs à la Catalogne — d'accéder sinon à l'indépendance, du moins à une autonomie politique et administrative assez poussée, fût-ce à titre d'essai ou de transition. Là aussi, toutefois, les conséquences, pour l'Euskadi-Nord, d'une éventuelle modification du régime du Sud ne sont guère évidentes, et sans doute les autonomistes sont-ils enclins à surestimer les facilités d'adaptation du système français à cette situation nouvelle, si elle apparaissait.

La frontière entre les deux Pays basques, entre leurs deux passés récents, entre leurs deux présents, passera-t-elle demain entre deux avenirs ?

BERNARD BRIGOLEUX.

Bayonne sans Pau ?

● Le préfet de Pau va décentraliser ses services administratifs vers Bayonne. Bayonne sans Pau ?

« **N**OUS sommes éloignés de tous les centres de décisions, nous sommes oubliés. » Voilà une réflexion que, peut-être, on n'entendra plus au Pays basque. Il est vrai que, jusqu'ici, cette région avait bien des raisons de se plaindre. Sans parler de l'émigration vers l'Amérique, puis de l'exode rural, drainant les jeunes vers les grandes villes, le Pays basque, au sein du département des Pyrénées-Atlantiques, éprouve encore une sorte d'isolement. Pendant longtemps, les Basques ont eu le sentiment d'être étouffés par leurs voisins béarnais, notamment au conseil général, où ceux-ci siègent en plus grand nombre. Depuis quelques mois, tout semble être remis en cause, comme si la voix du Pays basque était mieux entendue — au point que M. Labarère, député socialiste et maître de Pau, a pu déclarer récemment que, « *au train où vont les choses, les Béarnais auront bientôt intérêt à demander un département qui leur soit propre* ».

Certains se demandent si l'action des nationalistes basques, si minoritaire soit-elle, n'a pas aidé indirectement à faire prendre en considération la situation de cette région frontalière. En tout cas, les Basques n'apparaissent plus comme les parents pauvres de l'Aquitaine. On s'intéresse à eux. Obtiendront-ils pour autant la création de leur propre département ? Le dossier est ouvert ; mais les Basques eux-mêmes n'en demandent peut-être pas tant. Il suffisait d'assister à la réunion des maires du Labourd, le 5 novembre à Hasparren. Tout le monde était satisfait des déclarations faites par M. Jean Monfray, préfet des Pyrénées-Atlantiques, y compris M. Jac-

ques Saint-Martin, président de la chambre de commerce de Bayonne — l'homme qui, il y a trois ans, a relancé cette question très ancienne (elle date de 1792) — et M. Michel Labarère, sénateur centriste et fidèle partisan du respect des traditions basques. Or le préfet s'est simplement engagé à décentraliser à Bayonne les services administratifs de la préfecture.

Dès 1977, un Basque n'aura plus à demander l'autorisation de construire à un Béarnais. Psychologiquement désagréable, cette démarche lui coûtait en outre les 220 kilomètres de l'aller et retour Pau-Bayonne. D'autres services que l'équipement seront décentralisés : l'agriculture, la jeunesse et les sports, l'inspection d'académie, la direction de l'action sanitaire et sociale, l'assistance architecturale, etc.

Ce premier pas constituera une amélioration sensible, qui ne contribuera pas peu à assaïr la vocation régionale de Bayonne. Celle-ci se souvient d'ailleurs qu'un lendemain de la seconde guerre mondiale, alors que Pau n'avait pas encore de chambre de commerce et que les Palois venaient siéger à l'hôtel consulaire de Bayonne, ces derniers affichaient la même mauvaise humeur que les représentants basques quand, aujourd'hui, ils doivent se lever à six heures du matin pour prendre le train ou le volant.

C'est que, au-delà des préoccupations politiques, il s'agit aussi et surtout d'un problème de distance. Il a fallu un certain temps pour que l'administration l'admette, car elle soupçonnait les responsables d'être manipulés par les tenants de la cause nationaliste basque. Les principaux élus eux-mêmes ont mis quelque temps à réagir. Du côté des pouvoirs publics, M. Poniatowski, dit-on, serait aujourd'hui le plus empressé. En tout cas, ceux qui, il y a trois ans, ont mené campagne pour la déconcentration des services départementaux ne cachent pas aujourd'hui leur satisfaction. Même si, parmi eux, il s'en trouve qui n'ont pas renoncé pour autant le dossier du projet de création d'un nouveau département.

CHRISTIAN BOMBEDIAC.

Frères d'exil

● L'exil est imposé aux Basques ; ils en ont pris l'habitude, et parfois le goût.

A U même titre que certains peuples du bassin méditerranéen, les Basques ont une si longue tradition d'émigration que l'on peut parler sans exagération de diaspora. On estime à plusieurs millions le nombre de ceux d'entre eux qui, poussés tout à la fois par des nécessités économiques et par le vent de l'aventure, se sont expatriés en quelques siècles et ont fait souche ailleurs.

Il était logique que ce peuple de marins, de montagnards et de bergers trouvât de l'autre côté de l'Atlantique, et tout particulièrement en Amérique du Sud, des possibilités de travail correspondant à ses capacités et des espaces à la mesure de ses rêves. Il y a parfois moins loin que l'on ne croitait de la Bidassoa à l'Orénoque, du pays vert, rouge et blanc aux pampas d'Argentine, de la corniche cantabrique à la cordillère des Andes. Aujourd'hui encore, les communautés d'Amérique latine sont extrêmement vivantes, et ce n'est pas par hasard que tel champion du monde de pelote basque est Argentin, ou que plusieurs hommes d'Etat d'Amérique centrale du Sud — dont un président de la République, jusqu'à une date récente — portent des noms d'Euskadi.

Au dix-neuvième siècle, l'émigration s'est surtout orientée vers Cuba, et, au vingtième siècle, vers l'ouest des Etats-Unis, comme si, après avoir été parmi les premiers gauchos, les Basques avaient voulu être les premiers cow-boys. Ils y sont aujourd'hui éleveurs, bergers, jardiniers, commerçants.

Une nouvelle forme d'émigration en direction de l'Amérique du Nord, numériquement limitée mais significative, vient d'autre part de se faire jour avec le départ de nombreux jeunes peletaris professionnels, spécialistes de « *cesta punta* », pour les frontons-casinos de la côte est, où la nouvelle passion des Américains pour la pelote basque se combine avec leur goût pour les paris.

Région Aquitaine

LE PAYS DE QUALITE

LOT-ET-GARONNE, PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
DORDOGNE, GIRONDE, LANDES

Points chauds

Les Basques

Le curé

« Dieu fasse que personne ne le paie trop cher ! »

« Si nous avions la chance d'être noirs comme les Sénégalais, il y a longtemps qu'on nous l'aurait donné, l'indépendance... » Le verbe aussi carré que les épaules, la quarantaine massive et le rire facile, le Père Roger Idriart, curé en Soule depuis qu'une laborieuse mutation triangulaire l'a éloigné de sa paroisse d'origine pour cause d'autonomisme, ne mâche pas ses mots. Cette phrase-là, il l'a même mise en musique — dans l'une des vingt chansons basques qu'il a composées, en particulier au moment où des grévistes de la fabrique étaient installés dans la cathédrale de Bayonne. Il raconte, en tirant sur sa pipe : « Quand je suis arrivé à l'école, je ne savais pas un mot de français. J'ai appris vite, c'est vrai, comme j'ai rapidement attrapé l'accent de Soule. Mais enfin, mon pays, c'est le Pays basque et pas un autre. »

En chaire, dans ses deux paroisses bascophones (sur les trois dont il a la charge), il parle l'« Euskara », et surtout pour les chants, qui ont tellement plus d'ampleur qu'en français !, il organise des « pastorales » qui réunissent des milliers de fidèles.

Politiquement, il se défend d'être un « curé rouge », bien que Monseigneur lui batte un peu froid. « Je n'aime pas les slogans pleins de mots en « tème » ; ils sont profondément étrangers à notre mentalité basque. » Dans sa paroisse de Bauguis, il s'est efforcé de faire coopérer, sur le plan municipal, une droite et une gauche qui s'entre-déchiraient depuis quarante ans. Ce don Camillo autonomiste veut bien s'entendre avec Peppone si celui-ci partage son amour pour l'Euskadi, et il estime à une cinquantaine (sur trois

cents environ) le nombre de ses pairs qui, au Pays basque français, sont favorables, peu ou prou, à l'autonomisme. De l'autre côté de la frontière, la proportion est nettement supérieure. Une grande réunion en a récemment rassemblé, à Bilbao, des centaines.

Se tournant vers l'un d'eux, et qui vient de raconter timidement le dernier interrogatoire « à la bagnole » qu'il a subi à la Direction générale de la Sécurité après l'assassinat de Juan-Maria Araluce, le Père Idriart ajoute : « Les vrais risques, ce sont ceux qui les prennent. Trente-cinq nations indépendantes, représentées à l'ONU, ont moins d'habitants que le Pays basque ; plus de quinze sont de moindre étendue. Un jour, nous y serons aussi. D'ici là, Dieu fasse que personne ne le paie trop cher ! » On sent bien que, s'il le fallait, pourtant...

L'étudiant

« Ils ne sont pas sortis du ghetto. »

AUTONOMISTE ? Pas au sens traditionnel du mot. Les nationalistes basques sont sympathiques, mais ils ne sont sortis du ghetto folklorique que pour entrer dans celui de la politique. M. Pierre Lebaillif, dix-neuf ans, étudiant à Bordeaux (il partage son temps entre la capitale aquitaine et sa ville basque de Cambo), président de l'Association Jeunes et Nature, entend défendre le Pays basque par d'autres voies : celles de l'écologie.

« Les autonomistes ont raison lorsqu'ils luttent contre le centralisme, mais ils ne sont pas les derniers à défendre et à illustrer cette idéologie dominante qui, de la gauche à la droite, exalte le progrès technique et l'industrialisation. » Il reconnaît cependant qu'« il y a chez eux des gens très ouverts, avec qui on peut parler et même agir contre les excès de l'administration. »

Pour ce jeune écologiste, il faudrait « proposer à la gauche une démarche honnête dans ce domaine », et rendre aux citoyens

Le réfugié

« Je suis toujours en terre basque, donc chez moi. »

POUR tout le mouvement basque, la combe Telesforo de Monzon Oñaso, c'est simplement « Monzon ». Non que la personnalité de cet aristocrate portant beau incite à l'irrévérence, même affectueuse — ni son apparence étonnamment gaillarde (c'est presque un sosie), ni les titres politiques qu'il s'est acquis à la reconnaissance et à la fidélité de ses amis, ni son ardeur généalogique, qui, bien que dressée en caractères minuscules, garnit tout un panneau de son vestibule. Que parle pourtant cet homme d'action, dans un français irrépro-

chable et abondant, et son interlocuteur succombe à une sorte de charme soudain familier.

Homme d'action, Telesforo de Monzon le fut au premier chef, au cours d'un des épisodes les plus dramatiques d'une guerre civile qui n'en a pourtant pas été avariée. Ministre de l'intérieur à l'âge où les jeunes gens de sa classe étaient encore étudiants ou déjà rentiers, il a vécu les jours passionnants et précaires du gouvernement de la République basque autonome, Guernica, la résistance vainement acharnée, puis la défaite militaire devant l'armée franquiste.

L'exil ? Non point : « De ce côté-ci de la frontière, je suis toujours en terre basque, donc chez moi. » Nulle arrogance dans cette constatation — simplement le sentiment d'une évidence forte qui finira par triompher, comme toutes les évidences, comme cette ETA qu'il soutient aujourd'hui après avoir fait partie des éléments modérés du courant nationaliste basque. Est-ce tout à fait sans mélancolie, pourtant, qu'il se fait décrire pour la millième fois, par le visiteur qui vient « de Sud », le nouvel aspect d'un pays qui s'est industrialisé et construit sans lui ? Il n'y a est jamais retourné.

Il écrit beaucoup (y compris des chroniques basques), reçoit facilement et simplement, sort peu, se méfie de ceux qui à droite et à gauche, pourraient tenter d'utiliser le symbole qu'il est devenu.

Dans sa grande maison de Saint-Jean-de-Luz, il aime à regarder le soir tomber sur son pays. Songe-t-il alors à sa vieille demeure de Vergara, à Oseguia et à Txiki, fusillés l'un derrière l'autre ? Du moins, à l'heure d'allumer enfin les lampes, semble-t-il partager le sentiment égoïste de celui dans le noir et le physique mais non pas le destin, par ce « vieux homme, recréé d'épreuves, mais jamais las de guetter dans l'ombre la lueur de l'espérance ».

M. Poniatowski : les

(Suite de la page 19.)

« Lorsque dans une région comme celle-ci se posent un certain nombre de problèmes d'importance nationale — l'aménagement de la côte d'Aquitaine, la conversion du gisement de Lacq, ou le particularisme basque — comment peut-on concilier l'intérêt national et les préoccupations régionales ? »

— La région est un cadre de concertation, de rencontre et de convergence entre les intérêts nationaux et les préoccupations locales : ses représentants sont donc chargés d'apporter tous les éléments d'information et d'appréciation qu'ils jugent utiles afin d'éclairer les décisions qui seront prises au niveau national. Cette intervention de la région est prévue par la loi de 1973 : les assemblées régionales sont obligatoirement consultées sur les problèmes de développement de la région ; elles sont associées aux études d'aménagement régional et à la préparation du Plan dans ses phases successives ; elles en suivent l'exécution à travers le compte rendu annuel du préfet de région ; les observations qu'elles pourraient formuler à cette occasion sont communiquées au gouvernement, qui en soumet la synthèse au Parlement.

Une minorité de réfugiés

La conciliation entre l'intérêt national et les aspirations des collectivités locales est grandement facilitée par la présence au sein du conseil régional de députés et de sénateurs qui gèrent aux côtés des représentants des collectivités communales et départementales.

« Quelle attitude le ministre d'Etat compte-t-il adopter vis-à-vis du problème basque ? Les opérations de maintien de l'ordre sont-elles justifiées ? »

— Le problème du maintien de l'ordre dans l'arrondissement de Bayonne présente un caractère particulier : en effet, quatre cent cinquante ressortissants espagnols y résident après avoir

demandé et obtenu l'asile politique en France. Une minorité d'entre eux contrevennent aux obligations que la loi impose au statut de réfugié et la convention de Genève, dénonçant ainsi leurs propres engagements.

Ils se rendent coupables sur le territoire français d'actes délictueux : contrebande, trafic d'armes, participation à une association étrangère dissoute. Le haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés a d'ailleurs récemment condamné ces agissements qui portent préjudice à l'ensemble des réfugiés.

Des instructions très fermes

Ces réfugiés sont soumis aux mêmes lois que les étrangers résidant sur le territoire français. Ils sont donc soumis devant les tribunaux compétents en cas d'infraction et, en vertu des dispositions légales, ils sont assignés à résidence en attendant qu'ils puissent être expulsés. Ils bénéficient, naturellement, des garanties prévues par la loi : ils ont la possibilité de se pourvoir devant la commission de recours des réfugiés et devant les juridictions administratives.

Les activités terroristes de certains réfugiés sont d'autant plus dangereuses et inadmissibles qu'elles servent de prétexte à des groupes extrémistes opposés pour provoquer des affrontements contre-terroristes. J'ai donné, à ce sujet, des instructions très fermes à toutes les polices. Il n'est pas possible que le territoire français devienne un terrain d'affrontements entre groupes étrangers rivaux. Il n'est pas concevable qu'il serve à préparer ou à abriter des actions criminelles lancées contre un Etat voisin. L'acte final de la conférence sur la sécurité en Europe oblige notre pays à ne pas tolérer de tels agissements. Je suis résolu à ne pas les tolérer.

« A plus long terme, quels sont vos projets sur l'organisation administrative et politique de la « province » de Bayonne ? »

L'arrondissement de Bayonne

Bordeaux : Ville nouvelle.

Passeport pour la Communauté Urbaine de Bordeaux

Née le : 1^{er} Janvier 1968.
Composée de : 27 communes soit 540 km².
Habitants : 600.000.
Son but : Etudier et résoudre, par les moyens les mieux adaptés, les problèmes d'intérêt général qui dépassent le cadre de la commune et concernent la population toute entière de l'agglomération bordelaise.

Ses compétences :
- Plans d'Occupation des Soils.
- Urbanisme
- Eau & Assainissement
- Environnement
- Voirie & Equipements
- Circulation & Stationnement
- Transports en Commun
- Sécurité
- Enseignement
- Marché & Abattoirs
- Zones d'Aménagement
- Action Economique.

SVP COMMUNAUTE
(56) 90.91.92

BORDEAUX a changé de visage. Tous ceux qui ont connu l'Agglomération Bordelaise il y a 20 ans, auraient bien du mal à la reconnaître aujourd'hui. Ces transformations, BORDEAUX les doit en grande partie à la Communauté Urbaine. Dès 1968, date de sa création, il est apparu aux responsables de la Communauté, que les structures de l'Agglomération n'étaient plus adaptées au développement démographique et économique. Il fallait créer des emplois nouveaux, construire des logements et élever le niveau de vie. Mais il fallait aussi inciter les industries à venir s'y implanter. Aussi fut entrepris un vaste programme d'aménagement, et c'est ainsi que, outre les efforts accomplis pour l'industrialisation, la région bordelaise connaît plusieurs réalisations spectaculaires.

La ROCADÉ PERIPHERIQUE
Véritable autoroute urbaine de 32 km de long, réalisée par l'Etat avec le concours de la Communauté Urbaine et du Département de la Gironde, ce boulevard périphérique ceinturera bientôt l'Agglomération et permettra un trafic fluide entre différents axes routiers qui passent par la Métropole de l'Aquitaine. Elle assurera des correspondances faciles entre les voies d'accès et de départ, sans avoir à subir les encombrements de la ville. Mais elle permettra aussi des liaisons faciles entre les différents points de l'Agglomération.

BORDEAUX-LAC.
Autour d'un lac artificiel de 180 hectares, creusé pour remblayer 1000 hectares de zones marécageuses, situées au Nord de BORDEAUX, ont succédé récemment le jour un Parc des Expositions, une Zone d'habitation, un Centre d'Activités Tertiaires, un Centre de Plein Air et des Espaces Verts. Le Parc des Expositions regroupe autour des bâtiments de la Foire Internationale, un grand Auditorium avec 3 salles de congrès, un parking de 10 000 places ainsi que 5 hôtels représentant une capacité totale de 750 chambres. Sur les 400 hectares d'Espaces Verts (aménagés par la Ville de Bordeaux) de ce quartier qui abrite un ensemble nautique, des aires de loisirs, des clubs sportifs et un golf public, ont été plantés 10.000 arbres.

Mais le quartier du Lac comporte également une Zone d'Activités Tertiaires sur laquelle sont implantés, ou sur le point de l'être, le G.A.N., T.R.W., la Caisse des Dépôts et Consignations, l'Office Public d'H.L.M. de la Gironde, la C.R.A.M.A., etc.

LES HAUTS DE GARONNE.
Sur les cotés de la Rive Droite de la Garonne, une « cité jardin » de 1500 logements a été achevée de s'édifier au milieu de 550 hectares de verdure situés sur les Communes de GÉRON, FLOIRAC et LORMONT.

Aménagée dans cette dernière Commune, en bordure de la zone d'habitation, une zone d'activités de 32 hectares accueille de nombreuses entreprises dont la plus connue est SIEMENS.

TALENCE II.

A proximité immédiate du Domaine Universitaire, cet important ensemble urbain qui se réalise sur les Communes de TALENCE et VILLENAVE D'ORNON, bénéficie également d'un environnement particulièrement boisé, ainsi que d'équipements sportifs remarquables.

Il peut être considéré comme le pendant, sur la Rive Droite, des HAUTS DE GARONNE pour la Rive Gauche.

UN NOUVEAU CENTRE : MERIADEC.

Une des opérations de rénovation urbaine les plus importantes réalisées en France ces dernières années, l'opération Meriadec s'étend sur une superficie de 26 hectares dans le cœur même de la Ville.

Situé dans le prolongement du centre traditionnel, ce quartier est en train de devenir le Siège des grandes Administrations : la Préfecture, le Rectorat, la Trésorerie, la Communauté Urbaine, les Postes et Télécommunications.

5000 places de parking, 4 hectares d'espaces verts, des logements et des bureaux en font, avec un hôtel 4 étoiles qui offre 200 chambres, un véritable centre directionnel.

UNE COURONNE DE ZONE INDUSTRIELLES.

Situées en bordure des grands axes de circulation routière, aérienne, maritime ou fluviale, les Zones Industrielles de la Communauté Urbaine de BORDEAUX forment pratiquement la circonférence d'un cercle dont le centre serait BORDEAUX.

Au Nord, BLANQUEFORT et BRUGES ont une emprise directe sur la Rocadé Périphérique, reliées au Port du VERDON et desservies par la voie ferrée BORDEAUX-LE VERDON.

Sur la Rive Gauche, LORMONT est bordée par la R.N. 10, la Voie BORDEAUX-PARIS et la R.N. 89.

Le long de l'autoroute « AQUITAINE », la Zone de CARBON-BLANC est actuellement à l'étude.

Au Sud, celle de BEGLES-VILLENAVE D'ORNON, en bordure de la Garonne, est longée par l'Autoroute A 61, la Pénétrante Sud et l'axe de la gare de triage d'Hourcade.

Dans le quadrilatère Sud-Ouest, la Zone de PESSAC-CANEJAN se trouve au carrefour de la Pénétrante Sud-Ouest et de la Rocadé, à proximité immédiate de l'Aéroport.

Puis à l'Ouest, enfin, la Zone de MERIGNAC confronte l'Aéroport et débouche sur la Rocadé. Cette situation permet à toutes les entreprises de trouver des emplacements correspondant à leurs besoins.

Toutes ces réalisations — la Communauté Urbaine de BORDEAUX en compte bien d'autres — ont profondément modifié les structures de l'Agglomération Bordelaise. Elles lui ont donné le visage que nous lui connaissons aujourd'hui, celui d'une véritable Métropole Régionale capable de répondre simultanément à deux soucis majeurs : le bien-être de ses habitants et le développement économique de toute la région.



COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX
SERVICE D'ACTION ECONOMIQUE - 20, COURS PASTEUR - 33076 BORDEAUX - TEL. (56) 90.91.92

بنيان الامل

départements d'abord

présente une personnalité dont les contours sont nettement tracés, et l'éloignement de Pau suscite des difficultés administratives particulières. C'est pourquoi j'ai jugé nécessaire d'accroître les compétences du sous-préfet de Bayonne, dans les domaines qui relèvent de son administration.

J'ai donc demandé, au préfet des Pyrénées-Atlantiques, d'élargir la liste des délégations de présignature consenties aux sous-préfets. Je lui ai demandé aussi de réunir de façon plus systé-

matique, à la sous-préfecture de Bayonne, les commissions départementales dont les attributions ne s'exercent que dans le cadre de l'arrondissement.

L'accueil interministériel

De plus, afin que les services soient mieux informés et mieux coordonnés, le sous-préfet réunira autour de lui une commission administrative et technique constituée par les chefs de service de l'arrondissement.

Dans le même esprit, un bureau d'accueil interministériel sera créé à la sous-préfecture.

En outre, j'ai suggéré aux ministres intéressés certaines mesures complémentaires afin de rapprocher leurs services de la population de Bayonne. On pourrait ainsi établir un échelon local d'instruction et de décision pour les permis de construire, élargir les compétences du bureau de la direction départementale de l'agriculture, renforcer les effectifs de la direction de l'action sanitaire et sociale.

Ces dispositions, à mon avis, faciliteraient sensiblement les rapports entre l'administration et les administrés.

Des « juges rouges » trop noircis

● L'Ecole nationale de la magistrature à Bordeaux : M. Plevin y avait dénoncé « un certain militantisme syndical devenant clairement politique ». Les choses ont changé.

ECOLE des juges rouges, bouillon de culture de la révolution, creuset de la contestation. Voici l'Ecole nationale de la magistrature,

l'E.N.M., selon une imagerie, dont les auteurs, probablement, n'ont pas mis récemment les pieds à Bordeaux, ville où elle est installée. S'ils y sont venus, ils se sont bien gardés d'aller visiter cette école que voulut, dès 1958, M. Michel Debré, alors garde des Sceaux, sur le modèle de l'Ecole nationale d'administration. Mais il fallut quatorze ans avant que les locaux, bâtiments organisés autour d'un jardin intérieur, élevés sur l'emplacement de l'ancien fort du HA et dus à M. Guillaume Gillet, soient inaugurés, le 12 décembre 1972, par M. René Plevin, garde des Sceaux.

L'E.N.M., c'est vrai, était plus remuante qu'aujourd'hui, et, pourtant, les étudiants y étaient moins nombreux. Le Syndicat de la magistrature recrutait à pleines brassées et M. Plevin y avait dénoncé « un certain militantisme syndical (qui) devient clairement politique ».

Le ministre, dans une formule trop peu nuancée, rappelait que, effectivement, c'est l'existence de l'E.N.M. qui avait permis en février-juin 1968 l'éclosion du syndicat. En sorte que, dès 1972, la lutte de la chancellerie contre ce mouvement va presque se confondre avec la recherche d'un rabaissement de l'E.N.M.

Ainsi, parce que les premiers de l'Ecole, à la sortie, allaient quasiment tous servir comme magistrats place Vendôme, mais qu'ils étaient le plus souvent syndiqués, et ardemment, un décret mettra fin à cet usage. Jusqu'au moment où l'on devra s'apercevoir qu'un regard de la gestion de l'administration centrale, c'est une bourde.

Les provinciaux qui venaient faire leur stage parisien en

revenaient-ils la tête pleine d'idées jugées perverses ? Ce stage sera supprimé comme si Paris était « la moderne Baby-lone ».

Mais on va aussi — et c'est au fond le plus grave — soumettre le rythme de la scolarité et le nombre des admis au désir d'augmenter le corps des magistrats. Il va, en peu d'années, augmenter de 25 %, passant de quatre mille à cinq mille. Choix du nombre sur lequel il faudra peut-être revenir un jour.

Cette période de productivité à tout prix va être émaillée d'incidents nombreux. Un directeur de l'E.N.M. est contraint de quitter son poste. Plusieurs démissions sont très vite offertes par des membres du conseil d'administration (trois auditeurs de justice et un magistrat), et d'autres plus tard. Les deux mouvements de magistrats (Syndicat et Union syndicale des magistrats) condamnent la réduction de la scolarité.

Enfin, dernier épisode connu, en mars dernier, M. Philippe Malaud, ancien ministre (R.L.), met en cause le recrutement de l'E.N.M., dans laquelle il voit « un milieu fermé soumis à une intoxication permanente ».

L'ancien ministre n'était pas au fait de la question. A présent, sur deux cent soixante élèves, on ne compte guère qu'une quarantaine de syndiqués. Et encore ceux-ci ne correspondent-ils qu'à une idée qu'on se fait d'un agitateur !

Aujourd'hui, la curiosité des auditeurs de justice reste forte même si elle s'accompagne, Dieu merci ! d'une grande courtoisie à l'égard des confères extérieurs, qui, nombreux, viennent se produire à Bordeaux. L'étudiant de l'E.N.M. répond au vœu de M. Debré, car il est aussi intelligent que celui de l'E.N.A. mais aussi au vœu des tiers, car il est sans morgue — en général.

An 1^{er} février 1975, plus du cinquième (mille cinquante et un) des magistrats français étaient issus de l'E.N.M. On ne voit pas que la justice française en ait été bouleversée.

PHILIPPE BOUCHER.

Un « duc » aux créneaux

(Suite de la page 19.)

Depuis quelques années, le système est en train de se dégrader du fait d'un double phénomène. En premier lieu, le développement de l'union de la gauche et le renouveau du parti socialiste. Le P.S. est surveillé de près par ses alliés communistes et il se dote d'une nouvelle génération de dirigeants qui n'ont pas, avec M. Chaban-Delmas, les liens personnels de leurs prédécesseurs, liens tissés durant la Résistance et tout au long de la IV^e République. Encore qu'en Aquitaine le renouveau socialiste soit moins frappant que dans d'autres régions. En Dordogne, il reste à faire. M. Robert Lacoste, sénateur socialiste, âgé de soixante-dix-huit ans, préside par exemple, toujours le conseil général, la fédération départementale n'ayant, en mars dernier, pu faire aboutir sa tentative de rajeunissement. Elle proposait de faire élire à la tête de l'assemblée départementale M. Rouby, soixante-quatorze ans, maire de Terrasson.

Si, dans les autres départements, la situation n'est pas aussi caricaturale, il n'en reste pas moins que le cadre reste pour l'essentiel celui de l'ancienne S.F.L.O., que le poids des élus est toujours déterminant et que seules les Pyrénées-Atlantiques, où l'implantation socialiste était quasiment nulle,

offrent un type d'évolution un peu différent depuis l'implantation de M. Labarrère, à Pau. Anciens militants de la convention des institutions républicaines, fondée par M. Mitterrand, il n'entretenait d'ailleurs pas des rapports absolument confiants avec les autres dirigeants aquitains du P.S. Un certain accord tacite existe toutefois pour éviter qu'une personnalité nationale ne vienne s'installer, par exemple à Bordeaux, et assume dès lors le rôle de chef de file régional du P.S.

Car le second phénomène tient justement à la vulnérabilité de M. Chaban-Delmas. Jusqu'à présent, celui qui a été surnommé le « duc d'Aquitaine » paraissait invincible. Tout lui souriait, sa carrière locale et sa carrière nationale s'épaulant l'une l'autre dans une harmonie apparemment parfaite. L'échec personnel subi par le maire de Bordeaux lors de l'élection présidentielle, en hypothéquant son avenir, a fait soudain penser à ses électeurs qu'il n'était peut-être plus le meilleur des représentants possibles de l'Aquitaine auprès des pouvoirs publics. Déjà il a perdu le contrôle du conseil général de la Gironde. Il court un risque lors des prochaines élections municipales, si du moins la gauche socialiste engage contre lui une campagne réellement vigoureuse, ce qui ne semble pas être le cas pour

l'instant. M. Roland Dumas, qui devrait, en principe, conduire la liste d'union de la gauche, reste en effet très discret.

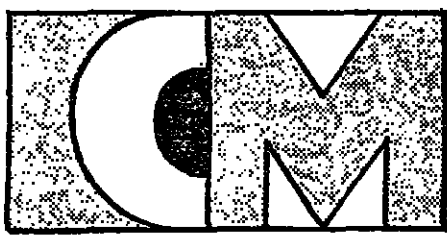
Enfin, en janvier, M. Chaban-Delmas pourrait être battu lors de l'élection du président du conseil régional, surtout si M. Achille-Fould ne retrouve pas son siège de député dans le Médoc. Mais à ce niveau également, il faut compter avec l'aversion du personnel politique aquitain pour la bipolarisation. Le scrutin, au sein du conseil régional, se jouera à une ou deux voix près. Déjà, on ignore dans quel sens votera M. Caillaud, sénateur du Lot-et-Garonne qui a rompu avec l'union de la gauche sans rallier officiellement la majorité. En outre, à gauche, deux déflections sont pratiquement officielles : celles de deux autres sénateurs : MM. Bordeneuve et Robert Lacoste qui ne semblent absolument pas disposés à infliger un tel échec à M. Chaban-Delmas.

Il est vrai que la relève du « duc d'Aquitaine » est désormais un sujet de préoccupations dans l'opposition comme dans la majorité. M. Achille-Fould, entré au gouvernement en 1975 alors que le maire de Bordeaux apparaissait particulièrement isolé, a aussitôt entrepris de se placer en situation de chef de file régional, notamment en lançant en septembre de la

même année le CELISO (comité d'étude et de liaison des intérêts du Sud-Ouest) calqué sur le CELIB breton. La bivalence de sa carrière ministérielle (un an) et le caractère brutal de son éviction du gouvernement ont bloqué l'offensive de M. Achille-Fould, mais pour M. Chaban-Delmas, le danger reste permanent venant d'un homme qui compte dix ans de moins que lui.

Les deux hommes se rattachent volontiers à la mouvance radicale et ne se préoccupent guère de la concurrence des républicains indépendants, dont les seuls pôles importants se situent dans les Pyrénées-Atlantiques. Ils s'efforcent surtout d'éviter le glissement à gauche du courant radical que le général de Gaulle avait su attirer à lui. Depuis le décès du fondateur de la V^e République les responsables de la majorité ont, en effet, l'impression que ce courant retrouve une certaine autonomie et ne se reconnaît plus ni dans un cas ni dans l'autre. La démarche de M. Henri Caillaud est à cet égard révélatrice et semble correspondre à une sensibilité réelle des élus locaux de son département. Dès lors, plutôt qu'en prolongeant le combat entre gaullistes et socialistes, la majorité demande si elle ne peut espérer se sauver en ressuscitant, en Aquitaine comme dans la région voisine de Midi-Pyrénées, le vieil affrontement entre radicaux et socialistes.

THIERRY PFISTER.



Chantiers Modernes

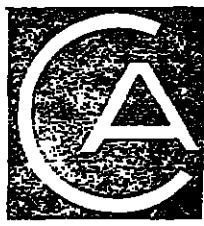
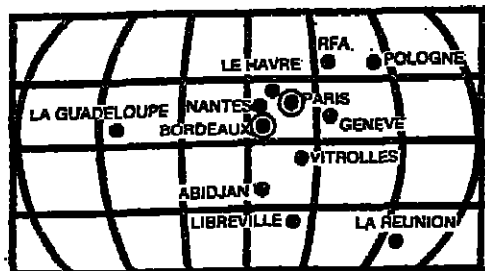
44, Allées de Tourny
33000 BORDEAUX
Tél. 48.84.19
(SIEGE SOCIAL)

88, Rue de Villiers
92300 LEVALLOIS PERRET
Tél. 757.31.40 - Telex 610.202
(DIRECTION GENERALE)

Une grande entreprise, née à Bordeaux, et qui y est toujours présente !

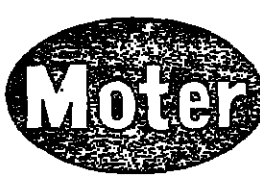
LES CHANTIERS MODERNES, en chiffres :
Capital social : 20.100.000 F (30.000.000 F avant la fin de l'année)
Chiffre d'affaires — en 1975 : 517.361.626 F
Chiffre d'affaires prévu pour 1976 : 635.000.000 F
Carnet de commande : 900.000.000 F

PRINCIPAUX CHANTIERS EN COURS : Barrage de la Bancallé - Fondations ILOT 5 de Méridex - Autoroute de la Côte Basque (chef de file) - Autoroute de l'Est (en association) - Terrassements de la Centrale nucléaire de Paluel (en association) - Centrale nucléaire de Dampierre (en association) - Bassins de Cléry - Aménagements hydroélectriques de Tchimbété au Gabon, de la Rivière de l'Est à la Réunion, de Buvo (en association) en Côte d'Ivoire - Unité pétrochimique à Plock en Pologne - Barrage d'Ifézel sur le Rhin et Laboratoire 2 du CERN près de Genève (en association) - Travaux préparatoires du chemin de fer Transgabonais...etc...etc...



LES CHANTIERS D'AQUITAINE

S.A. au capital de 425.000 F
TRAVAUX PUBLICS ET PARTICULIERS
VOIRIE - FONDATIONS - GENIE CIVIL
Avenue des Martyrs de la Libération
33700 MERIGNAC - Tél. 97.02.02 - Telex 540318
une solide implantation régionale



**S^{te} MODERNE DE
TECHNIQUE ROUTIERE**

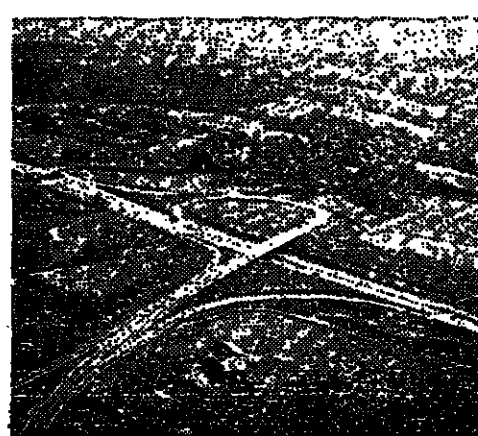
S.A. au capital de 500.000 F
Avenue des Martyrs de la Libération
BP 60. 33703 MERIGNAC. Tél. 47.01.41
*met son expérience
au service du développement
de l'Aquitaine*



ACOB

SOCIETE CONCESSIONNAIRE
DES AUTOROUTES DE LA COTE BASQUE

Route de Cazalis - PARME 64200 BIARRITZ
128, Rue de la Boétie - 75008 PARIS



**UNION FRANCAISE
D'IMPRIMERIE**

51 Rue Notre-Dame
Rue du Palais Gallien
- Eiffel Pessac -

Une équipe de 300 techniciens spécialistes de la conception et de l'impression des imprimés publicitaires, continus et de l'étiquette.

Les griffes les plus prestigieuses
du vêtement masculin

Dewachter

36, rue Sainte-Catherine • Bordeaux

Lanvin • Cardin • Quasar • Cambridge • Lapidus
Mac Gregor • Guy Laroche

CARTE OR

Les dents de «Sud-Ouest»

(Suite de la page 19.)

Sud-Ouest est vigilant. S'il apparaît effectivement, dans l'affaire de la République des Pyrénées, comme un recours contre le groupe Hérault, c'est sans doute moins par philanthropie ou idéal que pour conforter ses propres intérêts dans la région. Entre 1963 et 1976, Sud-Ouest a en effet pris le contrôle de quatre journaux : La France, la Nouvelle République, à Bordeaux, absorbé en 1963-1964 (le

titre reste, mais seule la «jaquette» le différencie de Sud-Ouest) ; la Charente Libre à Angoulême ; le Sud-Ouest à Pau. Sud-Ouest possède en outre une participation dans un autre quotidien local à faible tirage (5 500 exemplaires) : la Dordogne Libre de Périgueux.

La constitution de cet ensemble — M. Jean-François Lemoine, le jeune directeur général de Sud-Ouest, trente-trois ans, refuse le terme de «groupe», lui préférant celui de «journaux associés» — présente trois caractéristiques principales. D'une part, Sud-Ouest a pris le contrôle de journaux qui étaient en difficulté. Ce fut le cas en particulier pour la France, dont tout le personnel (380 employés) a été repris, et pour le Sud-Ouest, dont l'ancien directeur, le chanoine Lamoignon-Cassat, était venu à contrecoeur demander l'aide du quotidien bordelais. Pour l'ancien directeur de Sud-Ouest, M. Henri Amoureux, «il n'y a pas eu de volonté de domination et de conquête». Aujourd'hui, cependant, la charge de certains titres est lourde. Le Sud-Ouest, à la différence de la République des Pyrénées, coûte de l'argent (5 millions de francs de pertes pour Sud-Ouest depuis 1969), et M. Lemoine a assigné comme objectif à ce titre d'équilibrer son exploitation.

Cela sera peut-être possible, car le rachat progressif des journaux palois s'est accompagné d'une concentration des moyens techniques. Mais, surtout — c'est la seconde caractéristique du processus — la prise de contrôle a permis la conclusion d'accords publicitaires (publicité commerciale et annonces) tant à Bordeaux qu'à Angoulême et à Pau.

Troisième aspect, enfin : Sud-Ouest s'est efforcé de conserver, voire de renforcer, l'originalité des journaux dont il devenait propriétaire, maintenant dans leur zone de diffusion une concurrence avec lui-même. En dehors de la France, qui a été peu à peu intégrée, les rédactions ont été, jusqu'à présent, totalement indépendantes, cette liberté faisant partie de la règle du jeu acceptée de part et d'autre. L'exemple palois est significatif : le Sud-Ouest, journal catholique, plutôt conservateur, conserve 14 journalistes ; la République (13 journalistes) a accentué depuis son rachat par Sud-Ouest, son orientation socialiste ; Sud-Ouest, de son côté, une solide agence à Pau. «L'indépendance de la rédaction faisait partie de nos accords», confirme M. Christian Le Natur, directeur de la rédaction de la République des Pyrénées. «Sud-Ouest a joué le jeu il n'y a eu aucune pression.» «Nous voulons garder, si possible, la pluralité des titres en-

core existants dans la région», nous déclare, de son côté, M. Lemoine. Nous n'avons pas de doute et ne souhaitons pas acheter la Dordogne Libre ou le Petit Bleu. En fait, nous ne jouons pas le jeu de la même manière que M. Hérault. Nous voulons conserver à chaque journal son âme et une vie individuelle. Dans la manière de faire de M. Hérault, c'est la puissance financière qui prime sur le journalisme. C'est pourquoi tous les journaux régionaux se sentent vaguement menacés par lui. Jusqu'à présent, nous avons pu le maintenir hors de nos frontières.

Garantir leurs frontières contre toute invasion, telle a été et reste en effet l'une des préoccupations des grands quotidiens de province. Dans presque toutes les régions, des accords ont été passés pour établir des zones de non-belligérance. Sud-Ouest a ainsi été amené à conclure, fin 1968, avec

Livre (le Monde du 29 février 1972). Aujourd'hui, l'impression a été décentralisée dans trois agences départementales passées en photocomposition ; les autres suivent. Cette réorganisation a donné davantage d'autonomie aux équipes «sur le terrain» ; en retour, la direction des informations régionales a modifié son activité, faisant davantage d'animation, d'initiative et moins de contrôle quotidien des informations.

Les journalistes ont suivi cette évolution de plus ou moins bonne grâce, les contraintes techniques supplémentaires (horaires plus stricts, cultiver rigoureux de la copie) n'étant pas toujours bien ressenties. Le départ d'Henri Amoureux pour France-Soir (2) et son remplacement à la tête de l'entreprise par le fils du fondateur n'ont pas été non plus sans répercussions. Ce départ a même été un choc pour une rédaction que M. Amoureux dirigeait depuis trente-cinq ans : son talent de journaliste, sa «présence», ses initiatives (3) avaient marqué le journal.

Un champion de l'O.J.D.

ENTRE 1962 et 1976, la diffusion (vente plus abonnements) de Sud-Ouest est passée de 254 230 à 370 686 exemplaires en moyenne, selon les chiffres de l'O.J.D. (Office de justification de la diffusion), pour un tirage évoluant de 273 720 à 415 416. Le record annuel a été obtenu en 1974 : 383 771 exemplaires diffusés. Lors du dernier contrôle O.J.D. (publié dans Sud-Ouest du 2 octobre), l'ensemble des journaux liés à Sud-Ouest représentait une diffusion totale quotidienne de 484 112 exemplaires pour un tirage de 522 919.

Selon les statistiques publiées d'autre part par Prosop media, la diffusion des quotidiens «nationaux» en Aquitaine représente environ 12 % de la diffusion de la presse quotidienne dans la région.

son concurrent de Toulouse, la Dépêche du Midi, des accords de zones : la Dépêche s'est retirée des Pyrénées-Atlantiques et d'une partie du Lot-et-Garonne ; Sud-Ouest a abandonné le Lot, les Hautes-Pyrénées, l'Ariège. D'un côté comme de l'autre on perdait (ou gagnait) 7 000 à 8 000 lecteurs. Ces accords, où l'orientation politique du journal n'intervient pas (la Dépêche est d'obédience radicale, Sud-Ouest, marqué par ses origines M.R.P., reste centriste), ont été scrupuleusement respectés.

Garanti à ses frontières et conforté sur son territoire, Sud-Ouest a ainsi acquis progressivement une position dominante qui confine au monopole. Il diffuse chaque jour, avec ses quinze éditions, trois cent soixante-dix mille exemplaires (1). Il emploie deux cent quarante-trois journalistes, dont la moitié travaille en dehors de Bordeaux, et dans la région un réseau de trois mille correspondants locaux et cantonniers. Il a entrepris depuis plusieurs années une rénovation complète de ses moyens d'impression, ce qui lui valut, en 1973, vingt-six jours de grève des ouvriers du

Ce changement a été l'occasion pour de nombreux lecteurs de s'interroger sur leur journal, notamment dans les milieux intellectuels et économiques de la région. Des critiques se sont fait jour : Sud-Ouest n'a plus le «punch» de naguère, il n'est pas suffisamment attentif aux évolutions sociales et économiques, il ne joue pas assez le rôle de «moteur» dans une région qui se cherche, entend-on ici et là.

Ces remarques, M. Jean-François Lemoine les accepte. Le nouveau «patron» de Sud-Ouest n'a encore rien d'un sensationnel. «Le départ d'un journaliste de la qualité d'Henri Amoureux», déclare-t-il, est une perte sèche. Il faut un certain temps pour régénérer le tissu.

YVES AGNÈS.

(1) Sud-Ouest Dimanche, créé peu après la guerre, diffuse 266 671 exemplaires (dernier contrôle O.J.D.).

(2) M. Amoureux a été directeur de France-Soir de février 1974 à mai 1975.

(3) À titre d'exemple, Sud-Ouest a publié pendant huit ans un supplément hebdomadaire de deux pages, 17-24, entièrement rédigé par des jeunes de la région.



une cité vivante et jeune.

pau

Jadis capitale du Béarn, devenue chef lieu du département des Pyrénées-Atlantiques, Pau est la deuxième ville d'Aquitaine. A l'intérieur du Grand Sud-Ouest, face à Bordeaux et Toulouse, Pau s'est imposée comme l'antenne des Pays de l'Adour. Un taux de croissance démographique parmi les plus élevés de France.

Pau n'est plus la «belle endormie» du début du siècle, nostalgique de son passé anglais. A partir de 1950 commence une vigoureuse expansion urbaine de Pau grâce en particulier à l'aéronautique, à la découverte du gaz naturel de Lacq, au développement des techniques agricoles, aux industries de transformation. Accélérée en 1962 par l'arrivée de nombreux rapatriés d'Afrique du Nord, le taux de croissance de la population paloise est un des tout premiers de France. Alors que presque toutes les villes moyennes ont stagné sinon régressé, de 1966 à 1975, le nombre d'habitants à Pau a cru pendant cette période de 13 %. L'agglomération a vu ainsi sa population doubler en vingt ans pour regrouper aujourd'hui 135.000 habitants. Cette croissance a eu pour principale conséquence un rajeunissement de la population, un dynamisme plein de vigueur et un rayonnement accru.

Une vocation commerciale affirmée

Cette forte croissance a créé de nombreuses obligations, les différentes fonctions de la cité, tout en se renforçant, se sont radicalement transformées. Mais le cœur de la cité reste le Centre, bien structuré et homogène où les fonctions commerciales, administratives, touristiques, bancaires, l'animation culturelle et les loisirs tirent un avantage réciproque de leur imbrication. Du Sud vers le Nord, ces fonctions animent la ville le long d'un axe principal, belle coulée verte bientôt raccourcie à l'autoroute Bayonne-Toulouse.

Parmi ses différents objectifs, le dossier «Villes Moyennes» renforce la vocation commerciale de Pau à la dimension des Pays de l'Adour.

Une université jeune et de plein exercice.

La création et le développement de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour a renforcé le rôle moteur du Béarn. Cette Université, qui évite à de nombreux étudiants d'aller à Bordeaux ou Toulouse, dispose d'un magnifique campus de 30 hectares au sein de la ville. Cette université jeune, aux enseignants compétents et dynamiques, répond aux besoins de la croissance et du rajeunissement démographique. L'Université, de taille humaine et en plein expansion, regroupe 5.000 étudiants répartis en la Faculté de Droit et Sciences économiques, un Institut Universitaire de Recherches Scientifiques, Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Faculté des Sciences Exactes et une Ecole Supérieure de Commerce. Un centre Universitaire d'été accueille des étudiants venus du monde entier.

Si l'on compare les moyens mis à la disposition des diverses stations FR3, Bordeaux-Aquitaine ne se place pas en tête, loin de là. A la différence de Lille, Lyon et Marseille, Bordeaux n'est pas un centre de production lourde, et si la station n'est pas une des plus «petites», elle est, parmi les «moyennes», une des plus modestes. C'est ainsi que la situation ceux qui y travaillent (une centaine de personnes). Dans le bâtiment de la rue Ulysse-Cayon — construit il y a longtemps — cent cinquante heures d'émissions télévisées et deux mille trois cent quatre-vingt-neuf heures de programmes radiophoniques ont été produites en 1976. Le budget de 20 millions de francs se répartit à peu près également entre le secteur de l'information et celui des programmes artistiques.

«Notre volume de création n'est pas très important», dit Serge Solon, responsable des

Ménage à trois

● FR 3 Bordeaux partage avec les stations de Toulouse et de Limoges une même zone de diffusion. La production est donc elle aussi partagée.

programmes artistiques. En effet, FR3 Bordeaux produit très exceptionnellement quelques dramatiques ou retransmissions de trente ou cinquante-deux minutes diffusées le dimanche soir, au cours de l'émission nationale «Hexagonal» ; la station contribue aussi aux programmes de FR3 Jeunesse. Mais là n'est pas l'essentiel. Et l'essentiel se résume à quarante-cinq magazines «culturels» de treize minutes chacun. Quarante-cinq seulement parce que, deux fois par semaine, le secteur information prend en charge la tranche quotidienne de 19 h. 5 à 19 h. 20, mais sur-

tout parce que FR3 Bordeaux partage avec les stations de Toulouse et de Limoges une même zone de diffusion. La production des émissions est donc elle aussi partagée. «Ce mariage à trois n'est pas toujours facile, dit un des deux réalisateurs affectés à Bordeaux. Les sujets intemporels sont très souvent privilégiés à cause des difficultés de programmation.»

Selon Serge Solon, les émissions artistiques doivent être le miroir de la vie culturelle régionale. En littérature, il voit dans la télévision «un moyen de rendre plus naturels, plus simples, les rapports des provinciaux locaux avec leur ville, leur pays». Il pense à François Mauriac. Comme il connaissait le Limousin, il veut apprendre à aimer l'Aquitaine, dans ses traditions et ses mystères. «Il faut du temps», dit-il. En même temps, Serge Solon estime que la province épuise un peu les talents.

Puis il parle d'Aquitaine-Radio, de ces émissions, qui chaque matin, de 9 heures à 12 h. 30, proposent des divertissements, des débats, des jeux et réunissent autour du micro des artistes, des écrivains, des chanteurs, des musiciens, invités en direct : «Nous ne devons pas imiter les radios périphériques. Nous avons à faire une radio proche, suffisamment générale pour ne pas éliminer les auditeurs. L'heure ne convient pas à la diffusion de dramatiques ou de poésie.»

GROUPE DES PAPETERIES DE GASCOGNE

PREMIER PRODUCTEUR EUROPÉEN DE KRAFT VERGÉ FRICTIONNÉ

■ Papiers spéciaux
■ Sacs grande contenance
■ Emballages souples

40100 Dax
Tel : 74.14.76
Télex 570.476

40200 Mimizan
Tel : 09.19.01

صكنا في الامل

En toute liberté

Mémoire d'un métier

par HENRI AMOUROUX (*)

L'est facile de parler aujourd'hui de Sud-Ouest, où j'ai vécu de 1944 à 1974, dont j'ai bien connu ceux qui l'animèrent, en ont jeté les bases, créé le succès, et notamment Jacques Lemoine, qui le dirigea jusqu'à sa mort, un homme dont les nécessaires habiletés de la vie n'avaient guère ni la sensibilité ni le cœur, qualités dont on était sûr qu'il possédait. Elles étaient précieuses à l'instant où Sud-Ouest fut en position d'agréger dans sa région plusieurs journaux financièrement malheureux.

Car, si les concentrations n'ont pas épargné la presse de province, je puis porter témoignage que tout ce qui fut fait au fil des années par Sud-Ouest et que la conjonction économique rendait sans doute inévitable — le fut dans le respect des hommes (journalistes, administratifs, ouvriers du Livre) et, à travers eux, du métier qu'ils avaient choisi, sans imaginer les mutations qu'il allait connaître, mutations dont ils ne pouvaient en aucun cas être tenus pour responsables.

Facilement ? Non, bien sûr, mais avec la volonté d'épargner au maximum les traumatismes sociaux à tous ceux qui se trouvaient soudain dans des entreprises en péril. Aujourd'hui que Sud-Ouest est chef de file du groupe de cinq quotidiens et de hebdomadaires Sud-Ouest-Dimanche, je pense que ceux qui ont œuvré avec Jacques Lemoine peuvent, avant tout, être heureux d'un succès obtenu non point sur la ruine des autres par le mépris des hommes et l'indifférence devant des carrières brisées, mais avec le permanent désir de sauver l'emploi et l'avenir d'hommes et de femmes qui appartenaient sans doute à des titres concurrents, mais étaient liés à nous par la fraternité — peut-être romantique — du même métier.

Sud-Ouest a les qualités que l'on reconnaît à la plupart des journaux de province : bien géré, donc à l'abri des pressions politiques ; bien équipé techniquement, donc pouvant tirer aisément les multiples éditions que réclament ses lecteurs répartis sur neuf départements ; bien implanté dans sa zone de diffusion, grâce à des correspondants de qualité et à des dépêchistes actifs, il a, de surcroît, une rédaction qui réussit à concilier les nécessités de l'information régionale et de l'information nationale.

Lorsque je dirigeais Sud-Ouest et que le m'interrogeaient sur la linéarité de notre action quotidienne, je n'apportais qu'une seule réponse : tout devait tendre à faire un meilleur journal, un journal sans cesse plus respectueux du lecteur, de l'événement, équilibré, honnête, attentif aux problèmes qui sont nombreux (j'allais écrire innombrables) dans ce monde provincial où le lecteur veut et doit savoir et ce qui se passe dans son quartier (ce n'est pas le cas du lecteur parisien) et ce qui se passe en Chine... Un journal de province en situation de monopole n'était pas fait à mes yeux pour faire régner le néo-saïs qui censure sur les idées ou qui qu'il dicte sur les hommes avec lesquels il lui arrive de se trouver en désaccord, mais pour ouvrir ses colonnes aux opinions et aux idées, pour appeler en son sein des journalistes de contradiction et de diversité, pour être à l'origine du maximum d'initiatives, que ce soit à l'échelon du canton, du département ou de la région, cette région dont il lui appartient de promouvoir l'épanouissement.

L'importance grandissante de la presse de province, sa solidité (surtout si l'on fait des comparaisons comme il m'a été donné d'en faire lorsque j'ai dirigé ensuite France-Solx), les gains en lecteurs qu'elle réalise, sont-ils le résultat beaucoup plus encore d'une évolution morale et intellectuelle que d'une évolution technique ?

(*) Directeur général de Sud-Ouest, 1968-1974 ; directeur de France-Solx, 1974-1975.

Des journaux «sur le coup»

par JEAN-FRANÇOIS LEMOINE (*)

L'INFORMATION locale a ses avantages et ses servitudes. L'autorité de chacun connaît chacun — à son revers dans la difficulté de prendre du recul à l'égard des hommes ou des événements locaux. Crainte de se couper des sources de l'information, habitude, conformisme enluminé souvent les journalistes dans le maillage serré du tissu provincial dont ils ont quelque mal à se déprendre.

Mais nos provinces évoluent, les centres d'intérêt se déplacent, les villes se bâtissent, les campagnes muent, les notables traditionnels voient leur crédit menacé. Le journaliste doit accompagner et même précéder ce mouvement. Et c'est à cette seule condition que la grande presse régionale, dont la diffusion a désormais tendance à stagner, trouvera son second souffle.

La structure de recueil de l'information d'un quotidien régional se prête néanmoins mal à ce changement. Quelque deux mille huit cents correspondants à Sud-Ouest, pour la plupart bénévoles, ne comprendraient guère que du jour au lendemain leur tâche ne soit plus respectée ; coupé, il l'est déjà, mais la fait de le récrire, voire de l'utiliser seulement comme indice d'information, les dissuaderait vraisemblablement de poursuivre leur collaboration.

Si l'on veut éviter de détruire ces racines, qui sont les plus fermes soutiens des journaux régionaux, les meilleurs canaux par lesquels la sève remonte dans le tronc central, il faut user de beaucoup de précautions.

Tirer des faits locaux les lignes forces de l'essor d'une région est une entreprise ingrate lorsqu'elle est quotidienne. S'élever au-dessus des clivages communaux, départementaux, des sous-ensembles naturels régionaux pour faire entendre la voix d'une institution encore souvent perçue comme arbitraire et abstraite — la région administrative — est une tâche ardue et de longue haleine. Démêler l'échec de la politique pour en déduire le fait économique est, en ces temps d'électoralisme endémique, un exercice périlleux ; surtout lorsqu'on est situé au cœur du problème. On attend souvent du journal régional des attitudes opposées. On voudrait qu'il soit le premier défenseur de la région, et Dieu sait s'il assume cette fonction ; mais on souhaite de lui aussi une information vraie, ce qui semble élémentaire, mais ce qui peut être parfois contradictoire.

Un journal régional sert sa région en lui offrant un reflet véridique de son état, de ses qualités et de ses faiblesses ; mais on reproche souvent au journal de dire des vérités qu'on n'aime pas entendre. La grande force du régional réside dans l'appropriation que chacun en fait. Il n'est ni la propriété de ses actionnaires ni de ses journalistes, mais de chacun de ses lecteurs qui parle de « son » journal.

La porte est donc étroite, mais les journalistes régionaux connaissent pour la plupart le chemin qui les mène vers une information plus libre, plus responsable de leur environnement. Il est difficile de juger de l'extérieur de leurs efforts, car la lecture, depuis la capitale, d'un journal régional est une gageure. Chacun a un mode d'emploi différent et il faut vivre sur le terrain pour en connaître les voies.

De même est-il plus simple d'informer de l'extérieur sur la région que de mener cette opération de l'intérieur. Plus simple et plus brillant, mais l'exercice est tout différent, tout comme l'objectif.

Si les journaux de province ont prospéré, c'est qu'ils étaient plus adaptés aux besoins de leurs lecteurs, qu'ils étaient, du point de vue de ceux-ci, meilleurs. S'ils font envie, tant mieux !

(*) Directeur général de Sud-Ouest.

6500 m² de bureaux à louer à Bordeaux

Lots de 50 à 2000 m².

Implantée nationalement, l'UFFI (Union Foncière et Financière) vous propose une gamme complète de services immobiliers : SERVICE ETUDES ET RECHERCHE ECONOMIQUE, CONSEIL EN INVESTISSEMENTS, LOCATION, VENTE (appartements, bureaux, entrepôts...).

ADMINISTRATION DE BIENS, SYNDIC (appartements, bureaux, entrepôts), INGÉNIEURIE, CONDUITE D'OPÉRATIONS (aide technique, gestion, commercialisation de programmes). Promotion immobilière et restauration d'habitat ancien.

Pour tous renseignements : UFFI, 353 Boulevard du Président-Wilson 33200 BORDEAUX CAUDÉRAN - Tél : (56) 08.60.56.

sur FR 3

● Ce ménage à trois n'est pas toujours harmonieux mais les actualités régionales ont changé.

Ainsi, Aquitaine-Radio présente un magazine quotidien pour les femmes, des émissions sur le sport et des « avant-premières » des événements culturels. Ce programme est très écouté.

De même, les sondages effectués sur la communauté urbaine placent Aquitaine-Matin juste après France-Inter, avec un indice d'audience de 23. « Et l'on peut supposer un chiffre supérieur dans les petites villes et les campagnes », dit l'animateur de ces trois quarts d'heure d'informations et de radio-services. De 7 h. 15 à 8 h. 30, les chroniques des consommateurs, échos sportifs, bulletin d'informations, revue de la presse locale. Chaque jour, un invité spécial participe en direct à l'ensemble de l'émission, il est susceptible d'intervenir sur tous les sujets : les personnalités, diverses, sont choisies en fonction de l'actualité, ou de leur passage dans la ville. Radio Pau-Béarn et Radio Bayonne - Côte basque diffusent au cours d'un décrochage des nouvelles toutes locales.

Le journaliste responsable d'Aquitaine-Matin collabore chaque jour au travail du conseil de rédaction des actualités télévisées. Dès le matin, avant procédé à un premier tri, à une première utilisation des informations, il apporte une base pour le programme du soir. Et Jimmy Jonquard, rédacteur en chef des informations à FR 3 Bordeaux, joue des deux instruments : « La radio et la télé-

vision se complètent, dit-il. On peut annoncer certaines choses plus vite à la radio. Le retournement n'est pas le même. » Journaliste à l'extrême, Jimmy Jonquard juge chaque matin de l'importance à donner aux événements, il procède à de subtils dosages, essaie par tous les biais de ramener l'information nationale à ce qu'elle peut avoir de régional, et aussi d'être intéressante. Paris a par tel ou tel reportage (la station de Bordeaux est pour FR 3 un gros fournisseur d'images). Sur une aussi vaste région, les sujets d'actualité sont abondants. On a parfois le sentiment d'un journal trop fourni. Juxtaposées, les informations de tous genres se neutralisent un peu : « Vingt minutes, c'est court, dit Jimmy Jonquard, et nous essayons de couvrir toute la région. » Ainsi une équipe de télévision est installée en permanence à Bayonne. Pour les autres départements on se déplace de Bordeaux, avec la conscience que dans les zones limitrophes, les téléspectateurs regardent plutôt FR 3 Limoges ou FR 3 Toulouse (simple question de qualité de réception). Ce qui est sûr, c'est que les dix-neuf journalistes qui réalisent ce journal quotidien travaillent, et dur. Depuis l'été dernier ils disposent d'un car vidéo à une caméra. A Bordeaux on dit : « Les actualités régionales ont changé. On n'a plus seulement droit aux inaugurations officielles et aux faits divers. »

MATHILDE LA BARDONNIE.

A Bordeaux, l'Art est dans la rue.

A Bordeaux, on n'attend plus, depuis longtemps, la tournée parisienne qui venait faire partager les restes déjà froids de la dernière saison théâtrale. Bordeaux a bougé. Bordeaux bouge. Chaque année, au Grand-Théâtre, le Mai Musical : des créations, des artistes internationaux... Paris les écoute. Chaque année, à la Galerie des Beaux Arts, des expositions de peinture de première grandeur : la

naissance de l'impressionnisme, Marquet, Kandinsky... Paris les réclame. Chaque année, les recherches et les rencontres de Sigma, véritable creuset de l'art contemporain. Paris les suit. Attentivement. Revanche de la province sur la capitale ? Sursaut d'orgueil d'une ville riche d'un passé culturel intense ? Rien de tout cela. Mais la volonté déterminée d'une cité et de ses responsables de donner, à chacun, la pos-

sibilité de découvrir, de partager un art vivant, hors de tous les cloisonnements. Un symbole : l'Art-Bus. Cet autobus extraordinaire, créé par le Centre d'Art Plastique Contemporain, part chaque jour, à la rencontre des enfants. Dans ses flancs : des expositions, des pots de peinture, un sculpteur ou un musicien. ...Juchées sur le fronton du Grand-Théâtre de Bordeaux, les muses de pierre s'enluyaient un peu. Alors, elles descendirent dans la rue.

Sigma, CAPC, Entrepôt Lainé, Rue Ferrère, 33000 Bordeaux. Grand Théâtre, Place de la Comédie, 33000 Bordeaux.



Vents de Paris...

par ROBERT ESCARPIT

VUS de Paris, nous sommes les indigènes du Sud-Ouest, moins pittoresques que ceux de Provence, mais parés de connotations sympathiques — fois gras, rugby, vins, plages, montagnes et vachettes pour « Interolles » — qu'assombrissent cependant une météorologie incertaine.

C'est sans doute à cause de cette eau que nos technocrates occupent — celle des Romains, des Anglais, des Parisiens — ont l'une après l'autre appelé notre pays l'Aquitaine.

Son vrai nom est la Gascogne. Les Romains, d'ailleurs, avaient dû se résoudre à donner à cette Aquitaine Troisième (les deux autres ayant peu de chose à voir avec nous) le nom de Novempopulanie : le pays des neuf peuples qui se refusent à être des Gascons comme les autres — les vrais irréductibles en somme.

Gens du bas pays de Gascogne, du Périgord, de l'Agenais, de l'Albret, de l'Armagnac, du Béarn, de l'Euskadi, du Marensin, du Pays de Born, Lanusquets de la Grande Lande, Chalosseins, Jarnégues, nous avons connu tant d'invasions et de mélanges depuis quatre millénaires, que nous sommes la plus pure race de bâtards qui ait jamais existé. Nous sommes aussi la plus diverse. Chez nous chaque crête, chaque layon, chaque hais est une frontière culturelle entre deux formes de toits, entre deux vins, entre deux économies ; chaque bourgade se souvient d'avoir été une capitale, un évêché, une seigneurie ; chaque chemin se souvient d'avoir été le chemin de Compostelle.

Et pourtant nous nous lous Gascons (nous autres les Gascons), nous savons bien qui nous sommes, avec nos cinq destinées : la rivière, la vigne, la forêt, la mer et la montagne. Chacun de nous a la sienne, mais porte toutes les autres dans le passé de sa famille.

L'ennui, c'est que cela ne nous a pas faits plus riches.

Nous qui sommes en France le plus vaste réservoir de matière grise, de talent et de brio, nous n'avons jamais profité de ce trésor. L'émigration est trop souvent notre lot, car l'emploi est rare et mal payé, l'industrie sporadique, la carte scolaire et universitaire coloniale.

Né entre Lasse et Labrit, entre Monpazier et Belpech, entre Nérac et Gabaret, un enfant a trois fois moins de chances de réussir qu'un enfant né à Bordeaux, cinq fois moins qu'un enfant né à Paris.

On nous appelle quelquefois la « façade atlantique » — la façade côté cour, alors, celle où notre grand estuaire de la Gironde, béant sur la mer, n'est plus qu'une entrée de service. Mais c'est vrai pourtant que nous avons plus de complicités avec les Nantais et les Poitevins qu'avec les gens de Toulouse. Complicité de misère, hélas !

Faut-il s'étonner que nous nous tournions plus volontiers que vers Paris, maintenant que l'Espagne semble vouloir sortir de son long hiver politique, vers ces Pyrénées qui n'ont jamais été pour nous une barrière, que nos ancêtres ont franchies si souvent dans un sens ou dans l'autre, et au-delà desquelles les villes sœurs des nôtres, Bilbao, Pamplune, Saragosse, commencent, dans un pays qui n'est jamais qu'une autre région du nôtre, un essor économique qui nous fait rêver ?

Français nous sommes, certes, et voulons le rester, mais à part entière. Nous ne sommes pas gens à prendre pour des lanternes les besicles avec lesquelles nos maîtres de Paris pensent nous émerveiller : elles éclatent comme baudruches, et il n'en reste que de l'air. A tous, planificateurs et gouvernants, je dédie en conclusion la sagesse de ce proverbe de la Grande Lande : D'un ase que poden par tira souque pets (« D'un âne on ne peut tirer que... du vent »).

Automne sur le bassin

• L'automne est encore doux sur le bassin d'Arcachon, le Bordeaux du week-end.

SUR la route rectiligne et lissante qui file de Bordeaux vers Arcachon, dimanche aux premières heures de la matinée, un épais brouillard incite les automobilistes à la prudence. Avec cette brume humide comme une serpilière, était-il encore temps d'aller passer la journée au bassin ? Au carrefour de l'axe, le ciel s'éclaircit un peu, mais c'est pour laisser apercevoir les lourdes fumées que crache la papeterie. Avec ces taches dans les nuages, on croirait que le jour est mal rasé, aurait dit Aragon.

Mais la mer fait des miracles. Sur le port d'Arcachon, tandis que les pêcheurs commentent les quarante derniers jours de tempête et de sale temps, l'horizon s'entrouvre. Voilà les piquets de parcs à huîtres, les pinasses paresseuses, la crête verdâtre du cap Ferret, les mâtures des mille six cents voiliers du port de plaisance. Au bout d'une jetée en ciment, deux enfants émettent des seribent bien partis pour ramener à la maison une belle friture d'éperlans. Le soleil commence à triser les flaque d'eau laissées par la pluie de la nuit.

Les Bordelais en week-end qui étaient entrés pour la messe de 8 heures à la chapelle des Marins, à la lisière de la ville forestière et du parc Perret, seront tout étonnés à la sortie de voir ce beau soleil qui est, c'est sûr, bien accroché pour la journée. Ils remercieront Notre-Dame, comme tous ces navigateurs sautés des périls qui, depuis des décennies, lui ont offert des ex-voto, des maquettes de navires de guerre, des bouées ou... un tonneau sur lequel on lit : « C'est sur ce bord que s'accrocha pendant six jours Osmin Laborde pour échapper à

Ligne

directe

la noyade dans le golfe du Mexique en février 1842. » Déjà les pâtisseries célèbres de la station ont levé leurs volets : Bourdon aligne ses moka et ses gâteaux basques ; Foulon ses tartes aux fraises. C'est là que les Châtreaux se retrouvent à l'heure du thé, du moins ceux qui ont préféré l'air iodé au Grand Prix de Bordeaux couru sur l'hippodrome du Bouscat, événement mondial très prisé dans la capitale d'Aquitaine.

Le cours Lamarque, le boulevard de la place, s'anime. Sur la hauteur boisée autour du casino mauresque (cet établissement est fermé depuis un an et demi pour mauvaise gestion) et autour du lycée de grand air, les villas coquilles s'éveillent. Sur la plage encore déserte, un homme élégant en longue veste de mouton et en pantalon de velours fait courir son chien, un immense danois, derrière des pierres qu'il jette jusqu'aux premiers flots. Devant de la chasse aux grèves, M. Gey, adjoint au maire, se félicite de la très bonne saison 1976 : « La fréquentation a augmenté de 15 % ; dans les campings, nous avons eu beaucoup d'Allemands mais aussi des Espagnols et des Australiens. »

De temps en temps aussi, ce sont les visages connus à des titres divers de Jean-Pierre Cassel, Johnny Hallyday ou de Philippe de Gaulle qu'on rencontre dans les rues d'Arcachon, par un « fonds de commerce » constitué pour l'essentiel évidemment de Bordelais.

De la véranda du casino on aperçoit les voiles blanches et les « spi » barloies de la régate qui rentre péniblement au port. La nuit tombera qu'ils ne seront pas tous là, car le vent est imperceptible. Tout à l'heure, à midi pour le départ de la course Bahu 2000, nombreux étaient les badauds sur la jetée. Une mise en appât face aux flots est nécessaire avant d'aller s'attabler chez Yvette devant la casserole de moules à l'arcachonnaise, la foie au Crémant ou la sole aux cépes.

FRANÇOIS GROSCHARD.

Peppone à Montignac

• A Montignac, en Dordogne, se joue entre le nouveau maire socialiste et le curé une querelle à l'italienne.

LE temps presse. M. Jacques Cabanel, maire socialiste de Montignac, en Dordogne, voudrait inaugurer le foyer socio-culturel avant les municipales. Une réalisation qui, en bonne logique, devrait lui valoir des voix. La manière dont il s'y est pris risque de lui en faire perdre. Ce jeune instituteur a mis sur le bûche : « Prendre en main son avenir, c'est beau mais difficile. »

Il s'agit d'une quarantaine, ce samedi matin 13 novembre, de travailler « gracieusement » au milieu des gravats. Depuis le démarrage du chantier, il y a un an, trois cents montignacais (environ 10 % de la population) ont mis la main à la pelle. Au rythme d'un rendez-vous hebdomadaire, ils viennent de franchir le cap des deux mille heures de présence.

Lorsqu'en 1972, pour la première fois dans l'histoire de Montignac, la gauche prend le pouvoir à la faveur d'une élection partielle, tout le monde comprend très vite que plus rien ne sera vraiment comme avant. M. Cabanel refuse de « jouer les notables omnipotents et bien-pensants ». Désormais, ce sera à la population d'exprimer ses besoins aux comités de quartier et à l'instance laïque d'en informer le conseil municipal.

Celui-ci croit savoir qu'un foyer socio-culturel serait le bienvenu à Montignac. Un ancien hospice fera l'affaire : un bâtiment du dix-septième siècle à rénover de fond en comble. La première tranche — creche, foyer du troisième âge — sera financée par le recours classique aux subventions et aux emprunts. Pour la seconde tranche — le centre des jeunes — une autre solution s'impose, car le secrétariat d'Etat à la culture n'a pas caché que sa participation serait toute symbolique. Une seule issue : le bénévolat. « Au

lieu de nous coûter 500 000 F cette opération nous reviendra à 150 000 F », précise le maire.

Qu'importe ! Déjà irrités par les étranges façons de faire de la municipalité, certains Montignacais commencent à élever la voix : « La culture, cela ne sert à rien », protestent-ils.

Pour tout compliquer, la municipalité entendait les plus mauvais rapports avec le curé de la paroisse. Aux dernières « présidentielles » celui-ci avait fermement invité ses ouailles à « éliminer le candidat totalitaire et marxiste », placardant des affiches à l'intérieur même de l'église pour que nul n'ignore cette solennelle mise en garde. « Le voilà qui, aujourd'hui, comme par hasard, décide de bâtir son propre foyer culturel... », note le maire. Le patronage Jeanne-d'Arc récemment vendu une colonie de vacances. Des fonds étaient disponibles. Quel meilleur placement que l'achat d'un terrain et la construction d'une grande salle de réunion à l'usage de tous, jeunes et vieux ? Les travaux commenceraient en janvier prochain. « Cela ne coûtera pas un sou aux habitants de Montignac », insiste le curé. Le produit des concours de belote que nous organisons dans quinze jours et la recette du dîner aux chandelles que nous avons servi au mois de juin aideront à financer notre projet. »

Naturellement pas été possible de faire œuvre commune ? De leur prétendue Maison du peuple, monsieur le curé ne veut pas entendre parler : « On s'en fout ! Ce bâtiment fut jadis un couvent de clarisses. Ils nous l'ont volé en 1905, au moment de la séparation de l'Eglise et de l'Etat ; qu'ils se débrouillent avec, maintenant. » La municipalité, qui s'est attachée les services de trente aides ménagères et de trente gardiennes d'enfants, s'alarme en outre de l'arrivée de deux religieuses qui vont marcher sur leurs brisées.

Le maire ne se sent pas très solide ; il se sait un élu « un peu par accident ». Le curé n'a de comptes à rendre à personne ; pour lui, c'est beaucoup plus haut que cela se passe. « La politique, je m'en moque, pourvu que j'annonce Jésus-Christ... » A Montignac, cette annonce se heurte au programme commun de la gauche. JACQUES DE BARRIN.

vol direct!

Afrique Bordeaux - Abidjan
Bordeaux - Agadir
Bordeaux - Alger
Bordeaux - Casablanca
Bordeaux - Dakar
Bordeaux - Les Canaries
Bordeaux - Lomé
Bordeaux - Niamey
Bordeaux - Nouadhibou
Bordeaux - Rabat
Bordeaux - Tunis

Europe Bordeaux - Barcelone
Bordeaux - Francfort
Bordeaux - Genève
Bordeaux - Londres
Bordeaux - Palma

France Bordeaux - Grenoble
Bordeaux - Lille
Bordeaux - Lyon
Bordeaux - Marseille



AÉROPORT
INTERNATIONAL
DE BORDEAUX

TEL (56) 47.14.47



Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux



en
AQUITAINE
du 22 au 27 novembre 1976

Jacques BAL - Pierre BOUTELLER - Louis BERIOT
Jean SAS - Louis BOZON - Anne GAILLARD
Bernard GOLAY - Lucien JEUNESSE
Jean-Pierre ELKABBACH - Jean-Claude MANGEOT
Pierre ALAIN - Jean-Michel DAMIAN - Jacques CHANCEL
Patrice BLANC-FRANCARD - François BONNEMAIN
Gilbert DENOYAN - Bernard SEGARRA - Emile TOULOUSE
Jean GIRARDOT - Hugues DUROCHER - Claude VILLERS
José ARTUR - Jean-Louis FOULQUIER - Jo DONA

ETABLISSEMENT PUBLIC RÉGIONAL AQUITAINE - COMITÉ D'EXPANSION AQUITAINE

150 من الامم

Bordeaux

dans ses détours

PENDANT la guerre, on ne voyageait pas. Au lendemain de la guerre, on ne pensait qu'à fuir la-bas, fuir... Je sens que les oiseaux sont livrés. Si bien que, lorsque nous revînâmes habiter Paris à la fin des années 50, de la France, en dehors des Invalides, de la Belle Jardinière et du plomb du Canal, pratiquement nous ne connaissions rien. Que de découvertes, alors ! l'achat d'une 2 CV instrument essentiel de l'investigation d'art et d'histoire, donnant l'occasion à notre zèle de se déployer en pleine liberté : villages de Bourgogne, sources de la Loue, forêts bourbonnaises, Gerbier de Jonc, flières Cévennes, Charentes admirables d'une lumière qui parle au cœur de sa douce langue natale, nous n'avons pas encore fini d'explorer nos délices.

La plus grande découverte, pourtant, ce fut celle des villes. Revenant d'Italie, où chaque ville rappelle la Seigneurie, la république, la capitale de royaume ou de duché qu'elle fut un jour, Paris nous paraissait résumer les caractères, la noblesse urbaine, une histoire qui s'était surtout exprimée dans le paysage rural, l'abbaye et le château, le grand vaissau des cathédrales n'étant entouré que d'assez insignifiants débris. De cette erreur, Angers, Salins, Toulouse, Loches et Uzès bientôt nous détrompèrent, Lyon même retint quelque temps notre attention, avant que ne s'engagent les tristes entreprises de la Part-Dieu et du cours de Verdun. Mais la surprise des surprises, la merveille des merveilles, ce fut Bordeaux. Bordeaux où l'on ne va jamais. Bordeaux dont ses fils, écrivains et artistes, sont en général traités sans ménagement et qui n'a droit, à travers les romans de Mauriac, qu'à une légende de bourgeoisie particulièrement provinciale et ténébreuse reculée dans son arrogance, ses calculs et ses venins.

Quelle injustice ! Ce qu'est, ce que fut la bourgeoisie bordelaise (celle de la traite, en effet) importe moins aujourd'hui que le prodigieux capital d'architecture et d'urbanisme à travers lequel elle a écrit l'histoire de ses grandes entreprises et exprimé le juste orgueil de ses réussites.

Le Moyen Âge est encore sensible à Bordeaux par la présence de quelques portes intelligemment conservées lors des mutations successives de la ville, par le tracé de certains quartiers, de certaines rues aux noms mystérieux et charmanants, par un bel ensemble d'édifices religieux qui va du portail très saintongeais de l'abbaye Sainte-Croix (un peu retapé par Abadie, tout de même ici moins noirci qu'à Angoulême et Périgueux) au gothique raisonnable et convaincant de la cathédrale Saint-André. Si, après une Renaissance très brillante, le XVII^e siècle bordelais parut assez pauvre, malgré le décor baroque du chœur de Saint-Bruno et de la façade, hélas ! aujourd'hui noire comme l'encre de Sainte-Marie, l'expression d'âge d'or vient tout naturellement à l'esprit à propos du XVIII^e siècle d'Aubert de Tournay, de Jacques et d'Ange Gabriel, du duc de Richelieu, qui, gouverneur de Guyenne à la fin de l'Ancien Régime, donna à Victor Louis l'occasion d'exprimer quelques-unes au moins de ses vastes et profondes pensées. Un XVIII^e siècle à la fois

triomphal et mesuré, excellent dans ses perspectives, étonnant de verve et d'invention dans ses parties décoratives, plus remarquables encore peut-être par la logique et la fermeté d'ensembles où se lit encore, malgré l'atmosphère un peu pincée de la ville, l'enthousiasme de modernité, l'optimisme créateur du siècle des Lumières. Winstons n'est pas sûr que chacun connaît : l'Intendance, le Chapeau Rouge, les allées de Tournay, le palais construit par l'archevêque Mériadeck de Rohan, dont l'admirable escalier rivalise avec celui de la Bourse et avec les caratides, les sublimes degrés que Louis introduisit au cœur du Grand-Théâtre. Remarquons seulement qu'à Bordeaux le XVIII^e siècle est partout : au château Labottière (et dans les châteaux du vignoble, dont Bouth et Margaux sont les chefs-d'œuvre), dans les charmants hôtels du cours d'Albret, dans les rues les plus lointaines, ainsi ce cours de la Marne, où l'ancien séminaire Saint-Raphaël, aujourd'hui lycée technique, réserve au promeneur la plus agréable surprise.

Du Louis XVI 1925

Telle fut en effet à Bordeaux la force de la vertu : une fois l'âge doré passé, on continua à construire dans le même esprit. Cela donne aussi bien toutes ces petites maisons si typiquement bordelaises, ces « échoppes » dont P.-G. Pariset salue « le touchant effort pour imiter le Louis XVI », que les colonnes néoclassiques des Quinconces, la Bourse maritime, qui n'est pas si mal (elle date de 1825), et la place de la République, qui est très bien et où le dialogue du palais de jus-

tice et de l'hôpital Saint-André est un des plus réussis du néoclassicisme français.

Voilà Bordeaux : une ville une et le chef-d'œuvre de cette unité, c'est bien sûr l'ensemble des quais, plus d'un kilomètre de façades ordonnées qui sont pour le mouvement du fleuve, pour l'activité du port avec ses grues, ses bateaux, ses entrepôts, le plus incomparable des miroirs et des écrans. Un miroir un peu terni, une ville à laquelle sa dégradation même, ses ruines souvent misérables, ses petits cafés si tristes lorsqu'on s'éloigne du centre donnaient une sorte de charme, de mélancolie baudelaire. Une mélancolie dont il ne faudrait pas abuser. Lorsque nous vîmes pour la première fois à Bordeaux, vers 1960, nous ne pûmes nous empêcher de nous écrier : « C'est une des plus belles villes d'Europe et qui serait enviable par les touristes si elle était en Italie ou en Provence. » Mais ce fut pour ajouter aussitôt : « C'est probablement aussi la plus sale. »

Qu'en est-il aujourd'hui ? La situation est incontestablement meilleure, les progrès, qu'ils soient dus à l'action de la municipalité ou à l'initiative privée, sont évidents. Les bâtiments majeurs, et un assez grand nombre de maisons particulières, ont été restaurés : la restauration des édifices religieux, dont l'état était alarmant, se poursuit lentement mais, en tout cas, espérons-le, sûrement. On a inauguré il y a quelques semaines autour de la rue Sainte-Catherine un secteur piétonnier, bien conçu, généreux, et qui permettra certainement la vocation commerciale du centre.

On peut relever quelques erreurs : des maisons inutilement abâtis sur le cours d'Albret, la très médiocre école nationale de la magistrature, la plus médiocre encore Maison du paysan, construite derrière les entrepôts Lainé (que la municipalité a su conserver). Et bien que la splendeur du patrimoine corresponde ici à une

période de prospérité que la ville peut-être ne retrouvera jamais, on voudrait dire aux Bordelais : encore un effort, retrouvez vos manchettes, votre ville est admirable, prenez son destin en main, redonnez-lui son lustre passé. Mais l'impression qui domine, c'est que rien d'irréparable n'a été commis, et Bordeaux est une des très rares villes de France dont l'aspect actuel ne mette pas au bord de la fureur homicide ou de l'effondrement nerveux.

Le fil d'Écosse

La même sagesse (relative) semble avoir présidé aux deux grandes opérations de développement de Mériadeck et de Bordeaux Nord (le quartier de la Caille). Fallait-il entreprendre à la fois l'une et l'autre ? Fallait-il voir si grand ? Pourquoi avoir construit cinq hôtels dans le sinistre, le consternant quartier du lac, alors que l'équipement hôtelier du centre tend à se réduire ? Plutôt que de répondre à ces questions de façon péremptoire, nous préférons dire que nous avons vu, çà et là, de bonne architecture (certains immeubles d'habitation de Mériadeck, les bâtiments de la foire), que ni Bordeaux Nord ni Mériadeck n'apportent de nuisance insupportable à la ville historique (les hauteurs de Mériadeck ont été calculées de façon à n'être pas aperçues des rives), que le pont d'Aquitaine est un chef-d'œuvre, qu'il faut penser les problèmes de circulation avec beaucoup de prudence (pas trop de pénétrantes, messieurs, on vous en supplie) et que l'aménagement des quais n'est possible que par le déplacement du port vers le nord, serait une occasion pour Bordeaux de retrouver le fleuve, la rencontre de la ville et de la superbe Garonne, superbe mais oubliée, devant être l'objectif majeur de l'urbanisme contemporain.

Voilà pour les pierres, passons à l'atmosphère. L'atmosphère de Bordeaux, ce fut longtemps dans trois magasins des allées Tournay que nous en avons respiré les

plus subtiles émanations : les coffres-forts Fichet, un magasin de vêtements qui s'appelaient, je crois, Old England, et le restaurant Dubern. Les coffres-forts Fichet, en général, de style Louis XVI, sont toujours là avec ce que leur présence implique d'images balzacques sur lesquelles nous aurons le bon goût de ne pas insister. Dubern est toujours, lui aussi, fidèle au poste, mais renoué d'une façon qui nous a un peu attristés : ce que l'on aimait chez Dubern, ce n'était pas tellement la table, que nous n'avons jamais connue extraordinaire, mais l'opacité du rez-de-chaussée où l'on entrevoyait, dans une pénombre mystérieuse, un vitrier, des bourgeois d'huîtres, des casters où étaient rangées les plus fines bouteilles, des étagères chargées à foison des glorieuses conserves de l'Aquitaine, des Landes et du Périgord et de tout ce que l'on peut imaginer de produits exotiques venus ici du bout du monde pour assouvir nos moindres désirs.

Quant à Old England, c'était vieux, c'était usé, fatigué, terni, mais c'était fascinant : les chaussettes pur fil d'Écosse vous y étaient présentées par des fortes dames à cheveux bleus avec une intériorité, un mélange d'abandon et de réserve que rendaient encore plus prenantes ce soupçon d'accent, cette fine pointe d'oe et d'ail (ou plutôt d'échalote), qui est le joli parler de Bordeaux (à condition de ne pas exagérer). Les fortes dames ont disparu, remplacées par des minettes structuralistes et le magasin s'appelle aujourd'hui « Rainbow », un très joli magasin d'ailleurs, et fort utile (ce qu'il peut pleuvoir dans cette ville !), avec un assortiment très complet de parapluies, de casquettes très chic, de chemises à carreaux, de tweeds supervirils, de cravates mirifiques et de pardessus à dessin écossais. Ces pardessus, nous les avons d'ailleurs vus dans bien d'autres magasins : conformément à la tradition, on s'habille ici comme à Londres. Le chic anglais règne à Bordeaux, comme le montre aussi la qualité, l'opulence des moustaches dont nous avons constaté la présence dans les cafés les mieux considérés de la ville. Le chic et la vertu.

ANDRÉ FERMIGIER.

Les curiosités

d'un gourmet

Aux tables !

IL s'agit ici de l'Aquitaine officielle, administrative, et qui comprend les départements de la Gironde, de la Dordogne, du Lot-et-Garonne, des Landes et des Pyrénées-Atlantiques. Le gourmet trouvera que cela fait un drôle de mélange, peut-être. Un salmigondin (comme on disait autrefois d'un assaiement disparate). Il préférerait le retour aux bonnes vieilles provinces d'autan, dont les limites étaient presque toujours celles d'un appétit.

Ici, point, et l'on omlra difficileusement le lièvre à la royale de Ribérac ou salmis de palombes de Ciboure. Je connais une famille des Landes dont un des fils « a marié » une Basquoise. Elle est, en son foyer, une exilée !

Ainsi, encore, tenez : l'Aquitaine, c'est, culinairement parlant, le triomphe de l'échalote. L'échalote entre dans tous les plats du Bordelais. Et, si elle a envahi d'autres régions, ce sont celles, côtières jusqu'au pas de Calais avec leurs voies de pénétration intérieures : Loire et Seine. Mais l'échalote est inconnue en Pays basque. Alors que l'oignon venu du Nord et l'ail venu du Sud y pénétrèrent. L'oignon surtout, qui est arrivé ici par le Centre, les forêts.

De sorte qu'en cherchant un terrain d'entente, une liaison entre ces morceaux d'Aquitaine d'aujourd'hui, l'on hésite. Serait-ce du côté des soupes, ces « tourins » multiples (qu'à Bordeaux on dit, avec l'accent, « tourin ») qui s'éponnaient en garbure ici, on s'époussaient ailleurs ? Serait-ce du côté des desserts, ou, plus exactement, des farines (les milques du Périgord, les miches, milles gascons devenant milles en Gironde, sont souvent mélange de farine de blé et de maïs) ?

Il n'importe, diriez-vous, ces tables ont en commun un certain enthousiasme, une générosité non moins certaine et des exaltations qui ont nom foie gras,

truffes, confits, que nous étudierons à part. De même les vins, ces petits vins de pays (comme il ne faut pas dire, puisque l'INAO les a nobilités par leur nom) qui ne craignent point, devant leurs grands frères de Gironde, le ridicule. De même, ce qui, vient de la mer. Nous les étudierons un à un au fil des jours.

Pour aujourd'hui, saluons d'abord la simple, presque timide, cuisine du Bordelais. Patricienne aussi, et c'est peut-être pourquoi jamais un restaurant de cuisine bordelaise n'a réussi à Paris. Car Jamis (32, rue de Longchamp), qui ne répudia point son accent des Chartrons, ni l'Aquitaine (54, rue de Dantzig), si originale, ne se voulait purissime ! Bordeaux, alors, devient synonyme de sauce échalote, de côpes, de lamproie bien sûr, et de gigot de Pauillac. Quelle merveille qu'un gigot de Pauillac, en saison ! Malheureusement, on oublie que cette saison est fugitive à retrouver l'appellation sur tant de cartes et si souvent ! Je ne connais guère de bouchers parisiens pour vendre du paillard véritable, et encore moins de restaurateurs pour en servir, comme, par exemple, le scrupuleux Denis (rue Gustave-Flaubert).

SALUONS, rapidement, car nous y reviendrons avec ses « fanions », le Périgord sans beurre et sans reproche. Le Lot-et-Garonne avec ses pruneaux, mais aussi ses primeurs (les tomates de Marmande sont les meilleures en France). Saluons les Landes, et arrivons aux Pyrénées à présent atlantiques, avec Bayonne pour capitale. Bayonne ? Cela fait répondre immédiatement (jambon, bien à tort. Car les fameux jambons de Bayonne viennent de Peythorade, qui est dans les Landes. Par contre, ce fut à Bayonne que l'on fabriqua le premier chocolat de France, venu d'Espagne comme on le sait.

LA REYNIÈRE.

LA FOIRE INTERNATIONALE DE BORDEAUX, VECTEUR DE L'EXPANSION EN AQUITAINE.

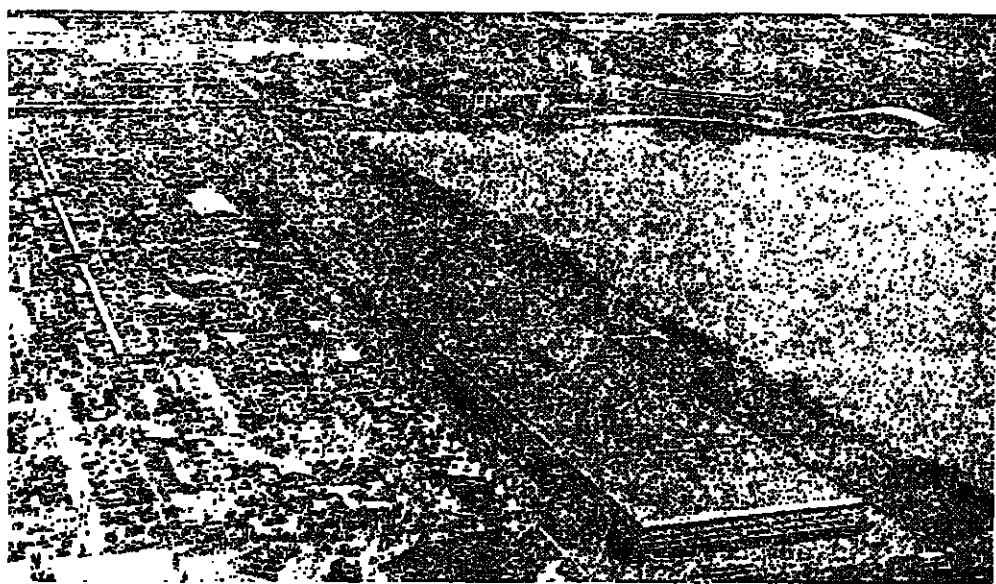


Photo Michel La Collon.

Du 14 au 23 Mai 1977, la 56^e Foire Internationale de Bordeaux présentera aux 400.000 visiteurs attendus, 28 secteurs d'activité économique totalisant plus de 2.000 participants sur 100.000 m² d'exposition. Si cette Foire est la plus importante de la façade atlantique de l'Europe, elle se situe également aux tout premiers rangs des Foires Internationales Françaises. En effet, plus de 35 nations exposent à la Foire de Bordeaux et 70 pays viennent y acheter. Des missions économiques en provenance d'Espagne, d'Allemagne, du Maroc, de Grande-Bretagne, de Suisse, d'Amérique francophone, sont également attendues.

Chaque année, la Foire de Bordeaux développe plus particulièrement certains thèmes. Pour 1977 la dominante est l'Agriculture, avec d'une part le machinisme agricole et viticole (400 constructeurs), et d'autre part le Concours Agricole, véritable salon de l'élevage représentant les plus beaux spécimens de races bovines, ovines, porcines, et de chevaux élevés dans le Sud-Ouest. Et également :

La Forêt avec la Biennale de la Machine à Bois (sous l'égide du Syndicat National Synarbois) et le matériel d'exploitation forestière. L'équipement des commerces : four, matériel pour boulangerie-pâtisserie, agencement de magasins, matériel pour collectivité, équipement de cuisines, sont aussi des sections très développées. La Manutention, secteur très visité chaque année par les entreprises recherchant une meilleure productivité. L'organisation de bureau, l'équipement industriel, les travaux publics et le bâtiment sont également en progression pour 1977. La maison et les loisirs : le Village de la Foire, le Salon de l'Habitat, l'équipement ménager, le chauf-

fage, l'ameublement et la décoration, l'équipement de cuisines, les stands du tourisme dans le cadre du Pavillon International, offrent tout ce qui rend la vie plus agréable et mieux organisée. Il ne faut pas oublier les piscines privées, le nautisme, le camping et le caravanning, et (Bordeaux oblige) la gastronomie qui permet aux visiteurs de sélectionner les meilleurs vins de France et de déguster les somptueuses spécialités régionales. Mais qui visite la Foire de Bordeaux ? 34 % des visiteurs viennent d'au-delà de la Gironde, 6 % sont des patrons de l'Industrie et du Commerce, 11 % des cadres supérieurs, 14 % des cadres moyens. La moyenne d'âge se situe entre 35 et 50 ans.

Les Salons spécialisés 1977. Le Comité des Foires et Expositions Internationales de Bordeaux organise, tout au long de l'année, de nombreux salons et expositions. Nous citons pour mémoire : - Salon des Antiquaires : 12 au 20 Février 77 - Salon de l'Horlogerie, Bijouterie, Joaillerie, Orfèbre, Cadeaux : 13 et 14 Mars 77 - Exposition Florale d'Aquitaine : 1^{re} au 4 Avril 77 - Congrès National des R.L.M. avec Exposition du Bâtiment : 13 au 22 Avril 77 - Foire Internationale de Bordeaux : 14 au 23 Mai 77 - Vinitech, exposition des matériels de vinification et de l'équipement des caves avec un symposium international d'Oenologie : 20 au 24 Juin 77 - Oceanexpo, Salon International de l'Exploitation des Océans : 4 au 8 Octobre 77 - Salon International de la Radio et de la Télévision : 31 Octobre au 11 Novembre 77 - Conforexpo, Exposition du Confort Ménager et du Caravanning : 31 Octobre au 11 Novembre 77.

Investisseurs,
Vous avez à Bordeaux et en Gironde,
un interlocuteur unique.

LE BUREAU DE RECHERCHES ET D'ACCUEIL

12 place de la Bourse - 33075 Bordeaux Cedex.
Tél. (56) 52.81.95 et 96 - Télex 560047 Cecomex Bordeaux.

Le Bureau de Recherches et d'Accueil regroupe :

- les Chambres de Commerce et d'Industrie de Bordeaux et de Libourne
- le Comité d'Expansion Aquitaine
- la Communauté Urbaine de Bordeaux
- la Mairie de Bordeaux
- le Port Autonome de Bordeaux
- la Préfecture de la Gironde
- la Société d'Équipement de la Gironde

PRENEZ
TOUT DE SUITE
RENDEZ-VOUS

Je souhaite que M. Alain
DUSSARRAT, directeur du B.R.A.,
● prenne contact avec moi-même,
M. _____
à mon adresse personnelle _____
ou mon collaborateur, M. _____
à mon adresse personnelle _____
Tél. _____

Je me rendrai à Bordeaux le _____ à _____ h.
en vue : d'une implantation ☐ d'un transfert ☐
d'une extension ☐
de l'établissement d'un dossier d'information ☐
Autres raisons : _____

BORDEAUX

La capitale des deux France

CONVERGENCE d'une Aquitaine agricole et viticole, Bordeaux est aussi un port, son site et sa situation au bord de l'estuaire girondin et au débouché d'un faisceau fluvial longtemps navigable lui ont conféré des avantages historiques. Importateur de l'étain britannique aux temps romains, exportateur des vins gascons au Moyen Age (jusqu'à plus de 100 000 tonnes annuelles au début du quatorzième siècle), il a connu une croissance fondatrice avec le trafic colonial du dix-huitième siècle. Exportant les produits alimentaires de l'Aquitaine vers les îles et l'Amérique, important le sucre et le café et le redistribuant, avec le vin, vers les pays de l'Europe du Nord, il a drainé à lui par ses besoins et sa richesse toutes les activités de ce qui était alors la Guyenne et la Gascogne. Malgré la persistance d'un commerce colonial, africain surtout, le dix-neuvième siècle et le début du vingtième ont révélé les inconvénients du site portuaire pour les navires de haute mer et d'un système commercial inadapté aux nouvelles structures. Certes, le trafic des hydrocarbures et l'ouverture de l'avant-port du Verdon ont permis une certaine résistance; mais la survie semble au prix d'une nouvelle industrialisation.

Par vagues successives, lointaines ou récentes, Bordeaux est devenu le creuset humain de l'Aquitaine. Sa population et celle de la communauté urbaine sont aux trois quarts originaires de tous les pays gascons, girondins, du Périgord, du Quercy, du Limousin, des pays charentais et poite-

vin, et pour le reste de migrants plus lointains, avec un substratum du négoce venu des mers du Nord et un prolétariat ibérique. Avec la carte de l'approvisionnement du marché bordelais en vins gascons au quatorzième siècle, rien n'est aussi démonstratif d'une définition du grand Sud-Ouest que cette aire d'attraction humaine historique de Bordeaux.

Conséquence essentielle de ce mélange, allié à la situation de la ville à la charnière de deux cultures: Bordeaux est à la fois une ville du Midi et une ville du Nord. Elle s'est développée dans le domaine linguistique gascon, et les immigrants, en très grande majorité de langue d'Oc, lui ont conservé ce capital. Mais l'avance linguistique du français en Saintonge, voire dans l'Entre-Deux-Mers, dès la fin du Moyen Age, et la venue aussi d'un important contingent humain d'outre-Dordogne lui ont imprimé une forte teinture d'Oc qui la marie beaucoup aux pays du Centre-Ouest.

Pays des troubadours périgourds et gascons au Moyen Age, l'Aquitaine a produit ensuite Montaigne et Montesquieu. L'université de Bordeaux, qui date de cinq siècles (1441), a longtemps été la seule entre Toulouse et Poitiers. Elle a été une aire d'influence intellectuelle qui s'est perpétuée jusqu'en 1970, des Charentes et du Limousin aux Pyrénées.

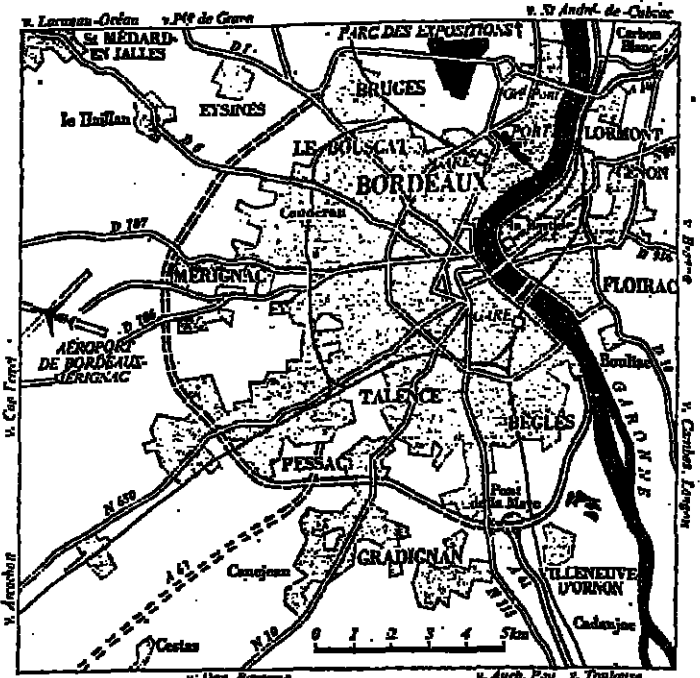
Le découpage ecclésiastique ancien et les courants artis-

tiques ont conféré à Bordeaux, et au Bordelais d'ailleurs, ce même caractère de mixité culturelle. L'Eglise métropolitaine de Bordeaux a toujours eu ses suffragants vers le nord: Saintes, Angoulême, Périgueux, Poitiers; seul Agen fait exception; tandis que Bazas relevait d'Auch. Les grands itinéraires de pèlerins vers Compostelle et les liaisons politiques avec le monde anglo-angevin ont véhiculé les influences de l'Ouest dans l'art médiéval bordelais, tandis que les influences toulousaines s'infiltraient par la Garonne. Même au sommet de sa splendeur artistique du dix-huitième siècle, reflet de l'âge d'or de l'économie et de sa grande intendance, Bordeaux a fait appel aux « forces du dehors »; mais la ville a si partiellement assimilé sa parure monumentale classique et néo-classique

qu'elle s'y identifie aujourd'hui en s'appropriant, seule grande ville du Midi, aux côtés du plan de l'Europe atlantique et balte.

C'est donc à un constat que conduit l'histoire. Au cours des siècles, Bordeaux a été plusieurs fois la capitale d'une grande Aquitaine politique et administrative: Aquitaine seconde des Romains, Aquitaine anglo-gasconne, généralité de Guyenne. Elle a drainé toute l'activité économique d'un très vaste arrière-pays agricole et viticole. Son port a été le trait d'union de ces pays avec l'Europe nordique, les Amériques, et l'Afrique coloniale. Sa population a largement puisé aux sources humaines de cet arrière-pays. Elle a réalisé sans bruit une synthèse des langues et des cultures de la France du Midi et de la France du Nord. Elle s'est donnée une stature monumentale de métropole.

Alors? Certes, ce destin longuement forgé, ainsi que la douceur de vivre aux rives de la



Garonne, intègre parfois Bordeaux à une certaine « somnolence ». Les dernières générations ont beaucoup fait cependant pour la convaincre de son rôle et de son avenir « aquitain ». Il faudra encore

de la persévérance et de l'imagination pour gagner la partie.

CHARLES HIGOUNET.
Professeur à l'université de Bordeaux-III.

L'homme

du jour

A cinq jours près, c'est un trentième anniversaire: le 10 novembre 1946, un général de trente et un ans sort de la Résistance faisait irruption sur la scène bordelaise et « entrainait en politique » comme on entente un journal de tonne sur les courts de la ville Primrose. « Résistance débordant dans un chapitre de Froust », écrit-on plus tard au sujet de cette conquête fulgurante d'une ville par un jeune homme qui lui ressemblait si peu. La Gironde, comme la France d'alors, était celle des paletots cintrés, des tricotons avant et des secondes du ravillement. La jeune radical-gaulliste, qu'une poignée d'amis — Bourgeois-Maunoury, Félix Galliard, Laurin Cruss — venaient d'aider à trouver une circonscription « jouable », sortait aussi de l'inspection des finances. Il crut utile pour sa première campagne de tenir aux auditoires girondins des discours d'économiste, vite jugés ennuyeux. Bien conseillé, il changea à temps de vocabulaire et, dans les dernières semaines préélectorales, convia ses électeurs à célébrer un certain romantisme de la Résistance, dont il incarnait une version juvénile et dédramatisée. Petit détail. Mais il exprime dès le départ cette qualité très particulière des relations qui vont se nouer pour trente années entre Bordeaux et

Les trente ans de Chaban

son vainqueur. Affectivité, complicité... Bordeaux, dont la bourgeoisie à ce moment-là ne se sentait pas toujours la conscience très nette, appréciait un peu précipitamment ce mousquetaire bien tourné. Elu député le 10 novembre 1946, Jacques Chaban-Delmas conquerra la mairie l'année suivante. Et il y restera.

Trentième anniversaire... Un peu de mélancolie flotte aujourd'hui sur le palais Rohan, somptueusement ravagé; la plus belle mairie de France. Le temps des triomphes « naturels » — si nombreux en trente ans — s'éloignerait-il? La politique nationale et locale a introduit depuis peu à Bordeaux d'autres risques inimaginables. Comme si tout l'édifice de connivences et de fidélités qui fondait un règne se trouvait cette fois menacé d'effondrement. Le conseil régional est arithmétiquement perdu pour la majorité « chabaniste »; même si son chef en reste le président. Le conseil général, lui, l'est déjà. La majorité à la communauté urbaine ne tient, pour sa part, qu'à la barbe du maire. Pour la ville pour la majorité. Pour le reste, une répartition généreuse des postes des responsabilités et des vice-présidences, un effort inlassable vers l'électorat des petites gens de la circonscription et un parti pris de courtoisie sollicitée à l'égard de l'adversaire. Conciliation harmonieuse donc, mais aussi risquée: quand on jugera demain la politique municipale et urbanistique de Jacques Chaban-Delmas, on critiquera-t-on pas son refus permanent de se contenter de ce qui est et donc de choisir?

Aujourd'hui, à Bordeaux, quel que soit l'interlocuteur et le sujet de la discussion, on retombe d'une façon ou d'une autre sur ces deux mêmes idées à propos du maire. La ville tout en gardant à Jacques Chaban-Delmas estime et amitié paraît lui en vouloir

vices de la Gironde. Une assise politique incontestée sur les bords de la Garonne facilita grandement toutes les audaces et les réussites parisiennes. En revanche, les Bordelais apprécieront dès le début que leur député-maire existât sérieusement à Paris, Ministre de la IV^e République, président de l'Assemblée nationale, premier ministre... Un trait d'union de 550 kilomètres rattachait providentiellement ces deux faces d'un même succès: le train le Drapeau. On put dire ainsi que l'habileté principale de Jacques Chaban-Delmas fut de savoir naviguer très vite entre la gare d'Austerlitz et la gare Saint-Jean.

Pour ce qui est de l'art de la conciliation, il est constamment à la personnalité du maire. On peut même dire qu'il donne son style et ses faiblesses aussi bien à la politique locale qu'aux entreprises gouvernementales. A Bordeaux, une longévité de trente ans s'explique d'abord par l'effet d'un vieux pacte non écrit avec l'opposition, un partage immuable du fief. La barbe pour la gauche, la ville pour la majorité. Pour le reste, une répartition généreuse des postes des responsabilités et des vice-présidences, un effort inlassable vers l'électorat des petites gens de la circonscription et un parti pris de courtoisie sollicitée à l'égard de l'adversaire. Conciliation harmonieuse donc, mais aussi risquée: quand on jugera demain la politique municipale et urbanistique de Jacques Chaban-Delmas, on critiquera-t-on pas son refus permanent de se contenter de ce qui est et donc de choisir?

Aujourd'hui, à Bordeaux, quel que soit l'interlocuteur et le sujet de la discussion, on retombe d'une façon ou d'une autre sur ces deux mêmes idées à propos du maire. La ville tout en gardant à Jacques Chaban-Delmas estime et amitié paraît lui en vouloir



(Dessin de CHENEZ.)

secrètement de ne plus être grandiose sur le plan national. Et donc elle le pousse insensiblement à ne pas abdiquer. Lui-même, au demeurant, n'y songe guère. A l'écouter, dernière son bureau en face à cheval de la mairie, sous une photo dédiée du général de Gaulle, on croit comprendre qu'il ne juge pas encore venu le moment d'une retraite respectable et respectée sur le fief gascon. Ramené à lui-même, ledit fief serait-il d'ailleurs aussi sûr qu'il y paraît? Ce n'est pas sûr. Mais alors? Dans la France glacière, au sein d'un parti gaulliste kidnappé par Jacques Chaban — un jeune homme aux manières bien plus rudes — reste-t-il un crâneux? Jacques Chaban-Delmas le pense. Le plus significatif d'ailleurs est que cette espérance le ramène une fois encore à parler de conciliation.

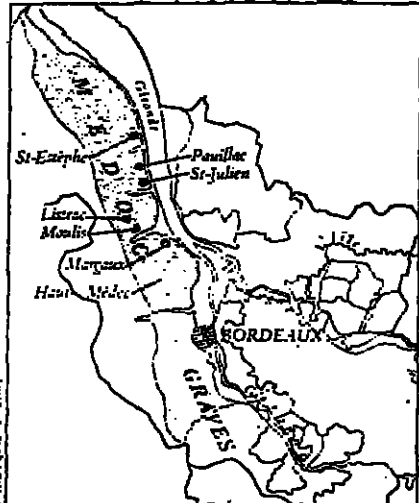
JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD.



L'Aquitaine: cinq départements: 42 412 kilomètres carrés, soit 7,7 % de la superficie de la France; 2 546 000 habitants (en 1975), soit 5 % de la population française; 17,8 % de la population employée dans le secteur primaire (évaluation de 1974), 33,6 % dans le secondaire, 58,6 % dans le tertiaire; Bordeaux compte « à l'intérieur » 389 000 habitants (évaluation de 1975). Pau 125 000, Bayonne-Biarritz-Anglet 124 000, Périgueux 57 000, Agen 55 000, Mont-de-Marsan 32 000.

Petit Guide des Vins de Bordeaux

1. La finesse des Médoc et des Graves



Combien de produits fort aujourd'hui nous parviennent de France, son royaume et sa gloire, que les vins de Bordeaux? Depuis longtemps exportés vers les Etats-Unis, approchés de temps immémorial à la Cour d'Angleterre et dans tous les cercles de la Société Britannique, furent la joie des Allemands comme des Suédois, des à Rio, ainsi à Tokyo, les Vins de Bordeaux n'en restent pas moins mal connus des Français.

Crainte devant la diversité? Pour de commodes erreurs? Méfiance devant les prix? Qu'ils se rassurent de notre complicité, de plus honnête, de moins onctueuse que les Vins de Bordeaux pour qui apprend un peu à les connaître. Quelles fêtes, quels délices les produisent alors à l'automne?

C'est donc dans le Médoc et les Graves.

La géographie. Le Médoc s'étendait dans l'océan telle une proue; isolé par la forêt landaise, c'est une presqu'île de 3000 hectares où les vignes palissées courent sur les coteaux gréseux en occupant tout le paysage. Les Graves. Prolongement direct vers le Sud Est du terroir médocain, toujours sur la rive gauche de la Garonne, sur une longueur de 50 km et une largeur de 10 à 15 km. Le terroir. Ici, la terre appartient à la vigne et la vigne à la terre. C'est de cette véritable symbiose entre une terre gréseuse, pauvre et un climat privilégié ignorant les grands écarts de température, que naissent les vocations viticoles du Médoc et des Graves. « Cailloux roulés et arrondis sur fonds d'argile, de calcaire ou de sables »; telle pourrait être la devise des nobles cépages qui habitent ce terroir.

Les appellations. Les régions du Médoc et des Graves regroupent les appellations contrôlées suivantes: Médoc, Haut-Médoc, Saint-Estèphe, Pauillac, Saint-Julien, Listrac, Moulis, Margaux, Graves.

Le classement. Les grands crus classés (classification établie en 1855). Les crus bourgeois (classification établie en 1932 et Palmiers Syndical de 1966). Les vins portant simplement le nom de l'appellation d'origine (et plus haut le § « appellations »), accompagnés obligatoirement du nom du propriétaire ou du négociant, et leur adresse.

Les caractères des Médoc. Laissez la lumière jouer librement sur le vin, appréciez sa robe toute en rubis: voici que vous parviendrez le bouquet floral et fruité pour un vin jeune, capiteux et puissant chez un vin plus vieux. Consistez la généralité et l'ampleur de ces vins, leur charpente solide mais sans lourdeur, le corps plein, gras, sans agressivité, la grande élégance.

Les caractères des Graves. Les Graves rouges présentent eux aussi une magnifique couleur de rubis, translucide, une saveur très marquée, un bouquet délicat et un corps riche, sans une grande finesse. De savoir tout particulièrement agréable, on les compare volontiers aux Médoc, mais s'ils possèdent des qualités identiques, ils savent les affiner avec un cachet très personnel.

Le vieillissement. Ce qu'il faut savoir, pour le moduler

selon ses goûts, c'est la merveilleuse aptitude des Médocaux vieillissement. Toute leur enfance a été orientée vers ce but, et ils ne restent pas forcément, dès leur jeunesse, la saveur simple du fruit.

Passant d'abord quelques saisons en tonneaux de chêne merrains, où ils se clarifient et acquièrent tannins et autres nuances aromatiques, ils vont ensuite vivre de longues années en bouteilles.

Comment les boire. Il n'y a pas de règles strictes dans l'art de servir les Médoc et les Graves. Seule la joie de préparer sans arrière pensée, doit vous guider: tout dépend du milieu. Veillez cependant à respecter ceci: buvez toujours le vin le plus jeune et le plus léger avant le vin le plus corsé et le plus vieux. C'est ainsi qu'un Médoc d'une année récente, bien un peu frais, se révélera idéal lorsqu'il sera réchauffé à l'improvise. Alors qu'une bouteille vieillissante demande à être entourée de mille soins. Ne la remuez pas, laissez-la reposer quelques heures avant de servir à la température de la pièce (18°): c'est cela « chambrier », ouvrez-la une heure avant le service (le contact de l'air l'humidifie encore en développant le bouquet).

Avec quoi les boire. Médoc et Graves accompagnent presque tout à merveille! Citons toutes les viandes blanches, les fromages, les cépes, et même selon une tradition bien médocaine, les bœufs rouges: fraises, framboises, etc. N'oubliez que les Vins de Bordeaux, dont l'acidité tendra votre verre. Pour en savoir plus. Nous n'avons pu vous donner ici qu'un aperçu très succinct sur ce premier groupe des Vins de Bordeaux. Nous vous suggérons de le garder précieusement: d'autres pages vont suivre dans ce même journal cette semaine (où ce petit guide pourra vous être fort utile). Cependant, si vous désirez obtenir de plus amples informations sur le sujet, le C.I.V.B. (Conseil Interprofessionnel des Vins de Bordeaux) se fera un plaisir de vous faire parvenir dans les plus brefs délais les diverses plaquettes et documents récemment édités concernant les Médoc et les Graves. Il vous suffit d'écrire à l'adresse suivante: C.I.V.B., 11 Cours du 30 Juillet - 33075 Bordeaux - Tél. (56) 44.37.82

Les Vins de Bordeaux. Conseil Interprofessionnel des Vins de Bordeaux.

Rainbow

COLLECTION PRÊT-À-PORTER
AUTOMNE - HIVER
HOMMES - FEMMES

30, ALLÉES DE TOURNY, BORDEAUX

sagec
LE COADOU PROMOTION
PROMOTEUR IMMOBILIER

3 AGENCES
qui vous proposent

350 appartements
et villas

dans région Sud-Ouest

BAYONNE
BIARRITZ
ST-JEAN-DE-LUZ
24, avenue Foch
BAYONNE
8 programmes

PAU
et montagne
20, bd Pyrénées
6 programmes

BORDEAUX
11, cours
Intendance
3 programmes urbains
2 programmes
spéciaux
Investisseurs

صبراً في العمل

EQUIPEMENT ET RÉGIONS

QUALITÉ DE LA VIE

L'OPPOSITION AU NUCLÉAIRE

- **Attentat contre un puits d'uranium en Limousin**
- **Manifestations à Flamanville**
- **Violentes bagarres en Allemagne fédérale**

La machinerie, les commandes électroniques et les compresseurs de la mine d'uranium de Margnac (Haute-Vienne) ont été entièrement détruits par une série d'explosions au cours de la nuit du dimanche 14 au lundi 15 novembre. Le puits de Margnac, exploité par une filiale du Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.), est l'un des postes d'extraction d'uranium les plus productifs de France. Au cours de l'an passé, il avait fourni 280 000 tonnes de minerai.

Les cent soixante-trois personnes employées dans ce puits sont réparties dans les autres installations du C.E.A. en Limousin. L'explosion sera en effet arrêtée pendant au moins deux mois. Par un coup de téléphone reçu dimanche soir à l'agence France-Presse, le COPEAU (Commando d'opposition par l'explosion à l'auto-destruction de l'univers), qui avait déjà revendiqué la semaine dernière, un attentat contre le siège d'une société de combustibles nucléaires s'est déclaré responsable de cette explosion.

Le site de la future centrale nucléaire de Flamanville (Manche), où l'enquête d'utilité publique vient d'être ouverte, a été le théâtre de plusieurs manifestations.

Le site de la future centrale durant le week-end. Samedi, des films anti-nucléaires ont été projetés, et des débats ont eu lieu, au cours desquels ingénieurs et scientifiques ont pris la parole. Dimanche, plus de deux mille personnes se sont rassemblées à nouveau sur le site. Le représentant du syndicat C.F.D.T. du centre atomique de la Hague participait pour la première fois à un tel rassemblement. Il a rappelé que le personnel de l'usine de retraitement des combustibles irradiés était en grève depuis deux mois pour protester contre la privatisation du centre et les dangers qu'il fait courir à ses employés et à l'environnement. Les manifestants ont construit un mur symbolique barrière, l'accès du futur chantier, et ont élevé un monument « aux irradiés inconnus ». Il n'y a pas eu d'incidents.

En revanche, les choses se sont très mal passées à Brokdorf (Schleswig-Holstein) autour du terrain où doit être construite une puissance centrale atomique (le Monde daté 14-15 novembre). Les bagarres entre manifestants et forces de l'ordre ont fait soixante-dix-huit blessés du côté de la police et une centaine du côté des militants anti-nucléaires. Cinq personnes ont été arrêtées. Un véhicule porteur de lance à eau a été incendié par un cocktail Molotov. — (A.F.P.)

URBANISME

Chambéry ne raserait pas ses casernes

Le carré Curial, à Chambéry (Savoie), ne sera pas rasé. C'est l'une des conséquences du choix fait à l'issue du concours d'idées lancé par la ville pour l'aménagement des terrains des casernes.

Six hectares et demi de terrains proches du centre, c'est une aubaine, Chambéry a cette chance : d'ici à 1980, elle disposera de terrains des casernes Curial et Barbot, achetées à l'armée, l'an dernier, pour la somme de 27 millions de francs. Depuis plus d'un an, les projets concernant les casernes sont au centre d'un vaste débat. Alors que certains proposaient de raser tous les bâtiments, une dizaine d'associations ont pris position en faveur de la conservation du

carré Curial, vaste quadrilatère de 100 mètres de côté, qui délimite une cour bordée d'arcades à l'échelle austère. Mal connu des Chambériens, cet édifice, bâti sous l'Empire et sur le modèle des invasions, n'avait guère inspiré que l'indifférence. Il est heureux que le concours ait permis aux parisiens de sa conservation de l'emporter.

Sur les cinq projets retenus après un premier tour, un seul, en effet, proposait de tout raser. L'équipe de M. André Wogensky avait prévu une immense dalle surmontée de huit bâtiments, dont la forme faisait penser à celle des « casernes ». Un projet froid et ignorant de la ville savoyenne. L'équipe Rey-Millet ne proposait, de son côté, qu'une conservation partielle du « carré » Curial accolé à une tour massive destinée au regroupement des services administratifs. Les trois autres équipes organisaient, au contraire, leur projet autour de la conservation de la caserne. M. René Verhac suggérait de prolonger le « carré » (qui seraient aménagés des logements) par une galerie en demi-cercle entourant un théâtre de plein air. Entre le nouveau quartier et la vieille ville, une grande place piétonne assurait la liaison.

Le premier prix a été accordé à M. Bickling pour un projet qui conserve non seulement le « carré » Curial, mais aussi une partie de la caserne Barbot, dont les arcades soutiendraient une verrière, devenant ainsi galerie marchande. — M. Ch.

LES BATIGNOLLES EN VERT

M. Pierre Lépine, conseiller de Paris, centriste, s'inspire de l'utilisation qui pourrait être faite des 55 hectares de la S.N.C.F. dispose aux Batignolles (Paris-17e) après 1982, échéance de la convention accordant ces terrains aux élections municipales dans cette ville, affirme en avoir reçu l'assurance du ministre de l'équipement. Cette nouvelle subvention s'ajoutant aux 73,5 millions de francs déjà affectés au financement de l'endiguement de la grande darse inaugurée en 1975, d'un troisième poste d'accostage et de la deuxième tranche du port minéralier.

Le projet comprend deux formes de radoub : « quatre postes de réparation à flot. Dans une première étape, seraient réalisés une grande forme permettant l'accès des navires de 220 000 tonnes de port et un deuxième poste de réparation à flot. Le coût de l'opération est estimé à environ 300 millions de francs. — (Corresp.)

Faits et projets

TRANSPORTS

SUCCÈS POUR M. GOURVENNEC DANS LA GUERRE DES FERRIES

Contrairement aux dockers de Southampton qui refusaient de décharger les caisses de la compagnie Bretagne-Angleterre-Irlande (B.A.I.), ceux de Plymouth ont décidé de « traiter » l'Arménie, qui doit arriver ce lundi dans leur port, en protestation de Saint-Malo. Cette prise de position constitue une victoire pour M. Alexis Gourvennec, président de la B.A.I., dans la guerre des ferreries (le Monde du 7 novembre) qui l'oppose à sa rivale, la compagnie Truckline.

Depuis le 9 novembre, en effet, date de l'ouverture de la ligne Saint-Malo-Portsmouth, l'Arménie faisait l'objet d'un boycott de la part des dockers britanniques. « Notre compagnie a été victime d'une machination », a déclaré M. Gourvennec. Le président de la B.A.I. a accusé son concurrent d'avoir influencé les dockers britanniques en leur faisant croire que la nouvelle ligne allait perturber les relations à travers la Manche, et donc leur faire perdre du travail. — (Corresp.)

FORMES DE RADOUB A L'ÉTUDE AU HAVRE

L'étude d'un projet d'installation de réparation à la ville du Havre bénéficierait d'une subvention de 1 million de francs. M. Antoine Ruffenacht, secrétaire d'État auprès du premier ministre, ancien député U.D.R. et candidat aux élections municipales dans cette ville, affirme en avoir reçu l'assurance du ministre de l'équipement. Cette nouvelle subvention s'ajoutant aux 73,5 millions de francs déjà affectés au financement de l'endiguement de la grande darse inaugurée en 1975, d'un troisième poste d'accostage et de la deuxième tranche du port minéralier.

Le projet comprend deux formes de radoub : « quatre postes de réparation à flot. Dans une première étape, seraient réalisés une grande forme permettant l'accès des navires de 220 000 tonnes de port et un deuxième poste de réparation à flot. Le coût de l'opération est estimé à environ 300 millions de francs. — (Corresp.)

A PROPOS DE...

Le projet de loi sur l'architecture au Sénat

Une construction baroque

Trois ans après l'adoption en juin 1973 d'un premier texte, le Sénat examine, mardi 16 novembre, le nouveau projet de loi sur l'architecture. Un texte attendu, mais qui ne résout pas tout, loin de là.

Le Sénat hésite entre le soulagement et l'agacement d'avoir à discuter un nouveau texte qui ne diffère pas fondamentalement de celui qu'il a adopté il y a trois ans et qui n'a même pas été transmis à l'Assemblée nationale. La profession, elle, hésite entre la satisfaction de se voir reconnaître ses droits, le scepticisme de la base et la constataction ouverte d'une minorité. Le gouvernement pousse discrètement son projet, tout en sachant qu'il n'aborde pas les vrais problèmes de l'architecture, comme l'enseignement ou la commande publique. L'opinion, enfin, est largement indifférente.

Projet de loi sur l'architecture, ce texte vise avant tout les architectes. Officiellement, la profession est satisfaite de la place qu'on lui reconnaît légalement, de la libération de ses modes d'exercice et du maintien de l'ordre des architectes. En fait, beaucoup de professionnels avouent qu'ils n'attendent pas grand-chose de ce texte de loi qui affirme des principes (comme le recours obligatoire à l'architecte), mais n'offre pas de moyens nouveaux aux hommes de l'art pour s'imposer face aux hommes d'argent. Un certain nombre partagent même les idées avancées par l'Association pour la démocratisation de l'urbanisme et de l'architecture (ADUA), qui rejette le texte gouvernemental, demande la création d'ateliers publics d'architecture et la dissolution de l'ordre (c'est quatre-vingts architectes ont déjà signé un appel dans ce sens).

Aux antipodes de cette contestation globale, les représentants officiels de la profession se sont efforcés de défendre pied à pied,

au moment de la rédaction du texte et de la préparation des amendements, les intérêts de la profession.

L'architecture dans tout cela ? « La qualité de l'architecture contemporaine est contestée », lit-on dans l'exposé des motifs du projet de loi, qui se donne une « ambition pédagogique ». Par quels moyens ? Logique et rigueur ne semblent pas avoir présidé aux arbitrages successifs. Le recours à l'architecte, « réelle présomption de qualité », est obligatoire... sauf pour les personnes qui construisent leur maison familiale ou des bâtiments pour les besoins d'une activité libérale, artisanale ou agricole. Ces constructions sont celles qui échappent le plus souvent à l'intervention des professionnels compétents. Rien ne changera donc de ce côté.

Quant aux « conseils d'architecture et d'urbanisme », inventés pour sensibiliser le public à l'idée d'architecture, former les artisans, informer les constructeurs et les conseillers, sa consultation ne sera pas non plus obligatoire. Les sénateurs se sont émus de ce laxisme. Ils pourraient rétablir l'obligation que le gouvernement n'a pas voulu imposer, pour éviter de donner à ces organismes l'aspect rébarbatif d'un nouveau rouage administratif.

Comme pour ajouter à l'incohérence, les sénateurs ont amputé, l'an dernier, de moitié les crédits budgétaires de l'aide architecturale en sommant le gouvernement de lui présenter un projet de loi avant l'été. Le texte arrive maintenant en discussion. Mais c'est l'automne, et la brimade financière a pris force de loi. Le service de la création architecturale, qui avait prévu pourtant d'intéressantes expériences d'aide architecturale dans les départements, est puni. Au nom de la loi sur l'architecture !

MICHEL CHAMPENOIS.

(PUBLICITÉ)

2^e SEMAINE INTERNATIONALE DE L'ENVIRONNEMENT

7-11 Décembre 1976 • PARIS • Parc des Expositions • Porte de Versailles

L'INDUSTRIE ET LA LUTTE ANTI-POLLUTION

Par sa nature même ou par l'imperfection des moyens techniques qu'elle utilise, l'activité industrielle est susceptible de créer des pollutions et des nuisances (bruits, effluents liquides ou gazeux, déchets, émissions sonores).

De plus, indirectement, elle est à l'origine de nuisances par les produits qu'elle fabrique et qui sont utilisés par les particuliers (automobiles, emballages, jouets, etc.).

L'industrie n'est certes pas responsable de la totalité des pollutions et nuisances mais la part qui lui revient est souvent importante. Ainsi, en France, on peut la juger responsable de 50 % de la pollution des eaux continentales.

Dans le domaine de la pollution de l'air, près de 85 % des émissions de poussières, 85 % de celles de dioxyde de soufre (SO₂), même si ce pourcentage est très notablement inférieur dans les agglomérations, et 45 % de celles d'oxyde d'azote lui sont directement imputables. Enfin, l'industrie « produit » environ 50 % de l'ensemble des déchets.

Après un certain nombre d'années, les industriels ont pris conscience de leur responsabilité en la matière et des efforts que leur imposent les nouvelles actions de protection de l'environnement. Les plus actifs d'entre eux se sont déjà lancés dans des programmes d'investissement en équipements anti-pollution et les plus réticents y seront bientôt contraints.

La lutte contre la pollution industrielle est donc une lutte propre à l'industrie, mais elle nécessite une action législative ou réglementaire des pouvoirs publics.

Les industries ruissinent de la lutte contre la pollution des eaux.

L'eau est un bien collectif parmi les éléments les plus importants de l'environnement en même temps qu'un bien de consommation pour l'industrie.

Dans l'industrie de la pâte à papier, par exemple, coexistait en 1972 comme responsable de 25 % de la pollution des eaux industrielles, la fabrication d'une tonne de pâte nécessitant l'utilisation de 50 à 200 m³ d'eau, selon les procédés.

L'eau rejetée à la sortie de ces usines était chargée en divers polluants. C'est ainsi qu'une usine de fabrication de pâte blanche produisant 500 tonnes de pâte à papier rejetait une pollution correspondant à une ville de 140 000 habitants.

En 1972, l'industrie papetière s'est tournée vers les pouvoirs publics afin d'obtenir avec eux un programme de dépollution prévoyant une réduction de 70 % de la pollution globale dans un délai de cinq années.

L'an prochain, au terme de ce contrat de branche, l'industrie de la pâte à papier aura investi plus de 500 millions de francs dans des équipements anti-pollution, mais elle aura bénéficié de l'aide du Ministère de la Qualité de la Vie chargé de l'environnement et de celles des Agences de bassin pour environ 60 % du montant de ces investissements spécifiques.

Cette politique contractuelle entre branches d'activités particulièrement polluantes et administration de l'environnement s'est développée depuis plusieurs années. Les sucreries de betteraves, les distilleries d'alcool, les levures et les féculeries ont signé elles aussi des contrats de branche et bénéficient des mêmes aides financières et du même calendrier dans le temps de leurs investissements anti-pollution.

L'ensemble de ces dix branches industrielles représentait, en 1972, près de 56 % de la pollution classique des eaux. En 1978, au terme des contrats en cours, leurs rejets auront diminué de 80 %.

Ce résultat sera atteint grâce à l'efficacité des techniques de dépollution mises en œuvre. Celles-ci sont applicables à de multiples autres activités industrielles polluantes et elles feront l'objet d'une vaste présentation à l'occasion de la prochaine 2^e Semaine Internationale de l'Environnement.

La Cimenterie : une industrie propre

De tout temps, l'industrie cimentière a été prise pour cible par l'opinion publique à cause des émissions de poussières qui, sans être nocives, présentent l'inconvénient majeur de blanchir toitures et cultures au voisinage de ses usines. Ceci tend heureusement à n'être plus qu'un mauvais souvenir.

En effet, conscients de la nécessité d'entreprendre une action de réduction massive de leurs émissions de poussières dans l'atmosphère, les industriels de la cimenterie ont engagé très tôt le dialogue avec les services du Ministère chargé de l'Environnement.

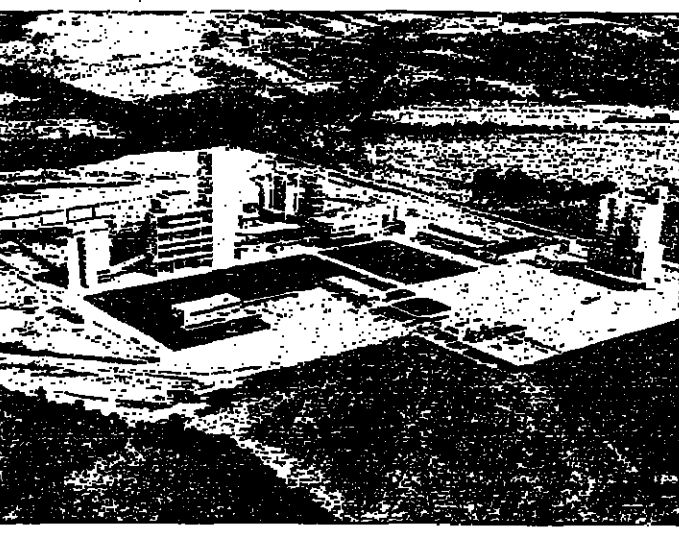
Une réglementation d'août 1971 ayant fixé les quantités maximales de poussières rejetables par les nouvelles usines à construire, les cimentiers ont fait appel aux meilleures technologies de dépollution, dont le coût atteint 10 à 15 % de l'ensemble des investissements.

Malgré le résultat est là : à l'heure actuelle, les rejets de poussières d'une cimenterie diminue de 50 % par rapport à ceux d'une usine construite en 1970.

Une recherche continue poussée a permis également une meilleure insertion des installations dans l'environnement.

Remont les usines anciennes, relativement nombreuses et souvent mal adaptées à la mise en œuvre d'installations de dépollution. C'est pourquoi un plan de modernisation et d'équipement de ces usines, élaboré avec le Ministère de la Qualité de la Vie chargé de l'Environnement, prévoit l'installation, d'ici 1980, de dépollueuses efficaces dans toutes les usines de la branche cimentière.

Aujourd'hui, les réalisations sont en avance sur les objectifs et, sur les 64 cimenteries françaises, une dizaine ont déjà commencé dans les délais prévus. Durant le VI^e Plan, l'industrie



À l'heure actuelle, les rejets de poussières des nouvelles cimenteries diminue de 50 % par rapport à ceux d'une usine construite en 1970.

de la cimenterie a investi plus de 200 millions de francs dans l'anti-pollution, investissements en majeure partie imputables même à la récupération et le recyclage des poussières n'apparaissant pas totalement négligeable.

Juste récompense de ses efforts en faveur de la protection de l'environnement, l'industrie cimentière peut à présent bénéficier d'une image de marque d'industrie propre.

PRODIGES DE LA RÉALITÉ TECHNOLOGIQUE

Toute pollution constitue un aveu d'échec technologique et de gaspillage économique. Polluer, c'est se passer la pierre de la maîtrise technologiquement coûteuse ?

Certains industriels, de plus en plus nombreux, ont réagi face à cette situation. Ils n'ont pas voulu se contenter d'installer des équipements permettant de réduire ou de détruire les éléments polluants, sans en modifier la composition ou en réduire le volume.

Leur problématique a été la suivante : pourquoi s'astreindre à détruire une pollution s'il est possible de ne pas la créer ? Ainsi sont nées ce qu'on a commencé à intituler les « technologies propres ».

En effet, en modifiant à l'intérieur des usines les procédés de fabrication, l'on parvient très

souvent à réduire les flux de pollution, à réduire certaines des matières et à les valoriser, enfin à réintroduire certains déchets en amont dans le processus de fabrication.

Économies de matières premières, concourant à la lutte anti-gaspillage comme à la lutte anti-pollution, les technologies propres permettent aussi généralement d'obtenir d'appréciables gains de productivité.

Industries - Environnement : une politique volontariste

La lutte contre les pollutions, bien d'être pour les industriels un nouveau fardeau, doit leur apparaître au contraire comme l'occasion de reconquérir dans l'opinion publique une image trop souvent noire et caricaturée par suite des écarts de quelques-uns d'entre eux.

De multiples techniques permettent à présent, soit de neutraliser les pollutions créées, soit de modifier les procédés de production dans un sens favorable à l'environnement. Les industriels pollués doivent profiter de leur présence regroupée dans le cadre de la 2^e Semaine Internationale de l'Environnement pour venir s'informer et s'équiper.

Quant à l'effort financier à accomplir par l'industrie française dans son ensemble au cours du VII^e Plan en matière d'équipement d'anti-pollution, il atteindra 6 milliards de francs, soit 1,2 milliard chaque année (de l'ordre de 0,6 % des investissements productifs).

2^e SEMAINE INTERNATIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
7-11 Décembre 1976 - PARIS
Parc des Expositions - Porte de Versailles
Sous le patronage et avec le concours du
MINISTÈRE DE LA QUALITÉ DE LA VIE

Cette 2^e Semaine regroupe les manifestations spécialisées ci-dessous :

1^{ère} Salon International des techniques - air, bruit, déchets, eau - et de tout ce qui concerne les pollutions et les nuisances industrielles et urbaines.

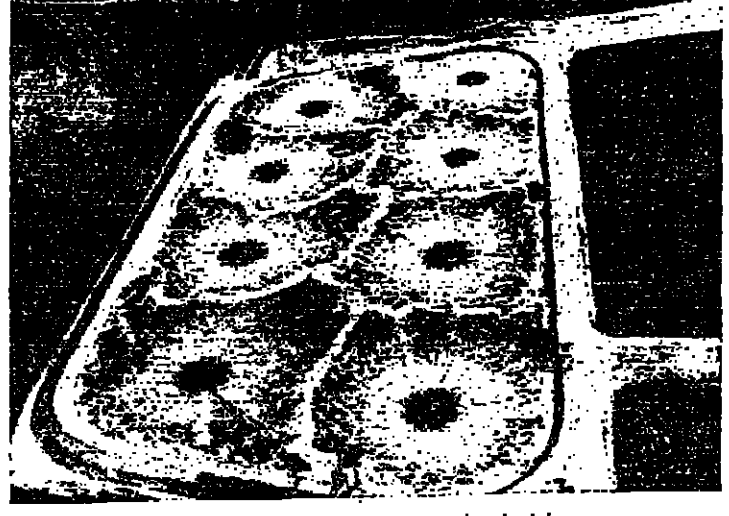
2^{ème} EXPOSITION : l'industrie, les collectivités et l'environnement.

INTERNETEXPO - 3^{ème} Salon International du nettoyage, maintenance, produits, services pour l'industrie, commerce, industrie.

4^{ème} Exposition professionnelle pour l'aménagement et l'entretien des Espaces verts.

5^{ème} ASSEMBLÉES INTERNATIONALES DE L'ENVIRONNEMENT

Renseignements : C.F.E. - G.E.P. 12, rue Chaligny - 75002 PARIS - Tél. 742.79.80



Grâce à l'efficacité des techniques de dépollution mises en œuvre, les rejets polluants d'une cimenterie diminuent de 50 % en 1976.

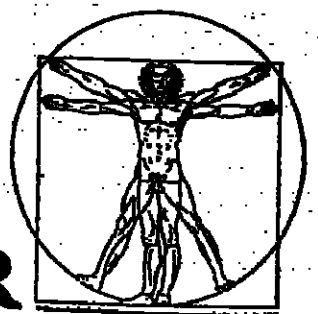
UN REMPLACEMENT? DU RENFORT? NOUS ARRIVONS!



...ET NOUS PARTONS QUAND
LE TRAVAIL EST FAIT.

Claire Chabaud-Petit

UNET MANPOWER



صوتنا من العمل

RADIO-TÉLÉVISION

LUNDI 15 NOVEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30 (R.I.). La caméra du lundi : « La nuit du chasseur », de Ch. Laughton (1955), avec R. Mitchum, Sh. Winters, L. Gish, B. Chaplin, S.J. Bruce (N.).
Un prédateur itinérant, qui a plusieurs tentatives pour s'emparer d'une somme d'argent (trouée) que leur père leur a confiée avant d'être arrêté. Un voyage insouciant dans les profondeurs de l'inconscient.
21 h. 55. Pour le cinéma : 22 h. 55. Journal.

CHAÎNE II : A 2

20 h. 30. Jeu : La tête et les jambes ; 21 h. 55. Chronique : Les années Bonheur (1934) ; 22 h. 50. Polemique : L'huile sur le feu (La condition de l'écrivain, avec MM. J.-E. Hallier et R. Peyrefitte) ; 23 h. 30. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Hommage à Jean Gabin, film :

le Président », d'H. Verneuil (1961), avec J. Gabin, B. Blier, Ch. Culun, R. Fauré et A. Adam (N.).
Un ancien président du conseil, retiré de la vie politique, voit sa carrière en danger ses mémoires, puis se dressent contre un homme qui l'a trahi autrefois et qu'il veut empêcher de gouverner.

22 h. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. « L'homme qui voulait être un chien », d'E. Dessarra, avec R. Varré, P. Prévoist, J. Remila ; 21 h. 10. « L'autre scène ou les vivants et les morts » ;

FRANCE-MUSIQUE

20 h. En scène : l'Europe galante ; 20 h. 30. Orchestre national de France, direction L. Bernstein, avec le violoncelliste M. Rostropovitch : « La création du monde (Méhul) » ; Concerto pour violoncelle en la mineur (Schumann) ; « Scherzo pour violoncelle et orchestre » (E. Bloch) ;

MARDI 16 NOVEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

13 h. 15. Programmes de mi-journée (à 13 h. 45. Restez donc avec nous).
20 h. 30 (●). Chronique : Des autos et des hommes. (La fin d'une époque : 1936-1940) ; 21 h. 30. Vulgarisation scientifique : A la poursuite des étoiles, de R. Clarke, réal. M. Ginesv.
22 h. 30. Musique : Concerto pour violon en mi majeur, de J.-S. Bach et Concerto grosso opus 6 en ré mineur, de Vivaldi, par l'Orchestre national, dir. et sol. E. Krivine ; 22 h. 55. Journal.

CHAÎNE II : A 2

13 h. 5. Programmes ininterrompus jusqu'à 13 h. 45. rediffusion du feuilleton Mon fils, de P. Martin ;
20 h. 30. Les dossiers de l'écran... Film : « M. Smith au Sénat », de F. Capra (1939), avec J. Stewart, J. Arthur, Cl. Rains, Ed. Arnold, G. Kibbee (N.).
Un jeune idéaliste est élu sénateur grâce aux manœuvres de politiciens névrosés. Mis au courant lors de son arrivée à Washington,

il refuse d'être un homme de paille. L'idéalisme démocratique de Capra. Un chef-d'œuvre. Vers 22 h. débat : La démocratie parlementaire (voir tribunes et débats) ; 23 h. 30. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Westerns, films policiers, aventures (cycle Tarzan) : « Tarzan trouve un fils », de R. Thorpe (1938), avec J. Weissmuller, M. O'Sullivan, J. Sheffield, L. Hunter (N.).
Tarzan et Jane élaborent, dans la jungle, le début d'un couple mort dans un accident d'avion. Quelques années plus tard arrive une expédition composée de parents des disparus. On ne s'en laisse pas.

FRANCE-CULTURE

20 h. Dialogues franco-allemands : les relations franco-allemandes depuis 1945. Avec Ch. Schmidt et M. Schumann ; 21 h. 25. Musiques de notre temps ;

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. En direct de l'Auditorium 101... Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, direction G. Amy, avec B. Filidzi, mezzo-soprano : « Symphonie en sol mineur » (Mozart) ; « Kindertotenlieder » (Mahler) ; « Hyperion » ; « Amériques » (Varèse) ;

VU

Être juif, c'est quoi ?

Courageuse enquête, dimanche, passionnante, de Nat Liebenstein sur les juifs et la France. Pas les juifs français, mais les juifs de France, non, les juifs de la France. Il y a là plus qu'une nuance, il y a une intention. En entendant la speakerine annoncer une émission « sur les juifs vivant dans notre pays », on pensait même à une provocation. Et sans doute n'avait-on pas entièrement tort, car, enfin, s'interroger sur ce qu'il y a de commun entre les juifs et la France, tout en appelant, d'entrée de jeu, que les juifs sont installés en France depuis vingt siècles et qu'ils sont citoyens français depuis 1791, tout en signalant que, de la guerre des Gaules à la guerre d'Algérie, ils ont écrit aux aussi, et souvent en lettres de sang, l'histoire de notre pays, et ont délibérément posé le problème de l'assimilation. Est-elle souhaitable, est-elle possible ?

C'est cela aujourd'hui, parce que hier, il n'y a pas eu longtemps, à partir de 1936-1937, nous avions sept ou huit ans, être juif, cela ne signifiait rien. On ne voyait pas — Jacques Lanzmann le dit très bien dans le Tétard — ce que c'était. On ne comprenait pas en quoi on était différent des autres enfants et pourquoi ils nous voulaient de leur mépris, de leurs moqueries. Cela a été, avant même l'occupation, un choc fantastique, un ébranlement, une cassure. On a assumé à ce moment-là une condition, une malédiction, inexplicable alors, et difficile encore à expliquer à nos propres enfants.

Pourtant il le faut bien. Il faut que ces enfants, à leur tour, puissent choisir de réagir ou pas aux histoires qui recommencent à circuler dans les écoles et les lycées. Ce n'est plus un Belge en effet qui nage, la bouche ouverte, parce que le franc est flottant. Le Belge a fait son temps. A présent, c'est un juif. Cela, on ne l'a pas dit à la télévision. On n'a pas insisté quand un des jeunes membres — sioniste — de la communauté israélienne a parlé de l'hostilité « raciale » d'un pauvre parolier. Quant à rendre, comme Michel Rachline, les juifs responsables des sentiments qu'ils suscitent, parler d'un quelconque antisémitisme, de créer l'antisémitisme, c'est inverser l'ordre des priorités, des responsabilités, et faire preuve de beaucoup d'humilité. Enfin, imputer au soutien de l'Etat d'Israël les difficultés que rencontrent, si ce n'est déjà fait, les juifs en France, c'est faire peu de cas d'un lien tissé et renforcé par la discrimination. Un lien non pas avec un Etat, ni même avec un pays, mais avec deux millions de nos semblables. Semblables en quoi, en quoi différents des non-juifs ? Cette question, personne n'y a répondu vraiment. Elle est restée sans réponse.

CLAUDE SARRAUTE.

« Spirituellement, nous sommes tous des sémites »

« Les juifs se souviennent de ce qu'ils ont oublié. » Par là, le philosophe Emmanuel Levinas entendait souligner combien profondes sont les racines religieuses des juifs, même chez les plus sécularisés, même chez ceux qui se disent athées.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Le juif est peut-être conscient d'être un « endosseur d'Israël », mais il sait que le Dieu qui l'a fait sortir d'Égypte est un Dieu jaloux, et que la Terre sainte est « une terre qui rompt ses habitants infidèles ». « Il n'est pas facile d'être juif », dit encore Emmanuel Levinas, mais cela peut être une joie.

Peuple élu, peuple maudit : « Christophère » et « déicide ». Le drame et l'exaltation de la condition juive, voilà ce qui manquait peut-être le plus à l'émulsion, fort instructive au demeurant, quoique trop dispersée. La drame, ce n'est pas seulement l'honneur nazis, les six millions de juifs massacrés, mais ce qui a rendu cela possible : l'antisémitisme. Ce « jeu de haine », comme l'appelle M. Pierre Pierard (1), nourri par les chrétiens — il a fallu le concile Vatican II pour laver le peuple juif, officiellement, du crime de « déicide » et abandonner le qualificatif de « perflé » dans les prières pour les juifs, et par bretons, en France surtout, depuis 1971, par les ligues, des associations, des revues, et jusqu'à la guerre, par le journal catholique la Croix.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit une des explications de l'antisémitisme ? « S'ils sont le peuple élu, répond le professeur Levinas, c'est une élection de responsabilité, pas de privilège. » Et de rappeler l'exigence de Yahvé à l'égard de son peuple.

Sont-ils étonnés — « peuple sûr de lui et dominateur », disait de Gaulle — persuadés qu'ils détiennent la science infuse », comme le pense l'écrivain Michel Rachline, qui y voit

LA CHASE A LES MOYENS. ET SI NOUS PARLIIONS DE VOS BESOINS?

*Pour les satisfaire, pour résoudre vos problèmes les plus difficiles,
la Chase met à votre disposition
la compétence et les moyens financiers
d'un des plus puissants groupes bancaires mondiaux.*

VOUS VOULEZ DONNER UNE NOUVELLE DIMENSION A VOTRE ENTREPRISE

Accéder à de nouveaux marchés.
Construire de nouvelles usines.
Rénover votre matériel.
Profiter de tous les avantages de la
technologie moderne.
Restructurer votre trésorerie.
Vos projets sont multiples.
La manière de les réaliser varie d'une
entreprise à l'autre.

Pour beaucoup les crédits et le marché
intérieurs suffisent. D'autres entreprises
sont amenées à dépasser le cadre national,
à se situer à un autre niveau.
Ces entreprises ont besoin de la Chase.

VOUS ETES A LA RECHERCHE DE CAPITAUX IMPORTANTS

La Chase Manhattan Limited de Londres,
banque d'affaires du Groupe Chase, est
habituée à satisfaire les demandes de
capitaux les plus importantes. Soit par une

émission obligataire sur le marché de
l'eurodollar ou un placement privé. Soit par
la constitution de pools bancaires d'un
montant à peu près illimité.

Au cours du premier semestre 1976, nous
avons dirigé, seuls ou en participation, des
opérations de financement de plus de quatre
milliards de dollars pour des gouvernements,
institutions, entreprises et pour les
programmes les plus importants dans le
monde.

L'ARGENT NE SUFFIT PAS. IL FAUT DE L'EXPERIENCE ET DU TALENT

Vous avez vos experts. Nous avons les
nôtres.

En travaillant de concert, nous
solutionnerons vos problèmes les plus
délicats. Au sein de la Chase, vous trouverez
des équipes spécialisées dans tous les
grands domaines: de la chimie à
l'électronique, du pétrole à l'agriculture, des
industries pharmaceutiques à la protection
de l'environnement.

La Chase vous offre un service sur
mesure: par la réunion des talents et des
compétences les mieux adaptés à chaque
cas, nous sommes capables de vous aider à
atteindre votre objectif.

Un homme mettra en oeuvre ces services,
ces talents, cette expérience: «votre
contact» à la Chase. C'est le spécialiste de la
Chase dans votre branche d'activité. Il
travaillera avec vous au jour le jour. Vous
aiderez à résoudre tous vos problèmes
financiers. Il en a l'habitude.

A la Chase nous aidons les entreprises
les plus dynamiques à résoudre les leurs.

Tous les jours.

C'est notre métier.

CHASE



صكنا من الامل

Le Monde DE L'ÉCONOMIE

Les espoirs mis en 1974 dans le charbon français s'évanouissent déjà

La répartition des revenus de l'industrie échappe de plus en plus aux entreprises

Le charbon français est toujours malade. Si M. Marchais lui voit encore quelque avenir, les médecins du pouvoir semblent n'avoir pas trouvé de thérapie. Le plan de septembre 1974, qui prévoyait un déclin du ralentissement de la production, a perdu de nombreux adeptes. Et dans les couloirs du ministère de l'Industrie et de la recherche on condamne déjà volontiers le bassin du Nord-Pas-de-Calais et certains puits du Centre-Midi.

Pourtant les sociétés pétrolières, afin de diversifier leurs activités, prennent le contrôle de mines aux États-Unis, en Australie ou en Afrique du Sud ; des experts voient dans le charbon une source d'énergie suppléant le pétrole en raison de l'importance des réserves et de leur répartition géographique. L'avantage de prix par rapport à celui du fuel étant appelé à durer, le retour de certaines industries au combustible solide est envisagé. Le phénomène français peut donc paraître paradoxal.

Certes la politique charbonnière française n'a pas changé. « On reste sur les orientations du plan de 1974 », affirme le député général à l'énergie, M. Mentré. Il a été décidé de rouvrir le siège de Sainte-Fontaine, et M. d'Ornano a annoncé le 12 novembre à Metz que l'exploitation de la Houve serait prolongée. Quant au déclin de la production annuelle, il a été contenu, comme prévu, à 1 million de tonnes.

Pourtant la C.G.T. se plaint que « l'on soit repenti à toute allure sur la lancée de la liquidation ». Tant aux Charbonnages de France que dans les milieux officiels, on avoue une « détérioration de la situation » et l'on parle « d'atlaguer les branches mortes ».

Depuis 1958 on ne compte plus les programmes successifs qui ont marqué la régression de la production charbonnière. À l'époque, elle s'élevait à 60 millions de tonnes. En 1973, elle n'est plus que de 25,4 millions de tonnes, et le nombre de

mineurs de fond est tombé de 143 792 en 1958 à 44 903.

Ce déclin qui semblait inexorable, le gouvernement a décidé de l'enrayer quelques mois après le quadruplement du prix du pétrole. Encore ces projets sont-ils très prudents. « La prise en compte des données économiques ne permettait pas de ramener en cause la perspective de fermeture assez proche des exploitations les plus défavorisées », explique M. Gardent, directeur des Charbonnages de France.

Le 25 septembre 1974, le gouvernement demande aux Charbonnages « de prendre les dispositions nécessaires pour mener à bien la réalisation des opérations susceptibles d'augmenter la production de charbon national et pour lesquelles l'étude économique aurait fait apparaître pour les dix années à venir un coût de production inférieur à celui découlant d'un prix de revient de la thermie fuel lourd de 3 centimes (en francs au 1^{er} janvier 1975) ».

Cet objectif obligeait à embaucher six mille à sept mille jeunes ouvriers, avec un appoint de main-d'œuvre étrangère. Il fixait à 20 millions de tonnes la production de 1980 (au lieu de 13 millions) et à 18 millions de tonnes celle de 1985. Sur dix ans, c'est une cinquantaine de millions de tonnes supplémentaires qui devaient être extraites.

« Ce plan fut-il une erreur ? Le prix de 3 centimes la thermie était trop élevé, affirme aujourd'hui un haut fonctionnaire. Cela a déconnecté les coûts français du cours mondial. »

De l'aveu même de M. Gardent, « le prix de revient du charbon français a dépassé de 20 % par rapport aux estimations de 1974 ». La revalorisation de la profession de mineur — dans cette industrie où les salaires entrent pour des deux tiers dans le coût final — a entraîné une majoration de 15 %. Mais, surtout, l'augmentation du rendement escomptée après le réajustement de la main-d'œuvre ne s'est pas réalisée. En 1975, le rendement au fond a baissé de 1,4 % sur 1974, et malgré un progrès en 1975 on ne dépassera pas, cette année, les résultats de 1974.

2 milliards de déficit

A ce glissement du prix de revient du charbon français s'est ajouté un phénomène inverse sur le marché mondial. Le prix du fuel, en concurrence avec d'autres combustibles, a marqué le pas et décroché des prix des produits blancs. Quant au charbon, après avoir suivi une courbe ascendante après la hausse du prix du pétrole, il a vu bientôt ses cours baisser. En francs courants, le charbon-vapeur, qui coûtait 27-28 francs le kilowatt-heure en 1975, est tombé à 23-24 francs, voire à 20 francs, en 1976. Les Charbonnages de France ont alors été obligés de s'aligner sur ces cours mondiaux. Leur déficit, déjà considérable, n'a pu que s'aggraver. De 1,3 milliard en 1975 (après compensation par l'Etat des charges non liées à l'exploitation, telles que les retraites anticipées), il va passer à plus de 2 milliards en 1976, pour un chiffre d'affaires inférieur à 7 milliards.

Il n'est donc pas rare d'entendre dire, dans les milieux gouvernementaux, que l'entreprise nationale n'a pas tenu ses promesses et que « tout l'argent qui est donné aux Charbonnages est englouti en pure perte ».

Face à ces critiques, M. Gardent répond par ses propres doléances : « La dégradation de nos résultats financiers ressort de la politique énergétique du gouvernement. E.D.F., qui domine le marché du charbon, nous oblige à nous aligner sur les prix de dumping du charbon polonais, avec l'aval des pouvoirs publics. » Alors que les stocks des Charbonnages de France sont importants, E.D.F. a acheté près de 3 millions de tonnes de charbon polonais depuis janvier 1976.

Aux économistes du gouvernement pour qui la rentabilité est le seul critère, les Charbonnages disent : « La sécurité d'approvisionnement devrait justifier une marge de préférence. »

Quant à la C.G.T., elle affirme : « Comparer prix thermie à prix thermie est un tout calcul. Il faut raisonner en terme de coût social et envisager les problèmes de la balance commerciale, le prix des infrastructures des énergies de remplacement du charbon, les difficultés dans les régions minières pour les collectivités locales, le commerce et l'artisanat, enfin les conséquences sur la sécurité sociale et les caisses de retraite. »

Pourtant, de ce déclin, les pouvoirs publics semblent avoir tiré une conclusion. Alors qu'en 1974 on envisageait l'exploitation dans le Nord-Pas-de-Calais de niveaux profonds « pas plus difficiles à exploiter que ceux qui le sont actuellement », on admet désormais qu'on y renoncera à l'exception de millions de tonnes. Selon M. Mentré : « Il faut envisager un rythme de fermeture convenable », pour le bassin du Centre-Midi. Enfin, il souligne : « Il n'y a pas de problèmes pour le charbon à coke, mais il y en aura sûrement à terme ».

pour le charbon vapeur du bassin de Lorraine. Il n'est pas question d'aller au-delà des capacités d'écoulement. »

Cette analyse, M. Gardent ne la conteste pas. Il réclame simplement qu'« un cadre de politique générale soit défini et que la politique d'importation soit moins laxiste ».

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 34, 2^e col.)

C'est dans les entreprises industrielles qu'une très large part de la richesse nationale se crée et se répartit entre les agents économiques. Mais la répartition de cette richesse entre détenteurs du capital et entre salariés échappe de plus en plus à ces entreprises, qui, au moins dans ce domaine, pourraient bien avoir cessé

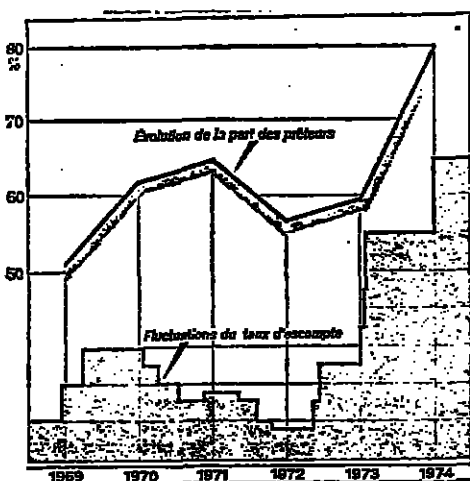
d'être de véritables « centres de décision ». Telle est la conclusion à laquelle conduit une étude menée au sein du laboratoire de sciences économiques de l'école normale supérieure par M. Christian Morisson, professeur d'économie politique, et par M. Pierre Cohen-Tanugi, ancien élève de cette école.

On a pu affirmer à plusieurs reprises que la rémunération du travail progresse en liaison avec la hausse des prix bien plus que par référence aux conditions de la conjoncture économique. L'augmentation de la charge salariale par tête dans l'industrie depuis 1969 a toujours été supérieure à l'augmentation des prix de détail, alors même que l'industrie était le secteur

par CHRISTIAN MORISSON et PIERRE COHEN-TANUGI

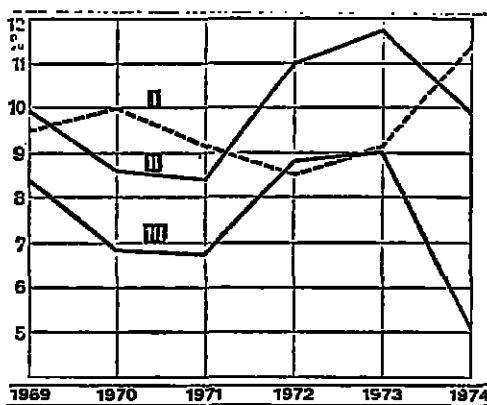
indirects allant au travail (salaires + charges sociales + participation) et des revenus qui rémunèrent les capitaux permanents investis ou prêtés (bénéfices ou dividendes distribués, avoir fiscal, tantièmes, béné-

s'attribuant, par la force des choses, dans les zones où ces laux se situent déjà à un niveau élevé. C'est en quelque sorte la « marge » plus ou moins importante dont disposaient les cellules du système productif, en liaison avec leur structure plus ou moins capitaliste, qui paraît avoir été l'élément déterminant qui a réglé l'ampleur des gains salariaux.



Ci-dessus : Partage des revenus du capital entre prêteurs et propriétaires.

Ci-contre : La rentabilité des capitaux propres est devenue inférieure à la rémunération des capitaux empruntés à moyen et long terme.



II : Répartition des revenus du capital entre prêteurs et propriétaires.

de l'économie qui contribuait le moins à alimenter l'inflation. Mais cette constatation générale ne rend pas compte du mécanisme des hausses de salaires et de leur transmission.

Une analyse plus poussée, comparant la répartition des revenus d'une part dans les différentes branches de l'industrie, d'autre part dans des ensembles représentatifs d'établissements industriels de dimensions différentes, permet de montrer que le critère de taille, pour une entreprise donnée, est bien plus déterminant que l'appartenance à un secteur d'activité, et cela malgré la diversité des conjonctures sectorielles. Les fluctuations du partage travail-capital, favorables aux salariés au cours de la période étudiée (1969-1974), se déterminent dans une poignée de firmes géantes — théâtre des principaux conflits sociaux — puis s'imposent à la majorité des entreprises de moindre dimension. Si on fait la somme des revenus directs et

fices mis en réserves, intérêts correspondant aux dettes à moyen et à long terme, on constate qu'entre 1969 et 1974, pour l'ensemble de l'industrie manufacturière, la part des salariés dans cette somme évolue, en fonction de la taille des entreprises, comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Taille des entreprises évaluée d'après leur chiffre d'affaires en 1969	Part des salariés en 1969 (A)	Variation (observée) de la part des salariés 1969-1974 (B)	Variation (corrigée (1) de la part des salariés 1969-1974 (C)
Plus de 500 millions de francs...	82,9 %	+ 4,8	+ 8,7
De 100 à 500 millions de francs...	87,5 %	+ 2,4	+ 5,5
De 20 à 100 millions de francs...	88,8 %	+ 2	+ 4,9
De 5 à 20 millions de francs...	91,8 %	+ 2,4	+ 4,4
Moins de 5 millions de francs...	92,1 %	+ 1,4	+ 3,4

(1) Le partage corrigé tient compte de la variation de l'effectif salarié et de l'augmentation des apports de capitaux permanents (capitaux propres, réserves et dettes à moyen et à long terme à francs constants).

Source : données fournies par la Centrale des bilans de la Banque de France (pour un échantillon de trois mille quatre cent vingt-sept entreprises).

On voit (colonne A) que la part des salariés, en 1969, était inversement proportionnelle à la taille des établissements. Cela s'explique aisément : les plus grandes entreprises sont aussi les plus capitalistes, celles où le poids du capital est le plus élevé, de sorte que la part de revenu allant aux agents capitalistes y est plus importante. Or, les colonnes (B) et (C) montrent que ces très grandes entreprises sont justement celles où la part salariale a le plus progressé au cours des dernières années. Les ondes de choc qui en sont parties se sont répercutées dans la masse des entreprises de taille plus modeste, et y ont influencé les taux de partage, en

La productivité, une fausse explication

A cet égard, évoquer la croissance, contrastée selon les secteurs, de la productivité apparente du travail, comme on l'a souvent fait, a de quoi laisser perplexer ; l'apparence, en ce domaine, pourrait n'être qu'une illusion : lorsqu'on parle de la difficulté d'absorber les hausses surimposées par les secteurs les plus « productifs », ou lorsqu'on dit que les gains de productivité du travail « justifient » une augmentation des salaires dans tel secteur, alors que dans tel autre cette augmentation est reçue par une contrainte externe et ne repose sur aucun gain de productivité, veut-on signifier que la quotient de la production par l'effectif (définition de la productivité apparente du travail) évolue différemment selon les secteurs, ou bien laisser entendre que la qualité intrinsèque du travail fourni est en cause dans certains secteurs moins « performants » ? L'usage du terme « productivité » est ici porteur d'une certaine ambiguïté. Il paraît plus raisonnable de dire qu'une même quantité de travail est d'autant plus productive qu'elle est associée à plus de capital. Il n'y a pas de hausses de salaires « méritées » et d'autres qui ne le sont pas. Il n'y a que des secteurs où des entreprises sont fortement capitalistes et d'autres qui le sont moins. Devant une variation du climat socio-politique qui renforce les syndicats,

le taux de syndicalisation y est généralement élevé et surtout parce que le taux de partage entre salariés et capitalistes se situe à un niveau susceptible d'être relevé en faveur des salariés, au moins provisoirement.

Du fait des différences de concentration (et donc de taille des établissements) entre les branches industrielles, il est permis de penser que la transmission des hausses de salaires, des unes aux autres est un phénomène de même nature que celui qu'on observe en distinguant les entreprises suivant la taille. Il est probable que les secteurs les plus capitalistes ont influencé ceux qui le sont moins.

(Lire la suite page 34, 4^e col.)

COMMENT CLASSER LES PAYS SELON LE DEGRÉ D'INÉGALITÉ DES REVENUS

(Lire page 36 l'article de Gilbert Mathieu.)

BULLETIN

Le rôle de l'or

La récente hausse de l'or dément, une fois de plus, les pronostics qu'« experts » et « spécialistes » faisaient il y a encore trois mois. Au lieu de l'être dernier, la plupart d'entre eux « voyaient » le prix du métal précieux au-dessous de 100 dollars à la fin de cette année. Mercredi de la semaine dernière, le cours est monté jusqu'à 136,5 dollars, ce qui représente une ascension considérable par rapport au point bas atteint le 31 août dernier (103 dollars). Chaque fois qu'un mouvement se produit, dans un sens ou dans un autre, de bonnes raisons se présentent à l'esprit (le plus souvent a posteriori) pour l'expliquer, et là où la veille on croyait percevoir une tendance « irrésistible » à la baisse, on en découvre une autre, tout aussi évidente, dans la direction opposée. Ces « impressions » successives sont à l'origine de bien des erreurs d'appréciation, qui coûtent parfois cher à ceux qui les commettent (telle est la règle d'un jeu qui, en réalité, n'en a pas...).

Comme on pouvait s'y attendre en pareilles circonstances, de nombreuses rumeurs ont circulé sur le marché, ce qui n'a pas peu contribué à stimuler la demande de certains jours. C'est ainsi que le bruit avait couru qu'à l'occasion de la dernière adjudication organisée par le F.M.I., le 27 octobre, la Banque du Japon s'était portée acheteur par l'intermédiaire de la Banque des règlements internationaux. La nouvelle pouvait paraître vraisemblable étant donné que le Japon, dont les réserves de change s'élevaient à quelque 16 milliards de dollars (ce qui le classe au troisième ou quatrième rang dans le monde), n'en possède qu'une infime partie sous la forme métallique. Mais le gouverneur de la Banque centrale de Tokyo a démenti.

Même si les banques centrales n'ont pas soutenu, par des ordres d'achat, le mouvement de reprise, il n'est guère douteux que les autorités responsables l'ont encouragé, du moins en Europe, par leur politique. On aurait été surpris, à la veille de la réunion de Manille, de la facilité avec laquelle l'Italie et la France avaient pu rallier les autres pays membres de la C.E.E. à l'idée d'entreprendre une demande commune auprès du Fonds monétaire (pour lui demander d'« assouplir » le programme de ses ventes). Plusieurs signes semblent indiquer que Washington s, de son côté, mis une sourdine à sa campagne en faveur de la démonétisation de l'or (même si l'objectif à long terme reste inchangé).

Aux motifs d'ordre politique qui peuvent être avancés pour expliquer cette attitude (désir de ne pas affaiblir le crédit des pays à monnaie faible de l'Europe, de ne pas aggraver les difficultés de l'Afrique du Sud, etc.), s'en ajoute un autre, de caractère monétaire. Dans la mesure où l'or retrouve sa qualité de « valeur refuge », cela réduit la spéculation à la hausse du deutschemark et du franc suisse (et donc à la baisse des devises malades). Du temps où existait un système monétaire international, les achats d'or officiels avaient justement pour fonction d'« éponger » les liquidités excédentaires. Dans le monde désorganisé d'aujourd'hui, il lui arrive encore de jouer ce rôle, mais selon un processus infiniment plus grossier, car une augmentation de la demande de métal précieux détermine aussitôt des fluctuations de cours d'une ampleur telle qu'elles apparaissent aussitôt pour ce qu'elles sont : une manifestation supplémentaire de l'instabilité générale.

POINT DE VUE

Trop d'ombres
sur la fiscalité des grands groupes

par JEAN POPPEREN (*)

Qui soutiendrait aujourd'hui que la fiscalité ne soit au centre du débat politique ? Cependant, tout un pan du système fiscal reste dans l'ombre, c'est celui de la fiscalité des grands groupes industriels et financiers. Rien de plus normal : nous sommes ici au cœur du système capitaliste, celui qui touche à l'accumulation du capital, au taux de profit et au rôle de l'Etat dans la formation de l'un et de l'autre.

Tentons de soulever un coin de voile, en examinant un élément de la fiscalité des grandes entreprises : le régime du bénéfice mondial et du bénéfice consolidé, tel qu'il a été fixé par la loi du 12 juillet 1965.

Ce texte stipule brièvement que « les sociétés françaises agréées à cet effet par le ministre des finances peuvent retenir l'ensemble des résultats de leurs exploitations directes ou indirectes, qu'elles soient situées en France ou à l'étranger, pour l'assiette des impôts établis sur la réalisation et la distribution de leurs bénéfices ».

Pour expliciter — sans doute imparfaitement — ce que signifie ce dispositif laconique, il est indispensable de se référer au décret pris en Conseil d'Etat, le 11 septembre 1967, pour l'application de cette loi. L'analyse de ce texte nous montre que les entreprises concernées tirent de ce régime de nombreux avantages : tout d'abord, ceux-ci résident dans la compensation des pertes et profits du groupe, puisque les pertes viennent atténuer le poids de l'impôt pour autant qu'elles sont déduites des bénéfices imposables. D'autre part, les sociétés

agréées peuvent appliquer les règles fiscales d'assiette de l'impôt sur les sociétés très favorables dans de nombreux domaines, tel que l'amortissement dégressif.

Ce régime supprime un certain nombre de doubles impositions qui ne sont pas évitées par le jeu normal des conventions internationales bilatérales : en bref, les entreprises agréées sont admises à imputer l'impôt sur les bénéfices payés à l'étranger de l'impôt sur les sociétés dont elles seraient redevables en France : c'est le fameux crédit d'impôt.

En outre, l'excédent de crédit d'impôt est admis en charge de l'exercice suivant de la société mère, ce qui fait diminuer son bénéfice imposable au titre de l'année suivante.

On sait que l'avoir fiscal correspond à un impôt qui a déjà été payé au Trésor et vise à atténuer la double imposition des dividendes. Lorsqu'une société pratique des distributions de dividendes sur des montants qui, pour diverses raisons, n'ont pas été soumis à l'impôt sur les sociétés, il serait anormal que ces dividendes se voient attacher un avoir fiscal correspondant à un impôt qui n'a pas été payé. C'est pourquoi les sociétés qui distribuent les dividendes non imposés doivent payer l'avoir fiscal, correspondant à ce pré-compte.

Enfin, ce régime donne aux entreprises concernées des possibilités accrues de distribution de bénéfices en franchise de pré-compte. Rappelons de quoi il s'agit.

Le régime des agréments

Il semble bien que les entreprises concernées puissent, grâce à ce système, ne payer que très peu d'impôts en France, sinon pas du tout : la commission parlementaire sur les sociétés pétrolières l'a établi pour celles de ces sociétés qui relevaient de son enquête. Par ailleurs, les pouvoirs publics ont, par deux fois en deux ans, admis implicitement que cette conséquence vaille pour toutes les autres entreprises agréées au bénéfice mondial. En effet, en 1974 (1) et tout récemment (2) « la contribution exceptionnelle (des personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés) est calculée, pour chacune des sociétés mères ou filiales, après le montant de l'impôt sur les sociétés qui aurait été dû pour la période de référence en l'absence... (d'application de ce régime) ». C'est dire qu'à défaut de cette disposition ladite « contribution exceptionnelle » des plus grands groupes français aurait été mince, sinon nulle. Que représente, en effet, une augmentation de 4 % sur la base 0 ? Mais pourquoi ne faire que des suppositions ? C'est que les sociétés relevant de ce régime le sont sur agrément du ministre des finances. Or ces agréments ne sont connus que de l'autorité qui les accorde et du bénéficiaire. Le secret fiscal — et comme mode — interdit de divulguer la liste de ces entreprises, qui seraient une quinzaine, dont la C.F.P. et la SNEA. De plus, les dispositions contenues dans l'agrément restent également secrètes. Or nombre d'entre elles sont de très grande importance.

Prenons un exemple : le décret de 1967 stipule que peuvent être déduits de l'impôt dû en France les prélèvements fiscaux étrangers à condition qu'ils soient compensables à l'impôt français sur les sociétés ou tiennent lieu de cet impôt... la liste (de ces impôts) est fixée par la décision d'agrément.

Ainsi l'administration s'est-elle donné le pouvoir de définir le type d'impôt admis à déduction, et cela, sans possibilité de contrôle, ni du juge ni du Parlement. Derrière cette totale opacité, on a d'ailleurs assisté à des variations « doctrinales ». C'est ainsi que, dans le cas du pétrole, le ministre des finances a décidé, par une instruction en date du 20 février 1974, de « modifier le mode de calcul des impôts étrangers imputables en France et des excédents déductibles d'impôts étrangers en s'appuyant sur une analyse plus serrée de la nature exacte de l'impôt acquitté aux pays producteurs de pétrole ». Peu importe de discuter du fond de cette nouvelle interprétation du ministre, ni de son caractère tardif (près de dix ans après la création de ce régime) ni même le fait qu'après cette instruction les compagnies ont continué à être totalement dégrévées. Ce qu'il nous importe de dire, c'est que, par des instructions qui ne sont, elles non plus, pas publiées, le ministre modifie l'assiette et le taux des impôts des sociétés agréées au bénéfice consolidé.

La commission d'enquête parlementaire avait, d'ailleurs, dénié à ces impôts le caractère d'impôt sur les bénéfices signalant qu'ils sont « calculés sur un prix théorique affecté d'un volume et perçus non pas sur un résultat effectif et constaté, mais sur une quantité de produit enlevée. Ils pourraient donc être perçus même en l'absence de bénéfices ». Autrement dit, ces impôts sont des taxes à la sortie du pétrole et n'ont pas, en conséquence, le caractère d'impôt direct (3).

La commission d'enquête avait également formulé une autre remarque concernant, elle, le pétrole de participation. Celui-ci, en effet, fait l'objet d'une transaction commerciale entre la compagnie pétrolière et l'Etat producteur et ne devrait donc pas, en toute logique, donner lieu à crédit d'impôt.

Le ministre des finances a toujours refusé de répondre à ces considérations. Peut-être modifiera-t-il sa position ? Mais, s'il la modifie, nul n'en saura rien que les compagnies intéressées, puisque ses décisions, annexées aux agréments, ne seront pas

connues. Gageons que, s'il se décide à le faire, la réforme ne changera rien à la situation des grandes entreprises au regard de leurs éventuels débours fiscaux. Mais, qui pourra le démontrer ?

Il y a là une violation évidente de l'article 34 de la Constitution, qui prévoit que l'assiette et le montant de l'impôt sont sous le contrôle du législateur. De plus, le pouvoir exécutif estime que, en raison du secret fiscal, il n'a point de compte à rendre au Parlement. Les principes de la démocratie politique sont donc à l'évidence ignorés, avec la bénédiction du Conseil d'Etat, qui a approuvé le décret de 1967.

Notons qu'à l'inverse les conventions fiscales bilatérales, dans lesquelles figure la liste des impôts pris en considération, sont, elles, soumises à la ratification du Parlement.

Le Conseil d'Etat a-t-il eu, d'autre part, conscience que le décret qui lui était soumis « interprétait » très librement le court texte de la loi de 1965 ? Un exemple : nous avons parlé plus haut de la franchise de pré-compte accordée aux sociétés agréées. Cette disposition était-elle inscrite dans la loi ? Interrogé sur ce point, le ministre de l'économie et des finances (4) justifie sa position par un sophisme : les comptes des entreprises agréées sont reconstitués comme si la loi fiscale française leur était appliquée dans le monde entier ; elles payent un impôt en France... par l'impôt des impôts qu'elles ont payés à l'étranger. Donc, même si le Trésor français ne touche rien, le pré-compte ne doit pas être payé sur les entreprises puisqu'elles ont déjà payé l'impôt en France ! Cela, dit le ministre, « est dans la logique » du régime.

(*) Député du Rhône, secrétaire national du parti socialiste.

Les revenus des entreprises

(Suite de la page 33.)

Or, les impératifs de la concurrence nationale et internationale poussent les entreprises à accentuer leur structure capitaliste. Il est utile de savoir que, pour l'ensemble de l'industrie, l'effectif salarié n'a progressé que de 15 % entre 1968 et 1974 — encore la durée moyenne du travail s'est-elle réduite ! — alors que, dans le même temps, les capitaux permanents injectés dans la production se sont accrus de 75 % à France constants. Il suffit que cette évolution se conjugue avec une conjoncture socio-économique favorable aux pressions des salariés — comme ce fut le cas en 1968, puis en 1970-1971 lorsque le gouvernement eut une politique sociale affirmée, enfin en 1974, année de forte poussée de la gauche à l'élection présidentielle, — pour que soient réunies les deux conditions d'une baisse quasi automatique de la part des revenus des agents capitalistes.

Ce mécanisme n'est cependant pas le seul qui exerce des effets contraignants sur la répartition. Principalement par le biais des variations du taux d'escompte — qui échappent au contrôle des entreprises et dont on imagine mal, du reste, qu'elles puissent être négociées avec les partenaires sociaux — l'Etat a exercé, volontairement ou involontairement, une influence considérable sur le partage des revenus du capital entre propriétaires et prêteurs. Mais, avant d'aborder ce point, faisons remarquer que la politique conjoncturelle a également eu une incidence sur la répartition : en 1968-1969, les mesures de relance de l'économie et de soutien direct aux entreprises en difficulté (notamment les aides exceptionnelles de trésorerie) ont contribué à relever la part du profit, le montant des subventions à l'industrie a été élevé en 1969, en 1972 et surtout en 1973, précipitant au cours des trois années les moins défavorables aux bénéfices.

La part des banques

Quels sont les prêteurs dont il va être maintenant question ? Ce sont l'ensemble des agents qui louent aux entreprises, à travers les banques et le marché des obligations, des capitaux à court, moyen et long terme. La part de ces prêteurs dans la somme des revenus allant aux capitaux prêtés et investis augmente considérablement pendant la période étudiée, passant au cours de la seule année 1974, de 60 à 80 % du total. Or le graphique 1 de la page 33 montre que les phases de cet accroissement suivent d'assez près les fluctuations du taux d'escompte, qui lui-même guide l'ensemble des taux d'intérêt (même si l'ajustement n'est plus automatique).

Une analyse plus détaillée montre que c'est à la fraction des intérêts liés aux capitaux à court terme qu'il convient d'imputer les fortes poussées de la part des prêteurs (la croissance des intérêts qui rémunèrent les capitaux prêtés à moyen et long terme a un caractère nettement plus régulier). La variation des taux n'est pas le seul facteur qui explique ces fortes poussées. Les fluctuations de l'endettement court ont également joué leur rôle : en 1970 et en 1971, années de vives pressions salariales et de lessivement des bénéfices, cet endettement court a progressé de 35 % et de 32 % respectivement. Au contraire, pendant la phase plus favorable aux profits, 1972 et 1973, il s'est accru respectivement de 2 % et de 11,5 %. En 1974, enfin, il s'est à nouveau gonflé (+ 28 %), alors que la part salariale reprenait sa progression et que les profits baissaient brutalement.

Par l'effet conjugué des variations de l'endettement court et des taux d'intérêt, la part des prêteurs dans les revenus du capital a donc progressé au cours des mêmes années que la part des salariés dans l'ensemble des revenus. Cette concomitance n'est pas pour surprendre : c'est lorsque la pression salariale augmente et que les marges d'exploitation se resserrent qu'un recours accru au crédit à court terme devient indispensable pour la plupart des entreprises. Si les taux d'intérêt sont relevés au même moment — comme c'est le cas en 1970 et en 1974, — une forte poussée de la part des prêteurs est inévitable : en somme, le partage des revenus entre capital industriel et capital financier dépend simultanément de la pression salariale et de la politique du taux d'escompte. Il suffit que les syndicats de travailleurs et que les autorités monétaires décident au même moment, les uns d'intensifier les luttes, les autres de mener une politique d'argent cher, pour que soit réalisée la coalition objective qui permet au système bancaire, principal transformateur de dépôts non rémunérés en capitaux à court terme prêtés

aux entreprises, de détourner à son profit, et sans coup férir, une part rapidement croissante des marges industrielles. N'est-ce pas un scénario de ce type qui s'est réalisé en 1974, année de la plus forte inflation en France depuis le milieu du siècle ?

Mais comment, dans ces conditions, la croissance des investissements a-t-elle pu être maintenue jusqu'à cette date ? A étudier les trois sources de l'autofinancement — dotations aux amortissements et provisions d'exploitation, dotations aux provisions hors exploitation ou exceptionnelles, variation des réserves (profit épargné), — on constate que la troisième joue un rôle de moins en moins important. En 1974, les bénéfices nets en réserves représentaient moins de 2 % de l'autofinancement global. Au contraire, la part des dotations aux provisions exceptionnelles n'a cessé de croître. Dans les années de conjoncture par trop défavorable (1970, 1974), un gonflement de ces provisions (soustraites provisoirement à l'impôt sur les bénéfices) a probablement permis de financer des investissements à un moindre coût. Confrontées à de nombreuses rigidités (pression régulière de la masse salariale, pression fiscale constante ou accrue, maintien dans la mesure du possible d'une croissance continue des dividendes, détermination exogène du loyer de l'argent), de nombreuses entreprises industrielles ont dû tenter de se ménager ainsi une certaine marge en matière d'autofinancement. Quelle partie de ces provisions correspond en réalité à des bénéfices en suspension d'impôt ? Quelle partie aux risques de toute nature que la conjoncture si incertaine de 1974 contenait en germe ? Il est difficile de le dire.

Néanmoins, même si on considère une fraction importante — la moitié par exemple — de ces provisions comme des bénéfices à part entière, il reste que 1974 est l'année d'un retournement, celle où la rentabilité des fonds propres (même en incluant la moitié des provisions exceptionnelles et l'avoir fiscal) devient inférieure au coût des capitaux empruntés à moyen et long terme et au taux d'intérêt offert pour les nouvelles émissions d'obligations (voir le graphique 2 de la page 33). La récession survenue en 1975 a nécessairement remis en question l'investissement. Comment investir, lorsque le taux d'intérêt semble devoir dépasser durablement le rendement des capitaux ? Ce rendement a pu bénéficier d'une brève amélioration en 1976. Mais la hausse du taux d'escompte au mois de septembre ne peut que compromettre cette rémission.

CHRISTIAN MORRISON
et PIERRE COHEN-TANUOL

Le charbon français

(Suite de la page 33.)

Il alimenterait d'autre part que soit assuré, après 1985, l'avenir du charbon français. « Il ne serait pas désraisonnable, dit-il, alors que le prix de revient du nucléaire n'est pas aussi avantageux qu'on a voulu le dire au départ, de prévoir un petit crâneau thermique pour le charbon, ce qui permettrait d'assurer l'écoulement à long terme de la production française ». Enfin, le directeur des Charbonnages a un troisième vœu : « Il faut mieux un contrôle national des prises de participation dans les mines à l'étranger plutôt que de laisser le terrain aux compagnies pétrolières ».

A quel l'administration répond que « C.D.F. ne doit pas jouer le rôle d'un opérateur privilégié ». Les mauvais résultats financiers de la mine dont les Charbonnages et Usinor ont pris le contrôle en Virginie-Occidentale (Etats-Unis) accroissent les rangs de ceux qui pensent l'entreprise nationale « incapable d'une bonne gestion ».

Loin de ces vœux pessimistes, la C.G.T. s'indigne que « la France soit le seul pays à sacrifier ainsi son industrie charbonnière ». « On ne peut justifier aucune fermeture, assure M. Dufresne, on peut, en revanche, ouvrir l'Aumône et le Jura. On se dit pauvre. Raison de plus pour ne pas gaspiller comme cela se fait actuellement ».

Cependant, le syndicat sait qu'il n'est pas question d'exploiter des mines non mécanisables. Quant à la gazéification *in situ* (le Monde du 10 novembre), qui permettrait théoriquement de réduire les inconvénients que présentent les gisements français et d'exploiter le charbon profond, elle n'est pas encore au point. En retard dans le domaine de la recherche, la France envisage de s'associer aux Belges et aux Allemands, qui expérimentent actuellement ce procédé, mais ces derniers semblent peu favorables à cette association. En tout état de cause il s'agit d'une autre industrie, et il n'y a

guère d'espoir qu'une telle technologie soit applicable avant plusieurs lustres.

Ainsi, malgré des déclarations optimistes de M. Marchais, le 23 octobre dernier à Lille, le déclin de la production du charbon semble inévitable. Ce phénomène n'est d'ailleurs pas uniquement français puisque au mois de septembre la C.E.E. avait décidé « la contribution de l'industrie charbonnière à l'approvisionnement en énergie de la

Communauté pourrait être sensiblement moins importante que ce qui avait été prévu initialement pour 1985 ».

Du moins est-il permis de se demander s'il n'est pas un peu rapide de revenir dès maintenant sur un plan — vœux de deux ans — dont tous les effets n'ont pu jouer. La difficulté de trouver dans la conjoncture actuelle les investissements nécessaires à la création d'emplois dans les régions

touchées par cette récession, le poids des produits énergétiques dans la balance des paiements, la hausse vraisemblable du prix du pétrole ne devraient-ils pas conduire à plus de prudence ? Au moins le gouvernement pourrait-il tenir compte de ces facteurs pour fixer aux Charbonnages de France cette marge de préférence qu'ils réclament pour survivre.

BRUNO DETHOMAS.

Dem
des distributeurs automatiques
bien distribués.

Dem est une société française spécialisée depuis plus de 20 ans dans la distribution automatique. Dem fabrique toutes sortes de distributeurs automatiques :
— appareils de vente pour boissons, nourriture d'appât, cigarettes, etc.
— sur mesure pour vendre des produits bien spécifiques ;
— matériel sophistiqué indispensable pour la restauration automatique ou assésée. D'ailleurs dans ce domaine, Dem est à la pointe de la technique puisque ses appareils permettent de réaliser des saisons limitées (vendues obligatoires par décret). Pourrait fabriquer les appareils les plus élaborés, les plus fiables, ne souffrant pas d'usure. Depuis quelques années la société s'est attachée à établir un réseau de concessionnaires de premier ordre. Il y en a partout en France. Des techniciens qualifiés peuvent vous renseigner et de répondre vos problèmes. Pour tout renseignement, contactez ce bon à Dem - 4, rue Robert Schuman - B.P. 60 - Zone Industrielle - 77330 Ozoir-la-Ferrière - Tél. : 028.98.13.

Bon à retourner à Dem - 4, rue Robert Schuman - B.P. 60 - Zone Industrielle - 77330 Ozoir-la-Ferrière, pour recevoir :
☐ une documentation sur les distributeurs automatiques ;
☐ une brochure sur la restauration ;
☐ la liste d'un délégué ;
☐ la liste de nos concessionnaires.

Nom :
Société :
Adresse :
Tél. :



Dem. Le premier spécialiste de la distribution automatique.

صندوق البريد 111

L'industrie de la machine-outil au creux de la vague

La machine-outil française craque. « La crise que nous traversons est la plus grave que nous ayons connue », affirment certains professionnels. De fait, au fil des mois, la liste des entreprises qui licencient s'allonge. On y trouve les plus grands noms de la profession : Cazeneuve, Ernault-Somua, G.S.P., d'autres encore. Il n'est pas jusqu'à la filiale de la régie Renault

qui ne soit touchée. En tout mille licenciements, soit un peu plus de 4 % des effectifs employés (1). « Et ce n'est pas fini, affirme-t-on. Si rien n'est fait, des chefs d'entreprise qui tiennent encore sont bousés les bras. » Crise conjoncturelle ? Qui sans doute, mais qui touche un secteur fragile, dont la dégradation s'est accentuée au fil des années.

Que faire ? « Relancer les investissements », répond M. Pierre Rouchaud, le président du Syndicat des constructeurs français de machines-outils. A ses yeux, les difficultés que connaît actuellement la profession sont d'abord et surtout conjoncturelles. Le ralentissement des investissements, après le coup de fouet donné par la détaxe de 10 % accordée en 1970, a touché durement toutes les industries des biens d'équipement et plus particulièrement la machine-outil. « Les commandes sont en chute libre dans l'Hexagone », constate un industriel. « Tout est bloqué, et il faut craindre qu'il n'en soit ainsi jusqu'au début de 1972. »

L'atonie du marché français n'a d'égale que la mollesse des marchés étrangers. La reprise s'essouffie en Europe. Les pays producteurs de pétrole ne se sont pas révélés les eldorados attendus, et les pays de l'Est ont réduit leurs engagements. Conséquence : la concurrence n'a jamais été aussi sévère, et ce d'autant que les nouveaux venus (d'Europe de l'Est, par exemple) tentent de se frayer une place.

Que la crise soit conjoncturelle nui ne songe à le nier. Il reste que ses effets sont d'autant plus dommageables qu'elle frappe un secteur dont la fragilité est reconnue depuis des années. Cinq, six, dix rapports ont été consacrés à la machine-outil française considérée comme un domaine d'activité prioritaire. Tous ont mis en évidence les faiblesses de cette industrie. Aux côtés d'entreprises dynamiques, combien de sociétés chancelantes ? Les firmes du secteur sont le plus souvent familiales et de petite taille. Parfois, le « patron » s'est endormi sur ses lauriers et continue de fabriquer un produit dépassé et difficilement vendable ; d'autres fois, un effort de recherche a été fait, mais c'est la commercialisation qui n'a pas suivi. Au fil des ans, la situation ne s'est guère améliorée. Des fabrications ont été abandonnées aux constructeurs étrangers qui en ont profité pour accentuer leur avantage. Aujourd'hui, la machine-outil française voit sa réputation baisser... et les capitalistes se détournent de ce secteur très endetté et peu rentable.

Les plans se sont succédé ; le dernier en date a été présenté par M. d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche, en janvier dernier. Ses objectifs étaient ambitieux : porter de 109 000 tonnes, en 1974, à 142 000 tonnes, en 1980, la production française ; ramener de 50 % à 35 % la part de la consommation apparente couverte par les importations. On ne saurait dire, cependant, que sa mise en œuvre ait bouleversé les données. Certes, un effort important a été consenti en faveur des machines à commandes numériques. Certes, les aides à la recherche développement ont été augmentées : elles ont triplé, ce qui n'est pas négligeable. Mais, au niveau des structures de la profession, rien n'a bougé ou presque.

Attentisme et libéralisme

Au demeurant, ce programme d'action avait été accueilli sans grand enthousiasme par une large partie de la profession, soit que certains constructeurs aient souhaité des aides directes sonnantes et trébuchantes qui n'y figureraient pas, soit que d'autres aient redouté les restructurations envisagées. De leur côté, les pouvoirs publics, s'ils étaient prêts à soutenir telle ou telle opération de regroupement, n'entendaient pas, au nom du libéralisme, forcer la main de quiconque. « L'avenir de la profession appartient aux industriels », affirmait-on. Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que l'on n'ait guère avancé, quitte à ce que l'Etat consacre de fortes sommes au financement du chômage partiel...

Dans l'immédiat, il n'est pas douteux qu'une relance des investissements dans l'industrie permettrait à la machine-outil de passer un cap difficile. Cependant, outre le fait qu'une telle relance profiterait sans doute plus aux constructeurs étrangers qu'aux constructeurs français — le phénomène a été maintes fois vérifié — elle ne permettrait pas de résoudre le problème de fond qui se pose à cette profession.

Au reste faut-il parler du problème de la machine-outil ou des problèmes des machines-outils ? La seconde formule correspond incontestablement mieux à la réalité tant sont différentes les situations que l'on peut rencontrer dans cette industrie — le formage se porte mieux par exemple que l'enlèvement du métal — et dans les entreprises d'un même secteur. Cela dit, tout le monde est en gros d'accord pour estimer que la machine-outil est placée à moyen terme devant une triple exigence : faire face du mieux possible à la disparition ou à la reconversion d'entreprises fabriquant des produits ordinaires, et qui seront, quand elles ne le sont déjà, concurrencées par de nouveaux venus sur le marché ; développer la production

des machines de plus en plus « sophistiquées » afin de répondre à la demande mondiale ; réoccuper certains créneaux de fabrication jusqu'alors abandonnés à la concurrence étrangère.

Comment y parvenir ? Le dossier est si complexe que les avis divergent. Faut-il créer une grande entreprise de machine-outil en fusionnant certaines des entreprises les plus importantes ? Faut-il créer une grande société commerciale qui permettrait aux petites firmes d'être présentes plus activement à l'exportation ? Doit-on procéder à des regroupements par famille de produits ? Comment opérer les nécessaires rapprochements qu'exigent la commercialisation, les études et la recherche ? Quelle forme doivent-ils revêtir ? Les discussions vont bon train mais ne sont guère facilitées par une profession où l'on est traditionnellement fier de son produit et de son indépendance...

Les pouvoirs publics, de leur côté, sont manifestement embarrassés. Sans doute tentés par le « laisser faire » qui permettrait aux entreprises les plus solides d'émerger, ils ne peuvent cependant

rester toujours les bras croisés devant les conséquences sociales de la crise. Prêts à soutenir des regroupements qu'ils souhaitent, ils se gardent d'intervenir directement pour les provoquer.

Disposant de moyens non négligeables dans ce secteur — la filiale de Renault, la SNECMA, ainsi que les arsenaux, dont le potentiel est bien mal exploité — ils ne les utilisent pas, faute d'être en mesure de fixer des objectifs précis. « Dans un secteur aussi dispersé l'Etat ne peut intervenir qu'au niveau des structures... et si ces structures n'existent pas... » commente un fonctionnaire.

Au siège de l'Institut du développement industriel (IDI) où l'on s'intéresse de près à ce domaine d'activité, on refuse cependant de sombrer dans le pessimisme. « Ce sera dur, mais la machine-outil s'en sortira. » Dans quel état ?

PHILIPPE LABARDE.

(1) De juin 1970 à juin 1971 les effectifs de la machine-outil sont passés de 28 600 à 24 820 personnes, et certains responsables redoutent qu'ils ne tombent à moins de 24 000 à la fin de cette année.

FORMATION CONTINUE

En 1 an... sans interruption de votre activité professionnelle, une formation par correspondance pratique, complète, efficace à la **FISCALITÉ DES ENTREPRISES**

FRANCIS LEFEBVRE FORMATION

F.P.V. Etablissement privé d'enseignement à distance
15, rue Viète 75017 Paris — Tél. : 758.16.20 (44)

Hôtel Sheraton. Des boutiques, des restaurants, des jardins, entre votre chambre et Montparnasse...

« Le Montparnasse 25 », une table gastronomique dans un décor des « années folles », « Le Corail », un bar feutré où il fait bon s'attarder, « La Ruche », un restaurant à service rapide et permanent (de 7 h. à 23 h.), des chambres vastes et silencieuses dominant Paris (équipées d'un bar, d'un téléphone direct, de chaînes couleur et de programmes de films sur TV), des salles de réceptions et de conférences, 2.500 places de parking.

Confort, calme, détente...

Voilà ce que vous offre l'Hôtel Sheraton, au milieu de ses pelouses et jardins...

... en plein cœur de Montparnasse.

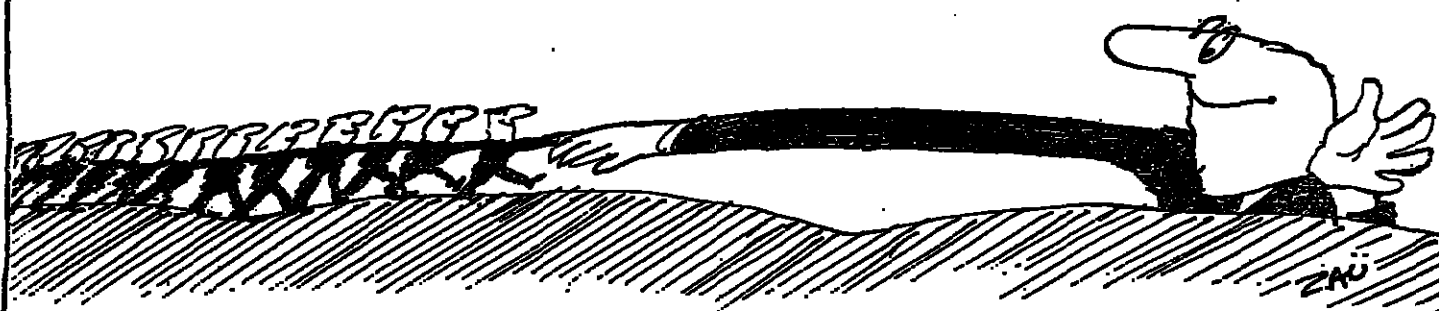
Pour réserver :

260.35.11



Paris-Sheraton Hotel
SHERATON HOTELS AND RES. WORLDWIDE
AVENUE DU MAINE - RUE DU COMMANDANT MOUCHOTTE - T. 20.05

Sans Technip, la société Roch de Lons-le-Saunier n'aurait pas vendu ses maisons préfabriquées à la Pologne.



Nous sommes un groupe d'ingénierie de 4 000 personnes implanté dans 12 pays.

Depuis 1958, nous concevons et nous réalisons des ensembles industriels. Dans le monde entier. Et dans des secteurs aussi variés que le traitement des hydrocarbures et l'industrie agro-alimentaire. Lorsque nous signons un contrat avec l'étranger, c'est l'industrie française tout entière qui est concernée.

Parce qu'après avoir passé beaucoup de temps à concevoir ce que sera la future installation, nous passons beaucoup de commandes aux entreprises françaises pour sa réalisation.

Pas seulement aux plus grandes, mais à celles qui répondront le mieux au problème, grosses ou petites, notre indépendance nous permettant de choisir en toute objectivité, quel que soit notre domaine d'activités concerné.

C'est ainsi que nous avons fourni, à S.A. Constructions Roch de Lons-le-Saunier, l'occasion d'exporter vers un pays avec lequel elle n'avait jamais travaillé : la Pologne, où nous avons été amené à construire, pour la réalisation clef en main d'un ensemble pétrochimique, un village qui abrite en ce moment près de 200 familles.



Technip passe en moyenne 1 milliard de francs par an de commandes à l'industrie française.

En France : Coci - Guigues - Intercontrôle - Ipedex - Technip Géoproduction - Technipex - Technocar.
Dans le monde : Algérie, Brésil, Colombie, Espagne, Etats-Unis, Inde, Iran, Italie, Japon, Venezuela, Yougoslavie.

Comment classer les pays selon le degré d'inégalité des revenus

Les critiques adressées par le gouvernement de Paris à l'étude des fonctionnaires de l'O.C.D.E. ont d'autant plus surpris ceux-ci que leurs collègues français, qui avaient eu connaissance du rapport de M. Sawyer bien avant sa publication, n'avaient soulevé aucune objection à son sujet. Y a-t-il eu négligence des experts français ? Ou bien étaient-ils simplement d'accord avec la méthode suivie par le groupe de M. Sawyer et sur l'essentiel de ses conclusions ?

Trois critiques

L'examen des griefs formulés, en octobre, à l'encontre de ce document apporte un début de réponse. Les critiques sont, pour l'essentiel, de trois sortes :

1) L'étude publiée par l'O.C.D.E. compare des données nationales qui ne sont pas totalement homogènes. Certains pays comptent, par exemple, dans leurs statistiques sur les revenus, les « loyers fictifs » que les propriétaires occupant leur logement sont censés se payer à eux-mêmes, d'autres pas (cas de la France). L'autoconsommation des familles rurales n'est pas comptabilisée de la même façon dans tous les pays. Certaines prestations sociales sont tantôt incorporées dans le revenu, tantôt pas (l'allocation foyer versée, en France, aux personnes âgées n'est pas prise en compte). Enfin, les revenus qui n'ont été perçus que pendant quelques mois (chômeurs-retrouvant du travail, notamment) sont parfois comptabilisés comme revenu annuel, parfois comptabilisés comme revenu temporaire ;

2) La façon de déduire des ressources des ménages l'impôt sur le revenu peut être faite de diverses manières. L'INSEE a la sienne, M. Sawyer une autre, qui ne donne pas exactement le même résultat ;

3) Enfin — et cette remarque est de loin la principale — le groupe de l'O.C.D.E. a comparé des études nationales sur le revenu, qui sont tantôt d'origine fiscale (avec la précision que cela permet, une fois la fraude présumée éliminée), tantôt le résultat — plus

L'ETUDE du groupe de M. Sawyer sur les inégalités en Occident (1), publiée sous le timbre de l'O.C.D.E. mais sous la responsabilité de son auteur, a soulevé en France une controverse. Le premier ministre en a contesté certains résultats en rappelant qu'avant de formuler ses conclusions chiffrées, M. Sawyer, « dans un long préambule technique, attirait l'attention sur les difficultés de l'exercice et déclarait que, « strictement parlant, une étude comparative est impossible en l'état actuel des connaissances » (dans l'interview accordée au Monde

le 5 octobre). Les services de l'Elysée ont diffusé dix jours plus tard une note de protestation à l'Organisation du Château de la Muette (2).

L'INSEE va publier, de son côté, le mois prochain, une étude de M. Begué sur le sujet, d'un ton sensiblement différent et consacrée presque exclusivement au cas français. Cela remet-il en cause les conclusions auxquelles arrivait M. Sawyer, qui plaçaient la France en tête du palmarès de l'inégalité ? La question est suffisamment importante pour qu'on cherche à y apporter une réponse claire.

Grande-Bretagne, ils ont retenu la plus sûre et mentionné en note les résultats de la seconde. Cette méthode les amenait à comparer — faute de mieux — des travaux d'origine fiscale à des enquêtes par interview ; cela n'a pas été critiqué des mois durant, mais devait l'être tôt ou tard puisque la « fiabilité » des deux méthodes n'est pas la même.

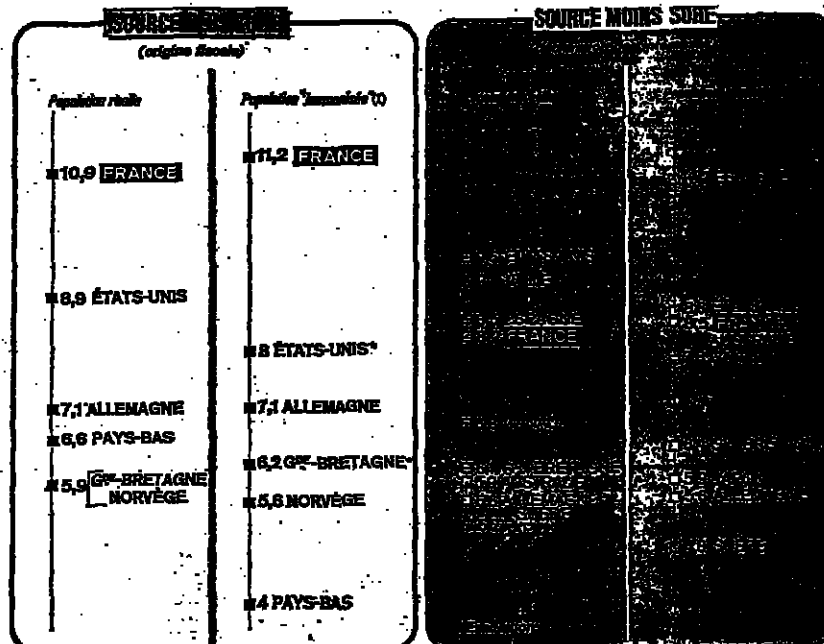
Le cas français illustre clairement la différence. Depuis plus de dix ans, la répartition des revenus en France est établie par l'INSEE à partir d'un échantillon représentatif de quarante mille dossiers fiscaux de ménages (3). Une forte partie des revenus des Français échappant à l'investigation du fisc (tantôt légalement, tantôt par fraude), l'INSEE redresse d'environ 22 % les revenus consignés dans ces dossiers, vérifiés un par un, pour rendre leur montant total homogène aux données de la comptabilité nationale ; la correction est, bien entendu, fort inégale selon les catégories socio-professionnelles, puisque l'évasion fiscale varie sensiblement d'un groupe à l'autre (4). Ainsi est établie la pyramide des revenus des Français.

Il existe en France une autre source de renseignements sur le sujet : l'enquête périodique, par sondage, sur la consommation et les conditions de vie des ménages, à laquelle est annexée une question relative au revenu des interviewés. Les réponses à cette question sont à ce point inexactes (ou volontairement mensongères) que le revenu qui en résulte ne permettrait même pas aux ménages interrogés de payer tout ce qu'ils consomment ; « à fortiori » ne pourraient-ils jamais évaluer l'INSEE. L'INSEE ne peut pas ce résultat. C'est, à quelques exceptions près, ce qu'il a mentionné dans l'étude à paraître, notant que l'écart entre les revenus des 20 % de Français les plus aisés et ceux des 20 % les plus démunis serait, selon cette répartition, non pas de 10,9, comme indiqué par l'enquête fiscale recueillie, mais de 3,2.

A approches différentes, résultats divergents. Aussi le groupe de M. Sawyer aurait-il dû, pour se mettre à l'abri des critiques, séparer nettement, dans ses tableaux, les résultats des enquêtes exhaustives (ou principalement fiscales de ceux des études basées essentiellement sur l'interview.

L'ÉCHELLE (STATISTIQUE) DES INÉGALITÉS

(Coefficient illustrant l'écart entre le revenu des 20 % de citoyens les plus aisés et celui des 20 % les plus démunis)



(1) L'harmonisation suppose semblable la structure démographique de chaque pays.



「Chemical Bank がアメリカのほかの国際的銀行とちがう点は、お金ではありません。想像力です」



「Ce qui différencie la Chemical Bank des autres grandes banques américaines internationales, ce ne sont pas les capitaux. C'est l'imagination。」

Bien plus que des capitaux. Dans toutes les langues. **CHEMICAL BANK**

Succursale à Paris : 85, Avenue Marceau, 75116 Paris - Tél. : 720.74.30.
Siège central : New York, N.Y. Bahrain, Les Bermudes, Bayrouth, Birmingham, Bogota, Bruxelles, Buenos Aires, Le Caire, Caracas, Chicago, Djakarta, Dubai, Edimbourg, Francfort, Hong Kong, Îles Anglo-Normandes, Londres, Madrid, Manille, Mexico, Milan, Monrovia, Nassau, Paris, Rio de Janeiro, Rome, San Francisco, Sao Paulo, Singapour, Sydney, Talpeh, Téhéran, Tokyo, Toronto, Vienne, Zurich.

La France en tête

Nous l'avons fait dans le graphique ci-dessus, après consultation des intéressés, en plaçant la place qu'occuperait chaque pays si la structure démographique était partout la même (colonne dite avec population « harmonisée »).

Parmi les six pays pour lesquels on dispose d'une répartition des revenus à base de renseignements exclusivement ou largement fiscaux, la France arrive largement en tête. Cela ne saurait étonner plus, car, comme on le voit à l'INSEE, d'une part, notre pays est caractérisé par une forte proportion de non-salariés (agriculteurs notamment) et que « la dispersion des revenus non salariaux est considérablement plus forte que celle des revenus salariaux » et que, d'autre part, « la dispersion des salaires est plus forte (en France) que dans des pays comme l'Allemagne ou l'Angleterre ».

Cette valeur accordée aux autres renseignements, ceux qui sont obtenus par interview (partie droite du graphique) ? On voit bien qu'on ne peut guère se fier à ces données puisque, dans les pays où existent les deux sources de connaissances, la divergence est considérable avec les résultats de l'enquête fiscale (Grande-Bretagne exceptée). Et comme il n'existe aucun moyen de savoir dans quel pays les citoyens interviewés se trouvent davantage — ou manient le plus — sur leurs ressources, on est bien obligé d'observer un grand scepticisme sur la signification de cette partie du graphique. Qui peut savoir, en conséquence, si l'inégalité est plus grande aux États-Unis qu'en Italie ou qu'en Espagne ? N'est-ce pas tout simplement la dissimulation des revenus déclarés qui est plus considérable ici que là ? Pour la France, on a vu précédemment le peu de bien qu'il faut penser des réponses à l'enquête par sondage.

Les spécialistes de l'INSEE, comme ceux de l'O.C.D.E., pensent que, dans le flou actuel sur la qualité des enquêtes par interview, seules des différences considérables de coefficients d'inégalité entre pays peuvent être considérées comme traduisant une disparité réelle de situation.

En dépit des incertitudes nationales qu'il n'a pu éliminer, le travail de M. Sawyer représente pourtant un grand progrès par rapport au document de 1969 des Nations unies sur le même sujet. Si l'on veut qu'à l'avenir de telles études soient reçues plus sereinement, il faut en améliorer encore la qualité. Sous trois angles au moins : que la définition des ressources prises en compte dans chaque pays soit mieux uniformisée, comme s'y emploient actuellement des groupes de travail à l'ONU et à l'O.C.D.E. ; que l'approche fiscale soit partout privilégiée, ce qui implique que les autorités nationales en aient toutes la volonté politique ; enfin, que des travaux statistiques multiples permettant, dans chaque pays, à la fois d'harmoniser les chiffres retenus avec ceux de la comptabilité nationale et d'affiner la connaissance des groupes extrêmes de revenus, toujours les moins sûrs (fraude pour les uns, misère cachée pour les autres).

Le sujet est trop important — et encore trop passionné — pour que ne soient pas déployés les efforts capables de dissiper les brumes actuelles.

GILBERT MATHIEU.

(1) Le Monde du 20 août : « La France médaille d'or de l'inégalité ».
(2) Le Monde du 14 octobre.
(3) Voir notamment, sur la méthode et ses résultats, les numéros 40, 46 et 48 de la Collection ménages de l'INSEE.
(4) Le redressement est de 22 % pour les salaires (précise l'intégration des revenus non salariaux), de 10 % pour les bénéfices non commerciaux, 10 % pour les revenus industriels et commerciaux, 10 % pour les revenus mobiliers et 20 % pour les bénéfices agricoles.

صكرا من الامل

SPORTS

LES FÉDÉRATIONS FRANÇAISES FACE A L'HORIZON 80 DES JEUX OLYMPIQUES

Voile : se mettre à l'œuvre dans toutes les séries

Plus de vingt fédérations étant représentées aux Jeux olympiques, il n'était pas possible de les examiner chacune de la perspective de 1980. C'est volontairement que nous avons limité nos investigations à quelques-unes d'entre elles (« le Monde » des 9, 11, 12, 13 et 14-15 novembre), terminant notre enquête par la voile avant d'en tirer une conclusion d'ensemble. Notre tour d'horizon nous aura permis de situer certains points faibles du sport français, notamment le défaut d'encadrement, dont tous nos interlocuteurs ont fait état.

Jusqu'ici, se présentaient en faveur, avant de manifester au fil des épreuves des moyens et une résolution assez mesurée (1).

Corriger les faiblesses

Faut-il incriminer le mode de sélection ? Certes pas. La République fédérale d'Allemagne, vedette de Kingston avec deux médailles d'or et une de bronze, avait, comme la France, désigné ses élus d'après les résultats enregistrés à Hyères et à Kiel. Ajoutons que le matériel français, égal aux meilleurs, ne peut guère être critiqué : les mâts et les voiles produits en France sont adoptés dans de nombreux pays. Dans ces conditions, l'échec de Kingston doit-il nous inciter à remettre en question tout ce qui a été fait jusqu'à maintenant en matière de préparation olympique ? Nul ne se hasarde à l'affirmer. Nous devons seulement chercher à améliorer les formules utilisées, à en corriger les faiblesses les plus visibles. Il n'est pas besoin, pour cela, de faire appel à un meneur de jeu étranger comme certains l'ont déjà suggéré.

Il est évidemment trop tôt pour dire si M. Philippe Grandou sera un bon organisateur et, a fortiori, si ses efforts seront couronnés de succès dans quatre ans, à Tallin (U.R.S.S.). En tout cas, il s'appuiera sur quelques idées qu'il a exposées lors de quelques jours aux dirigeants fédéraux.

En particulier, le nouveau directeur technique national ne croit pas à l'utilité d'une spécialisation systématique des entraîneurs. A Kingston, on avait l'impression d'avoir affaire non pas à une équipe de France, mais bien à cinq formations séparées disputant les épreuves de Finn, de 470, de 370, de Soling, de Tornado. Cela est si vrai que le météorologue devait, chaque jour, exposer à cinq reprises différentes son point de vue sur les intéressés.

M. Philippe Grandou estime que sur les quatre années d'une olympiade, les deux premières doivent s'écouler sans que les entraîneurs soient affectés à des séries déterminées. Le clivage s'opérera en fonction d'autres exigences, qui lui paraissent plus urgentes.

Formation des cadres

Ainsi, on s'attaquera séparément non aux bateaux mais à la formation des cadres. La compétition proprement dite, détection de jeunes espoirs, formation des cadres. Sur ce dernier point, il y a

évidemment beaucoup à faire, dans la voile comme dans tant d'autres disciplines. Les vingt-deux conseillers techniques régionaux, opérant chacun dans une région, affichent des compétences et une activité très inégales.

Autre décision importante qui tranche sur la stratégie adoptée par la France dans le domaine olympique : M. Grandou tient à voir notre pays représenté dans toutes les séries figurant au programme de Tallin. A Kingston, nous avions renoncé à disputer les épreuves réservées au Tempest, voilier à quille assez peu répandu, surtout aux plus jeunes. Le nouveau directeur technique estime, assez logiquement, que nous dis-

posons d'un moins au moins de chances de nous imposer dans les séries plus ou moins négligées que dans celles qui suscitent partout le plus vif intérêt.

Cette politique de présence paraît justifiée par l'expérience de Kingston. Longtemps douteuse, notre participation au Soling avait été arrêtée qu'assez tard. Or l'équipage Haegeli-Troublé-Chavard, détenteur, heureux de courir, nous a procuré plus de satisfactions que les leaders consacrés des autres séries.

YVES ANDRÉ

(1) La fédération, qui avait recensé 7500 licenciés en 1975, en compte environ 85 000 cette année.

LE « STAR » RENTRE EN SCÈNE

A Tallin (U.R.S.S.) en 1980, comme à Kingston (Canada) en 1976, on verra se mesurer six séries olympiques, mais ce ne seront pas tout à fait les mêmes. Finn, 470, F.D., Soling et Tornado demeurent fidèles au poste, mais le Tempest sera remplacé par le Star. Ainsi vient d'en décider le comité permanent de l'U.V.F.U. (International Yacht Racing Union) au cours de son assemblée annuelle réunie à Londres.

L'effacement du Tempest ne suscitera guère de regrets. Conçu

en Grande-Bretagne et adopté pour donner satisfaction aux Britanniques (qui demeurent très influents sur le plan international), ce voilier à quille sans grande personnalité n'a jamais pu s'implanter nulle part, même pas dans son pays d'origine.

Quant au Star c'est un revenant. Créé en 1911, il demeura au programme des Jeux de 1932 à 1972. En 1975, il avait disparu ainsi que le Dragon ; beaucoup d'équipages Star étaient passés au Soling. Étroit (1,70 m) pour sa longueur (6,90 m), doté d'une importante grand-voile et d'un petit foc (26 mètres carrés au total), ce bateau à quille à deux équilibres offre une silhouette très « rétro » qui fut longtemps familière sur les plans d'eau du monde entier. En France, il a pratiquement disparu après avoir comblé des fanatiques très en vue comme Jean-Jacques Herbulot et Jean Peytel. Quelques unités naviguent encore sur la Côte d'Azur et sur le lac d'Annecy. Mais, à l'étranger, il garde ses partisans, notamment en Scandinavie, au Brésil et surtout aux États-Unis, qui viennent de marquer un point à Londres.

Y. A.

Les résultats

Basket-Ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION (dixième journée)	
Villeurbanne b. Lyon.....	87-87
Le Mans b. Nice.....	83-83
Bercy b. Orléans.....	102-92
Boulogne b. Bourges.....	94-89
S.P. Evry b. Clermont.....	96-89
Antibes b. Châlons.....	88-75
Tours b. Caen.....	100-86
Valenciennes b. Toulon.....	87-83
Classement. — 1. Villeurbanne et Bercy, 28 pts ; 2. Evry, 25 ; 3. Tours et Le Mans, 24 ; 4. Caen, 23 ; 5. Antibes, 22 ; 6. Clermont, 21 ; 7. Boulogne, 20 ; 8. Orléans, 19 ; 9. Monaco et S.P. Evry, 18 ; 10. Lyon, 17 ; 11. Châlons, 16 ; 12. Valenciennes, 15 ; 13. Toulon, 14.	

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE DEUXIÈME DIVISION (treizième journée)	
GROUPE A	
Quimper b. Martigues	4-1
Tavaux b. Angoulême	1-0
Avignon b. Valenciennes	1-0
Paris F.C. b. Ajaccio	3-0
Red Star b. Sète	3-0
Toulon b. Pontault-Combault	2-1
Caennais b. Toulon	4-1
Béziers et Auxerre	1-1
Berthe et Arles-Monaco	1-1
Classement. — 1. Toulon, 18 pts ; 2. Auxerre, Quimper et Monaco, 17 ; 3. Avignon, 16 ; 4. Red Star, Ajaccio et Béziers, 15 ; 5. Paris F.C., Boulogne et Martigues, 14 ; 6. Brive, 13 ; 7. Caennais, 9 ; 8. Tavaux, 7 ; 9. Sète, 6 ; 10. Bourges, 5.	
GROUPE B	
Besançon b. Rouen	1-0
Evry b. Lens	2-0
Lyon b. Strasbourg	1-0
Boulogne b. Châteauroux	1-0
Caen b. Toulon	1-0
Châteauroux b. Brest	2-1
Quimper b. Dunkerque	3-0
Antibes b. Saint-Denis	2-0
Epinal et Nîmes	0-0
Classement. — 1. Besançon, 18 pts ; 2. Rouen, 17 ; 3. Strasbourg, 16 ; 4. Evry, 15 ; 5. Châteauroux, Quimper, Toulon et Châteauroux, 14 ; 6. Brive, 13 ; 7. Caennais, 9 ; 8. Tavaux, 7 ; 9. Sète, 6 ; 10. Bourges, 5.	

Handball

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIERE DIVISION (Sixième Journée)	
POULE A	
St-Maur b. ASUA Toulouse	22-15
Dijon b. ASU Lyon.....	22-14
Gagny b. Toulouse U.C.....	28-14
Nîmes b. Colombes	28-18
Ivry-Stade Marseillais remis au janvier.	
Classement. — 1. St-Maur, 18 pts ;	
2. Dijon, 17 ; 3. Gagny, 14 ; 4. Stade	
Marseillais U.C., 13 ; 5. Ivry, 10 ;	
6. Nîmes, 10 ; 7. Toulouse U.C., 10 ;	
8. ASUA Toulouse, 9 ; 9. ASU Lyon,	
10 ; 10. Colombes, 5.	
Tous six matches, sauf Stade Mar-	
seillais U.C. et U.S. Ivry (cinq	

Hippisme

Le prix des Magnas Tall, disputé à Autleu et réservé pour les paris couplés gagnant et placé, a été gagné par le cheval de M. J. Danos, le champion de Hui Dewan. La combinaison gagnante est 5-10-2.

Judo

Les Sociétés, les Français et les Allemands de l'Est ont, dans ce ordre, dominé les championnats d'Europe « espoirs » (16-17 ans) et « juniors » (18-19 ans) disputés à Lodz (Pologne). Les Français ont obtenu sept médailles (deux or, deux argent et trois bronze). Guy Delvingt a été le plus gros surpris de ces championnats en obtenant le titre de champion d'Europe « seniors » (21 kilos), après avoir battu par l'Allemand de l'Est Torsten Helander, champion d'Europe seniors 1975. L'autre victoire des Français fut obtenue chez les « espoirs » par Serge Dyot.

Karaté

Le Judo-Club de Briey a gagné la coupe de France en battant en finale le S.O. Buzon de Paris par trois victoires. Dans la victoire est revenue à Philippe Pivert.

Rugby

CHALLENGE DU MANOIR		
POULE A		
*Perpignan b. Auch.....		20-13
POULE B		
*Racing b. Castres.....		18-4
*Grenoble b. Graulhet.....		13-9
POULE C		
Narbonne b. Mt-de-Marsan.....		31-6
*PUC b. Tarbes.....		20-19
POULE D		
Dax b. *La Rochelle.....		7-3
*Pau b. Biarritz.....		10-6
POULE E		
Agen b. *Montauban.....		10-7
*Vichy b. Romans.....		9-6
POULE F		
*La Vouille b. Angoulême.....		28-9
POULE G		
*Barone b. Toulon.....		27-3

Volley-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION	
(cinquième journée)	
Montpellier U.C. b. P.T.T.	3-0
Montpellier	3-0
Racing C.F. b. Asnières	3-0
Toulon b. Grenoble	3-2
Canne b. Tours	3-2
Classement. — 1. Racing C.F., 10 pts ; 2. Montpellier U.C., 9 ; 3. Canne, 8 ; 4. V.G.A. Saint-Maur, 8 ; 5. Toulon, 7 ; 6. Asnières, 6 ; 7. Clermont, 5 ; 8. Grenoble, 4 ; 9. Tours, 3 ; 10. P.T.T. Metz, 2.	
La V.G.A. Saint-Maur s'est qualifiée pour les huitièmes de finale de la Coupe d'Europe des clubs champions en battant le Maccabi Tel-Aviv par 3 à 0.	

● Peuple et culture organise, mercredi 17 novembre, au Foyer international d'accueil de Paris, 30, rue Cabanis, un dîner-débat sur le thème « Mort des Jeux olympiques ? » Le débat sera animé par le sociologue Joffre Dumazedier avec la participation de Gérard Le Joliff, vice-président de la F.E.C.T. et de notre collaborateur François Simon.

* Peuple et Culture, 27, rue Canette, 75006 Paris (tél. 223-30-56).

RUGBY

La Roumanie bat la France 15 à 12

Parce qu'ils étaient les plus forts

Dimanche 14 novembre, à Bucarest, l'équipe roumaine a battu celle de France par 15 à 12, obtenant ainsi sa cinquième victoire, depuis 1960, sur le seul adversaire de renom qu'il lui soit donné de rencontrer chaque année.

De notre envoyé spécial

Bucarest. — Trop violent, trop aigreur, un peu fou ? C'est vrai, mais quel match, et qui ne nous a pas mis en transes seulement par ce qu'il eut d'exceptionnel dans le défilé nationaliste et le fanatisme combattant, mais aussi pour son intensité dramatique, sa poignante incertitude, l'élan qui jeta vers l'impossible victoire une très forte, très vaillante et presque grande équipe roumaine. On ne dira pas, comme ailleurs, que l'équipe de France a été battue parce qu'elle a encore plus mal joué que son adversaire de l'Est, on dira, cette fois, que les Roumains ont gagné parce qu'ils étaient, en fin de compte, les plus forts.

On peut discuter les moyens employés, la manière de faire de nos hôtes. On peut dire que si l'emploi du pied est permis au rugby, il ne l'est pas contre des joueurs étendus au sol, et qu'une godasse à crampons est une arme excessive lorsqu'on en sert loin de l'arbitre et du jeu pour atteindre un adversaire comme Richard Astre l'a été vers la soixantième minute près de la ligne de buts français, mais loin de la vue des caméras de télévision. Au point que, mis en garde par leur mentor à la mi-temps contre toute tentative de représailles, les avants français ont peu après plié et subi l'ouragan, laissant s'engouffrer dans leur brèche la rafale roumaine.

Avant d'ergoter, il faut raconter, parce que l'affaire fut avant tout une action dramatique. Un drame en quatre actes, en prose bien rythmée. Le premier acte dura un quart d'heure : il fut fait de violence immédiate, presque asphyxiante pour nous dans les tribunes, et plutôt traumatisante pour les joueurs : en quelques minutes quatre de nos colosses, Bastiat, Cholley, Skrela et Paparomborde, levèrent vers le ciel les faces tuméfiées. On allait-on ? Le bon arbitre gallois Keleher faisaient le gendarme avec talent, mais on trôlait l'altercation générale.

Des avants essoufflés

Deuxième acte : la mêlée française s'imposait sa loi. Nous voilà revenus quinze jours plus tôt au Parc des Princes dans le match contre les Australiens. Les huils costauds du pack français jouent les bulldozers, le carreau en plus. On voit là des choses superbes, comme cette charge de la vingtième minute amorcée par Bastiat et poursuivie par Cholley qui traîne sur 30 mètres dix Roumains éperdus. La charge de la brigade lourde. Le tout couronné à la vingt-cinquième minute par un essai de Bastiat surgissant, énorme gamin, d'une mêlée confuse sur la ligne de buts roumaine, pour s'écrouler dans un élan de brasse papillon. Formidable !

Vient la mi-temps. A leur manière de s'étaler dans l'herbe, on sent que les avants français sont essoufflés, ils viennent de jouer si bien, si vite... Le troisième acte, ce sont surtout leurs camarades des lignes arrière qui le prennent en main. Astre, Aguirre, Bertranne, qui perçoivent merveilleusement jusqu'au bord de l'essai : c'est l'heure des freluquets, mais toujours triomphants. Dix minutes durant, on se croirait revenu au temps des Bonifaces. Qui disait : « Il n'y a plus de trois-quarts en France ? »

Vient la cinquante et unième minute, qui ouvre le quatrième et dernier acte. Bâti comme un lanceur de poids, l'ailler roumain Morascu charge, culbute Sangalli, culbute Harize, se

envoie à l'essai un certain Parachiv, au nom mystérieusement beau. Et tout va changer. Tout. Cette équipe de France, qui menait 12 à 0 et portait le match comme un ballon sur son cœur, se voit soudain qu'elle a pris en contre à la façon d'un boxeur, vacille et flotte à la dérive. Et voilà que les Roumains, qui s'accrochaient en désespérés, reprennent l'ascendant, et, comme copés, exaltés, survoltés par cette réussite, se transforment en une bande de lous ; relancés par les coups de pied de l'extraordinaire arrière Ducos, roi du match, ils multiplient les vagues d'assaut.

Un public enivré

Trois essais en seize minutes, eux qui n'en avaient pas marqué autant à la France en dix ans ! Un public enivré, enchanté, triplant, fait fête à l'équipe de fauves qui semblent jouer désormais à trois contre un. Rives, Skrela, Astre, les plus vifs de nos joueurs, ne peuvent toucher un ballon que déjà, deux ou trois Roumains sont là, forcenés, et apparemment plus fiers qu'au début du match. Astre aura beau percer comme un feu follet, la marée des joueurs roumains continuera de déferler. Supérieurs en touche, supérieurs en mêlée spontanée, supérieurs en vitesse d'intervention, plus groupés, les Roumains paraissent désormais seuls sur le stade. Depuis une demi-heure, le pack français n'est pas seulement essoufflé, il a choisi de limiter les risques. Quand il est trop dangereux de se coucher sur l'herbe, on n'a pas envie de s'y laisser entraîner trop souvent.

A cause de Nadia ?

Pierre Danos, capitaine de l'équipe de France qui, voici quelques quinze ans à Bordeaux, infligea à l'équipe roumaine un mémorable 29 à 0, n'en revenait pas : « C'est une très belle équipe, qui n'a pas seulement des muscles et du souffle, mais qui joue maintenant très bien. Quelle organisation en défense, quelle vivacité dans l'attaque ! C'est la première fois que je vois une équipe roumaine parfaitement compétitive avec l'importance qu'elle a ».

Ainsi, ce que nous avons vu, c'était un match du premier tournoi des six nations ? A condition que l'on joue à huis clos, objectait Jean Desclaux, l'entraîneur de l'équipe française. Les coups fourrés qui ont émaillé la partie, un arbitre britannique ne les permettrait pas tous sous l'œil d'un public critique, à Twickenham ou à Cardiff. En somme, nous aurons peut-être vu aujourd'hui le premier match d'une grande équipe qui risque de voyager mal, comme certains vins.

La clé de cette fureur de vaincre des Roumains, c'est peut-être un ami français de Bucarest qui nous l'a donnée : « Devenir des héros socialistes ? Venger trop de défilés subtils face au « quinze » de France ? Oui bien sûr, mais il y a aussi cela : les champions roumains en ont assez de s'entendre dire par la presse locale, depuis les Jeux de Montréal, qu'une gosse de quinze ans vaut plus et mieux à elle seule, avec ses nattes et ses gambettes, que des milliers d'athlètes mâles. Ça, après-midi, les rugbyman roumains n'ont pas seulement pris leur revanche sur leurs adversaires français, mais aussi sur la légende de Nadia Comaneci. »

JEAN LACOUTURE.

ATHLÉTISME

Guy Druet est radié à vie par la Fédération internationale

M. Adrian Paulen, président de la Fédération internationale d'athlétisme (FIA) a annoncé, dimanche 14 novembre, à Amsterdam, la décision prise par la FIA d'exclure à vie l'athlète français Guy Druet pour toute participation à des compétitions d'athlétisme relevant de son autorité ou d'organisations affiliées à la Fédération internationale. Cette décision fait suite aux déclarations de Guy Druet relatives aux sommes qu'il avait perçues pour prendre part à des réunions d'athlétisme après les Jeux olympiques.

La FIA, qui s'est prononcée en ne tenant compte que des déclarations de Guy Druet pour des faits postérieurs aux Jeux olympiques, n'a en conséquence pas pris aucune sanction pour la période antérieure, et le champion olympique conserve sa médaille d'or du 110 mètres haies. Il reste cependant la possibilité au Comité international olympique (CIO) d'engager une procédure de disqualification à propos de Guy Druet, encore que l'intérêt ait été gardé de ne rien révéler à propos de gains éventuels concernant la période pré-olympique. Le CIO, si tel

était son intention, ne pourrait donc agir sur « preuves » comme l'a fait la FIA.

La FIA ne pouvait sans doute faire autrement que de sanctionner les « preuves » de Guy Druet, qu'une enquête officielle de la Fédération française, à la demande de la FIA, avait en bien des points confirmées. Mais la FIA ne pouvait faire à son égard l'erreur de ne s'être pas intéressée à la période antérieure, et le champion olympique conserve sa médaille d'or du 110 mètres haies. Il reste cependant la possibilité au Comité international olympique (CIO) d'engager une procédure de disqualification à propos de Guy Druet, encore que l'intérêt ait été gardé de ne rien révéler à propos de gains éventuels concernant la période pré-olympique. Le CIO, si tel

était son intention, ne pourrait donc agir sur « preuves » comme l'a fait la FIA. La FIA ne pouvait sans doute faire autrement que de sanctionner les « preuves » de Guy Druet, qu'une enquête officielle de la Fédération française, à la demande de la FIA, avait en bien des points confirmées. Mais la FIA ne pouvait faire à son égard l'erreur de ne s'être pas intéressée à la période antérieure, et le champion olympique conserve sa médaille d'or du 110 mètres haies. Il reste cependant la possibilité au Comité international olympique (CIO) d'engager une procédure de disqualification à propos de Guy Druet, encore que l'intérêt ait été gardé de ne rien révéler à propos de gains éventuels concernant la période pré-olympique. Le CIO, si tel

LA CALVITIE... C'EST DÉPASSÉ !
ENFIN A PARIS

« HAIR CHIRURGICAL »
SUPPRIME LA PERRUQUE
GRACE A
SON PROCÉDÉ REVOLUTIONNAIRE

Nom
Adresse Tél.

Consultation et examen gratuits sur rendez-vous (sauf samedi après-midi). Sans rendez-vous : mardi, mercredi, jeudi de 17 h à 19 h, 36, rue de Sessene - 75008 PARIS. — Téléphone : 723-55-18.

**CLOTURE DES JEUX
DEMAIN
APRES-MIDI**
Notices à votre disposition
chez les dépositaires

LOTTO

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 72	ANNONCES CLASSEES	La ligne	La ligne 72
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	46,70		28,00	32,69
(la ligne colonne)	42,00	48,04		"Placards encadrés"	38,00
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,93		Bonnie insérées	44,37
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73		"Placards encadrés"	40,00
				L'AGENDA DU MONDE	28,00
					32,69

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

RECRUTEMENT D'ENSEIGNANTS POUR LES UNIVERSITÉS ALGÉRIENNES

— Le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique recrute à compter de février 1977, pour les universités algériennes, des professeurs, des maîtres de conférences, des maîtres assistants et des assistants, dans les domaines suivants :

- MATHÉMATIQUES
- PHYSIQUE
- CHIMIE
- GÉOLOGIE
- BIOLOGIE
- SCIENCES DE L'INGÉNIEUR
- PSYCHOLOGIE
- ÉCONOMIE
- SOCIOLOGIE

— Les candidats intéressés pourront s'adresser, pour information complémentaire, à la Sous-Direction du Personnel, Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, 1, rue Bachir-Attar, Alger.

Leur demande doit être accompagnée d'un curriculum vitae.

SOCIÉTÉ ANONYME
DE LA RAFFINERIE
DES ANTILLES

recherche
pour établissement de
FORT-DE-FRANCE

UN ADJOINT ANTILLAIS

au CHIFF COMPTABLE
horaires de bureau, D.E.C.S.
Age 30 ans minimum.
Ayant bonne expérience
comptable.

Connaissance en informatique
souhaitée.

Rémunération en rapport.

Si ces perspectives vous intéressent, écrivez en joignant un
C.V. détaillé + photo à :

10, rue de l'Opéra, Paris-1^{er},
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - Direction Afrique.

Envoyer C.V. à ALAMÉDINE,
54, bd de Cimier, NICE.

INGÉNIEUR ROUTIER

pour GABON avec forte expé-
rience en contrôle réseau routier.

Envoyer C.V. à ALAMÉDINE,
54, bd de Cimier, NICE.

IMPTE 516 MINIERE AFRIQUE FRANCOPHONE

recherche :

UN CHEF APPROVISIONNEMENTS

la fonction s'exerce sur trois
plans (technique, financier, administratif).

• Maîtrise de gestion d'un
stock de 45 millions de F.F.

• Achats.

• Transit, transports locaux.

La candidate doit avoir
une solide expérience
de gestionnaire.

• Rémunération des inférieures
à 150 000 francs français/an.

• Bonne condition de vie fami-
liale assurée.

(logement - école).

• Compté 2 mois par an.

• Véhicule de service.

Adresser C.V. manuscrit et
2 photos à :

CONTEXTE PUBLICITE,
20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui, tr.

ORGANISME MINIER
MAROC

cherche

GÉOLOGUE

SPECIALISÉ EXPLORATION,
exploitation marbre granité,
expé. technol. et commercial.

Contacteur S.R.P.M., 5, avenue
Moulay-Hassan, Rabat, MAROC.

Bureau d'Etudes International
recherche

UN ÉCONOMISTE TRANSPORT

5-10 ans d'expérience.

UN ÉCONOMISTE GÉNÉRAL

2-5 ans d'expérience

Ces deux postes entraînent des séjours à l'étranger
ou des missions de un à plusieurs mois et exi-
gent :

• une expérience des études réalisées dans les
pays en voie de développement, soit pour des
administrations locales, soit pour des organi-
smes internationaux de financement ;

• la capacité de parler et rédiger en anglais et
en français.

Envoyer curriculum vitae détaillé et rémunération
souhaitée sous le n° 21 à :

PROFILS
CONSEIL EN RECRUTEMENT
5 bis, rue Copier
75009 PARIS

Il sera répondu à toutes les candidatures.

Importante banque RECRUTE

UN OPÉRATEUR-PUPITREUR

confirmé — 2 ans d'expérience minimum
sur 370 sous DOS

Nationalité togolaise exigée

Poste à pourvoir à ABIDJAN

Adresser candidature man. avec C.V. et photo à
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - Direction Afrique,
50, bd Haussmann, 75009 PARIS

Importante Banque Ivoirienne
équipte d'un système de téléprocéssing
sur IBM 370 - 128 - DOS VS

recherche

UN PROGRAMMEUR-SYSTÈME

pour réalisation projet TEMPS REEL.

Statut d'expatrié : 10 mois, 2 mois de congé.
Nombreux avantages sociaux.

Adresser candidature man. avec C.V. et photo à :

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - Direction Afrique,
50, boulevard Haussmann, 75009 PARIS.

Société Française de Métallurgie, dans le cadre
d'un important contrat avec Société Algérienne,
recherche d'urgence

psychologue confirmé(h.)

Ce cadre, 30 ans minimum, est

RESPONSABLE DU CENTRE DE SÉLECTION ORIENTATION.

Il a une formation licence ou maîtrise, psycho-
péd., INOP, CNAM. Il a pratiqué pendant
au moins 5 ans la psychologie du travail
en milieu industriel (métallurgie de préférence).

Lieu de travail : ROUBAIX (Algérie).

Logement et voiture de fonction. Conditions
intéressantes.

Descriptif détaillé du poste envoyé à tous
lettres manuscrites + C.V. détaillé et références
adressées sous réf. 634 M à notre Conseil

centor

DEPARTEMENT
EMPLOI

13 bis, rue Henri-Monnier - 75009 PARIS

Filiale d'un puissant Groupe américain
une société française

fabricant et commercialisant du
matériel pour le Bâtiment et les
Travaux Publics

recherche un

INGÉNIEUR ou TECHNICIEN DEVELOPPEMENT

Il imagine et met au point de nouveaux
matériels.

Par ses connaissances et son esprit créatif,
il maintient l'avance technologique que
l'entreprise possède sur le marché.

De formation mécanique, il a pu acquérir
l'expérience des méthodes dans le bâtiment
et connaît bien les besoins des chantiers.

Dans un premier temps, l'ingénieur est
basé dans une unité de production au
Luxembourg.

Adresser curriculum vitae sous réf. M84730
CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de
l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transm.

Société belge, siège à Bruxelles, spécialisée dans la
construction clé en main d'ensembles industriels

cherche un

CONTROLLER DES PROJETS EN EXÉCUTION

Ses fonctions :

Il sera responsable vis-à-vis de la direction générale
— de l'établissement et du suivi en collaboration
avec le Chef du Projet, du planning de réali-
sation,

— du contrôle budgétaire de réalisation,

— du suivi de la réalisation dans ses différents
aspects contractuels.

Son profil :

— Expérience prolongée de la gestion de grands
projets industriels.

— Aptitude à contrôler des problèmes financiers,
techniques et commerciaux.

— Études supérieures.

— Connaissance approfondie du français et de
l'anglais.

— Age : 40 ans min.

Nous offrons :

— Situation et appointements élevés.

— Avantages extra-légaux.

— Esprit d'équipe.

Envoyer curric. vitae détaillé sous n° 530.720 M à
REGIS-PRESS, 85 bis, rue Ménilmoreux, 75003 PARIS.

INSTITUT PANAFRICAIN
POUR LE DEVELOPPEMENT
VAREMBE 3 - CH-1211 GENEVE 20
recrute

EXPERTS AFRICAINS

(connaissance FRANÇAIS-ANGLAIS)

— Planification/Programmes régionaux.

— Commercialisation produits agricoles (vivres).

— Projets agricoles tropicaux.

— Formation formateurs (pédagogie et outils).

— Documentation/Rédaction/Publications.

Minimum 4 ans expérience terrain développement
rural. Postes prévus Afrique Centrale et Sabel.

Envoyer demande et C.V. détaillé avec photo.

emploi international

Le Monde présente cette rubrique
dans ses pages d'annonces le lundi et
le mardi.

Cette classification permet aux
sociétés nationales ou internationales
de faire publier pour leur siège ou leurs
établissements situés hors de France
leurs appels d'offres d'emplois.

un nouveau service concernant l'emploi Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

Dresse chaque semaine le tableau récapitulatif des
offres d'emplois encadrées, parues dans "Le Monde"
concernant chacune des principales fonctions ou pro-
fessions.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabi-
lité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent
ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de
l'emploi.

bon de commande à découper

Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

Je désire m'abonner à la synthèse hebdomadaire de la ou les fonctions suivantes :

1) Mettre une croix dans les cases correspondant aux fonctions retenues :

☐ Direction générale, fonctions
multipostes.

☐ Marketing relations publiques publicités.

☐ Informatique.

☐ Production entretien.

☐ Ingénieurs.

☐ Etudes organisation et recherche.

☐ Direction financière et administrative.

☐ Comptabilité.

☐ Personnel formation relations
humaines et sociales.

☐ Direction commerciale vente.

☐ Ingénieurs commerciaux et
technico-commerciaux.

2) Entourer, dans le tableau ci-dessous, le nombre de semaines retenus :

TARIF DES ABONNEMENTS (en France)

Nombre de fonctions
demandées

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11

6 semaines 20 38 52 74 90 105 119 132 144 155 165

12 semaines 40 76 114 148 180 210 238 264 288 310 330

24 semaines 70 136 198 259 315 368 416 462 504 542 577

36 semaines 120 234 342 444 540 630 714 792 864 930 990

Le tarif de l'abonnement est la correspondance entre le nombre de fonctions et le
nombre de semaines demandé.

INFORMATION-PROFESSIONS est adressé sous pli fermé soit au domicile soit au
Siège de la Société de l'abonné.

(Le premier envoi sera assuré dès la semaine suivant celle de la réception du bon
de commande.)

Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner au 874.72.05, ou écrire à :
"LE MONDE" INFORMATION-PROFESSIONS - 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

NOM : _____ on SOCIÉTÉ : _____

ADRESSE : _____ TEL : _____

Joindre le règlement par ch. bancaire à l'ordre du Monde ou ch. postal (CCP 4207-23 Paris)

ÉTRANGER : Envoi aérien : + 1 franc par fonction et par semaine

صحة من الامل

OFFRES D'EMPLOI	La page	La page 12
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	46,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La page	La page 12
"Placards encadrés"	28,00	32,69
Bouche insertion	34,00	39,70
"Placards encadrés"	38,00	44,37
L'AGENDA DU MONDE	40,00	46,70
	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

L'EXPORT

représente une part importante de notre développement qui dépasse 20% l'an. Pour réaliser nos objectifs réalistes mais volontaires, nous recrutons pour nos Services Exportation en continu à un

Européen

la responsabilité d'un secteur géographique composé de plusieurs pays. Pour exprimer votre potentiel qui est important.

HEC - ESSEC - SUP de Co ou équivalent étranger

vous avez deux atouts :
• les langues (Anglais - Allemand - Espagnol) qui feront de vous un interlocuteur et un animateur privilégié des circuits de distribution ;
• l'enseignement d'une première expérience réussie dans l'Export.

Leader sur le Marché Européen, nous sommes la filiale d'un important Groupe français de dimension internationale.

Notre Siège et nos filiales sont implantés à 150 km au Sud de PARIS dans le Val de Loire. Nous offrons au sein d'une équipe dynamique la possibilité à un homme d'action, français ou étranger, d'être un élément moteur de la poursuite de notre développement.

Les dossiers de candidatures (CV détaillé + photo) sous Réf. M. 1243 à préciser sur l'enveloppe seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10 rue de la Paix, 75002 Paris.

Puissant Groupe industriel Multi-National

recherche pour sa filiale en Normandie (Fabrications Pièces détachées automobiles)

INGENIEUR METHODES

— Responsable Méthodes, Qualité, Etudes des coûts
— Age: 30 ans minimum - Formation A & M ou équivalent
— Expérience: Bureaux d'Etudes, Fabrication Mécanique (si possible usinage aluminium industrie automobile)
— Conditions: Langue anglaise indispensable.
— Lieu de travail: petit bourg très agréable.
— Situation très rémunératrice offrant un développement de carrière très intéressant.

Adresser lettre manuscrite + C.V. sous réf. 71050A

ORES SECE HALL de Robertau 67000 STRASBOURG

IMPORTANTE ENTREPRISE ALIMENTAIRE Région Centre

Chiffre d'Affaires 200 Millions de francs recherche

UN RESPONSABLE DE COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

Fonctions :
— Etablir les résultats mensuels ;
— Réviser la comptabilité générale ;
— Encadrer le personnel et le former ;
— Participer à l'élaboration des budgets ;
— Gérer la trésorerie.

Niveau : D.E.C.S. ou équivalent. Expérience en comptabilité générale et contrôle budgétaire exigée.

Rattachement : Direction Financière.

Adresser C.V. et références sous n° T 095.350 M à

REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur - 75002 Paris.

RECHERCHE

Usine en BASSE-NORMANDIE

ADJOINT du CHEF COMPTABILITE USINE

30 ans minimum - D.E.C.S. ou équivalent

possédant 5 à 10 ans d'expérience dans Société industrielle; connaissance approfondie en matière de comptabilité analytique et si possible informatisée.

Adresser C.V. et présentations sous réf. 1.589 à

SPERAR, 12, rue Jean-Jaures, 92807 Puteaux.

RECHERCHE

Très important Groupe INFORMATIQUE recherche

INGENIEURS COMMERCIAUX

RÉGION SUD-EST

Téléphone pour R.-V. : (03) 87-20-65, ou adresser C.V. à n° 5514 P.M.P., 69, rue de Provence, Paris-9^e.

IMPORTANT GROUPE AGRO-ALIMENTAIRE

recherche pour sa force de vente

GALINA - PERE DODU

pour ouverture deux nouveaux bureaux

UN DIRECTEUR RÉGIONAL POUR DIJON

UN DIRECTEUR RÉGIONAL POUR CHATEAUX-ROUX

Adresser manuscrit, photo, diplôme et références assurées.

GAMA, B.P. 2, 56001 VANNES CEDEX.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ PRODUITS CHIMIQUES

recherche pour son laboratoire de

RECHERCHE EN NORMANDIE

UN INGÉNIEUR

ou licencié ayant expérience des applications alimentaires et de la rhéologie. Âgé de 25 ans minimum. Connaissances en anglais indispensables et souhaitées en allemand ou espagnol.

UN INGÉNIEUR CHIMISTE

OU ÉQUIVALENT

Âgé de 25 ans minimum, anglais lu et écrit, ayant des connaissances approfondies, analytiques ou biochimiques.

Adr. C.V. photo et présent. à HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75008 Paris, n° 82.660, qui tr.

RECHERCHE

Entreprise cherche un ANNECY DIRECTEUR ADMINISTRATIF et FINANCIER

âgé 10 à 15 ans. Expérience. Connaissances en informatique indispensables. Ecr. à REAL 7420 PRINCEY.

Impte. Sté Télécommunications

Siège à PARIS

recherche

Pour son SERVICE METHODE

TECHNICIENS

(30 ans minimum)

— Tenus plannings chantiers ;

— Mise en pl. de temps stand ;

— Organisation du travail des chantiers ;

Dans les activités suivantes :

— Tirage, pose et raccord de câbles P.T.T. ;

— Installation de lignes aériennes et raccordement d'abonnés ;

— Construction de Chambres de tirage et raccordement ;

Points d'attaches : Amiens, Dijon, Le Mans, Lyon et Marseille.

Adr. Cand. man., C.V., photo et présent. et point d'attache à

SWEETS, B.P. 229, 75004 Paris Cedex 04 réf. 589/M qui trans.

RECHERCHE

Expert-comptable recherche pour diverses villes de province collaborateurs experts-comptables commissaires inscrits, dipl. gdes Ecoles crées ou sup. approuv. du contrôle pr. exécut. nrs. autorisées. Poste. Centre. Ecr. n° 7873, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75002 Paris-2^e.

Impte. Sté Télécommunications

Siège à PARIS

recherche

UN COMPTABLE DE CHANTIER

2^e ECHOLON

Ayant au minimum 25 ans et 2 ans d'expérience. Lieu de travail GRENOBLE.

Le poste consiste à assurer au niveau d'un secteur géographique couvert plusieurs activités des fonctions de comptabilité industrielle et administrative en liaison permanente avec la Direction Financière de la Sté.

Adres. Cand. man., C.V., photo et présent. à SWEETS, BP 229, 75004 Paris Cedex 04 réf. 589/M q. t.

RECHERCHE

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIAIRES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de « Monde Publiée » ou d'une agence.

offres d'emploi

CHEF de PUBLICITE

80.000F +

Femme

Chantelle l'une des plus importantes entreprises françaises de soutiens gorges et d'articles similaires, réalisant le moitié de son C.A. à l'exportation (plusieurs filiales en Europe) souhaite confier l'élaboration et la gestion de son budget de publicité à une jeune collaboratrice.

Elle est responsable sur le plan européen de la publicité, de la promotion des ventes, de la P.V. et du packaging, ainsi que de la gestion des budgets correspondants, (avec l'aide d'une assistante).

Pour réussir, elle doit posséder une formation supérieure, pouvoir justifier d'une expérience réussie en agence ou chez l'annonceur.

Lieu de résidence : Paris.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 61129M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

1, rue Canton 75263 Paris Cedex 06

RECHERCHE

Banque privée recherche pour son

Siège à Paris

cadre de banque

pour occuper un poste d'exploitant, responsable, au sein d'une équipe de direction de la gestion et du développement d'un portefeuille d'entreprises industrielles et commerciales.

Ce poste exige :

— une formation supérieure ;

— une expérience bancaire de 4 à 5 ans ayant permis d'acquérir une connaissance approfondie de la clientèle « Entreprises » ;

— une bonne maîtrise des crédits ;

— une aptitude aux contacts humains au niveau le plus élevé.

Age minimum : 28 ans.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous n° 7.908 « le Monde » Publi. 5, rue des Italiens, 75002 PARIS (8^e), qui transmettra.

RECHERCHE

NOUS SOMMES UNE SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE ET DE CONSTRUCTION NUCLEAIRE, NOUS RECHERCHONS POUR NOTRE SERVICE "ELECTRICITE"

INGENIEUR ELECTROTECHNICIEN

Nous lui demandons une expérience d'au moins cinq années acquise au sein d'une entreprise de travaux électriques à vocation industrielle ou chez un constructeur de centrales thermiques ou nucléaires.

Ecrire sous référence 84859, Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

RECHERCHE

Important Groupe leader dans sa branche, recherche pour son Siège à PARIS un

RESPONSABLE FINANCIER

DE HAUT NIVEAU

pour assister la Direction Générale dans les domaines comptables, budgétaires et financiers et prendre en charge les problèmes de gestion et d'administration qui en découlent.

Diplômé H.E.C., E.S.E.C. (option Finances) ou équivalent (« M.B.A. apprécié »), ce candidat, 35 ans environ, qui sera familiarisé avec l'informatique et possèdera la langue anglaise, devra justifier d'une expérience de dix ans acquise dans le Contrôle de Gestion au sein d'une Direction Financière - Expérience dans un Cabinet International d'Expertise également souhaitée.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé, photo récente et rémunération souhaitée à No 84939, CONTESSÉ PUBLICITÉ, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

RECHERCHE

BANQUE DE BOSTON recherche

ATTACHÉ DE DIRECTION

plus particulièrement chargé des relations avec la clientèle.

Le candidat devra avoir :

— une formation supérieure complétée si possible par un M.B.A. ;

— 2 à 3 ans d'expérience bancaire minimum ;

— la connaissance des mécanismes de crédit ;

— le goût des contacts commerciaux.

LA CONNAISSANCE DE L'ANGLAIS EST INDISPENSABLE

Envoyer C.V. et présentations sous réf. B. 201. Les candidatures seront traitées par INFRAPLAN CARRIÈRES, Tour de Lyon, 185, rue de Berry, 75012 PARIS.

RECHERCHE

Un poste d'ingénieur

pour les études et les essais de systèmes évolués de navigation pour avions et bateaux.

Profil : théorie des automatismes, méthodes modernes de filtrage, mathématiques appliquées (Sup-Aéro, Sup-Elec, E-CF, etc.).

Travail dans un cadre agréable à 80 km de Paris, ambiance jeune et dynamique.

POSSIBILITE DE LOGEMENT

Ecrire au Service du Personnel avec C.V. L.R.B.A. - B.P. 914 - 27207 Vernon cedex.

RECHERCHE

DIRECTEUR GENERAL ALSAIE

La Société (C.A. B.M.H.T.) fabrique en grande série des pièces métalliques pour l'industrie. Elle occupe une place exceptionnelle sur le marché national et international. Ses perspectives d'avenir sont remarquables. Son Conseil d'Administration recherche pour le développement un cadre ambulant à vocation commerciale export (ESSEC, ESC, ingénieur ou niveau équivalent - 10 ans d'expérience professionnelle). Anglais courant obligatoire. Allemand souhaité.

26 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera sous l'information et dossier de candidature sur demande. Réf. 844M.

RECHERCHE

LABORATOIRE DE BIOCHIMIE CLINIQUE recherche

pour poste de Responsable

MÉDECIN ou PHARMACIEN

Ce poste est à pourvoir rapidement à Strasbourg.

Adr. candidature et C.V. au n° 7.908, « le Monde » Publi. 5, rue des Italiens, 75002 PARIS (8^e).

RECHERCHE

LABORATOIRE DE RECHERCHES BALISTIQUES ET AÉRODYNAMIQUES

offre pour développer ses activités sur les systèmes inertiels

pour les études et les essais de systèmes évolués de navigation pour avions et bateaux.

Profil : théorie des automatismes, méthodes modernes de filtrage, mathématiques appliquées (Sup-Aéro, Sup-Elec, E-CF, etc.).

Travail dans un cadre agréable à 80 km de Paris, ambiance jeune et dynamique.

POSSIBILITE DE LOGEMENT

Ecrire au Service du Personnel avec C.V. L.R.B.A. - B.P. 914 - 27207 Vernon cedex.

RECHERCHE

DIRECTEUR GENERAL ALSAIE

La Société (C.A. B.M.H.T.) fabrique en grande série des pièces métalliques pour l'industrie. Elle occupe une place exceptionnelle sur le marché national et international. Ses perspectives d'avenir sont remarquables. Son Conseil d'Administration recherche pour le développement un cadre ambulant à vocation commerciale export (ESSEC, ESC, ingénieur ou niveau équivalent - 10 ans d'expérience professionnelle). Anglais courant obligatoire. Allemand souhaité.

26 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera sous l'information et dossier de candidature sur demande. Réf. 844M.

RECHERCHE

LABORATOIRE DE BIOCHIMIE CLINIQUE recherche

pour poste de Responsable

MÉDECIN ou PHARMACIEN

Ce poste est à pourvoir rapidement à Strasbourg.

Adr. candidature et C.V. au n° 7.908, « le Monde » Publi. 5, rue des Italiens, 75002 PARIS (8^e).

RECHERCHE

LABORATOIRE DE RECHERCHES BALISTIQUES ET AÉRODYNAMIQUES

offre pour développer ses activités sur les systèmes inertiels

pour les études et les essais de systèmes évolués de navigation pour avions et bateaux.

Profil : théorie des automatismes, méthodes modernes de filtrage, mathématiques appliquées (Sup-Aéro, Sup-Elec, E-CF, etc.).

Travail dans un cadre agréable à 80 km de Paris, ambiance jeune et dynamique.

POSSIBILITE DE LOGEMENT

Ecrire au Service du Personnel avec C.V. L.R.B.A. - B.P. 914 - 27207 Vernon cedex.

RECHERCHE

DIRECTEUR GENERAL ALSAIE

La Société (C.A. B.M.H.T.) fabrique en grande série des pièces métalliques pour l'industrie. Elle occupe une place exceptionnelle sur le marché national et international. Ses perspectives d'avenir sont remarquables. Son Conseil d'Administration recherche pour le développement un cadre ambulant à vocation commerciale export (ESSEC, ESC, ingénieur ou niveau équivalent - 10 ans d'expérience professionnelle). Anglais courant obligatoire. Allemand souhaité.

26 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera sous l'information et dossier de candidature sur demande. Réf. 844M.

RECHERCHE

LABORATOIRE DE BIOCHIMIE CLINIQUE recherche

pour poste de Responsable

MÉDECIN ou PHARMACIEN

Ce poste est à pourvoir rapidement à Strasbourg.

Adr. candidature et C.V. au n° 7.908, « le Monde » Publi. 5, rue des Italiens, 75002 PARIS (8^e).

emplois internationaux

EXPANSIAL

Précision :

L'annonce parue dans Le Monde, datée du 10 novembre, concernait une société algérienne de travaux publics et de bâtiment.

EXPANSIAL, 6, rue Halévy, 75009 Paris.

RECHERCHE

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'INGÉNIEURIE

recherche

INGÉNIEURS EXPLOITATION MINES

Diplômés Ecole des Mines, ALÈS ou DOUAI

• Pour déplacement longue durée en Afrique du Nord et Afrique tropicale.

• Ayant une expérience de quatre ans minimum en matière d'exploitation souterraine.

• Possédant, si possible, une première expérience de formateur.

— Le candidat retenu sera chargé de la mise au point de méthodes d'exploitation comportant des tâches d'organisation et de formation dans un gisement sédimentaire.

Ecrire avec C.V. et photo, sous numéro 1.137, à

SPERAR, 12, rue Jean-Jaures - 92807 PUTEAUX, qui transmettra.

RECHERCHE

Grand GROUPE INDUSTRIEL recherche

pour enseigner dans un Institut d'ingénieurs EN ALGERIE (PRES ALGER)

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

REPRODUCTION INTERDITE

Le Paradoxe

TOUT
pour
RIEN

RIEN
pour
TOUT

C'est à la fois l'attitude de l'effort et le comportement du vainqueur. Mais, entre un infatigable prolétaire et une sabbatée précoce, où se situent vraiment les limites de la RESPONSABILITÉ ?

AGP Expansion

n'est pas un organisme de psychanalyse appliquée, mais ses buts, son ambition et ses moyens lui imposent le développement à la fois rapide et organisé qui motive son appel.

AGP Expansion

n'a pas d'équivalent sur le marché. Ses hommes, ses produits, ses organigrammes, ses perspectives de carrière, son management, ses rémunérations le démarquent totalement de l'approche traditionnelle de la profession.

AGP Expansion

réalise pleinement la synthèse entre le développement de l'initiative individuelle et l'organisation rationnelle des fonctions collectives.

Si vous superposez le conscient au spontané, le cérébral à l'instinctif, l'intelligence à l'action.

Si vous avez 21 ans révolus, une solide formation générale ou à défaut, de réelles qualités d'auto-éducation.

Écrivez-nous

lettre manuscrite à BANQUE-PUBLI - Réf. AGP 13, rue Marivaux, 75002 PARIS, qui transmettra

banque

CHEF D'AGENCE

Banque de Dépôts Paris recherche un CHEF D'AGENCE.

L'Agence, située dans un quartier résidentiel, devant un candidat un dynamisme commercial, une connaissance des services bancaires destinés aux particuliers, et une pratique de l'appréciation du risque pour les crédits aux P.M.E.

Le poste comprendrait à un homme de 35 ans minimum, de formation secondaire ou supérieure, ayant exercé pendant plusieurs années des fonctions lui permettant d'acquiescer aux responsabilités similaires.

Envoyer C.V. + photo et références sous référence 54234 à l'ICA, qui transmettra.

ICA International Classified Advertising, 3, rue d'Antenne, 75001 PARIS.

SMITHKLINE

14.000 personnes - 40 Filiales - 2,5 Millions Frs propose pour l'une de ses filiales en France les laboratoires GREMY-LONGUET le poste de

RESPONSABLE FINANCE ET ADMINISTRATION

de son USINE (150 personnes) située à LIMAY - près MANTES - 78 -

LE POSTE :
Le titulaire sera rattaché directement au Directeur de l'usine pour lequel il assurera :
• La mise en place d'un système de comptabilité analytique, avec support informatique
• Les budgets de fonctionnement, le contrôle de Gestion
• Les études économiques
• Les relations fonctionnelles avec les services financiers du Siège.

LE CANDIDAT :
• Formation supérieure en comptabilité analytique et en gestion
• Solides notions d'informatique
• 3 ans d'expérience en Usine de préférence chimique
• Qualités de contact, d'autorité, de pondération.

LA REMUNERATION sera définie en fonction de l'expérience réelle et de l'adéquation au poste proposé.

IL EST INDISPENSABLE D'ENVISAGER LE DOMICILE A PROXIMITE DE MANTES - 78 -
Ecrire avec C.V., photo, desiderata et rémunération actuelle à : DIRECTION DU PERSONNEL - REF. RM - 15, rue Jean Jaurès PUTEAUX 92807
DISCRETION ET REPONSE ASSUREES

Burroughs

recrute pour sa division IMPRIMERIES pour l'INFORMATIQUE

JEUNES DIPLOMÉS

de l'enseignement supérieur commercial vous désirez débuter votre carrière par une expérience COMMERCIALE dans un secteur en pleine expansion.

Vous êtes motivés par l'analyse de situation, par la recherche de solutions à proposer et à faire adopter.

Nous vous attendons pour ACCROITRE notre réseau commercial sur PARIS et LA PROVINCE.

Env. lettre de candidature et C.V. à Jean DARGES, Burroughs, 22, r. du Disque, 75045 Paris Cedex 13.

CAP/GEMINI/SOGETI, premier groupe européen de sociétés de conseil et de service en informatique, entame une nouvelle phase de son programme d'expansion. Après avoir consolidé en 1976 les structures résultant de la fusion Cap et Sogeti et du regroupement avec Gemini Inc., l'année 1977 verra l'expansion du groupe se poursuivre dans tous les principaux secteurs du service informatique : réseaux et informatique répartie, maîtrise d'œuvre de grands projets en temps réel, méthodologie de conception et outils de portabilité.



CAP · Gemini · SOGETI

Le premier groupe européen de sociétés de services en informatique recherche...

CAP Gemini

The international division of the CGS Group, with main operating companies in: Belgium: Brussels; Holland: The Hague, Utrecht; Germany: Düsseldorf, Munich; Switzerland: Zurich, Basel, Geneva; London, Manchester; Sweden: Stockholm, Gothenburg. CAP Gemini has openings for English speaking computer specialists with background in:
• NETWORK/COMMUNICATION experienced in networks, message switching and/or mainframe communications software.
• DATA BASE MANAGEMENT experienced in design and implementation of data base management systems.
• PROJECT MANAGEMENT experienced in system design and programming as well as in project management and system implementation.
• MINICOMPUTERS experienced in either commercial or industrial process applications on minicomputers. Please send detailed C.V. including language capabilities, employment history, present level of compensation, specific area of competence and preferred country to: C. UGANDER, Groupe Cap/Gemini/Sogeti, 17, av. George-V 75008 Paris.

CAP SOGETI

La société du Groupe spécialisée dans le logiciel de base et les systèmes industriels et militaires recherche
• CHEFS DE PROJETS prenant la responsabilité de la conception et de la réalisation de grands projets utilisant les techniques les plus avancées pour la production du logiciel. (Réf. G 325)
• INGÉNIEURS D'AFFAIRES chargés de la négociation et du suivi d'importants contrats de conception et réalisation de logiciels de base ou de la vente de produits logiciels pour professionnels de l'informatique. (Réf. G 326)
Ces postes s'adressent à des ingénieurs grands écoles ou formations supérieures équivalentes, ayant une solide expérience acquise chez un constructeur, dans une société de services en informatique, ou dans une équipe-système. Adresser C.V. détaillé à : P. RAZELLE, 5, rue Louis-Léjeune 92128 Montrouge Cedex.

CAP SOGETI

GESTION (450 personnes)
la société du Groupe au service du secteur privé à Paris et en Province. recherche
A Paris
• INGÉNIEURS de bon niveau pour étudier et réaliser des systèmes de télétransmission et des réseaux d'informatique répartie. (Réf. G 761)
• Un INGÉNIEUR ayant une bonne connaissance des problèmes de mesure et d'évaluation de charge. (Réf. G 762)
• Un INGÉNIEUR-SYSTÈME GEOS 3, IDS, TDS. (Réf. G 763)
• 2 ANALYSTES-PROGRAMMEURS GEOS 3, IDS, TDS. (Réf. G 764)
• 2 PROGRAMMEURS DÉBUTANTS (1 an d'expérience). (Réf. G 765)
A Lyon
• 2 INGÉNIEURS DÉBUTANTS (type INSA). (Réf. G 766)
• Un PROGRAMMEUR DÉBUTANT (type IUT). (Réf. G 767)
A Toulouse
• Un INGÉNIEUR, un an d'expérience, attiré par les applications scientifiques en temps réel. (Réf. G 768)
D'autres postes sont à pourvoir à Nancy, Roubaix, Marseille, Orléans. Qualités requises :
- une bonne formation et expérience technique
- une grande disponibilité
- le sens du contact humain
Adresser C.V. détaillé à : M. BERTY, 20, rue Leriche, 75738 Paris Cedex 15 en précisant la date de disponibilité et les prétentions.

CAP SOGETI

PRODUITS (25 personnes)
la société du Groupe spécialisée dans la diffusion et la vente de produits-programmes en France recherche
• INGÉNIEURS COMMERCIAUX pour la vente de produits-programmes, bonne connaissance technique et expérience de la vente requises. (Réf. P 251). Adresser C.V. détaillé à : J. SENE GAS, 25, rue Leriche 75738 Paris Cedex 15.

Milit, logiciels à grande diffusion (mini-ordinateurs et P.M.E.), formation de haut niveau. Pour faire face à ce développement, en France et dans les principaux pays d'Europe Occidentale, en Afrique, au Moyen-Orient et maintenant aux Etats-Unis, CAP/GEMINI/SOGETI a prévu de recruter en cours de 1977, 180 nouveaux collaborateurs. Ces postes intéressent les professionnels de l'informatique désireux d'élargir leur perspective et d'apporter leur contribution à la réussite de l'entreprise la plus compétitive de son secteur.

CAP SOGETI

LGD (35 personnes)
la société du Groupe spécialisée dans les mini-ordinateurs de gestion pour P.M.E. recherche
• PROGRAMMEURS et ANALYSTES-PROGRAMMEURS IBM 32 (Réf. GD 53)
• Un ANALYSTE-PROGRAMMEUR et 2 PROGRAMMEURS Assemblage sur ordinateurs de bureau (un an d'expérience). (Réf. GD 54)
Adresser C.V. détaillé à : R. CLARET, 25, rue Leriche 75738 Paris Cedex 15.

CAP SOGETI

TRAIITEMENT (150 personnes)
SORINFOR la société du Groupe spécialisée dans la saisie et le traitement à façon recherche
A Paris :
• INGÉNIEURS COMMERCIAUX de haut niveau, dotés pour la prospection et la négociation, capables d'imaginer, de faire construire et de vendre des systèmes de gestion de toute nature en Service-Bureau et connaissant bien la langue anglaise. (Réf. T 100)
• INGÉNIEURS TECHNIQUES-COMMERCIAUX spécialistes des applications de gestion, particulièrement pour les banques, les assurances, les caisses de retraite, les agences de voyages et les régies d'immobilier et connaissant bien la langue anglaise. (Réf. T 102)
• DATA-CONTROLEURS expérimentés, capables de gérer entièrement les applications d'un portefeuille de clients et connaissant bien l'utilisation de SIRIS 3 et/ou de TOS-VSL. Adresser C.V. détaillé à : G. VERNAIS, Sorinfor - Centre International de Paris 2, place de la Porte-Maillot 75017 Paris.

CAP SOGETI SAISIE et SEI
Les 2 Sociétés du Groupe spécialisées dans la saisie et la transmission des données recherchent
A Paris et en Province :
• RESPONSABLES COMMERCIAUX possédant une expérience commerciale effective dans le domaine informatique, et capables de négocier et de conclure rapidement des contrats à haut niveau. Formation Supérieure (Sup de Co-Essec ou équivalent). Récompensation importante directement liée aux résultats.
• RESPONSABLES D'AGENCE; ce poste exige une expérience de la gestion d'un atelier de saisie équipé de multiplexeurs, et la capacité de mener entièrement et de conclure rapidement des actions commerciales. Adresser C.V. détaillé à : A. PONSCHARD, Cap Sogeti Saisie, 25, rue Leriche 75015 Paris A Lyon à : J. VIRET, Sesi, 241, rue Gambaldi 69422 Lyon Cedex 3.

CAP SOGETI

SYSTEMES (250 personnes)
la société du Groupe au service du secteur public civil (administrations centrales, collectivités locales, entreprises publiques) et des grands établissements financiers (banques, assurances, caisses de retraite, etc.) recherche
• 2 INGÉNIEURS PRINCIPAUX "grandes écoles" associés aux responsabilités des directeurs de départements opérationnels; ils assureront un travail technique de suivi de contrats, et une part de travail technico-commercial (élaboration et défense de propositions). Une expérience technique poussée et le goût du travail de consultant seront appréciés. (Réf. S 432)
• 3 CHEFS DE PROJET ayant l'expérience "Grands Systèmes" dans les milieux financiers ou l'Administration, mettant en jeu des équipes techniques nombreuses et un calendrier de mise en œuvre assez long. On appréciera une bonne connaissance des milieux d'intervention, et une grande maîtrise devant les tâches liées à l'encadrement et à la réalisation technique. (Réf. S 433)
• 2 ou 3 INGÉNIEURS DÉBUTANTS (Grandes Ecoles seulement : X, Centrale, ENST, Ponts, ...). (Réf. S 434)
• 5 ANALYSTES - PROGRAMMEURS confirmés - diplômés IUT et justifiant de 3 à 4 ans d'expérience, ils auront la pleine maîtrise d'au moins un langage de haut niveau. Les compétences en Assemblageur seront appréciées, les connaissances en systèmes GEOS, DOS ou OS également. (Réf. S 435)
Adresser C.V. détaillé à : A. LEMAIRE, 5, rue des Moulins 75738 Paris Cedex 15 en précisant la date de disponibilité et les prétentions.



LEADER MONDIAL DES GROS SYSTEMES INFORMATIQUES

L'INSTITUT PRIVE CONTROL DATA recherche pour son département Formation Permanente au siège social Paris 12^{ème}

Ingénieur Commercial en éducation

Il est chargé de développer la clientèle potentielle dans le cadre de contrats de formation importants. Il a plus spécifiquement pour mission de diagnostiquer les besoins en formation des entreprises, d'établir des plans et de proposer les programmes correspondants. Le candidat retenu a un diplôme du type grandes écoles commerciales ou une formation supérieure informatique complétée par une expérience de 2 ans de la vente de formation ou de services informatiques. Grâce à son expérience et aux résultats déjà obtenus, un candidat de valeur peut atteindre un niveau de salaire fixe important.

Ecrivez avec C.V. à M. Gary, Control Data France, 195, rue de Bercy 75582 Paris Cedex 12 ou tél. 345.60.35.



Branche médicale du Groupe THOMSON-BRANDT recherche

pour sa Direction Exportation

1) UN RESPONSABLE DES FINANCEMENTS A L'EXPORTATION

Chargé du montage, du suivi et de la négociation auprès des administrations des dossiers de financement moyen terme. Le candidat devra avoir une expérience confirmée d'un mois 3 ans dans un poste similaire, soit dans une banque, soit dans le service export d'une grande entreprise. Langue espagnole souhaitée.

2) 2 FUTURS RESPONSABLES ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS

de filiales commerciales situées en Amérique latine. Age minimum 30 ans. Les candidats devront avoir, outre une formation de base type SUP DE CO, l'expérience confirmée du contrôle de gestion. Après une période de formation au sein de l'entreprise, le candidat sera détaché dans une filiale par contrat établi pour une période de 3 années renouvelable par accord réciproque. Pour ces trois postes, adresser C.V. manuscrit avec photo et présentation à : Direction du Personnel de la CIS GENEVALE DE RADIOLOGIE, 13, square Max-Rymans - 75015 PARIS.

Banlieue Ouest

Très Importante Société d'Electronique

utilisant des techniques de pointe recherche

pour réaliser des études appliquées :

- la communication temporelle,

- aux calculateurs embarqués.

INGENIEURS

ESE, ENST ou ENSERG

débutants ou ayant de 2 à 3 ans d'expérience en transmission numérique ou en communication électronique.

Des possibilités de formation et de développement de carrière très intéressantes leur seront offertes.

Ecrire avec C.V. précis sous N° 3474 à

PARIFRANCE P.A.,

4, rue Robert Estienne 75008 Paris

qui transmettra

IMPORTANTE SOCIETE PETIT MATERIEL ELECTROMECANIQUE DE GRANDE SERIE

recherche pour son Siège PARIS

CHEF DE BUREAU D'ETUDES

30 ans minimum.
- Formation ingénieur électromécanicien;
- 5 à 10 ans d'expérience à un poste de responsabilité études et laboratoire;
- (Possibilité logement).

Adresser C.V. et présentations sous réf. 1.888 à : SPERRAR, 12, r. Jean-Jaurès, 92807 PUTEAUX, q. tr.

FILIALE FRANCAISE D'UN GRAND GROUPE PETROLIER INTERNATIONAL recherche

INGENIEUR

TECHNICO-COMMERCIAL SPECIALISE DANS LUBRIFIANTS ET PRODUITS ANTI-CORROSION

• Formation I.F.P. ou équivalent,
• Connaissances chimie souhaitées,
• Capacité d'assurer plans de graissage, surveillance, fabrication, rédaction documentation technique,
• Parler anglais et susceptible d'animer réseau de vendeurs.
Salaire/ep : 52.000/96.000 F suivant expérience et qualification.
Ecrire en adressant photo, C.V. et présentations sous référence 4.014 à :

an.p.m. 100, av. Ch. de Gaulle 92522 NEUILLY

مكتبة الامم المتحدة

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	46,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés"	28,00	32,89
"Placards encadrés"	34,00	39,70
Double insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

COMPTES

Schlumberger
groupe électricité électronique
Nos activités sont connues dans le monde entier. Elles s'exercent dans les domaines de l'énergie électrique et de la mesure : instrumentation, télétransmission, comptage, surveillance et protection des réseaux électriques; et dans le domaine des équipements audiovisuels professionnels...
Pour renforcer nos équipes, nous recherchons des

INGENIEURS débutants ou première expérience

E.S.E., E.C.P., ou A.M....
options : Electrotechnique - Electronique - Electronique
Après une première affectation de 18 mois à 2 ans dans un de nos services études ou fabrication, ils se verront confier des responsabilités plus importantes, généralement dans une fonction et un service différents, en tenant compte de leurs capacités et surtout de leur personnalité.
Adressez votre candidature à Compteur Schlumberger, à l'attention du Directeur du Personnel du Groupe Electricité-Electronique - BP 120 - 92124 MONTRouGE - Cedex.

SULZER

PARIS (14^e)
recherche pour son Département
Génie chimique et frigorifique
UN INGENIEUR
TECHNICO-COMMERCIAL
• diplômé IFTT;
• ayant, si possible, quelques années d'expérience;
• connaissant l'anglais (lu-parlé-écrit).
Il sera chargé de la prospection et de la vente de groupes frigorifiques à compresseurs centrifuges pour applications industrielles et climatisation.
Ecrire avec C.V. à C.C.M. SULZER, 51, bd Brugué, Paris (14^e) Cedex 20. — 75000 PARIS BRUGUE.

BENDIX POIDS LOURDS

DIVISION DE D.B.A.

recherche pour son usine de DRANCY (93)
(effectif : 1.000 personnes)

1 INGENIEUR A. et M. ou équivalent

CHEF DE FABRICATION

EXPERIENCE EN FABRICATION MECANIQUE
petite et moyenne série
Ecrire exclusivement à la Direction des Affaires Sociales de la Division
B.P.L.-D.B.A., 108, route de Stalingrad, (93) DRANCY.
Discretion absolue assurée.

Important groupe international cherchant à s'implanter rapidement sur le marché européen dans l'industrie de l'emballage, recherche

DIRECTEUR COMMERCIAL POUR LA COMMUNAUTE

Le candidat devra avoir compétence professionnelle, imagination et agressivité.
Il devra posséder un diplôme universitaire ou équivalent, au moins trois ans d'expérience de direction commerciale qui lui permettra de recruter, former et diriger une équipe d'agents commerciaux.
Il devra parler français, anglais et allemand et pouvoir voyager trois à quatre jours par semaine.
Aptitudes de communication et d'analyse requises. Basé à Paris, sous les ordres du Directeur du Marketing.
Excellente rémunération, et possibilité progression exceptionnelle en fonction des capacités.
Adressez C.V., photo et prétentions sous n° 85.000, Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

INSTITUT DE FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE EN EXPANSION

recherche
pour PARIS et région parisienne
1 JEUNE DIPLOME
Enseignement supérieur
Ayant une bonne connaissance de l'ENTREPRISE
Forte personnalité
Pour poste RELATIONS EXTERIEUR, et visite ENTREPRISE
Samedi et fêtes Jours chômés
Adressez C.V. et prétentions, à :
SIPED, 3, r. de Choiseul - 2^e
Importante Sté TCHAD rech.
UN CHEF
Magasins généraux
pour gestion magasin général comportant très nombreuses pièces pour usines, véhicules lourds et légers, tenue des stocks, préparation et suivi des commandes. - Expérience d'au moins 5 ans dans poste similaire. - Age min. 35 ans.
Adressez sous référence C/1017 lettre manuscrite précisant date disponibilité, avec C.V., photo et prétentions, à :
C.F.D.T., 13, rue de Monceau, 75008 PARIS.

LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

organisée à Paris les 14,15,16 Décembre 1976 un

CONCOURS pour le recrutement d' ADMINISTRATEURS FINANCIERS

Les candidats doivent remplir les conditions suivantes :
• être de nationalité française
• être âgés de 30 ans au plus et de 35 ans au moins
• être titulaires d'un diplôme de fin d'études de 1^{er} cycle ou d'un diplôme de 1^{er} cycle de l'ENA
• avoir assumé pendant une durée minimum de 5 ans des fonctions d'analyse ou de contrôle dans un ou plusieurs établissements de caractère financier.
Les candidatures doivent être adressées à la C.N.C.A. avant le 1^{er} Décembre 1976
Pour tous renseignements concernant le programme du Concours et les conditions d'inscription, écrire ou téléphoner au :
Service du Personnel de la C.N.C.A.
90 Bd Pasteur 75015 Paris
Tél : 538.52.02 poste 5640

ADMINISTRATEUR D'IMMEUBLES recherche

COMMIS ARCHITECTE POUR SERVICE TRAVAUX
Ecr. avec C.V. et prétentions cabinet Jolivet, 14, rue Vauvenargues, 75018 Paris.

AGENCE DE PUBLICITE CHAMPS-ELYSEES recherche

OPERATEUR P.A.
DACTYLO
Ecr. avec C.V. et prétentions M. Bessat, 4, r. Rob. Esnault, 75008 Paris.

SOCIETE PARIS-1^{er} fabricant MATERIEL DE CONDITIONNEMENT D'AIR recherche
DESINATEUR
20 ans minimum, déposé C.M. Ecr. T. 95.20 M Régie-Presses, 85 bis, r. Rameur, 75002 Paris.

ECOLE CENTRE PARIS recherche

PROFESSEUR QUALIFIE DE BACTERIOLOGIE
Ecr. I.C.A. 28, r. des Mathurins, 75008 PARIS, qui transmettra.

FILIALE, D'UNE IMPORTANTE SOCIETE recherche

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

connaissances en applications métaux laminés.
Sens contacts humains; bonne présentation.
- Liaisons avec la Clientèle
- Soins techniques à la force de vente
- Participation aux études commerciales.
Lieu de travail :
PROCHE BANLIEUE SUD PARIS.
Lettre manuscrite, C.V., photo, sont à adresser à No 84 547 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75004 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

ayant son siège social quartier LA DÉFENSE

recherche

INGENIEUR D'AFFAIRES

Diplômé, 2 à 3 années d'expérience pour négociations technico-commerciales équipements mécaniques lourds et installations industrielles à l'exportation.
Excellente connaissance de l'anglais indispensable. Voyages fréquents. Formation mécanique appréciée.
Adressez C.V. et Photo sous réf. 2937 Publicité GAUTRON 29, rue Rodier Paris 9^e qui transmettra.

geveke

Nous figurons parmi les plus grands importateurs de terminaux. Nous commercialisons notamment Teletype Documentation, Diablo, Hazeltine, etc...
Notre C.A. 76 : triplé, prévision pour 1977 : + 150 %.
Pour maintenir ce taux d'expansion, nous recherchons :

2 INGENIEURS COMMERCIAUX

Ils connaîtront évidemment les terminaux et périphériques, mais devront également prouver des talents de vendeurs auprès d'une clientèle type hopitaux, Cies assurances, administrations, etc...
Nous simulerons qu'ils soient opérationnels assez rapidement, de très bonnes introductions auprès de cette clientèle semblent donc indispensables.
La rémunération, liée aux résultats, deviendra à court terme très attractive pour des candidats motivés. La connaissance de l'anglais d'usage sera présentée un avantage.
Adressez votre C.V. manuscrit à M. AUQUE, Geveke, 38, rue Gabriel Cré, 92240 Malakoff - Tél. : 655.99.00

CHEF DE SECTEUR EXPORT

PRODUITS GRAND PUBLIC DE HAUT STANDING
MARQUE FRANÇAISE
DE REPUTATION MONDIALE
Ce poste commercial attaché au Siège Parisien de l'Entreprise requiert :
- formation commerciale supérieure (ESSEC, SUP. de CO...)
- anglais et allemand totalement maîtrisés;
- 3^e langue, si possible espagnol, souhaitable;
- 25 ans minimum;
- expérience administrative et opérationnelle export;
- aptitudes et expérience voyages internationaux;
- rémunération 70-90.000 F selon expérience.
Adr. lettre, C.V. détaillé et photo à n° 85.008, CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

GRUPE INTERNATIONAL DE PREMIER PLAN recherche

Pharmacien

sous l'autorité du Directeur Commercial de ce département, il aura pour mission :
• de poursuivre LE DEVELOPPEMENT DE L'IMAGE DE MARQUE indispensable à la réalisation d'objectifs ambitieux;
• la force de toutes LES RELATIONS AVEC LES PHARMACIENS ET ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES en établissant des contacts personnels et en assurant des réunions d'information.
Ce poste conviendrait à un pharmacien, 30 ans minimum, possédant une bonne connaissance du milieu professionnel, un goût prononcé pour les RELATIONS PUBLIQUES et disponible pour des déplacements fréquents.
Rémunération de départ : fonction de l'expérience acquise et tous avantages d'une grande société.
Adressez Candidature, C.V., photo, sous réf. BUNEL (Mentionner sur l'enveloppe) : à

Publicité Conseil
EMPLOIS et CARRIERES
30, rue Vernet, 75008 PARIS

BANQUE INTERNATIONALE DE GRAND STANDING

recherche :

DIRECTEUR

POUR SA SUCCURSALE DE PARIS
Le candidat retenu sera de nationalité française, aura une excellente expérience de banque internationale, notamment connaissance approfondie des Crédits Documentaires et des questions de Change. Une excellente connaissance de l'anglais est également obligatoire.
Salaire très intéressant + certains avantages en rapport avec le niveau de ce poste.
Ecr. avec C.V. et T.A.S. 71, rue La Boétie, 75008 Paris, qui transmettra, à nos Conseillers chargés de ce recrutement. Discretion absolue garantie.

MANPOWER recherche pour PARIS 10^e

COLLABORATEUR

IL AURA PLUS PARTICULIEREMENT EN CHARGE :
la commercialisation de nos services auprès des entreprises de transport.
le recrutement du personnel (chauffeurs, conducteurs, etc...) dont il assurera, par ailleurs, une partie de la gestion administrative.
Ce poste conviendrait à un candidat possédant une bonne expérience commerciale.
CONNAISSANCES DE LA BRANCHE TRANSPORT APPRECEES.
Envoyer lettre manuscrite C.V., photo et prétentions à J.F. GUITTON
DIRECTION DU PERSONNEL
88, rue Lafayette 75009 PARIS

Pour poste de spécialiste au sein d'un Groupe d'Etudes chargé d'analyser les besoins du Public

GRAND SERVICE PUBLIC recherche

psychosociologue

CONFIRME(E)
2 ans expérience études qualitatives - déchargé des obligations militaires - aptitude au travail en groupe - maîtrises Psychologie et Sociologie exigées - Formation économique appréciée
Prière d'envoyer demande manuscrite, CV et rémunération souhaitée sous référence 6173
31 Bd BONNE NOUVELLE
75002 PARIS qui transmettra

Société de Constructions Mécaniques PARIS recherche

CADRE-ADJOINT AU CHEF DU SERVICE COMMERCIAL

âge minimum 30 ans, excellente connaissance de la langue anglaise, expériences problèmes exportation et après vente à l'étranger.

CADRE COMPTABLE

minimum 35 ans, ayant une grande expérience de la comptabilité analytique et des prix de revient, ainsi que de la comptabilité générale.
Envoyer CV et photo sous N° 4386 à PARFRANCE P.A.
4, rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra

GRANDE BANQUE PRIVÉE - PARIS-8^e

recherche

CADRE D'EXPLOITATION

Le candidat retenu aura une bonne connaissance de l'anglais des affaires, ainsi qu'une expérience bancaire (francs et devises) de 5 à 7 ans : il saura monter les divers financements correspondant aux besoins des importantes sociétés françaises et internationales dont il suivra les comptes.
L'évolution de carrière peut s'effectuer au sein du groupe bancaire international de premier plan auquel la banque est affiliée.
Les candidatures seront examinées av. la discrét. d'usage par n° 102, SUPAC, 11, rue Bailly, 92000 Neuilly.

B.E.F.S. ENGINEERING recherche

INGENIEURS

CHEFS DE PROJETS

pour coordination d'études chantiers importants, formation béton ou chauffage ou électricité. MINIMUM 5 ANS EXPERIENCE BATIMENT postes à pourvoir à Paris et à Lille.
Ecrire avec C.V., photo et prétentions à B.E.F.S.-Engineering, 63, av. des Vosges, 97000 Strasbourg.

VIE PUBLIQUE

Le Journal des Elus et Administrateurs locaux recherche la

CHEF DE SON SERVICE PUBLICITÉ

L'entreprise, leader sur son marché, met en œuvre des produits Presse et Audio-Visuels.
La personne recherchée aura la responsabilité de la prospection et du suivi des annonceurs.
• 2 à 3 ans d'expérience dans un support technique sont nécessaires.
Adressez C.V. et prétentions à J.-P. Robichon
Vie-Publique, 5, rue du Collège, Paris-8^e

JUSTICE

Les débats autour du revenu des avocats

A propos de l'étude présentée par la revue *Que choisir* sur le coût des services d'un avocat, M. Roland Rappaport, vice-président du Syndicat des avocats de France (S.A.F.), nous a fait connaître, à son tour, son avis (le Monde du 11 novembre). « Notre organisation s'est toujours prononcée pour une clarification de la rémunération des avocats », déclare le S.A.F. Cette clarification sous-entend notamment la détermination d'un barème, qui devrait être arrêté par les ordres et auquel les membres de la profession devraient adhérer volontairement. Mais l'établissement de ce barème ne saurait régler tout le problème d'un meilleur accès du justiciable à la justice. »

Sur ce point, M. Rappaport souligne l'importance d'une amélioration de l'institution de l'aide judiciaire. « Celle-ci doit être élargie et surtout correctement rémunérée, indique-t-il. Les indemnités ne couvrent pas actuellement la totalité des frais de fonctionnement d'un cabinet d'avocat. Une augmentation du budget de l'Etat à cet égard est nécessaire. Nous rappelons que l'administration de la justice doit être gratuite, comme c'est déjà le cas dans plusieurs pays dont le système économique et politique est comparable au nôtre. »

Le rassemblement des nouveaux avocats de France (2) nous a communiqué son point de vue par la voix de M. François Bedel de Buzareingues, du barreau de Montpellier, premier vice-prési-

dent du R.N.A.F. « Nous sommes pour la liberté des honoraires, mais il faudrait instituer un barème indicatif avec un minimum et un maximum. Cependant il convient de distinguer entre les frais de justice et les honoraires. Pour les frais de justice, le R.N.A.F. va établir un état des frais complets qui sera une sorte de menu à la carte que les avocats présenteront à leur client. Cela peut varier de 1 500 F à 4 500 F. »

Pour ce qui concerne les honoraires, M. Bedel de Buzareingues précise qu'ils peuvent osciller entre 1 500 F et 2 000 F suivant les cas. Le R.N.A.F. qui dit compter mille cinq cents adhérents parmi lesquels 90 % d'anciens avoués regrette, d'une part, que la revue *Que choisir* « se soit essentiellement intéressée à des avocats spécialistes en matière pénale » et, d'autre part, que « la gamme choisie soit trop restreinte et les choses trop simplifiées ».

(1) S.A.F. : 18 bis, avenue de Verdun, 75018 Paris.
(2) R.N.A.F. : 96, boulevard Pasteur, 75017 Paris.

Quatre condamnations avec sursis après la mort accidentelle de deux soldats à Angers. — Le tribunal d'Angers (Maine-et-Loire) a rendu, vendredi 12 novembre, son jugement après la mort de deux soldats à la caserne Desjardins d'Angers, dans la nuit du 11 au 12 décembre 1973. Les décès étaient dus à un mauvais fonctionnement du chauffage (le Monde du 14 décembre 1973). Sur les sept prévenus d'homicide involontaire — deux officiers et deux sous-officiers chargés de la surveillance des travaux, ainsi que trois civils — le tribunal en a relaxé trois et a condamné les quatre autres à des peines d'emprisonnement avec sursis annulées : six mois pour l'officier responsable, quatre et un mois pour les sous-officiers, deux mois pour le conducteur des travaux. Les parents des victimes ont obtenu chacun 15 000 F d'indemnité, les frères et sœurs recevront chacun 4 000 francs.

Justice 76, organe du syndicat de la magistrature, consacre son numéro 49 au compte rendu détaillé du colloque qu'il avait organisé le 22 mai dernier à Paris sur la sécurité.

(*) 60 pages, 10 F. En vente au tribunal, au cours de la soirée du vendredi 19 novembre, 4, rue Olier, 75015 Paris.

FAITS DIVERS

La famille Pelper veut reconstruire la maison de Trèves (Haute-Saône). — Mme Sigard Pelper a déclaré à la mairie de Trèves qu'elle avait l'intention de reconstruire la villa Le Renfort, dans l'incendie de laquelle son mari, l'ancien colonel nazi Joachim Pelper, a disparu dans la nuit du 14 juillet 1975. Cette annonce a été faite à l'occasion d'une opération de remembrement actuellement à l'étude dans le village de Trèves. — (Corresp.)

LA DOUZIÈME CONFÉRENCE DES DIRECTEURS D'INSTITUTS DE RECHERCHES CRIMINOLOGIQUES ETUDE LA CRIMINALITÉ DES AFFAIRES

La 12^e conférence des directeurs d'instituts de recherches criminologiques organisée à Strasbourg par le Conseil de l'Europe, s'est ouverte ce lundi 15 novembre. Les trois jours de discussions seront consacrés à la criminalité des affaires. Quelques cents spécialistes venus des dix-neuf pays membres du conseil, ainsi que des observateurs des États-Unis, d'Israël, de Finlande, du Canada et de plusieurs organisations internationales, vont tenter d'élaborer des moyens de prévention et de répression plus efficaces. Ils examineront successivement la terminologie de la « délinquance » en ce domaine, ses aspects sociologiques et psychologiques, et l'ensemble des mesures pénales relatives aux infractions économiques. La conférence est présidée par M. P.-G. Pota, président du Comité européen pour les problèmes criminels, et H. Schuler-Springorum, membre du Conseil scientifique criminologique (République fédérale d'Allemagne).

Après la mort d'un garçon de dix-sept ans qui avait succombé au cours de la soirée du 10 novembre, dans une chambre de bonne du neuvième arrondissement de Paris, à l'injection d'un mélange d'héroïne, de cocaïne et de caféine (le Monde du 13 novembre), les quatre camarades qui étaient drogués avec lui ont été incriminés le 13 novembre par M. Jean Trochet, premier juge d'instruction à Paris, d'homicide involontaire et d'infraction à la législation sur les stupéfiants. Trois ont été écroués à Fleury-Mérogis, M. Pascal Fehrvin, Bruno Weissmann et François Milochovitch, sans profession, tous âgés de vingt ans. Le dernier a été laissé en liberté : M. Michel Canaux, dix-neuf ans, étudiant.

CORRESPONDANCE

UN PASSANT QUI DOUTE DE LA SÉCURITÉ

Nous avons reçu de M. C. de Dombeix, chef de service au Centre d'études pédiatriques de Suresne, président de la Société française de physique, la lettre suivante :

Sommes-nous vraiment protégés ? On pourrait le croire pour qui connaît le quartier de la Contre-Écluse et son quadrillage de fin de semaine, alors que les salades de mutants à cheveux longs ou autres badauds au teint basané.

J'avoue pourtant que je commence à en douter. Dans ce même quartier, au cours de la soirée du vendredi 5 novembre, deux passants et un automobiliste ont été malmenés par un groupe de jeunes gens musclés, bien armés.

Ceux-là, à en juger par les affiches qu'ils collaient. Celles du mouvement nationaliste Jeune Garde, illustrées du salut hitlerien. L'un des passants agressés a été laissé sur le trottoir, la figure en sang. Conduit à Clichy, il s'est fait expliquer qu'il appartenait à un club de la chance de s'être fait taper dessus à poings nus, puis que les mêmes jeunes gens, ou leurs cousins, maintenaient plutôt la barre de fer du côté de la faculté de droit voisine et alimentaient Clichy d'avant, en fractures diverses qu'en simples traumatismes faciaux.

Il se trouve que ce passant, c'était moi. Alors, vous, comprendrez mes doutes et que je puisse me poser des questions.

VENTES

INCIDENTS LORS DE LA DISPERSION D'OBJETS PERSONNELS DE PHILIPPE PÉTAÏN

Ainsi qu'on s'y attendait (le Monde du 13 novembre), la vente aux enchères d'objets ayant appartenu à Philippe Pétain, le 14 novembre à Versailles, a eu lieu dans le tumulte. En effet, dès l'annonce de cette vente, les élus communistes des Yvelines avaient vivement protesté et, le 11 novembre, M. Jean Cuguen, candidat communiste aux élections législatives partielles, avait demandé au préfet des Yvelines d'interdire la vente de « reliques du vieux traître ».

Dimanche, de nombreux anciens résistants et déportés sont venus à l'Hôtel des ventes de la rue Rameau pour manifester leur désapprobation. Les enchères ont été à de multiples reprises interrompues par les injures et les invectives. Alors qu'un vieil

homme — juif — pleurait, ses voisins criaient : « À la mort des déportés, au nom des fusillés, vive la France ! » Le commissaire-priseur, M. Georges Blache, avait averti les perturbateurs : « J'aurai tout aussi bien mis aux enchères la casquette de Staline. Je suis prêt à me battre s'il le faut, mais la vente aura lieu. » Après l'arrivée de la police dans la salle, M. Blache devait faire expulser un ancien P.F.I. qui, sa carte épinglée au veston, continuait de vociférer : « Pétain traître, pas marchand ! »

Le képi porté par Philippe Pétain lors du défilé de la victoire en 1919 a été adjugé à 7 000 francs, des épaulettes à 300 francs, une canne et un chapeau melon à 1 000 francs.

LA VIE SOCIALE

CONFLITS ET REVENDICATIONS

PÉTITIONS, DÉBRAYAGES ET GRÈVES

Une semaine sociale sous le signe de la diversité

Une série d'actions syndicales très diverses contre le plan Barre vont marquer la semaine sociale du 15 au 21 novembre : délégations, meetings, consultations, arrêts de travail, vont se succéder, tantôt en ordre dispersé sur l'initiative de la C.G.T. seule, de la C.G.C. ou de F.O., tantôt unitaires à l'appel de la C.G.T. et de la C.F.D.T.

● LUNDI 15 NOVEMBRE, la C.G.T. et la C.G.C., séparément, ont lancé une journée d'action, la première sur la Sécurité sociale et la fiscalité, la seconde sur la fiscalité. La C.F.D.T. et la F.E.N. ayant rejeté l'initiative de la C.G.T., des délégations uniques, composées de cégétistes devaient se rendre à l'Assemblée nationale et dans les préfectures pour protester contre les décisions qu'a prises le gouvernement dans le domaine de la fiscalité et de la Sécurité sociale, au moment même où le ministre du travail, M. Christian Scaillet, doit présenter devant les députés son budget. En fin d'après-midi, vers 17 heures, M. Georges Séguv et Mme Jacqueline Lambert devaient participer à un rassemblement place des Invalides.

De son côté, la C.G.C. organisait, ce même lundi, une journée de protestation contre les mesures

fiscales qui frappent les cadres, sous forme de délégation auprès des préfectures et des sous-préfectures.

● MARDI 16 NOVEMBRE, Forces ouvrières organisées, à Paris, à la Mutualité, un meeting d'information et de sensibilisation sur les menaces que le gouvernement fait peser sur la politique contractuelle.

● MERCREDI 17 NOVEMBRE, le secrétaire général de Forces ouvrières, M. André Bergeron, doit se rendre à Matignon : le dirigeant de F.O., qui a obtenu cet entretien avec le premier ministre, entend ainsi lancer une ultime mise en garde au gouvernement contre toute remise en cause des négociations salariales en 1977.

● JEUDI 18 NOVEMBRE, les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. de la métallurgie organisent en commun une « Journée nationale de lutte » avec un arrêt de travail de quatre heures. Les deux syndicats, qui ont adopté récemment une plate-forme revendicative, entendent à la fois protester « contre le plan d'austérité » et obtenir de l'Union des industries métallurgiques et minières l'ouverture de négociations pour la mise en place d'une convention collective nationale. Des débrayages sont, en outre, prévus les 17 et 18 novembre, à l'appel de la C.G.T. et de la C.F.D.T. dans l'industrie des plastiques.

● VENDREDI 19 NOVEMBRE, une grève de vingt-quatre heures est lancée par la C.G.T. et la C.F.D.T. dans les secteurs du bois et de l'aménagement. Les services des P.T.T. devraient être perturbés par les consignes de débrayages qu'ont données les deux mêmes syndicats.

Pétitions, délégations, voire débrayages, sont aussi prévus de semaine dans les services publics à l'appel de la C.G.T. seule pour les fonctionnaires et les communaux ; de la C.G.T. et la C.F.D.T. et de F.O. chez les agents des impôts.

EMPLOI

M. BERGERON : le nombre des allocataires des ASSÉDIC a diminué en octobre.

Selon M. André Bergeron, secrétaire général de Forces ouvrières et président du conseil d'administration de l'UNEDIC, le nombre des bénéficiaires des ASSÉDIC, qui était de 435 321 au 31 octobre, a diminué d'un millier par rapport au mois de septembre. Cette constatation ne doit pas entraîner un « optimisme excessif », a souligné M. Bergeron, car cette baisse s'explique en partie par le fait qu'« un certain nombre de chômeurs ont épuisé leurs droits au regard de l'assurance-chômage ».

Par rapport à septembre, le nombre des nouveaux dossiers déposés dans les ASSÉDIC a augmenté de vingt mille le mois dernier, et celui des dossiers en cours de liquidation de vingt-sept mille. Toutefois selon le secrétaire général de F.O., les premiers paiements se sont accrus, en octobre, de huit mille cinq cents, tandis que le nombre des bénéficiaires de l'allocation supplémentaire d'attente (90 % du salaire mensuel en cas de licenciement économique) diminuait de six mille six cents.

Comment traiter des affaires au Japon quand on ne connaît pas le système des taxes japonaises ?

Pour aider les hommes d'affaires à réussir leur voyage au Japon, JAL a conçu l'Executive Service.

Si vous souhaitez en savoir plus sur tout ce que l'Executive Service peut vous apporter, téléphonez au 225.55.01 ou envoyez votre carte de visite à Japan Air Lines, 75 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris.

Personne ne pourra vous aider au Japon mieux que nous.



JAPAN AIR LINES



LA SYMPHONIE DES JOUETS A COMMENCÉ.

PRIX EXCEPTIONNELS EN NOVEMBRE.

Printemps

Haussmann/Nation/Parly2/Vélizy2/Italie-Galaxie Créteil

© DARGAUD ÉDITEUR 1976

صحنه من الاصل

ÉCONOMIE

ÉNERGIE

Les États-Unis et l'Allemagne pourraient absorber une hausse de 15 % des prix du pétrole», déclare M. Schmidt

La commission économique de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) se réunit lundi 15 novembre à Vienne (Autriche), au siège de l'Organisation. Les experts devaient débattre de « questions économiques ». Il s'agit en fait de préparer le dossier des prix du pétrole qui sera examiné par les ministres, le 15 décembre, à Qatar. Cette réunion s'ouvre au moment où le climat s'est brusquement tendu entre producteurs et consommateurs, à la suite des « pressions » du département d'État américain (« le Monde » du 13 novembre) pour « éviter » une hausse des prix du brut.

Les ministres des Neuf devaient examiner, lundi, à Bruxelles les propositions de Washington de procéder à des consultations d'urgence « entre pays acheteurs ». Le chancelier de la République fédérale d'Allemagne, M. Helmut Schmidt, a déclaré de son côté, dimanche 14 novembre, que les économies nationales des États-Unis et de son pays « pourraient absorber une hausse de 15 % du prix du pétrole. Mais un tel relèvement aggraverait sérieusement l'inflation et le déséquilibre des balances des paiements d'un grand nombre de pays en voie de développement et de pays industrialisés ».

Les déclarations de Washington ont eu pour effet de resserrer les rangs au sein de l'OPEP. Pour le ministre koweïtien des finances, M. Abdou Rahman, « l'intention qui se cache derrière ces menaces est l'espoir de monter les pays pauvres et en voie de développement contre l'OPEP et de tenir l'Organisation pour responsable de la situation économique dans le monde. Mais les pays en voie de développement n'attachent pas d'importance à ces menaces, tout simplement parce que les États-Unis et les autres pays industrialisés sont responsables de la détérioration des conditions économiques dans le monde ».

L'agence Algérie Presse Service estime de son côté qu'une nouvelle augmentation du brut est « parfaitement justifiée... et ne couvrira pas toutes les pertes des pays producteurs ». La mise en garde américaine fait partie des « prises de position intempestives et inutiles de M. Kissinger, qui sement le désaccord au sein même du clan des riches qu'il croit ainsi rassembler sous la houlette des États-Unis ».

Rastakht, le journal du parti unique iranien, estime, lui aussi, qu'« une fois de plus les États-Unis essayent de dresser les pays ».

● E.D.F. est autorisée à signer deux contrats avec des sociétés belges. — Les pouvoirs publics viennent d'approuver deux contrats conclus le 5 décembre 1975 entre l'Electricité de France et des sociétés belges. Le premier, signé avec la société Synatom, a trait à l'usine d'enrichissement d'uranium d'Eurodif. On sait que la Belgique participe pour 11 % environ à ce projet. Or E.D.F. va assurer l'intégralité de la fourniture d'énergie nécessaire au fonctionnement de l'usine. Le contrat qui vient d'être approuvé vise à ce que Synatom reverse à E.D.F. une quantité d'énergie égale à 11 % de la consommation d'Eurodif.

Le second contrat, signé avec les sociétés belges EBES et Intercom, concerne cette fois la centrale nucléaire du Tricastin, dont le coût global est de 8 milliards de francs environ. Ces deux sociétés belges en financeront 12,5 %. En contrepartie, elles disposeront de 12,5 % de la production d'électricité du Tricastin (soit 450 MW sur 3 600 MW).

pourvus contre les pays exportateurs de pétrole, alors que les « vrais responsables » de l'appauvrissement du tiers-monde sont les pays industrialisés. — (A.F.P., Reuters, U.P.).

LE ROI KHALED : les pays d'Europe doivent mettre de l'ordre chez eux.

« Si nous étions les seuls à être concernés par le prix du pétrole, nous aurions opté pour un « gel » des tarifs jusqu'à la fin de 1977 », a déclaré le roi Khaled d'Arabie Saoudite dans une interview à la revue américaine *Newsweek* accordée avant la mise en garde du département d'État américain. Toutefois, « nos engagements vis-à-vis des pays de l'OPEP nous empêchent de le faire ».

« Si les pays d'Europe ne prennent pas les mesures nécessaires pour mettre de l'ordre chez eux, ils continueront à être en proie à des problèmes économiques qui affecteront d'autres nations », ajoute le roi Khaled, pour qui il est « impossible de demander aux nations productrices d'accorder des subsides aux pays consommateurs en gelant les prix, au détriment des intérêts économiques des pays de l'OPEP ».

BUDGET

UN TROISIÈME « COLLECTIF » VA AUGMENTER DE 8 MILLIARDS LES DÉPENSES DE L'ÉTAT

Le Parlement examinera mi-décembre le troisième « collectif budgétaire » — dit de régularisation — qui rectifiera la loi de finances votée en décembre 1975. Son montant sera de 8 milliards de francs. La moitié de cette somme permettra une actualisation des traitements de la fonction publique; l'autre sera destinée aux entreprises nationales (S.N.C.F., Air France, E.D.F.), qui ont besoin d'une aide financière de l'État.

Dans le premier « collectif » adopté en juin, l'augmentation des charges portait sur 2 540 millions de francs couverts par un programme d'économies du même montant. Le deuxième « collectif », qui faisait partie du plan barre adopté en octobre, comprenait 9 350 millions de dépenses (5 500 pour l'aide à la recherche) et des recettes équivalentes.

Le déficit attendu pour l'exercice 1976 se situerait, selon les prévisions officielles, entre 15 et 16 milliards de francs. Toutefois, le chiffre de 20 milliards est le plus souvent indiqué dans les milieux concernés.

● EN GRANDE-BRETAGNE, le gouvernement annoncera prochainement des le mois prochain une réduction de 1 milliard de livres de ses dépenses publiques, ce qui entraînera une remontée du cours de la livre sterling, estime l'institut Henley de prévisions économiques dans son dernier rapport. Selon l'institut, d'autres mesures, telles qu'une augmentation de 10 % de la T.V.A., seront prises en même temps pour satisfaire le Fonds monétaire international (F.M.I.), qui s'apprête à accorder un prêt de 3,9 milliards de dollars à la Grande-Bretagne.

Isola 2000: L'investissement intelligent.

Interrogez ceux qui ont déjà investi à Isola 2000. Ce n'est pas seulement pour la neige et le soleil (garantis par écrit). Ni pour les 90 km de pistes, ni pour les 18 remontées mécaniques (où l'on n'attend pas). Ni pour le ski évolutif (la première étoile assurée ou remboursée). Ni même pour la proximité de la Méditerranée: Marseille 3h30, Nice 90 minutes... C'est aussi pour la rentabilité des investissements.

Exemple: studio D8:
prix d'acquisition: 110 800 F le 30/01/74
prix de revente: 130 000 F le 09/01/75
plus-value: 19 200 F soit 19 % sur un an.
A noter aussi la rentabilité garantie de 7 % indexée annuellement (netto de charges) et le service « location-gestion ».

isola 2000
N°1 DU COMBINÉ NEIGE ET SOLEIL
Maison d'Isola, 38, rue de Libourne, Paris 9^e 75009 ou 01.42.70.70.70
Pour recevoir gratuitement la documentation, remettez ce bon à M1 à la Maison d'Isola - 01.42.70.70.70 ou par courrier.
Nom: _____
Prénoms: _____
Adresse: _____
Tél: _____

Faites valider vos bulletins chez tous les dépositaires portant l'enseigne

Notices à votre disposition chez les dépositaires

SOCIALISME ET ENTREPRISE

25, rue du Louvre, Paris

ORGANISE UNE

CONFÉRENCE - DÉBATS

JACQUES DELORS

FORMATION ET PERSPECTIVES PROFESSIONNELLES DES CADRES

JEUDI 18 NOV. 1975 - 20 H. 45 - 32, RUE OLIVIER-ROYER
SALLE M. L. KING - PARIS-14^e - Métro PERNET

Au Vaudreuil, le temps des pionniers est déjà révolu.

Suivez la Seine, et à 100 km de Paris vous reconnaîtrez Le Vaudreuil. La nouvelle commune a deux ans - à peine - mais déjà tout existe, tout fonctionne. On y entre et on en sort facilement par l'autoroute de Normandie, l'aérodrome de Rouen, et les huit trains quotidiens pour Paris St-Lazare.

L'architecture est originale: toute en maisons, petits immeubles et rues piétonnes. Des balcons, des terrasses, des surfaces habitables plus larges et pourtant des habitations accessibles à tous (Crédit Foncier et HLM).

Les équipements ont devancé les habitations: de la Maternelle au Collège, la rentrée 76 s'est bien passée. Au théâtre de plein air les acteurs sont les enfants. Le maire a célébré les premiers mariages.

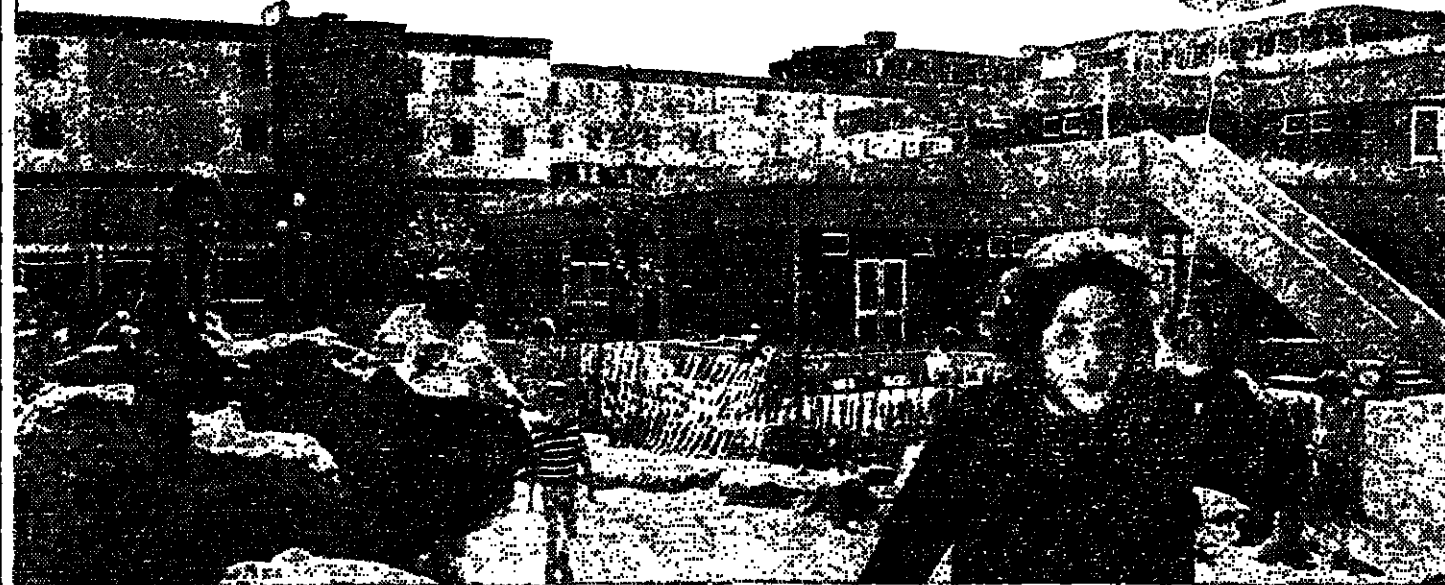
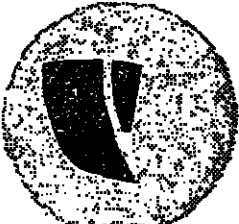
Sept experts ès-nature organisent et anticipent la lutte contre les nuisances: murets et talus anti-bruits, immeubles isolés des voies rapides, équipement tout électrique: Le Vaudreuil veut rester une ville à la campagne.

On ne s'ennuie pas au Vaudreuil et ce n'est pas étonnant: la route du Vaudreuil, c'est la route de vos week-ends. Golf, équitation, tennis, chasse en forêt de Bord, et voile sur 80 hectares de plan d'eau. Tous les soirs, si vous voulez.

Au Vaudreuil, on vit et on travaille déjà. Les parcs d'activités ne sont plus des chantiers: ils sont tous viabilisés et bien rodés par les 18 entreprises déjà installées: l'Institut Pasteur en 1973, et depuis: Upjohn, Télémécanique, CII, les parfums Hermès, etc.

En permanence au Vaudreuil, il y a un responsable rompu aux démarches administratives. C'est à lui qu'il faut vous adresser: M. Viger, Établissement Public du Vaudreuil, BP 5 27690 Léry - Tél. (32) 59.00.80.

Venez travailler où vous avez envie de vivre, vous économiserez une résidence secondaire.



Une ligne... une classe internationale

CROSS
DEPUIS 1946

Maintenant en France, chez les spécialistes et articles pour l'aviation.

Certains Français lisent un second quotidien chaque jour.

LA VIE ÉCONOMIQUE

AFFAIRES

BILLET

Vers une OPEP du phosphate ?

Une organisation des pays exportateurs de phosphate, analogue à l'OPEP, va-t-elle voir le jour ? Sa création a été préconisée à la fin de la semaine dernière, à Dakar, par les experts de six pays (Maroc, Algérie, Tunisie, Togo, Sénégal et Jordanie). Un communiqué commun a précisé que cette « organisation permanente aurait pour mission de définir une stratégie commune qui déterminerait, en fonction du marché et pour chaque période, le tonnage global à mettre en vente sur l'ensemble des pays membres et le mode de répartition de ce tonnage, ainsi que les prix ».

Les six pays sont également d'accord sur le fait que le champ d'application de l'organisation ne doit pas se limiter à la production mondiale, mais qu'elle doit concerner aussi bien le phosphate brut que les produits dérivés (acide phosphorique et superphosphates).

En revanche, les délégations n'ont pu encore préciser quelles seront la forme et la nature de la future organisation.

Cette réunion et ce communiqué revêtent une importance

particulière, pour deux raisons. La première est que l'accroissement des prix mondiaux du phosphate, après la flambée de 1974 et de 1975, conduit les principaux pays exportateurs à tenter de reprendre en main les marchés afin de sauvegarder des revenus qui représentent, notamment en ce qui concerne le Maroc, une part très considérable de leurs ressources. La seconde est que ces pays, qui assurent les deux tiers des exportations globales et plus de 80 % des réserves mondiales, acceptent de se regrouper autour du Maroc, le géant du phosphate avec plus de 70 % de ces réserves.

Alors qu'une telle organisation ne manquera pas de se heurter à l'opposition des États-Unis, premier producteur mondial, qui, après une absence de quelques années, sont revenus en force sur les marchés européens, à des prix extrêmement bas : ils ont même signé des accords particuliers avec des fabricants d'engrais français pour leur assurer des livraisons privilégiées, de façon à leur permettre d'échapper au quasi-monopole des exportateurs africains (essentiellement le Maroc).

80 % DES CLIENTS DE LA BANQUE BAUD VONT ÊTRE REMBOURSÉS

(De notre correspondant.)

Evian. — Parmi les clients de la banque Baud, mise en faillite il y a un mois, 80 % vont pouvoir reprendre possession de leurs « biens ». Les titulaires de comptes inférieurs à 100 000 francs (ils sont environ six cents) récupéreront intégralement dans quelques jours l'argent qu'ils avaient déposé à la banque et qui était bloqué depuis le 18 octobre. Les titulaires de comptes supérieurs à 100 000 francs pourront être remboursés dans l'immédiat jusqu'à concurrence de 100 000 francs. Les comptes supérieurs à 200 000 francs seront examinés cas par cas ; on procédera « ultérieurement » à leur règlement.

Cette solution ne peut en aucun cas libérer le système bancaire. Nous ne comprenons pas cette discrimination et nous souhaitons en connaître les raisons. Affirmait vendredi 12 novembre M. Ducret, président de l'Association de défense des intérêts des clients de la banque Baud devant quatre cents personnes titulaires de comptes, réunies au palais des congrès d'Evian. M. Flaminio, député (R.I.) de l'Ain, a déclaré : « Il est inadmissible qu'une affaire comme celle-ci puisse se produire en France ».

FAITS ET CHIFFRES

Agriculture

● **ERRATUM**. — Le secrétaire général du herd-book charolais est M. Marc Bompy, et non M. Bompy, comme nous l'avons écrit dans notre article intitulé « La rigueur de la sélection de l'élevage charolais est mise en cause » (le Monde daté 14-15 novembre).

Economies étrangères

● **EN AUTRICHE**, les prix de détail ont augmenté de 0,4 % en octobre par rapport à septembre. En un an, la hausse a été de 1,2 %.

Energie

● **WYEL : DECISION AU PRINTEMPS 1977**. — Le tribunal administratif de Fribourg au Brigançon a prononcé au printemps prochain sur la délivrance d'un permis de construire pour une centrale nucléaire à Wyel, à la frontière franco-allemande. Des organisations de défense de l'environnement ont déposé des plaintes pour empêcher l'édification de la centrale. (A.F.P.)

Foires et salons

● **M. CHRISTIAN BONNET**, ministre de l'Agriculture, devait inaugurer, ce lundi 15 novembre, en compagnie de M. André Rossi, ministre du commerce extérieur, le Salon international de l'alimentation (SIAL), qui se tiendra à la porte de Versailles, à Paris, jusqu'au 20 novembre. Cette manifestation biennale regroupe huit cent cinquante exposants français et huit cents étrangers représentant cinquante-cinq pays. L'accent est mis particulièrement cette année sur les innovations, notamment les préparations culinaires sans additif et sans colorant. Le SIAL, qui se veut le concurrent de l'ANUGA, manifestation qui se déroule tous les deux ans à Cologne, est un rendez-vous d'affaires : près d'un demi-milliard de francs de chiffre d'affaires y a été réalisé en 1974.

Nous louons aussi des voitures avec chauffeur

europcar

645.21.25

Opel EuroKadett

En André TAURAND
8, avenue Léonie
NANTERRE, Tél. 204.17.15.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

Lettre du président Ambroise ROUX aux actionnaires de la C.G.E.

Le 15 novembre 1976

Messieurs, Mesdames, Depuis juin dernier, date à laquelle je me suis adressé à vous lors de l'assemblée générale ordinaire de notre compagnie, d'importantes révisions ont été effectuées sur le bilan de la C.G.E. L'objectif principal de ces révisions était de clarifier la situation financière et de mettre en évidence les résultats réels de l'activité de la compagnie. Ces révisions ont été effectuées par un comité indépendant et ont abouti à des modifications importantes de la situation financière et des résultats de la compagnie.

Comme je vous l'ai annoncé, la C.G.E. a été constituée par la loi du 30 juin 1974 à partir de la fusion de la Compagnie Industrielle d'Électricité (C.I.E.) et de la Compagnie Générale d'Électricité (C.G.E.). Cette fusion a permis de rassembler les activités de la C.I.E. et de la C.G.E. dans une seule et même compagnie, ce qui a permis de réaliser des économies importantes et d'améliorer la performance de la compagnie.

Plus important encore est le fait que — comme je vous l'ai annoncé — la C.G.E. a été constituée par la loi du 30 juin 1974 à partir de la fusion de la C.I.E. et de la C.G.E. Cette fusion a permis de rassembler les activités de la C.I.E. et de la C.G.E. dans une seule et même compagnie, ce qui a permis de réaliser des économies importantes et d'améliorer la performance de la compagnie.

Enfin, il me faut vous informer d'accords plus récents intervenus entre notre groupe et la Compagnie de Salin-Gobela-Point-à-Mousson et tendant à la cession par cette dernière compagnie, à notre groupe, de ses activités industrielles dans le domaine des isolateurs en verre au Brésil. Cette cession, qui représentera dans les années à venir un chiffre d'affaires de l'ordre de 40 millions de francs, permettra à notre groupe de renforcer sa position dans le domaine des isolateurs en verre et de développer ses activités dans ce secteur.

L'activité de notre groupe se poursuit dans des conditions favorables. L'important carnet de commandes que nous avons au début de l'exercice, le redressement marqué de l'activité de notre économie à la suite du plan de relance de fin 1975, ont contribué à améliorer la situation financière de la C.G.E. et à assurer la poursuite de nos activités dans des conditions favorables.

Les deux sociétés A.G.F. VIE et A.G.F. I.A.R.T. sont filiales à 100 % de la Société Centrale des AGF, qui a exclusivement pour objet de détacher la totalité des actions des sociétés constituant le Groupe A.G.F. d'exercer les droits attachés à ces actions, et de faire bénéficier de ces droits ses propres actionnaires.

1.500 AGENTS GÉNÉRAUX DES A.G.F. METTENT PARTOUT EN FRANCE LEUR EXPÉRIENCE À VOTRE SERVICE

ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES MONDIAL
(en millions de francs)

	1975	1976	Variation
Au 30 septembre			
A.G.F. VIE	1.315	1.507	+ 14,6 %
A.G.F. I.A.R.T.	2.265	2.604	+ 15 %
	3.580	4.111	+ 14,8 %

Les deux sociétés A.G.F. VIE et A.G.F. I.A.R.T. sont filiales à 100 % de la Société Centrale des AGF, qui a exclusivement pour objet de détacher la totalité des actions des sociétés constituant le Groupe A.G.F. d'exercer les droits attachés à ces actions, et de faire bénéficier de ces droits ses propres actionnaires.

1.500 AGENTS GÉNÉRAUX DES A.G.F. METTENT PARTOUT EN FRANCE LEUR EXPÉRIENCE À VOTRE SERVICE

COMPAGNIE DES FORGES DE CHATILLON-COMMENTRY-BLACHE
SOCIÉTÉ DES HAUTS FOURNEAUX DE LA CHIERS

Les actionnaires de la Société des Hauts Fourneaux de la Chiers et de la Compagnie des Forges de Chatillon-Commentry-Blache, réunis le 10 novembre 1976 en assemblée générale extraordinaire, ont approuvé le projet de fusion des deux sociétés qui leur était proposé. En reconnaissance de l'apport fait au titre de la fusion par la Société des Hauts Fourneaux de la Chiers, le capital de la Compagnie des Forges de Chatillon-Commentry-Blache a été augmenté de 216 522 500 F et porté ainsi à 321 781 250 F par la répartition de 2 097 500 actions nouvelles de 15 F portant jouissance du 1er janvier 1976, coupon n° 33 attaché : ces actions seront attribuées aux actionnaires de la Société des Hauts Fourneaux de la Chiers à raison de cinq actions Chatillon-Commentry-Blache pour deux actions Chiers.

Les commandes, toujours plus irrégulières que les restaurations, ont marqué depuis le début de l'année une tendance à l'augmentation de façon notable sur le territoire national avec, au contraire, une certaine faiblesse pour celles étrangères à l'exportation. Mais tout laisse supposer, cependant, que, pour l'ensemble du groupe, l'année 1976 sera finalement caractérisée par un niveau de commandes élevé.

Bien entendu, les prévisions à plus long terme sont aujourd'hui beaucoup plus difficiles à établir qu'il y a quelques mois, du fait de l'indéterminable tassement de la reprise économique française enregistrée à la fin du premier semestre de cette année, et bien plus encore des conséquences possibles du plan de lutte contre l'inflation récemment adopté par le gouvernement. Ce plan ne peut manquer, en particulier, d'avoir des incidences sur les résultats des entreprises, tant au niveau de l'impôt exceptionnel de 1976 que du blocage des prix ; un dépit de sa volonté de ne pas ralentir l'expansion, on peut cependant penser que la consommation, et plus encore l'investissement, ne soient pas à la veille d'un développement important dans une période où l'émersion domine.

Mais c'est seulement d'ici quelques mois qu'il sera possible, tant au plan de l'économie française qu'à celui de notre compagnie, de tenter de réviser les perspectives de 1977 à la lumière des premières conséquences des mesures gouvernementales.

Il me reste à vous parler des résultats de notre compagnie. Ainsi que je vous l'ai annoncé à notre dernière assemblée générale, il s'agit en principe d'indicateurs sur ceux de 1975, puisque les résultats de 1976 sont en millions de francs, contre 102,5 millions de francs en millions de francs, contre 102,5 millions de francs en millions de francs. Cette évolution favorable devrait permettre de procéder à une importante augmentation de notre distribution aux actionnaires, que, par mesure de prudence, nous avons laissée pour l'exercice 1975 au niveau de l'exercice 1974 (87,3 millions de francs). Mais, là aussi, les incertitudes du plan de lutte contre l'inflation concernant la politique des dividendes à verser en 1977 nécessitent d'attendre les précisions à venir.

C'est également dans de bonnes conditions que se présentent les résultats consolidés de notre groupe. Le retour de l'Alsthom à une situation meilleure, la fusion Alsthom-Atlantique, le redressement de la situation des Câbles de Lyon et de l'Européenne d'Entreprises ont contribué à la santé de l'ensemble de nos entreprises.

Nos résultats consolidés s'élevaient en 1975 à 161 millions de francs. En 1976, à l'heure actuelle des choses, et avec toute la prudence que s'impose compte tenu des deux mois restant à couvrir sur l'exercice 1976, on peut estimer que ces résultats, après impôt exceptionnel d'un montant de 18 millions de francs, ne seront pas inférieurs à 220 millions de francs.

Sur ces bases, le cash flow de l'exercice devrait être de l'ordre de 300 millions de francs, contre 600 millions de francs en 1975. Il permettrait d'assurer à près de 80 % le financement du programme d'investissement exceptionnellement élevé que nous développons depuis 1974 et que nous avons l'intention de poursuivre en 1977. Une telle valeur d'investissement implique une profonde confiance dans l'avenir de notre groupe. C'est celle que nous ont manifestée actionnaires et obligataires lors de notre émission d'obligations convertibles réalisée en 1975. C'est aussi celle dont notre compagnie fait preuve aujourd'hui. Mais cette confiance dans l'avenir se situe également dans la ligne de l'action menée par les pouvoirs publics, qui souhaitent favoriser le développement du potentiel industriel des entreprises françaises. En dépit des difficultés que traverse notre pays, nous maintenons donc la politique que nous avons définie depuis le début 1974 et qui, poursuivie sans relâche depuis lors à travers les plans de stabilisation comme les plans de relance, nous a permis, en investissant massivement pour préparer l'avenir, de développer sans à-coup l'activité de notre groupe et de maintenir nos résultats à des niveaux assurant à nos actionnaires la juste rentabilité de leur capital.

Ambroise ROUX.

EMPRUNT RTT

TAUX NOMINAL : 11%

TAUX ACTUARIEL BRUT : 10,98%

VALEUR NOMINALE : 1000 F
DURÉE : 15 ANS
REMBOURSEMENT : AU PAIR

SOUSSCRIPTIONS
BUREAUX DE POSTE
COMPTABLES DU TRÉSOR
CHEQUES POSTAUX

SOUSCRIVEZ
c'est votre emprunt

GARANTI PAR L'ÉTAT
CLÔTURE SANS PRÉAVIS

صكوك الاموال

LES MARCHÉS FINANCIERS

EURO-DEVISES

Succès permanent des émissions en euro-deutsche marks

Londres (Agf). — C'est un volume de 400 millions de dollars d'émissions nouvelles qui offre en ce début de semaine sur le marché euro-obligataire. Si l'on y ajoute les 135 millions de dollars encore en cours de souscription de l'Union maïa, c'est donc plus de 500 millions de dollars qui sont destinés au secteur du marché libéré en devises U.S. Les montants précis ont été annoncés par la presse financière, mais ils ne sont pas officiels. On trouve profondément affecté par une vague d'importantes dévaluations. Cependant, des lors, le succès de la main droite du marché n'est pas en danger. Les émissions de la semaine dernière ont été très bien accueillies. La réponse à cette question tient en grande partie à la manière dont les euro-obligataires ont été placés durant l'année qui a précédé. Parce que les taux de rendement à court terme sont si élevés, les investisseurs ont été attirés par les obligations à court terme. Mais, à la fin de l'année, les investisseurs ont commencé à se désintéresser de ces obligations à court terme et à se tourner vers les obligations à long terme. C'est pourquoi les émissions de la semaine dernière ont été si bien accueillies. Les investisseurs ont été attirés par les obligations à long terme parce qu'ils ont vu que les taux de rendement à long terme étaient plus élevés que ceux à court terme. C'est pourquoi les émissions de la semaine dernière ont été si bien accueillies.

LONDRES

Nouvelle avance

Encouragé par la remontée du sterling et les prévisions économi-ques très favorables du Herley Con-ter, le marché reprend son avance lundi matin. Les industriels pro-prennent 13 742 millions de francs (+16 %). Les résultats sont plus et moins-values de la société de-ventent avoisiner 115 millions de francs contre 105,5 millions et per-mettent de procéder à une importante augmentation du dividende (le re-venu global pour 1975 était de 25,85 P.).

BEVILLON FRERES

Attribution gratuite de trois actions nou-velles pour deux anciennes. Le capi-tal sera porté à 107 227 500 P.

COMPAGNIE FRANÇAISE DES FERRAILLES

Chiffre d'affaires hors taxes pour l'exercice 1975-1976 : 920,53 millions de francs contre 801,45 millions.

THOMSON-C.S.F.

Pour 1976, le chiffre d'affaires du groupe devrait progresser de près de 15 % pour dépasser 4 milliards de francs.

TOUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Enfin pris : 10 3/16 %

INDICES QUOTIDIENS

(Base 100 : 25 déc. 1961.)

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

C.G.E. — L'activité du groupe se poursuit dans des conditions favorables.

Pour les neuf premiers mois, le chiffre d'affaires consolidé hors taxes avoisine 13 742 millions de francs (+16 %). Les résultats sont plus et moins-values de la société de-ventent avoisiner 115 millions de francs contre 105,5 millions et per-mettent de procéder à une importante augmentation du dividende (le re-venu global pour 1975 était de 25,85 P.).

BEVILLON FRERES

Attribution gratuite de trois actions nou-velles pour deux anciennes. Le capi-tal sera porté à 107 227 500 P.

COMPAGNIE FRANÇAISE DES FERRAILLES

Chiffre d'affaires hors taxes pour l'exercice 1975-1976 : 920,53 millions de francs contre 801,45 millions.

THOMSON-C.S.F.

Pour 1976, le chiffre d'affaires du groupe devrait progresser de près de 15 % pour dépasser 4 milliards de francs.

TOUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Enfin pris : 10 3/16 %

INDICES QUOTIDIENS

(Base 100 : 25 déc. 1961.)

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

10 nov. 1976

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

24.5. LES SEPT ÉLECTIONS LÉGISLATIVES PARTIELLES

8. AFRIQUE

— **MAROC** : les candidats « indépendants » ont remporté près des deux tiers des sièges aux élections municipales.

8-9. PROCHE-ORIENT

— **ÉGYPTE** : M. Barre souligne la concordance de vues des dirigeants égyptiens et français.

10. EUROPE

— **PORTUGAL** : M. Cunha est réélu secrétaire général du P.C.

11. DIPLOMATIE

— **OSÉE** : le gouvernement conservateur tente de relancer l'économie.

12-13. ASIE

— **CRISTINE** : le Quotidien du peuple annonce l'application de « règles rationnelles » dans l'économie.

13. AMÉRIQUES

— **ARGENTINE** : quarante-six milliers de réfugiés ont été rapatriés dans la province de Buenos-Aires.

14. SOCIÉTÉ

— Le congrès de la Fédération Léo-Lagrange.

14. ÉDUCATION

— La convention de la FNEF.

15. RELIGION

— Mgr Lefebvre en Angleterre.

16-18. ARTS ET SPECTACLES

— **CINÉMA** : le Festival de Paris ; Un cavalier au désert.

— **MUSIQUE** : L'Orchestre, du Darius Milhaud.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

Pages 33 à 36

— Les espoirs mis en 1974 dans le charbon français s'avèrent déçus.

— La répartition des revenus de l'industrie échappe de plus en plus aux entreprises.

— Point de vue : trop d'ombres sur la fiscalité des grands groupes, par Jean Poperen.

— L'industrie de la machine-outil au creux de la vague.

— Comment classer les pays selon le degré d'inégalité des revenus.

37. SPORTS

— **RUGBY** : la Roumanie bat la France 15 à 12.

— **ATHLÉTISME** : Gu. Drott est repêché à la Fédération internationale.

— Les fédérations face à l'horizon 80 des Jeux olympiques : la voile.

44. JUSTICE

— Pétitions, débrayages et grèves : une semaine sociale sous le signe de la diversité.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

— Pétitions, débrayages et grèves : une semaine sociale sous le signe de la diversité.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (31)
Annonces classées (38 à 43) : Carnet (15) ; Aujourd'hui (31) ; Journal officiel (31) ; Météorologie (31) ; Mots croisés (31) ; Bouche (37).

Le numéro du « Monde » daté 14 et 15 novembre 1976 a été tiré à 519 340 exemplaires.

Rémy
82, Fg St-Antoine
PARIS XII - 343.63.38

Lit de repos Louis XVI
cane 0,80 x 1,50 m sur dimensions.
Réalité en nos ateliers : lits, lits de repos, bureaux, à baldaquin, tous styles, fab. sur mesure.
Laques et peintures anciennes.

Collection unique de commodes et secrétaires
Véritables copies exécutées sur vieilles croisées

A B C D E F G

LES PRIX LITTÉRAIRES

• GONCOURT : Patrick Grainville

Le prix Goncourt a été attribué à Patrick Grainville pour « Les Flamboyants » (Le Seuil).

C'est pour son quatrième roman que ce jeune professeur, agrégé de lettres, né à Villers en 1947 et qui enseigne actuellement au lycée de Sartrouville, remporte la palme. Mais déjà la Lisère, son second roman, publié en 1973, avait manqué de peu le prix. Quatre ans contre quatre à l'œuvre de Jacques Chessex qui n'avait triomphé qu'au cinquième tour de scrutin. À l'émission de télévision qui avait suivi le prix, et à laquelle participait l'académicien, on avait entendu parler au sujet du refus que de l'œuvre. C'était un éclatant début.

L'année précédente, la Tolson, première œuvre de Patrick Grainville, avait causé moins de résonance. Mais quel qu'il soit, reconnu l'étoffe d'un écrivain : c'était Henri de Montherlant. Grainville avait consacré son mémoire de maîtrise, et il était entré en correspondance avec lui. L'Abîme, son troisième roman publié en 1974, était beaucoup des romans de la Lisère. L'œuvre biographique mythique s'inaugure avec ce livre s'y poursuivait pourtant. Après avoir décrit l'éveil et l'émancipation de l'auteur dans l'enfance, la jeunesse et la maturité, Patrick Grainville s'attachait à la vieillesse. À la Lorraine et à la place Stanislas qui composent

à la Lisère un somptueux décor, se substituent une maison de retraite proche de Deauville, où une sorte de mage vit ses dernières et vives ardeurs auprès d'une jeune fille de vingt ans. Cette approche et cette conjuration de la mort qui demandent à être traitées avec discrétion. La fureur verbale et imaginative de l'auteur s'y exerce au contraire.

Avec les Flamboyants, un roman sur l'Afrique centrée sur un dictateur sauvage et l'oubliant, Patrick Grainville a trouvé un thème plus en rapport avec son tempérament et son style. L'ouvrage fut pourtant à deux reprises, dans une version longue et une version brève, refusé chez Gallimard. C'est cette seconde version, qui, publiée par Le Seuil, vient d'être couronnée. Paul Morand, dans l'article qu'il a consacré aux Flamboyants, Le Monde du 10 septembre 1976 a parlé de ce livre comme d'un « opéra sublime, baroque et baroté ». « Il arrive, écrit-il, que le lecteur saute d'impressions éprouve la tentation de tricher un peu ou d'aller au plus court. C'est la force de Patrick Grainville romancier naturel, affablateur ne de l'oublier à demeurer attaché à la magie patiente des mots, de le réinsérer dans son récit, de lui imposer son rythme, l'enroulement de ses métaphores et de ses métonymies. »

• RENAUDOT : Michel Henry

Le prix Renaudot a été attribué à Michel Henry pour « L'Amour les yeux fermés » (Gallimard), par 5 voix contre 2. Les autres lauréats du prix sont : « États du désert », de Marc Cholodenko (Flammarion), et 2 au jeu du roi », de Jean Raspail (Laffont).

Michel Henry s'est fait un nom comme philosophe avant de trouver le prix Renaudot. Il est né en 1922 à Haidphong, agrégé de philosophie, professeur dans cette discipline à l'université de Montpellier, il a été nommé directeur de l'Institut de philosophie de la Sorbonne. Son livre, L'Amour les yeux fermés, paru en 1974, est une philosophie de la réalité, tome I : Une philosophie de l'économie. Gallimard a analysé les concepts du philosophe, leur origine, leurs relations, leur continuité. Définissant le marxisme sans faits sur Marx, Michel Henry projetait un éclairage qui allait à l'encontre de bien des idées reçues, et faisait de Marx non plus le docteur du matérialisme historique mais un penseur de la vie individuelle (voir son entretien avec Roger-Pol Drott dans le Monde du 16 avril 1976).

Dès sa thèse soutenue en 1964 (l'Essence de la manifestation, 2 vol., Presses universitaires), Michel Henry a été remarqué par ses pairs comme un philosophe de l'authenticité. Plusieurs de ses ouvrages, publiés dans des revues ou des « hommages » à Jean Hyppolite et Paul Ricoeur.

Mais la tentation romanesque s'exerçait depuis longtemps sur son premier roman qui en effet un roman, le jeune Officier, publié chez Gallimard en 1954. L'Amour les yeux fermés (Gallimard) marque donc un retour à la création romanesque. Cette fiction reste néanmoins la création d'un penseur. Sous les dehors d'une fable, située dans une ville imaginaire, c'est la crise de la civilisation occidentale que décrit le roman, et la recherche de la vérité qui bouleversent l'Université.

Le livre, d'une facture très classique, est divisé en deux parties. La première, qui a été reçue d'abord par la critique, est celle de Bertrand Poirot-Delpech, dans son feuilleton du 5 novembre, déplorant, en des termes sévères, l'égotisme dans la fiction d'un « brillant professeur Robert Kanters, dans le Figaro littéraire, parlant d'« un bon roman d'aventures », écrit : « Le dessin de Michel Henry, d'un courage absolument nouveau dans le monde des lettres d'aujourd'hui, est de nous faire comprendre qu'un imbécile est un imbécile, même si c'est un jeune révolutionnaire. »

NOUVELLES BRÈVES

• M. Robert Galley, ministre français de la coopération, est arrivé lundi 15 novembre à Niamey, pour une visite de quatre jours au Niger. Il doit être reçu, lundi matin, par le lieutenant-colonel Seydi Koumtebe, chef de l'État nigérien. — (A.F.P.)

• Une explosion qui serait due à une fuite de gaz a tué une personne et blessé trois autres personnes d'un village du Mali, ce lundi matin, 15 novembre. L'explosion s'est produite dans l'appartement de M. Charles Pouto, soixante-cinq ans, qui a été tué sur le coup. Plusieurs autres appartements de l'immeuble ont été sérieusement endommagés.

• Les inscriptions au baccalauréat du second degré et au baccalauréat de techniciens seront ouvertes du lundi 3 janvier 1977 au mardi 26 janvier inclus, annonce un arrêté du ministre de l'éducation, publié au Journal officiel.

du 13 novembre. Celles pour l'épreuve anticipée de français — passée à la fin de la classe de première — seront ouvertes du lundi 7 février 1977 au lundi 7 mars inclus. Pour la série D (sciences agronomiques et techniques), les examens ne sont organisés que dans les académies d'Alger, Marseille, d'Amiens, de Bordeaux, de Caen, de Clermont, de Dijon, de Lyon, de Montpellier, de Nancy-Metz, de Nantes, de Nice, d'Orléans, de Poitiers, de Reims, de Rennes, de Rouen, de Strasbourg et de Toulouse ; les candidats devront s'inscrire dans l'académie où ils comptent passer les épreuves.

• L'équipe de France de football qui rencontrera l'Irlande le 17 novembre, au Parc des Princes, aura la composition suivante : Barthelemy, Llanoy, Lopez, Trésor, Bostis, Kéroux, Pinel, Sathenay, Rocheteau, Lacombe, Stc.

NOMBRE RECORD DE DEMANDEURS D'EMPLOI : 1 025 300 A FIN OCTOBRE

Un million vingt-cinq mille trois cents demandes d'emploi enregistrées, en données observées, au 31 octobre : jamais un tel chiffre — encore officiel, puisqu'il n'était pas confirmé officiellement ce lundi matin 15 novembre. — n'avait été atteint. Le cap du million de demandeurs d'emploi avait été dépassé pour la première fois en octobre 1975 avec 1 015 600 et son point culminant — avait été constaté en novembre 1975 avec 1 020 100.

En données corrigées des variations saisonnières, le nombre de demandes d'emploi a en revanche baissé : il est passé de 941 200 fin septembre à 935 400 fin octobre.

Au troisième trimestre LES SALAIRES HORAIRES AURAIENT PROGRESSÉ DE 3,5 À 4 %

L'augmentation du taux de salaire horaire au troisième trimestre 1976 a été comprise entre 3,5 et 4 %, au lieu de 2,8 % il y a un an, à la même époque, et de 2,3 % au deuxième trimestre 1976. Cette forte hausse, qui correspond à un taux annuel compris entre 14 et 16 %, n'a fait que compenser une importante réduction de la durée du travail (1,6 % environ) pendant la même période, notamment dans le bâtiment (— 2 % environ).

Les statistiques officielles, lorsqu'elles seront publiées, montreront une progression de gains — ou de la masse salariale — nettement moins rapide, pour ce motif, que celle du taux des salaires horaires.

CHANGES

HAUSSE DE LA LIVRE ET DE L'OR

Le cours de la livre s'est nettement redressé lundi matin sur les marchés des changes, s'établissant à 1,840 dollar contre 1,835 dollar vendredi sur le marché de Londres, et à 2,50 F contre 2,48 F sur celui de Paris. L'or, quant à lui, a été attribué à la prime de position de la France en faveur de la réduction des balances sterling rendue publique à l'issue de la réunion de Bambolet. Le calme a régné sur les autres monnaies, les francs restant stable avec un dollar à 4,980 F et un deutschemark à 2,08 F, ce qui a permis à la Banque de France de réduire encore de 1/8 % le taux du marché monétaire.

La hausse par rapport au marché de Londres, où l'once de métal précieux a été cotée 138,30 dollars contre 138,60 dollars.

DECORATION LES TISSUS D'AMEUBLEMENT EN VOGUE :

- Velours contemporains à dessins « patchwork » et « design ».
- Nouveaux tissus Jacquard.
- Toiles et chinés, imprimés anglais, américains, suédois, italiens.
- Tweeds et tissus spéciaux écru - blancs - beige.
- Nouveaux lampas et tapisseries de style.

de 28" à 175" le mètre
(tous nos articles sont en stock)

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

M. Francis Pinelli nuance ses déclarations sur « l'indépendance de la Corse »

M. Francis Pinelli, conseiller général du canton de Calenzana (Haute-Corse), qui, après la publication mercredi 10 novembre d'un manifeste en faveur de l'indépendance de la Corse, a fait l'objet des derniers jours de plusieurs attentats. (Le Monde daté 14-15 novembre), vient de nuancer ses conceptions devant la presse. « J'ai suggéré cette solution comme un moindre mal, a déclaré le conseiller général. On ne m'a pas compris, je ne prône pas seulement l'indépendance, je donne plusieurs solutions. » Ce ton conciliant parviendra-t-il à convaincre les instigateurs des attentats contre les biens du conseiller général, revendiqués par le Mouvement pour la Corse française, de cesser leurs représailles, et les élus du département, notamment M. François Giacobbi, président du conseil général de Haute-Corse de faire leur « indignation » devant un tel manifeste ?

La fédération de la Corse-du-Sud du parti communiste a d'autre part déclaré dans un communiqué : « Chez ceux qui parlent d'indépendance de l'île, il y a du bien ignorance, ou bien mépris des sentiments profonds de la »

Corse, ou bien encore, et c'est plus probable, les deux à la fois. »

Attentat à Bastia

D'autre part, la villa de M. Jean Lançon, président de la chambre de commerce et d'industrie de Bastia-Corte-Balagne, a été plastiquée dans la soirée de samedi 13 novembre. Les dégâts sont importants, mais surtout, nous signale notre correspondant à Bastia, l'attentat a été commis alors que la maison était éclairée et visiblement occupée. L'explosif a été déposé sur l'appui de la fenêtre du salon où la famille de M. Lançon regardait la télévision.

Le président de la chambre de commerce est réputé pour la fermeté de ses propos. Il avait notamment évoqué le 4 novembre dernier, au moment de sa réélection, « ceux qui agissent dans l'ombre, quelques-uns peut-être de bonne foi mais monopolisés, les uns par des agents de l'étranger, d'autres par des nationalistes qui veulent que malheureux ». M. Lançon avait d'autre part estimé, au lendemain de l'opération, que « la mort » était « le temps de la peur » était « révolu ».

JOURNALISTE ET ÉCRIVAIN

André Sévry est mort

Nous apprenons la mort de notre ancien collaborateur André Sévry, journaliste et écrivain, décédé à Montpellier dans sa soixante-seizième année.

Un artisan du reportage

André Sévry était un journaliste et un écrivain de talent et de cœur. Il avait travaillé au cap Bon, en Tunisie en 1952, ce qui lui valut quelques ennuis avec les autorités françaises de l'époque.

Il est le chroniqueur de l'affaire de Lurs, et, dans un tout autre ordre, des auteurs de l'ancien « préfet du maquis », Georges Guingouin. Son style est vivant, coloré. Ses enquêtes sont minutieuses. Il se veut et il possède toutes les qualités de l'artisan qu'il a été.

En 1954, ce voyageur professionnel se laisse tenter par le vieillesse d'un village de la province. Il quitte un journal auquel il ne cessera jamais de prêter sa plume et sa fierté d'avoir appartenu. Il devient chef de centre du Progrès à Vienne (Isère), et s'installe à Combrailles, tout au nord du Rhône, jusqu'à sa retraite.

Chaleureux, enthousiaste, d'une honnêteté transparente, il fut pour les jeunes reporters non seulement un modèle, mais un appui fraternel. Après la mort tragique de l'un d'eux, François-Jean Armoiré, il avait créé avec quelques amis un prix du grand reportage pour perpétuer son souvenir. Outre Cavalerie, il était l'auteur de trois romans en partie autobiographiques : Les Mains, Côte des esclaves, Golconde.

La direction et la rédaction du Monde adressent à ses enfants et petits-enfants leurs sincères condoléances.

M. JIMMY CARTER OBTIENT L'INTÉGRATION RACIALE DE SON ÉGLISE BAPTISTE

Plains (A.F.P., U.P.I.). — De retour dans son village natal de Plains (Géorgie), M. Carter a mis fin dimanche 14 novembre, à la querelle qui agite depuis la veille des élections la communauté baptiste dont il est l'un des dirigeants. Après trois heures de délibération, les membres de la communauté ont décidé d'accueillir dans leur Église et tous ceux qui veulent révéler Jésus-Christ et d'admettre ainsi les Noirs à participer aux services religieux. « Pleinement satisfait », M. Carter arborait un large sourire à l'issue de ces véritables négociations. Les fidèles se sont prononcés, par 120 voix contre 66, en faveur de la motion d'intégration soutenue par M. Carter.

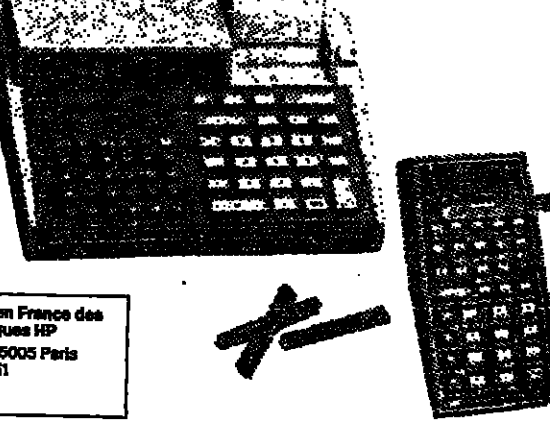
PIANO ORGUE
Pour tout achat :
Piano center
Pianos : Paris Ouest : 71, rue de l'Église.
52250 LA BARENNE - Tél. 242.28.30 & 702.75.87
Pianos, Orgues : Paris Est : 122-124, rue de Paris.
93000 MONTREUIL - Tél. 657.83.38

A "la Règle à Calcul", une exclusivité Hewlett-Packard : vos données, vos programmes, sur carte magnétique !

A "la Règle à Calcul", découvrez les deux nouveaux calculateurs programmables HP 224 "lignes" de programmes ou 25 registres de données sur une carte magnétique, 3 niveaux de sous-programmes, 10 fonctions à définir, 3 types d'adressage (symbolique, indirect, relatif), 4 indicateurs, 10 instructions conditionnelles.

le HP-67 : format de poche 3 420 F.T.T.
le HP-97 : version avec imprimante 5 700 F.T.T.

la Règle à Calcul
HEWLETT-PACKARD



1er distributeur agréé en France des calculateurs électroniques HP
65 Bd Saint-Germain, 75005 Paris
Tél. 033 02-63033 34-61

صلى الله عليه وآله